

Le succès du « oui » au référendum ouvre la voie à un partage du pouvoir avec les Noirs

Les Blancs d'Afrique du Sud approuvent largement la politique réformiste de M. De Klerk

Un homme et un pari

LES dés sont jetés. L'Afrique du Sud blanche, en approuvant amplement la politique de réformes du président Frederik De Klerk, a signé, en pleine conscience, l'arrêt de mort du système d'apartheid mis en place en 1948, et a ouvert, du même coup, la voie vers une démocratie multiraciale. La large victoire des partisans du « oui » fait du référendum du mardi 17 mars un des événements les plus importants de l'histoire sud-africaine.

Cette victoire est d'abord celle d'un homme dont l'habileté politique aura réussi à marginaliser les nostalgiques de l'ordre ancien et à convaincre la minorité blanche - pourtant inquiète à l'idée de devoir partager, demain, le pouvoir avec la majorité noire - de sa rallier au drapeau de la négociation et des réformes.

M. DE KLERK, qui avait été élu président de la République en 1989, la création d'une « nouvelle Afrique du Sud », voit sa détermination spectaculairement récompensée. Fort de ce mandat qui lui assure une légitimité sans précédent, tant sur le plan national qu'international, M. De Klerk ne va pas manquer de donner un coup d'accélérateur au processus de dialogue engagé, dès 1990, avec les représentants du Congrès national africain (ANC) et officialisé, en décembre 1991, par l'ouverture de la Convention pour une Afrique du Sud démocratique (CODESA), chargée de réviser la Constitution.

La prochaine réunion plénière de la CODESA, prévue fin avril, sera capitale. C'est là, en effet, que seront précisés les contours du futur gouvernement intérimaire, où, pour la première fois, les Noirs prendront leur place, aux côtés de leurs compatriotes blancs. Les délégués de la CODESA seront ensuite soumis au vote du Parlement, où le Parti national (NP) du président De Klerk dispose de la majorité absolue.

La réussite de ce coup de poker référendaire représente aussi une cuisante défaite pour le Parti conservateur (CP), farouche partisan du « non » : à l'évidence, le spectre du « péril noir » n'a pas fait regretter. Les revers que le CP a essuyés dans plusieurs de ses fiefs, notamment dans l'Etat libre d'Orange, l'attestent. Cette défaite risque de susciter bien des orages au sein même du CP. Entre ceux qui choisiront le voie légale pour faire entendre leur voix - y compris au sein de la CODESA - et les extrémistes de droite, prêts à tout pour défendre le « fortin blanc », le fossé risque de se creuser très vite. De ce point de vue, l'attitude de l'armée et de la police sera déterminante.

Le chef de l'Etat, en contraignant l'ensemble de ses compatriotes, quelle que soit la couleur de leur peau, à se déterminer conformément à ses propres convictions, a acquis un poids politique considérable, qui le mettra en meilleure position pour la suite des négociations avec la communauté noire. Il a fait la preuve qu'il était homme de parole, qu'il n'y a plus désormais de marche en arrière possible, indiquant par là même que l'Afrique du Sud doit maintenant prendre sa place dans la communauté internationale.

Alors que, à la veille du scrutin, nombre de partisans du président Frederik De Klerk redoutaient encore une mauvaise surprise, le « oui » l'a nettement emporté au référendum organisé mardi 17 mars au sein de la communauté blanche sur la poursuite du processus de réformes en Afrique du Sud. Une participation exceptionnellement forte pour le pays (plus de 70 %) laissait prévoir, avant même la proclamation des premiers résultats, mercredi matin, un succès pour le chef de l'Etat. Selon une projection faite à partir d'un dépouillement partiel, le « oui » devait recueillir près de 60 % des voix.

Les mises en garde lancées par M. De Klerk contre un retour en arrière, les risques de guerre civile et d'un nouvel isolement du pays ont abouti au résultat recherché. Même à Kroonstad, une ville de la province très conservatrice d'Orange, les électeurs se sont prononcés en faveur du dialogue avec les mouvements noirs pour un partage du pouvoir. Dès la fermeture des bureaux de vote, l'extrême droite, dont la campagne avait tant inquiété les partisans du « oui », avait implicitement admis sa défaite.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

« Vous pouvez en être sûrs, j'ai bien voté. J'ai voté oui ! » Le président De Klerk a fait cette plaisante confidence après avoir glissé son bulletin dans l'urne du bureau de vote installé dans l'école primaire d'Arcadia, un quartier résidentiel de Pretoria, proche de la présidence. Des fidèles du Parti conservateur (CP) avaient disposé un cercueil et une couronne mortuaire sur laquelle on pouvait lire : « Arrêtez le meurtre de la nation. Votez non ! » Mais le président ne la

remarque même pas. Très tôt mardi matin, des embouteillages avaient commencé à se former aux carrefours des grandes artères de Johannesburg, les électeurs ayant apparemment choisi d'exprimer leur choix avant de se rendre au travail. Mais l'engouement fut tel qu'en bien des endroits les fonctionnaires chargés de la régularité du scrutin durent, à leur grande surprise, laisser les urnes ouvertes bien après 21 heures. D'innombrables queues s'élevaient un peu partout devant les bureaux de vote. A Sandton, un quartier mixte d'affaires et de somptueuses résidences dans la banlieue chic, au nord de Johan-



FRÉDÉRIC FRITSCHER

Lire la suite page 3

Au moins dix tués Attentat anti-israélien à Buenos Aires

L'attentat à la bombe perpétré mardi 17 mars contre l'ambassade d'Israël à Buenos Aires a fait au moins une dizaine de morts et de très nombreux blessés. L'explosion pourrait être due à une voiture piégée placée à proximité de la représentation diplomatique, mais d'autres hypothèses sont retenues. Le président Menem a évoqué une piste « intérieure », mettant en cause des « nazis » argentins, alors qu'Israël semble privilégier la filière proche-orientale.

Lire page 3 les articles de PATRICE CLAUDE et CHRISTINE LEGRAND

Le vaccin, un espoir pour le développement

L'expérimentation sur l'homme d'un vaccin contre la bilharziose va ouvrir de grandes perspectives à la lutte contre les maladies parasitaires

ANNÉCY

de notre envoyé spécial

Et si le combat contre les maladies parasitaires n'était pas perdu ? Et si, contrairement à une idée trop largement reçue, il devenait aujourd'hui envisageable de voir, un jour, ces fâcheux que sont les maladies parasitaires endémiques vaincues par des vaccins ?

Cette espèce de fatalité dont on a trop souvent voulu accabler les

pays en voie de développement - faute bien souvent de leur venir en aide de manière efficace - serait-elle, enfin, en passe d'être surmontée ?

A en juger par la teneur de certaines communications entendues lors du congrès d'Annecy, de nombreux chercheurs ne voient plus se résigner à livrer un combat perdu d'avance. « Après tout », résumait le professeur André Capron, directeur de l'unité d'immunologie des mala-

diés transmissibles et allergiques de l'INSERM, Institut Pasteur de Lille, la communauté internationale n'a réellement intensifié son aide et ses efforts contre les maladies parasitaires que depuis une vingtaine d'années. Mettre au point un vaccin prend forcément du temps. Il est donc, dans ces conditions, tout à fait normal qu'on ne prenne conscience qu'aujourd'hui de la faisabilité de ces vaccins. »

FRANCK NOUCHI

Lire la suite page 12

PRIX DE LA CRITIQUE INTERNATIONALE (FIPRESCI) BERLIN 92

la vie de bohème

un film de aki kaurismäki

Bibliothèque morose...

Le Salon du livre s'ouvre vendredi. La profession tente de faire face à la baisse des ventes

par Pierre Lepapè

« La chaîne du livre est un peu malade... Nous espérons avoir touché le fond. » M. Serge Eyrolles, le nouveau président du Syndicat national de l'édition (SNE) est un adepte du franc-parler. Il ne cherche pas à minimiser les difficultés de l'édition et de la librairie françaises.

Il est vrai que les chiffres de 1991 sont mauvais. Si le chiffre d'affaires global de l'édition demeure sensiblement égal, en francs courants, à celui de 1990 - autour de 15 milliards de francs - cette stagnation marque, en francs réels, une baisse sensible. En nombre d'exemplaires vendus, le fléchissement atteint 2,3 %. Effets de la guerre du Golfe qui a mobilisé les lecteurs

potentiels autour de leur appareil de télévision ? Il n'y a plus personne pour le croire. La baisse des achats a été de 0,4 % au premier trimestre par rapport à l'année précédente, ce qui est minime. En revanche, après une embellie au deuxième trimestre (+ 5,8 %), les baisses ont marqué le troisième trimestre (- 3,8 %) et surtout le quatrième (- 8,4 %).

Or le second semestre, avec la rentrée littéraire et les achats de fin d'année, est celui où traditionnellement les éditeurs réalisent plus de 60 % de leur chiffre d'affaires.

Ce que l'on sait déjà des deux premiers mois de 1992 va dans le même sens : négatif.

Lire la suite et l'article de NICOLE ZAND page 22

GATT : tension accrue CEE-Etats-Unis

Au moment où les négociations commerciales et internationales de l'Uruguay Round entrent dans leur phase terminale, de nouvelles et fortes tensions entre les Etats-Unis et la Communauté européenne sont à prévoir à propos de la politique agricole. Une instance d'arbitrage du GATT viendrait en effet de mettre en cause le soutien de la CEE aux producteurs d'oléagineux.

Un « panel », une instance d'arbitrage du GATT, l'organisation qui réglemente le commerce international, aurait condamné pour la seconde fois la politique de soutien appliquée par la CEE à ses 400 000 producteurs d'oléagineux (colza, tournesol, soja).

Si elle est confirmée officiellement, cette condamnation équivaut à une nouvelle mise en cause de la politique agricole commune. La CEE va sans doute contester les conclusions de ce « panel », considérées comme inspirées indirectement par les Etats-Unis.

Lire page 17

Article de PHILIPPE LEMAITRE

L'Algérie de la dernière mémoire

III - Très loin des djebels
Les militaires d'aujourd'hui ne gardent qu'un souvenir très stéréotypé des djebels qu'ils ont connus leurs aînés en Algérie.

Lire page 7 l'enquête de JACQUES ISNARD

POINT

Départements et régions

Dimanche 22 mars, tous les électeurs sont appelés à élire leurs conseillers régionaux. Le même jour, la moitié des cantons sont renouvelés. Les départements et les régions : deux collectivités locales, tout à la fois jumelles et rivales.

Lire page 10 le dossier établi par THIERRY BRÉHIER

ARTS & SPECTACLES

■ La neuvième édition de « Banlieues bleues », festival de jazz : Max Roach, Elvin Jones et Sunny Murray, trois batteurs, trois musiciens ; John Zorn ou le principe du kaléidoscope ■ Les projets de la Comédie-Française pour la saison 1992-1993 ■ La sélection de la semaine. pages 31 à 40

EDUCATION & CAMPUS

■ L'étrange croisade des latinistes : les options de la réforme ■ Formation d'ingénieurs : la relance ■ L'école vietnamienne à l'abandon ; le renouveau du français ■ Réforme homéopathique des études de médecine. pages 13 à 18

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 30

« Le Monde des centres », page 23
« Le Monde immobilier », pages 24 et 25

M0147 - 0319 0 - 6.00 F



A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m.; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte d'Ivoire, 485 F CFA ; Danemark, 14 KRO ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 85 p.; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suisse, 15 KRS ; Suède, 1,90 SKR ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

DÉBATS

Avant les élections

Naissance d'une écologie politique

par Maurice Duverger

Le véritable intérêt des élections régionales ne réside pas dans le score qu'atteindra le Front national, mais dans celui qui réunira les deux formations écologiques sous la bannière verte : celle de Brice Lalonde et celle d'Antoine Waechter. La répartition des suffrages entre elles n'est pas moins importante que leur total. Elle pèsera aussi lourd dans le développement de la tendance qu'elles incarnent conjointement. Certes, elles attireront un certain nombre de votes protestataires, dont le plus grand part se portera sur Jean-Marie Le Pen et Georges Marchais. Beaucoup de citoyens exprimeront leur rejet cumulatif de la droite et de la gauche par un soutien à leurs adversaires les plus extrémistes. Mais le populisme fascinant et le communisme étéré sont des idéologies dépassées. Au contraire, l'écologie semble une force politique d'avenir, la seule avec l'union de l'Europe qui soit à la fois porteuse d'espoir et de nouveauté.

Voici trente-cinq ans que Bertrand de Jouvenel fit scandale dans un ouvrage d'économistes réuni à Tokyo en 1957 par une conférence intitulée « De l'économie politique à l'écologie politique », où il rappelait que « nous vivons de produits et non de productivité » en déplorant qu'on fasse de celle-ci un fétiche. Dix ans plus tard, ces idées conquirent une heure de gloire dans l'effervescence de mai 1968, mais elles furent écartées dans des groupes marginaux. Ceux-ci prirent un peu de poids à la présidentielle de 1981 où Lalonde recueillit 3,92 % des suffrages. Mais Waechter provoqua un léger recul au moment où l'écologie avançait chez nos voisins. Il ne recueillit que 3,78 % à la présidentielle de 1988 et 3,36 % aux européennes de 1989, pendant que

les Verts allemands mootent de 5,6 % aux législatives de 1983 à 3,3 % de 1987, score qu'ils maintiennent aux européennes de 1989. Proches de 15 % dans les intentions de vote pour le scrutin de mars, nos Verts en ont-ils les premiers l'occasion de devenir un véritable parti ?

Quel programme ?

Pour y réussir, ils devront d'abord se doter d'une plateforme sérieuse. Malgré la tentative de programme économique des wächtériens, il en manque cruellement. Ajouter l'antitaylorisme et le mirage de la semaine de trente heures au couplet traditionnel sur l'antioucléisme et les écarts recouvrables, cela ne suffit pas, malgré quelques gadgets fiscaux. L'écologie politique reste encore lacunaire, floue, ambiguë. Elle donne un peu l'impression d'une pensée d'amateur, encore très éloignée d'une écologie scientifique baptisée depuis 1866 par le biologiste allemand Haeckel, développée depuis 1912 en Grande-Bretagne dans le cadre d'une « Ecological Society », qui connaît depuis l'écologie politique, où il rappelle que « nous vivons de produits et non de productivité » en déplorant qu'on fasse de celle-ci un fétiche.

Dix ans plus tard, ces idées conquirent une heure de gloire dans l'effervescence de mai 1968, mais elles furent écartées dans des groupes marginaux. Ceux-ci prirent un peu de poids à la présidentielle de 1981 où Lalonde recueillit 3,92 % des suffrages. Mais Waechter provoqua un léger recul au moment où l'écologie avançait chez nos voisins. Il ne recueillit que 3,78 % à la présidentielle de 1988 et 3,36 % aux européennes de 1989, pendant que

ourriture sophistiquée des bestiaux. Pour obtenir une calorie d'alimentation humaine par ces procédés, on a mesuré qu'il fallait détruire des éléments fossiles représentant 6,5 calories dans la Grande-Bretagne de 1963, 6,1 dans la France de 1975 et 9,6 aux États-Unis en 1980. Si l'on généralisait à l'ensemble de la planète les normes actuelles de production alimentaire de l'Amérique du Nord, il faudrait réserver à celle-ci l'équivalent de la production mondiale d'énergie (1). Parallèlement, ces techniques sont en train de transformer nos campagnes en désert, ce qui n'est pas seulement une catastrophe pour les paysans mais une atteinte à l'identité culturelle.

Quelle croissance ?

On se croit même l'impression que les Verts prolongent les rêves nostalgiques de retour à la nature qui ont fleuri en mai 68. Comme l'humoriste, ils souhaitent un peu mettre les villes à la campagne. Ils s'imaginent guère l'incroyable accélération de la croissance urbaine. En 1940, un individu sur huit vivait en ville. On est passé à un sur cinq en 1960 et à un sur trois en 1980. En 1990, deux agglomérations seulement dépassaient dix millions d'habitants : Londres et New-York. En 1975, elles sont huit dans le monde, dans les pays en voie de développement : Mexico, Sao Paulo et Shanghai. En l'an 2000, elles seront vingt-cinq, dont vingt dans les pays du Sud. Comment freiner un tel mouvement ? Comment transférer ce espace vital et agricole des monstrueuses mégapoles ?

Comment ralentir l'accroissement global de population, qui aggrave cette urbanisation et conduit à un surpeuplement prévisible. De un milliard probable d'habitants vers 1800, la Terre est passée à deux en 1900, trois en 1960, plus de cinq en 1988 et sans doute à huit milliards aux alentours de 2025. Pourrait-elle nourrir les dix à onze milliards correspondant à une stabilisation, suivait certains démographes ? Feudr-il en contraire généraliser le malthusianisme chinois ou japonais ? Comment proposer sérieusement d'abaisser fortement le niveau de production global, comme le réclame Waechter, pendant que les besoins de consommation sont entraînés par une telle croissance ?

Brice Lalonde a raison de souligner l'absence de « leaders planétaires ». Mais peuvent-ils surgir dans une perspective uniquement écologique ? En tout cas, les limites de celle-ci doivent être précises. Les rapports de l'homme avec la terre, ses ressources, le climat, les végétaux, la forêt, les animaux, la mer, peuvent-ils ordonner l'ensemble des problèmes de la vie collective ? Ou s'en forment-ils une catégorie particulière, de plus en plus importante, de plus en plus impérieuse, mais impossible à considérer ?

rer isolément. En d'autres termes, les écologistes peuvent-ils prétendre former un grand parti politique de plein exercice ? Ou doivent-ils se contenter de compléter, corriger, réorienter une politique globale qu'ils ne peuvent pas maîtriser seuls ? Pour le moment, la division des Verts les empêche d'envisager clairement de telles questions. Elle ne leur interdit pas de se comporter en parti véritable quant aux stratégies appliquées.

Quelle idéologie ?

La rivalité des deux moitiés de Verts reproduit le diverger qui tend à écarteler toutes les idéologies occidentales, entre giscardiens et jacobins, réformistes et révolutionnaires, possibilistes et doctrinaires, modérés et intégristes. Entre Jaurès et Lénine, en somme, toutes proportions gardées. Chaleureux et ouvert, enthousiaste et diplomate, Brice Lalonde est doué pour les négociations démocratiques permettant de changer les choses progressivement. Pète-sec et lotroverti, Antoine Waechter montre des capacités à maintenir son organisation dans un isolement rigoureux et à la doter d'un programme d'utopie radicale : les deux éléments la condamnant à s'enfermer dans les discours ou dans les mirages d'un Octobre vert.

Paradoxalement, cette position extrême peut faciliter des accords avec le RPR ou l'UDF. L'écologie politique se rapproche du socialisme démocratique. Si l'on met à part le cas des dictatures soviétiques, où la pollution de l'environnement a été le fruit de la tyrannie d'administrations omnipotentes et bornées, la dégradation de la nature résulte surtout de la concurrence sauvage fondée sur une productivité sans frein et l'appât de rendements immédiats. On ne peut les contenir que par une action énergique et rationnelle des pouvoirs publics. Mais les révolutionnaires qui ne peuvent pas faire de révolution sont les meilleurs alliés des conservateurs. Les Verts les plus intégristes peuvent collaborer avec la droite : leur programme d'état plan, puisque inapplicable, mais restant attractif, puisque rigoureux.

Si la division des écologistes persiste après le succès qu'ils escomptent le 22 mars, chacune de leurs deux branches obtiendra quelques résultats ponctuels dans les régions, mais elles perdront ensemble l'avantage essentiel offert par leur poussée commune, qui risque fort de mouler deos les sables. Des organisations encore faibles, avec des programmes imprécis et des retraits ne trouveront pas deux fois une pareille occasion de se transformer en grand parti.

(1) Cf. Jean-Paul Deléage, *Histoire de l'écologie*, La Découverte, 1992, page 271. Tous les candidats écologistes auraient intérêt à lire ce livre.

(Publicité)

« La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances. » (Constitution de la V^e République, article 2)

« Le mot race est-il de trop dans la Constitution française ? »

COLLOQUE ORGANISÉ PAR L'UNIVERSITÉ PARIS-XII sous le double patronage du Ministère de la Culture et de la Communication et du Ministère de la Recherche et de la Technologie

27 mars - Palais du Luxembourg (sur invitation) :

I. La race comme mot.

II. La race comme concept.

28 mars (8 h 40) - Sorbonne - Amphithéâtre Richelieu :

III. Répondre à la question posée.

Discussion

Réponses aux questions des représentants de la presse et du monde politique. Débat avec la salle.

Les intervenants :

H. ATLANT (PU Paris-IV, CHU, biophysique), E. BALIBAR (MCU Paris-I, philosophie), S. BONNAFOUS (MCU Paris-XII, linguistique), J.-L. BONNIOL (PU Aix-Marseille, algèbre), F. BORRELLA (PU Nancy-II, droit constitutionnel), J.-P. COSTA (Conseiller d'Etat), J. COSTA-LASCOUR (DR CNRS, sciences du droit), P. DARLU (DR CNRS, anthropologie génétique), O. DUHAMEL (PU Paris-IV, philosophie), J. FEINGOLD (DR INSERM, génétique des populations médicales), F. FALA (MC ENS Saint-Clément, linguistique), C. GUILLAUDIN (DR CNRS, sociologie), B. HERZEL (PU Paris-XII, CHU, biophysique), G. HUBER (Université de la Méditerranée, philosophie), J.-J. ISRAËL (PU Paris-XII, droit public), A. LANCANET (PU Metz, histoire naturelle, génétique des populations), D. LONCHAY (PU Paris-X, droit public), DANIEL MAYER (PU Paris-X, droit pénal), A. MENDI (PU Paris-XII, philosophie), M. REBERGUEUX (PU Paris-VII, histoire), A. SOULEZ (PU Paris-XII, philosophie), F. A. TAGUIEFF (DR CNRS, sciences politiques), D. TEYSSEIRE (MCU Paris-XII, histoire).

PU : professeur à l'université MCU : maître de conférences CR : chargé de recherche

Pour obtenir une information complète et participer au Colloque, écrire à : Simone BONNAFOUS, Communication interne, U.P.M., 94010 Créteil Cedex Date limite des inscriptions : lundi 23 mars 1992.

Télévision

Brouillon de culture

par Raoul Sangla

La Télévision est ce lieu où vingt douzaines de « personnalités » et quelques complices (icônes électroménagers, ramasseurs de balles idéologiques) font le spectacle dans les téléviseurs pour tous les autres qui sont devant.

Ceux-là sont les citoyens anonymes dont l'expression, à la Télévision, ne peut advenir qu'à l'occasion de faits divers dont ils sont les héros. Le service public leur consacre d'ailleurs une émission par semaine où ils doivent étaler leurs tristesses et malheurs, quand, ailleurs, peines de cœur et turpitudes ne sont pas perdues de vue.

La Télévision est bien une Bastille d'un nouveau genre, mais paradoxale en ce qu'elle tient ses privilégiés dans son sein et ses prisonniers hors les murs. Le sein de la Télévision c'est le studio où elle s'écrit de la réalité en la neutralisant avec la complexité suffisante de hérauts de l'Ordre (du pouvoir, du savoir, de l'avenir).

L'intrus

écarté

Aussi, quand un citoyen anonyme e voulu entrer dans le champ de la Télévision, ce dimanche 15 mars au soir, il e forcément désordonné la propriété privée où campaient trois hérauts distingués en plume-riche culture hebdomadaire et de service public.

Menacé de coupure d'antenne par le producteur, le citoyen brandit un couteau qu'il promet

de retourner contre lui s'il ne peut poursuivre son monologue. Son propos (sur la réforme Jospin, la mise en cause du rôle des journalistes) importe moins que le scandaleuse transgression du Temple qu'un « amateur », forcément angoissé, ose, seul contre tous (clergé professionnel du lieu et fidèle téléspectateur). Il est agenouillé. Avez-vous jamais vu plus grande modestie dans un studio de Télévision ?

L'intrus écarté, le producteur évoque « le mauvais coin », ménageant la mauvaise odeur de ses hôtes d'élite qui ne pipèrent mot sur la visite. Laquelle, ainsi, les révèle vrais collobas de l'Ordre et donc de la Télévision (ils en assurent l'occupation), aveugles et sourds (ou faisant comme) à l'éclat de vraie vie qui venait d'échapper du studio spocryphe. Stupéfiant. Et plus encore. Pour « peser » à la Télévision un citoyen e été contraint à l'illégalité. En République, est-ce admissible ? Pourquoi n'existe-t-il pas une seule surface de libre expression des citoyens dans la Télévision de service public ? Les acteurs anonymes de la réalité seraient-ils moins indispensables à l'avenir du monde que les « célébrités » hertziennes ?

Et si, « nouvelle citoyenneté » oblige (P. Mauroy, 1981), la Télévision, qui est un métier pour certains, devenait un droit pour tous ?

► Raoul Sangla est réalisateur de télévision.

COURRIER

Turpitudes médiatiques

En ces temps d'utile introspection journalistique, sur les dérives, voire les turpitudes médiatiques en tout genre, nous venons d'être gratifiés, ce 10 mars, par le quotidien qui jouit du monopole « eo matière d'information » sportive, d'une superbe leçon de choses sur le sujet.

Gigantesque photo de Papin exultant à la « une », poitrine barrée d'une publicité plein cadre (innocente et gratuite, c'est sûr) servant de support à un très sérieux sondage SOFRES sur un des sujets les plus angoissants de l'époque : Papin ira-t-il à Milan ou à Turin ? Sera-ce pour l'argent ou pour son image ? Suivrez-vous aussi attentivement ou non ses performances à l'étranger ? Etc. Et de nous servir les chiffres les plus détaillés qui soient sur les options du bon peuple... au sein duquel - mais où ! - on ne relève que 2 % de « sans opinion ».

Ne faut-il pas s'interroger sur le rôle misérable que fait ainsi jouer la direction d'un tel quotidien à ses journalistes, par ailleurs talentueux, condamnés à commenter gravement et longuement de telles inepties ?

MICHEL BOUCHAREISSAS

Paris

Religions

Du ramadan au carême

par Michel Lelong

CETTE année, le ramadan et le carême ont lieu en même temps, les musulmans et les chrétiens étant appelés à vivre, à travers des rites différents, les mêmes valeurs spirituelles fondamentales. Ces valeurs, qui constituent un patrimoine commun à tous les fils d'Abraham, Jean-Paul II les a évoqués avec insistance lors de son récent voyage en Afrique, où les personnalités musulmanes qu'il e rencontrées ont, elles aussi, affirmé leur attachement au dialogue islamo-chrétien.

Le dialogue inter-religieux sera sans doute, au siècle prochain, une des réalités majeures de la vie sociale et internationale. Il implique une dimension théologique, et, à cet égard, un immense travail reste à accomplir par les chercheurs des diverses communautés. Mais ce dialogue est vécu aussi, en maintes régions du monde, dans les rencontres quotidiennes des individus et des peuples, ce que situe, qu'on le veuille ou non, dans un contexte politique. Comment les chrétiens, les musulmans et les juifs pourraient-ils aujourd'hui se parler sérieusement sans parler ensemble de l'immigration, de l'Algérie, du Liban ou de Jérusalem ?

En face de ces réalités, les croyants des différentes religions pauvrent à doivent chercher ensemble - et avec tous les autres - comment promouvoir le respect de toute personne humaine, les valeurs morales, la solidarité internationale et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Dans cette recherche, une des difficultés majeures tient au fait que, dans chacune des familles

spirituelles, il existe des courants de pensée divers, ce qui peut être la source d'une confrontation féconde mais qui, trop souvent, suscite polémiques et conflits. Évoquer depuis quarante ans dans le dialogue islamo-chrétien, j'ai souvent rencontré des catholiques et des protestants qui jugent cet effort impossible et même dangereux. Dans le communisme juive aussi, divers points de vue s'expriment sur l'interprétation du texte biblique ou sur le drame palestinien. Parmi les musulmans, enfin, ce qui se passe actuellement dans les pays du Maghreb et en d'autres régions montre que le message du Coran peut être compris et vécu de façons diverses.

Compte tenu de ces réalités, il me paraît aujourd'hui important que le dialogue existe non seulement entre chrétiens et musulmans, juifs et chrétiens, musulmans et juifs, mais aussi à l'intérieur de chaque famille spirituelle, pour qu'au lieu de s'exclure mutuellement, les différents courants de pensée qui existent au sein du christianisme, au sein du judaïsme, et au sein de l'islam, se confrontent et s'enrichissent mutuellement pour le bien de tous.

Mais pour qu'il en soit ainsi, sans doute faut-il d'abord que chaque croyant approfondisse un autre dialogue, plus intime : celui que, par la foi et dans la recherche spirituelle, il a personnellement, avec lui-même et avec Dieu.

► Michel Lelong est Père blanc, secrétaire général du Groupe de recherche islamo-chrétien (G.R.I.C.).

Métamorphoses de la bête

par Bertrand Renouvin

VOULEZ-VOUS la recette qui permet de transformer une belle idée juste en poison violent ? Frenez d'importe quelle valeur, affirmez que vous en êtes le seul propriétaire, prouvez-le par une définition rigide et si possible négative, accusez ceux qui mettent en doute vos titres et qualités d'être voleurs, traîtres et criminels ; vous obtiendrez, en quelques années, un complet retournement de l'idée en son contraire. Au nom de l'amour, les blâchers s'allument. Au oom de la liberté, la terreur sera proclamée. Au oom de la justice, on imposera le pire des exploitations.

Pessimisme ? Non. Mais prudence à l'égard de soi-même et limite assignée aux passions. On ne perversit bien que ses propres valeurs, on ne trahit jamais que sa propre patrie. Comme Bernanos l'avait pressenti, c'est chez les nationalistes français les plus sourcilleux que l'Italie fasciste et l'Allemagne hitlérienne trouveront leurs alliés objectifs et leurs principaux clients.

De là une méfiance qui devrait être méthodique, chez tous les amoureux de la patrie, à l'égard des embellissements nationalistes. Un parti nationaliste détruit la nation aussi sûrement qu'un parti révolutionnaire la révolution : simple logique de situation, conséquence inéluctable d'une volonté d'appropriation intégrale de l'idée et de l'Etat, d'un désir de représentation de la totalité du « pays réel ». De droite ou de gauche, toutes les dictatures prétendent incarner le peuple tout entier.

Une métaphore incongrue

Il faut expliciter ces logiques subversives, et prévenir de la tragédie qui nous menace une nouvelle fois. Mais, de grâce, qu'on cesse de nous bassiner avec la « bête immonde ». Si le Mal était répugnant il n'y aurait pas de tentation, et Lucifer, l'ange déchu, se nomme « Porte-Jumière ». Ah ! ces beaux jeunes gens blonds de la *Hilferjugend* qui fascinent Brasillach et quelques autres... Culottes courtes, torches et ébansons, le « fascisme immense et rouge » avait alors des allures de camp scout.

Dans notre beau pays de France, la métaphore de la bête immonde

parait encore plus incongrue. En fait, qu'est-ce qu'une révolue du Front national ? C'est un endroit où l'on dit la messe en latin, puis on bon gros monsieur parle de la France, de la tradition, de la propriété morale et politique. Après on chante la *Marseillaise* en pensant à la pureté, aux héros, et aux immigrés qu'il faut rembarquer. Pas de quoi citer Brecht ! Imparfait du subjonctif, curés en sonnets et blâchers bleus, le Front national est bien de chez nous.

Mais le maréchal Fétisio ou l'état pas moins.

Triple imposture

Dès lors, comment éviter une nouvelle perversion nationaliste de la nation ? En parlant de la France, mais autrement.

La France qui se réduit pas à la « société civile » ni à des agrégats économiques. La France qu'on définit parfois comme une personne. On ne trouve pas son secret, son âme ou sa pureté originelle en coupant son corps en rondelles pour en retrancher les mauvais morceaux selon la logique démente de la médecine totalitaire : d'abord les étrangers, puis les cosmopolites, puis leurs complices, puis les mécontents.

La France qui a trouvé son unité dans sa construction juridique (l'Etat de droit monarchique puis républicain), sa dynamique dans la passion de la liberté, sa raison d'être dans une aventure historique jamais achevée.

Triple imposture du nationalisme : on ne peut invoquer l'identité nationale et faire comme si nos mille ans d'histoire n'avaient pas existé. On ne peut invoquer la tradition pour renier les lois de l'hospitalité et les droits les plus anciens - droit du sol, droit à la sûreté - qui garantissent la liberté de chacun. On ne peut invoquer la France et la réduire à ses ethnies supposées.

Ne nous en laissons plus conter.

► Bertrand Renouvin est directeur politique du bimensuel *Royaliste*, auteur de *l'Amazone des idées*, Ramsay/Cortina, 1982.

L'explosion

Jérusalem privilégiée

La capitale d'Israël, Jérusalem, est une ville unique. Elle est la seule ville au monde où trois religions monothéistes se rencontrent : le judaïsme, le christianisme et l'islam. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur lieu saint : le Temple, la Basilique du Saint-Sépulcre et la Mosquée al-Aqsa. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur prophète : Moïse, Jésus et Mahomet. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur messie : le Messie, le Christ et le Mahdi. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur salut : la vie après la mort, la vie éternelle et la vie éternelle. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur paradis : le Paradis, le Paradis et le Paradis. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur enfer : l'Enfer, l'Enfer et l'Enfer. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur Dieu : Dieu, Dieu et Dieu. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur amour : l'Amour, l'Amour et l'Amour. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur justice : la Justice, la Justice et la Justice. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur paix : la Paix, la Paix et la Paix. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur bonheur : le Bonheur, le Bonheur et le Bonheur. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur vie : la Vie, la Vie et la Vie. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur mort : la Mort, la Mort et la Mort. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur résurrection : la Résurrection, la Résurrection et la Résurrection. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur gloire : la Gloire, la Gloire et la Gloire. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur honneur : l'Honneur, l'Honneur et l'Honneur. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur dignité : la Dignité, la Dignité et la Dignité. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur liberté : la Liberté, la Liberté et la Liberté. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur égalité : l'Égalité, l'Égalité et l'Égalité. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur fraternité : la Fraternité, la Fraternité et la Fraternité. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur amour : l'Amour, l'Amour et l'Amour. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur justice : la Justice, la Justice et la Justice. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur paix : la Paix, la Paix et la Paix. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur bonheur : le Bonheur, le Bonheur et le Bonheur. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur vie : la Vie, la Vie et la Vie. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur mort : la Mort, la Mort et la Mort. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur résurrection : la Résurrection, la Résurrection et la Résurrection. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur gloire : la Gloire, la Gloire et la Gloire. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur honneur : l'Honneur, l'Honneur et l'Honneur. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur dignité : la Dignité, la Dignité et la Dignité. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur liberté : la Liberté, la Liberté et la Liberté. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur égalité : l'Égalité, l'Égalité et l'Égalité. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur fraternité : la Fraternité, la Fraternité et la Fraternité.

Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur amour : l'Amour, l'Amour et l'Amour. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur justice : la Justice, la Justice et la Justice. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur paix : la Paix, la Paix et la Paix. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur bonheur : le Bonheur, le Bonheur et le Bonheur. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur vie : la Vie, la Vie et la Vie. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur mort : la Mort, la Mort et la Mort. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur résurrection : la Résurrection, la Résurrection et la Résurrection. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur gloire : la Gloire, la Gloire et la Gloire. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur honneur : l'Honneur, l'Honneur et l'Honneur. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur dignité : la Dignité, la Dignité et la Dignité. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur liberté : la Liberté, la Liberté et la Liberté. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur égalité : l'Égalité, l'Égalité et l'Égalité. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur fraternité : la Fraternité, la Fraternité et la Fraternité.

Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur amour : l'Amour, l'Amour et l'Amour. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur justice : la Justice, la Justice et la Justice. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur paix : la Paix, la Paix et la Paix. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur bonheur : le Bonheur, le Bonheur et le Bonheur. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur vie : la Vie, la Vie et la Vie. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur mort : la Mort, la Mort et la Mort. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur résurrection : la Résurrection, la Résurrection et la Résurrection. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur gloire : la Gloire, la Gloire et la Gloire. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur honneur : l'Honneur, l'Honneur et l'Honneur. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur dignité : la Dignité, la Dignité et la Dignité. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur liberté : la Liberté, la Liberté et la Liberté. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur égalité : l'Égalité, l'Égalité et l'Égalité. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur fraternité : la Fraternité, la Fraternité et la Fraternité.

Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur amour : l'Amour, l'Amour et l'Amour. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur justice : la Justice, la Justice et la Justice. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur paix : la Paix, la Paix et la Paix. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur bonheur : le Bonheur, le Bonheur et le Bonheur. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur vie : la Vie, la Vie et la Vie. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur mort : la Mort, la Mort et la Mort. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur résurrection : la Résurrection, la Résurrection et la Résurrection. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur gloire : la Gloire, la Gloire et la Gloire. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur honneur : l'Honneur, l'Honneur et l'Honneur. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur dignité : la Dignité, la Dignité et la Dignité. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur liberté : la Liberté, la Liberté et la Liberté. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur égalité : l'Égalité, l'Égalité et l'Égalité. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur fraternité : la Fraternité, la Fraternité et la Fraternité.

Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur amour : l'Amour, l'Amour et l'Amour. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur justice : la Justice, la Justice et la Justice. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur paix : la Paix, la Paix et la Paix. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur bonheur : le Bonheur, le Bonheur et le Bonheur. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur vie : la Vie, la Vie et la Vie. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur mort : la Mort, la Mort et la Mort. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur résurrection : la Résurrection, la Résurrection et la Résurrection. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur gloire : la Gloire, la Gloire et la Gloire. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur honneur : l'Honneur, l'Honneur et l'Honneur. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur dignité : la Dignité, la Dignité et la Dignité. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur liberté : la Liberté, la Liberté et la Liberté. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur égalité : l'Égalité, l'Égalité et l'Égalité. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur fraternité : la Fraternité, la Fraternité et la Fraternité.

Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur amour : l'Amour, l'Amour et l'Amour. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur justice : la Justice, la Justice et la Justice. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur paix : la Paix, la Paix et la Paix. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur bonheur : le Bonheur, le Bonheur et le Bonheur. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur vie : la Vie, la Vie et la Vie. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur mort : la Mort, la Mort et la Mort. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur résurrection : la Résurrection, la Résurrection et la Résurrection. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur gloire : la Gloire, la Gloire et la Gloire. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur honneur : l'Honneur, l'Honneur et l'Honneur. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur dignité : la Dignité, la Dignité et la Dignité. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur liberté : la Liberté, la Liberté et la Liberté. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur égalité : l'Égalité, l'Égalité et l'Égalité. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur fraternité : la Fraternité, la Fraternité et la Fraternité.

Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur amour : l'Amour, l'Amour et l'Amour. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur justice : la Justice, la Justice et la Justice. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur paix : la Paix, la Paix et la Paix. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur bonheur : le Bonheur, le Bonheur et le Bonheur. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur vie : la Vie, la Vie et la Vie. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur mort : la Mort, la Mort et la Mort. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur résurrection : la Résurrection, la Résurrection et la Résurrection. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur gloire : la Gloire, la Gloire et la Gloire. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur honneur : l'Honneur, l'Honneur et l'Honneur. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur dignité : la Dignité, la Dignité et la Dignité. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur liberté : la Liberté, la Liberté et la Liberté. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur égalité : l'Égalité, l'Égalité et l'Égalité. Elle est la seule ville au monde où les trois religions ont leur fraternité : la Fraternité, la Fraternité et la Fraternité.

هكذا من الشغل

ÉTRANGER

L'explosion d'une voiture piégée devant l'ambassade d'Israël en Argentine

Jérusalem privilégie la thèse de l'attentat arabe et laisse prévoir des représailles

«Le terrorisme arabe a encore frappé», a déclaré, mardi 17 mars, le premier ministre, M. Itzhak Shamir, en apprenant la nouvelle de l'attentat de Buenos-Aires. Pour le chef du gouvernement, même si l'enquête n'en est encore qu'à ses balbutiements, il ne fait aucun doute que les responsables de la seconde opération contre des missions diplomatiques israéliennes en dix jours - après la mort, le 8 mars, dans un attentat à la voiture piégée, d'un membre des services de sécurité de l'ambassade à Ankara - sont des Arabes.

JÉRUSALEM
de notre correspondant

De Washington, où il poursuit une mission de bons offices, le ministre de la Défense, M. Moshe Arens, a ajouté que l'attentat se situait probablement «dans le cadre de la campagne terroriste menée contre nous par toutes sortes d'intégristes musulmans». L'opération a été revendiquée à la fois par un groupe local et par un groupe inconnu nommé «Palestine libre». Bien que le président Carlos Menem, qui a demandé et obtenu l'aide du Mossad pour éliminer cet attentat, ait semblé privilégier la piste nazie dans cette affaire, les experts israéliens travaillent plutôt sur l'hypothèse arabe.

Au ministère de la Défense à Tel-Aviv, les spécialistes sont d'ailleurs unanimes à prévoir une nouvelle vague d'attaques contre des objectifs israéliens divers à l'étranger. «Aussi bien contre des représentations officielles que contre des entreprises civiles», aurait précisé une source haut placée au quotidien indépendant *Yedioth Aharonoth*. Selon le chroniqueur militaire de ce journal, le premier du pays, c'est en partie «le processus de délégitimation subi depuis quelque temps par l'Etat hébreu» de la part des Etats-Unis et de l'Europe qui donnerait en quelque sorte «le feu vert au terrorisme anti-israélien».

Une chose est sûre, depuis l'élimination par un commando bélier porté israélien de Cheikh Abbas Moussaoui, chef du Hezbollah, le mois dernier au Sud-Liban, les attentats ou tentatives d'attentat semblent effectivement en augmentation. Le ministre des Affaires étrangères, M. David Lévy, a d'ailleurs pointé mardi soir un doigt accusateur en direction d'un «axe terroriste Téhéran-Damas».

«Israël, a ajouté le ministre, qui s'est entouré pour l'occasion d'une cellule de crise, trouvera bien le moyen de punir les responsables de ces actes barbares». En attendant, la radio a bien annoncé un nouveau et rigoureux renforcement des dispositifs de sécurité autour de toutes les missions diplomatiques dans le monde, mais une mesure similaire avait également été décrétée, et effectivement mise en œuvre il y a dix jours après l'attentat en Turquie.

«Les missions d'Amérique du Sud ont toujours constitué des cibles aisées», nous a déclaré un diplomate qui y fut agacé en poste. Et de rappeler que la communauté palestinienne d'Argentine,

à l'instar d'ailleurs de la diaspora juive locale, est l'une des plus puissantes et des plus prospères de la planète. «Les groupes palestiniens armés pullulent à Buenos-Aires», a déclaré un expert au quotidien *Hooretz*, et «les activités des groupes terroristes sont même très visibles dans ce pays». Mardi soir, en tout cas, c'est l'ambassade d'Israël au Chili qui a reçu un appel téléphonique anonyme, le correspondant annonçant à son interlocuteur que «ce qui vient de se passer à Buenos-Aires n'est rien comparé à ce qui va se produire bientôt à Santiago».

La encore, comme on dit, «les mesures de sécurité ont été renforcées» autour de la mission, de même d'ailleurs qu'au Brésil où le nombre de gardes en faction dans la capitale près de l'ambassade d'Israël a été augmenté dès mardi soir. Au Pérou, rapportait pour sa

part, le quotidien *Hadashot* dans ses éditions de mercredi, c'est une tentative d'attentat, toujours contre une cible israélienne, qui aurait été déjouée le 11 février dernier à Lima. Des membres du groupe Abu Nidal avaient été arrêtés en 1989 dans ce pays, a encore rappelé le journal.

Le massacre de Jaffa

Sombre coïncidence, l'attentat argentin s'est produit quelques heures à peine après qu'un Palestinien intégriste de Gaza, apparemment saisi d'une crise de folie meurtrière, fut parvenu à assassiner deux personnes et à blesser une vingtaine de lycéens à coups de couteau et de machette, avant d'être lui-même abattu de deux balles dans la tête par un garde-frontière.

Barbe noire et stature de colosse, Ryad Mahmoud El Rifi, âgé de vingt-deux ans, était porteur d'un tract du mouvement islamiste des territoires, le Hamas, dont le texte précisait, selon les enquêteurs, que les lecteurs suivaient «la voie tracée par les héros de Galed», le 14 février dernier. Au moins cinq arabes israéliens, militants d'un mouvement fondamentaliste avaient alors, on s'en souvient, massacré trois soldats israéliens à l'arme blanche dans un camp militaire mal gardé.

Mais ce sont des civils que Ryad Mahmoud El Rifi, déceci peu après son arrestation des suites de ses blessures, avait décidé d'assassiner. Les victimes sont une jeune employée juive de dix-neuf ans et un père de famille arabe de quarante-quatre ans qui voulait, semble-t-il, se porter au secours de la jeune fille. Les dix-neuf blessés,

dont un dans un état sérieux, sont tous ou presque de jeunes lycéens, déguisés et peinturlurés pour la fête hébraïque de Purim, le carnaval juif.

Lorsque l'homme s'est rué sur eux, machette au poing et visage masqué par un keffiyeh en brûlant «Allah ou akbar» ont rapporté les témoins, «nous avons cru qu'il était l'un d'entre nous, qu'il était travesti et qu'il poussait la plaisanterie un peu loin». C'est à la vue du sang, soudainement répandu à foison sur ce trottoir de ce quartier mixte, arabe et juif, du Jaffa populaire, près de Tel-Aviv, que les jeunes témoins ont pris conscience du drame.

L'attentat a évidemment renausité les deux débats qui reviennent périodiquement dans l'actualité israélienne : 1) Faut-il appliquer la peine de mort aux terroristes responsables de mort d'homme ?

2) Faut-il interdire purement et simplement le territoire israélien aux travailleurs palestiniens des territoires occupés qui sont encore entre soixante mille et soixante-dix mille à franchir quotidiennement la vieille «ligne verte», qui représentait, jusqu'en 1967, la frontière entre Israël et la Cisjordanie ? A ces deux questions, dont les auteurs à chaque incident se recrutent plus nombreux, et désormais dans tous les camps politiques, le gouvernement de M. Itzhak Shamir répond non.

Non à la peine de mort aux terroristes car cela ne servirait à rien, ont expliqué les responsables de la sécurité à de nombreuses reprises, et non au rétablissement de facto de la «ligne verte», puisque la Cisjordanie, officiellement appelée «Judée et Samarie» à Jérusalem, fait partie de ce que l'équipe actuellement au pouvoir nomme «Eretz Israël», c'est-à-dire le «grand» Israël biblique. Pour autant, sensible à la colère qui a saisi une partie de l'opinion publique après ce nouvel attentat - une seule en l'air à même temps mardi de lyncher sur place l'assassin qui agonisait sur un brancard de police, - le premier ministre a indiqué que son gouvernement allait chercher «le moyen de mettre un terme à ce déchaînement de crimes horribles».

Bien sûr, a-t-il concédé, «cela devient de plus en plus difficile de conduire un processus de paix dans ces conditions». Mais «il n'est pas question pour Israël de s'en retirer», a répondu M. Shamir aux partis d'extrême droite qui réclamaient mardi l'arrêt immédiat des pourparlers de Washington. Pas question de suspendre des négociations qui n'ont d'ailleurs, pour l'instant, absolument rien apporté de nouveau aux parties en cause, et ces question non plus, pour le chef du gouvernement «de changer d'un iota» la politique de colonisation juive des territoires. Ni en raison des attentats qui pourtant, les sources militaires le confirment, se multiplient, ni pour céder à l'«amical» pressions de l'administration américaine.

PATRICE CLAUDE

«On se serait cru à Beyrouth»

BUENOS-AIRES
de notre correspondante

«On se serait cru à Beyrouth». Le même commentaire revenait, mardi 17 mars, parmi les témoins qui se trouvaient aux abords de l'ambassade d'Israël à Buenos-Aires, au moment de l'explosion, à 14 heures 47 (heure locale), qui a fait s'écrouler en quelques instants ce bâtiment de trois étages situé en plein cœur de la capitale, à quelques mètres seulement du centre des affaires. Selon un bilan provisoire, cet attentat à la bombe a fait au moins dix morts, dont deux enfants, et une centaine de blessés.

Des hommes, des femmes couverts de sang erraient parmi les ruines. Les rues étaient jonchées de cadavres défigurés, de morceaux de verre, d'arbres arrachés. Dans la chaleur accablante de l'été austral, c'était le chaos et la terreur. Juste en face de l'ambassade, une école a été pratiquement détruite, et pour la directrice, M^{me} Maria Molinare, c'est un «miracle» que les enfants présents dans l'établissement n'aient pas tous été tués. Certains élèves, qui se trouvaient dans un autobus scolaire, ont été conduits à l'hôpital atteints de blessures légères. Parmi les blessés graves figurent de nombreuses personnes âgées qui vivaient dans un hospice proche.

Terrorisme international

Dans un rayon d'environ 800 mètres, ce quartier résidentiel semble avoir été l'objet d'un bombardement aérien. Les fenêtres, les portes, et même certains des toits des immeubles voisins ont volé en éclats. A deux rues de distance, dans une tour de trente étages dénommée «Bigoudi» à cause de sa forme cylindrique, la plupart des bureaux ont été détruits.

«C'est de la barbarie», commentait sur les lieux le nonce apostolique, Mgr Cadabresi. Alors que les pompiers et les ambulances avaient du mal à se frayer un passage, les opérations de sauvetage étaient rendues difficiles par les risques d'effondrement et les fuites de gaz.

Les Argentins ont pu suivre presque en direct à la télévision ce film d'effroyable qu'ils croyaient réservé à

des pays lointains. L'explosion a en effet été filmée par un cinéaste argentin qui travaillait dans un bidonville situé en contrebas. Ses images montrant un énorme éboulement de fumée noire s'élevant au-dessus de la ville, en ce mardi noir à Buenos-Aires.

Au cours d'une conférence de presse, le président Carlos Menem a indiqué qu'il avait demandé à la CIA et au Mossad, le service secret israélien, de collaborer avec les forces de sécurité argentines pour mener l'enquête. Le chef de l'Etat argentin, qui a écarté la possibilité d'insinuer l'état de siège, a précisé que les mesures de surveillance avaient été renforcées dans les aéroports, dans les ports et sur les routes. Les forces de sécurité et l'armée ont été déployées pour garder les synagogues et les bâtiments de la communauté juive en Argentine, une des plus importantes du monde puisqu'elle regroupe près d'un demi-million de personnes.

L'attentat a été revendiqué d'une part par une voix masculine se réclamant d'un groupe «Pour une Palestine libre» auprès d'une radio locale, et d'autre part par «des nazis» auprès d'une chaîne de télévision, mais, quelques heures après le drame, les origines de l'explosion demeuraient mystérieuses. Selon M. Menem, celui-ci aurait été provoqué par une charge de 20 à 40 kilos d'un explosif, le trityl (1), mais on ignore si elle a été placée à l'intérieur ou à l'extérieur de l'ambassade.

Plusieurs hypothèses ont été avancées : celle d'un véhicule piégé devant la représentation diplomatique, ou la possibilité que les explosifs aient été introduits à l'intérieur des locaux, parmi les matériaux utilisés pour les travaux de rénovation qui étaient en cours dans l'ambassade même, par un commando qui aurait pénétré par les égouts dans les sous-sols du bâtiment. L'ambassadeur d'Israël en Argentine, M. Itzhak Shafir, a admis pour sa part que les strictes mesures de sécurité mises en place habituellement avaient pu se relâcher, à cause des allées et venues des ouvriers. Selon certains témoins, il y aurait eu plusieurs explosions en chaîne.

«Cet attentat, au lieu de nuire aux relations avec Israël, va renforcer les

liens entre les deux pays», a déclaré avec véhémence M. Menem, qui a précisé qu'il était en contact avec le président Haim Herzog. M. Menem, qui s'est rendu l'an dernier en visite officielle en Israël, a proposé à plusieurs reprises de jouer les médiateurs dans le conflit du Proche-Orient. Le président argentin a par ailleurs rejeté toute relation entre l'attentat de mardi et sa décision du début du mois de février d'ouvrir les archives secrètes sur les crimes de guerre nazis réfugiés en Argentine.

Tandis que l'ambassadeur israélien appelait tout attentat similaire à être perçue «à la semaine en Turquie, et que celui de Buenos-Aires s'inscrivait dans un contexte de terrorisme international, M. Menem faisait, lui, allusion aux «nazis argentins» qui pourraient être en relation avec certains secteurs militaires d'extrême droite.

Le président argentin faisait ainsi référence aux dénommés «Carapintadas» qui se sont rebellés contre le gouvernement en décembre 1990, et dont le chef, l'ancien colonel Mohamed Ali Seineldin, a été condamné à

la prison à perpétuité. Un vieux compagnon de route de M. Seineldin, l'ancien lieutenant-colonel Aldo Rico, qui dirige désormais un parti politique (le Mouvement pour la dignité et l'indépendance MODIN) a condamné l'attentat et a durement attaqué le président Menem, qu'il a accusé d'être «responsable de l'attentat» pour avoir notamment décidé d'envoyer deux bateaux de guerre argentins pour soutenir la coalition occidentale contre Saddam Hussein pendant le conflit du Golfe.

Tous les partis politiques ont condamné l'attentat, y compris les représentants nazis du Parti national des travailleurs. A Buenos-Aires, mardi soir, on apprenait que l'ambassadeur d'Israël au Chili, M. Daniel Molodt, avait reçu des menaces par téléphone annonçant un attentat encore plus meurtrier à Santiago que celui perpétré en Argentine.

CHRISTINE LEGRAND

(1) Dénomination allemande de la tritile, explosif puissant mieux connu sous le nom de TNT.

Les déclarations de M. Arens sur les garanties bancaires américaines semblent relever d'une ultime manœuvre

Plutôt que d'être un rejet clair, net et définitif, la déclaration de M. Moshe Arens à la radio israélienne affirmant que Jérusalem avait renoncé à obtenir les garanties bancaires américaines (*le Monde* du 18 mars) semblent relever d'une ultime manœuvre pour obtenir gain de cause.

Lors d'une nouvelle interview à la radio de l'armée israélienne, M. Arens, interrogé sur le point de savoir si la question était désormais close, s'est montré moins catégorique. «Si l'information selon laquelle l'administration américaine ne satisfera pas notre demande est correcte, alors tout est fini», a-t-il dit. Le premier ministre, M. Itzhak Shamir, pour sa part, s'est montré opti-

miste. «Nous n'abandonnerons pas notre politique de colonisation dans les territoires occupés, et personnellement je ne doute pas que l'autre partie modifiera éventuellement sa position».

A Washington, le secrétaire d'Etat adjoint pour le Proche-Orient, Edward Djerjian, a indiqué qu'Israël n'avait pas officiellement renoncé aux garanties bancaires américaines et que sa demande continuait à être considérée entre la Maison Blanche et le Congrès.

Il n'empêche que le président Bush a rejeté mardi une tentative de compromis du Congrès pour accorder à Israël 10 milliards de dollars de garanties de crédit sur dix ans. Ce compromis aurait

permis à Israël de recevoir immédiatement une garantie d'environ 800 millions de dollars. Le président aurait été autorisé par ce projet de loi présenté par le sénateur Patrick Leahy (démocrate, Vermont) à bloquer le reste des garanties si l'Etat juif entreprenait de nouveaux travaux dans les territoires occupés.

M. Bush a cependant été catégorique, affirmant, avant de recevoir M. Leahy : «Nous n'allons tout simplement pas modifier la politique étrangère de ce pays». A l'issue de l'entretien, le sénateur du Vermont s'est montré «très découragé» en soulignant que le texte de compromis était «inacceptable». - (AFP-AP.)

Remis au Conseil de sécurité de l'ONU

Un projet de résolution prévoit un embargo aérien contre la Libye

NEW-YORK (Nations unies)
de notre correspondant

Les représentants des Etats-Unis, de la France et de la Grande-Bretagne, à l'origine de la résolution du 21 janvier enjoignant à la Libye de livrer les présumés coupables des attentats contre des appareils d'UTA et de la PanAm, ont remis le 17 mars aux autres membres du Conseil de sécurité un nouveau projet de résolution.

Ce texte prévoit que tous les Etats membres refusent l'autorisation d'atterrissage, de décollage ou de survol de leur territoire à tout appareil en provenance ou à destination de la Libye, exception faite des vols à caractère humanitaire. Cet embargo s'applique aussi à la livraison d'appareils et de pièces détachées et, ce qui constitue une innovation, aux pièces d'assurance couvrant les avions libyens.

Parallèlement, les Etats membres interdiront les livraisons à la Libye

d'armes, de pièces détachées, d'équipements militaires, paramilitaires ou de police. Enfin, le projet invite les pays de l'ONU à réduire leurs représentations diplomatiques et consulaires en Libye et à restreindre les mouvements des diplomates libyens sur leur sol.

L'ambassadeur de Libye, M. Ali El Houderi, a qualifié ce texte de «déclaration de guerre». Ce projet ne devrait pas rencontrer de veto parmi les cinq membres permanents. En revanche, le Maroc, membre non-permanent du Conseil, qui avait voté la première résolution, devrait cette fois voter contre, sans doute imité par le Zimbabwe.

De nombreux représentants de pays arabes à l'ONU estiment qu'une telle résolution «en plein mois de Ramadan» aurait pour effet de faire du colonel Kadhafi «le nouveau martyr de l'Occident».

SERGE MARTI

IRAK

Washington affirme que l'«option militaire» n'est pas prioritaire

Le secrétaire d'Etat adjoint pour le Proche-Orient, M. Edward Djerjian, a indiqué, mardi 17 mars, au Congrès, que les Etats-Unis n'envisageaient pas dans l'immédiat une intervention armée pour contraindre l'Irak à respecter les résolutions des Nations unies. «L'action militaire, a-t-il dit, est une option de dernier recours, pas étudiée activement pour l'instant». Le secrétaire d'Etat adjoint, qui déposait devant une sous-commission de la Chambre des représentants, a évité d'apporter le soutien de l'administration américaine à une déclaration du premier

ministre britannique, M. John Major, qui s'est prononcé pour une intervention militaire si elle était approuvée par les Nations unies. - (AFP.)

«Attentat au Kurdistan». - Trois personnes ont été tuées et vingt-sept autres blessées, dont six grièvement, dans l'explosion d'une bombe à Erbil, lundi 16 mars. Il s'agit du deuxième attentat au Kurdistan irakien en l'espace d'une dizaine de jours. Le 6 mars, une voiture piégée avait explosé dans la ville de Souleymanié, faisant cinq morts et dix-sept blessés. - (AFP.)

Hafez El Assad, arrivé dans l'après-midi au Caire. «Nous avons procédé à une évaluation des résultats des négociations bilatérales, et nous sommes d'accord sur la nécessité de les poursuivre sur la base du principe de l'échange des territoires contre la paix», a déclaré M. Moussa. - (AFP.)

Édouard Masurel L'année 1991 dans Le Monde

Les principaux événements en France et à l'étranger

Préface d'André Fontaine



EUROPE

Le « Congrès des députés de l'URSS »

L'opposition néo-bolchévique fait étalage de sa faiblesse

La journée de mobilisation des conservateurs, organisée, mardi 17 mars à Moscou, un an jour pour jour après la réélection sur le maintien de l'Union soviétique, n'a pas eu le succès escompté par ses organisateurs. Une dizaine de milliers seulement de nostalgiques de l'Union défunte et de partisans d'un pouvoir fort se sont rassemblés place du Manège, au pied du Kremlin.

MOSCOU

de notre correspondant

Ce ne fut ni le grand jour, ni le grand soir. En dépit des redondances des organisateurs, et de l'angoisse un peu suspecte entretenue par certains dirigeants et une partie de la presse « réformatrice », le « Congrès des députés de l'URSS » et la manifestation coécrite l'appuyer n'ont pas rétabli le « pouvoir soviétique ». Bien au contraire, les politiciens conservateurs qui avaient choisi ce jour anniversaire du référendum du 17 mars 1991 sur le maintien de l'URSS pour frapper un grand coup dans l'opposition, ont fait étalage de leur faiblesse et de leur impuissance.

La journée devait être consacrée au « Congrès des députés du peuple » - et plus exactement à la sixième session d'un organisme qui s'était pourtant autodissous en septembre dernier, - et là, on a franchement risqué le ridicule. Trois autobus remplis de députés, suivis d'un cortège de voitures de journalistes, ont longuement erré dans la banlieue de Moscou en quête d'une salle pour accueillir la réunion, avant d'échouer dans la maison de la culture d'Usovo, petite localité de Voronovo, où un peu de plus de deux cents députés (soit à peine un dixième des effectifs de l'ex-Congrès) ont fini par s'installer à la lueur de bougies

(l'électricité avait été coupée). Les débats n'ont duré qu'une heure et demie, le temps d'adapter une quinzaine de « documents ». Il ne s'agissait même pas de jurer à reprendre le pouvoir, mais seulement d'affirmer que la dissolution de l'URSS était nulle et non avenue, et que la situation dans le pays était dramatique. La réunion était présidée par Saji Oumalova, une élue tchétchène qui avait naguère réclamé la démission de M. Gorbatchev et devait déclarer plus tard qu'elle vivait là « le plus beau jour de sa vie ». Des valeurs sûres de l'opposition conservatrice, comme le colonel Alkasin - mais aussi un homme considéré naguère comme un communiste « libéral », l'historien Ray Medvedev, - étaient de la partie. Egor Ligatchev, le vrai leader des durs du bureau politique à l'époque de la perestroïka, était brièvement apparu à l'hôtel Moskva, d'où s'était ébranlé le cortège des congressistes, mais s'était contenté d'évoquer sa modeste vie de retraité : « J'ai une pension de 500 roubles, pas de datcha et je fais mes courses moi-même » (M. Gorbatchev avait tenu un discours similaire quelques semaines plus tôt, avant de reprendre un baio de gloire en Allemagne).

Les marins de Kronstadt

La soirée fut, en un sens, un peu plus sérieuse, puisque quelques dizaines de milliers de personnes s'étaient rassemblées sur la place du Manège pour une manifestation finalement autorisée par la municipalité, et qui s'est déroulée sans incident (la police était infiniment plus discrète que lors des rassemblements des mois précédents). Mais on n'allait pas au-delà de ce qui est désormais la routine : des peaux rouges et étendards tricolores, pancartes conspuant Boris Eltsine, les « traitres », les sionistes et ceux qui veulent transformer la Russie en « colonie américaine », journaux

à la gloire de Staline... A la tribune, Victor Anpilav, « secrétaire du comité central du Parti communiste ouvrier de Russie », salue ceux qui sont venus si nombreux « décider du sort du pays », et annonce que « les marins de Kronstadt appuient le mouvement », et que des proclamations de soutien affluent de partout, « du Kamchatka à la Transnistrie ». On invite la foule à scander « Soyouz », « Soyouz » (union, anion), et « honie, honie » à ceux qui ont mis en pièces cette Union, on se découvre pour chanter l'hymne soviétique. Sous l'œil des caméras, un petit groupe de jeunes gens crie à contretemps, « à bas le PCUS », ce qui finit par provoquer un début de bagarre, vite calmé par la police. Un peu plus loin, des anarchistes dansent en rond, tout près d'un camion d'ail le démogogue Alexandre Jirnovsky tient un petit meeting personnel, criant dans un haut parleur trop faible des propos inaudibles.

« Fouetter les traitres »

Bref, il se passe quelque chose, mais pas vraiment grand-chose. A la tribune, on entend la fille d'Anatoli Loukianov, ex-président du Soviet suprême, lire des vers écrits par son père dans la prison où il est enfermé depuis l'échec du putsch d'août dernier. Mais les organisateurs qui avaient annoncé la désignation d'un nouveau « chef de l'Etat soviétique » ne tiennent pas tant à faire promesse et se contentent d'une formule un peu plus réaliste : on propose à des milliers de haut rang de se porter candidats à la direction du pays. Seul le premier, le général Albert Makachov, ex-candidat à la présidence qui a soutenu le putsch avant de proposer de « fouetter les traitres » sur l'ancien pilori de la place Rouge, est apparemment présent. Les deux autres sont l'amiral Tcheravine, commandant en chef de la flotte du Commandement

unifié (et à ce titre bête noire du président ukrainien, Léonid Kravtchouk) et le général Inuri Rodionov, impliqué dans la sanglante répression de manifestations à Tbilissi en 1989. On a les héros qu'on peut, et ils devront attendre leur heure de gloire : la manifestation et le Congrès n'ont débouché sur rien d'autre qu'un appel à une nouvelle manifestation, au même endroit, le 5 avril prochain.

Pourquoi donc une partie de la presse et certains représentants du pouvoir actuel avaient-ils fait si grand cas de cette journée du 17 mars, comme si elle avait risqué de faire tout basculer ? S'agissait-il d'un calcul délibéré, destiné à apporter la preuve de l'insanité et des ridicules de l'opposition ? Ou bien - et c'est tout aussi possible - est-ce seulement la preuve d'une très grande confusion dans les esprits, d'un bord comme de l'autre ? En tout cas, Boris Eltsine et son équipe peuvent être tranquilles, le moins sur ce « front » là : tant que le mécontentement et l'inquiétude de la population ne seront politiquement exploités que par des Albert Makachov ou des Victor Alkasin, leur pouvoir ne sera guère menacé. Et la petite dame qui, dans la foule, expliquait tristement qu'elle en était réduite à vendre ses vêtements pour subvenir aux besoins de sa famille, ne risque pas d'attendre longtemps le retour du bon vieux temps : celui de Léonid Brejnev, ou, à l'en croire, « de jour en jour, tout allait de mieux en mieux ».

JAN KRAUZE

Les Tchéchènes adoptent l'alphabet latin. - Le Parlement de Tchétchénie-Ingouchie, République du Nord-Caucase qui s'est proclamée indépendante de la Russie, a décidé, mardi 17 mars, de rétablir l'usage de l'alphabet latin. Celui-ci avait remplacé l'arabe en 1927, avant que Staline n'impose le cyrillique en 1938. - (Reuters)

La guerre dans le Haut-Karabakh

Les habitants qui n'ont pas fui Stepanakert survivent dans les caves

Les tirs croisés se sont poursuivis, mardi 17 mars, dans la région du Haut-Karabakh, alors que les Arméniens tentent de couper la route menant à Choucha, dernière place forte azérie dans l'encave. Une poignée de correspondants étrangers ont pu se rendre ces derniers jours à Stepanakert, à la faveur de la reprise de la liaison aérienne avec l'Arménie. Chef-lieu du Haut-Karabakh, cette ville comptait, jusqu'en 1989, plus de douze mille habitants azéris - selon Bakou - maintenant réfugiés en dehors de l'encave.

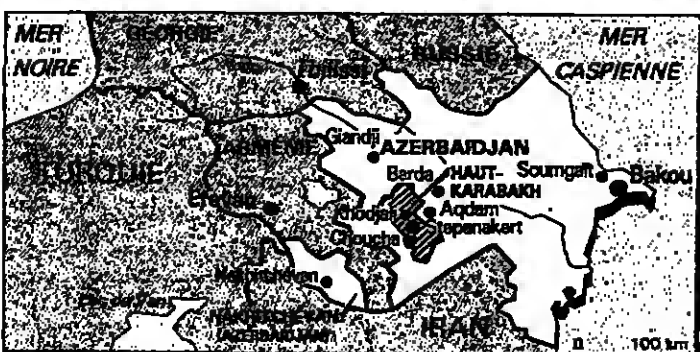
STEPANAKERT

de l'envoyé spécial de l'UPI

Dans le centre dévasté de Stepanakert, à l'indivisionnement typiquement soviétique, presque toutes les maisons sont endommagées, la plupart inhabitables et les vitres incassables. Des quarante-deux mille habitants « d'avant-guerre », la plus grande partie a maintenant

fui vers des villages moins exposés et ceux qui restent survivent depuis des mois dans des caves surpeuplées, sans eau ni électricité.

Les bombardements sérieux ont commencé fin décembre, quand les



troupes du ministère soviétique de l'Intérieur ont quitté la région et que les Arméniens de l'encave ont voté unanimement pour leur indépendance, à ce jour reconnue par personne. Les tirs commencent tôt dans la matinée. Toutes les vingt

minutes, deux ou trois roquettes mortelles s'abatent sur la ville. Elles sont tirées de Choucha, à quelques kilomètres de là, sur une hauteur, et cible de tirs en retour. Les roquettes proviennent de lance-missiles à tubes multiples de

type Grad, que l'équipe camp accuse l'armée d'avoir laissés à l'autre. Du mazout, venant de tuyaux détournés vers les caves, permet de s'éclairer et de faire une cuisine

MOLDAVIE

Appels au cessez-le-feu

Après de nouveaux affrontements armés qui ont fait au moins six morts, mardi 17 mars, le gouvernement de Moldavie (roumainophone) et les autorités des séparatistes russophones de l'est de la République ont ordonné dans la soirée à leurs troupes de cesser le feu. Les belligérants ont déclaré vouloir entamer des négociations de paix, alors que la Russie, l'Ukraine et la Roumanie ont proposé leur médiation.

Le cessez-le-feu, qui semblait être respecté, est intervenu après un dangereux affrontement entre les autorités des russophones du Danest et le gouvernement moldave. Les séparatistes russophones menaçaient d'expulser de leur territoire toutes les forces de l'ordre moldaves ; Kichinev avait lancé un ultimatum, exigeant que la « garde nationale » russophone dépose les

armes avant mardi soir. Une aggravation du conflit pouvait avoir d'importantes conséquences. Une fois de plus, les officiers de la XIV^e armée de la CEI basés dans le Danest ont menacé d'intervenir directement. L'armée « sera contrainte de défendre ses familles et le peuple » si le conflit dégénère, ont fait savoir ces officiers dans une déclaration diffusée, mardi, par l'agence Itar-Tass.

A Bucarest, pour la première fois, le dirigeant d'un des principaux partis, M. Radu Campeanu (Parti national libéral), a déclaré le même jour que la Roumanie devait « réfléchir à une intervention armée dans le Danest, exclusivement pour défendre les Moldaves », qui représentent 40 % de la population de la zone russophone de la Moldavie. - (AFP, Reuters)

TURQUIE

Des explosions ont endommagé le siège de la police politique

ISTANBUL

de notre correspondante

Trois puissantes explosions, vraisemblablement accidentelles, ont secoué le quartier général de la police politique, mardi 17 mars à Istanbul, causant la mort de deux policiers et blessant une quinzaine d'autres personnes. Le poste de police de Gayrettepe, où travaillent plus de 2 000 personnes, a souvent été mentionné par les associations de droits de l'homme comme étant un des lieux où sont maltraités les détenus politiques. Il paraissait donc être une cible évidente pour les groupes terroristes qui s'attaquent fréquemment aux membres des forces de sécurité.

Mais les déflagrations, qui ont détruit une aile du bâtiment principal et les vitres d'immeubles avoisinants, semblent dues à un accident. Au premier étage se trouve le stockage des bombes et explosifs, pièces à conviction lors des procès de terroristes. Des policiers qui tentaient d'empêcher une bombe de décamorer une bombe ont causé la première détonation, entraînant une réaction en chaîne.

La présence d'autres explosifs a d'abord empêché les sauveteurs de pénétrer dans l'immeuble.

N. P.

La prolongation de l'état d'urgence dans le Sud-Est anatolien. - Le Parlement turc a prolongé, mardi 17 mars, pour quatre mois, l'état d'urgence en vigueur depuis 1987 dans les treize provinces de l'Est et du Sud-Est anatolien à majorité kurde, où des affrontements entre l'armée turque et des « rebelles » kurdes avaient fait, la veille, treize morts. Le débat sur la prolongation de l'état d'urgence avait provoqué une grave tension en mars dernier au sein de la coalition gouvernementale. Mais le premier ministre, M. Süleyman Demirel, est resté ferme, alors que le nouvel an kurde, le 21 mars, pourrait marquer un regain d'agitation dans ces provinces. - (AFP)

TCHÉCOSLOVAQUIE

Le rédacteur en chef de « Rude Pravo » arrêté pour « escroquerie »

M. Zdenek Poryby, rédacteur en chef de l'ex-quotidien du Parti communiste tchécoslovaque « Rude Pravo », aujourd'hui « quotidien indépendant », a été arrêté pour « escroquerie » et « concurrence déloyale » liées à la reprise du journal après la « révolution de velours » de 1989. On a appris après du parquet, à Prague, mardi 17 mars.

M. Poryby est poursuivi en sa qualité de directeur de la société privée Borja qui avait repris le « Rude Pravo » en octobre 1990. En transposant plusieurs textes législatifs, il avait, selon le parquet, créé l'état d'un moins 24 millions de couronnes (5 millions de francs).

« Rude Pravo » est, avec environ 350 000 exemplaires, le deuxième journal du pays, après « Mlada Fronta », qui s'est récemment associé au groupe de presse français Hémis.

D'autre part, le siège du parti communiste de Bohême-Moravie et les bureaux de deux députés communistes à l'Assemblée fédérale, MM. Miroslav Grebenick et Pavol Kaus, ont été perquisitionnés lundi

par la police dans le cadre de la même affaire. Le club des députés communistes a adressé, mardi, une protestation au président de l'Assemblée fédérale. L'un des deux députés concernés, M. Grebenick, a déposé une plainte pour « violation de l'immunité parlementaire ». - (AFP)

La Tchécoslovaquie ratifie la Convention des droits de l'homme. - La Tchécoslovaquie a ratifié la Convention des droits de l'homme qui garantit les libertés fondamentales de toute personne relevant de la juridiction des Etats membres du Conseil de l'Europe, auquel la République a adhéré il y a un an. La Hongrie et la Pologne ont également rejoint le Conseil de l'Europe, mais la Tchécoslovaquie est la première à ratifier ce texte dont l'un des protocoles prévoit l'abolition de la peine de mort. - (Corresp.)

ASIE

CHINE

Le correspondant du « Monde » interdit de session parlementaire

Le correspondant du Monde à Pékin, Francis Deroo, ne pourra pas couvrir la session annuelle de l'Assemblée nationale populaire (ANP), qui s'ouvre le 20 mars. Il s'est vu signifier - verbalement - par une employée du centre de presse de l'ANP qu'il « ne figurait pas sur la liste des correspondants autorisés à couvrir » la réunion, car « des députés sont mécontents de ses informations déformées ». Quels députés ? « Nous ne le savons pas clairement, nous en avons été notifiés par les autorités supérieures ». Quelles informations ? Notre correspondant a demandé, et attend toujours, un rendez-vous avec le département de l'information du ministère des affaires étrangères pour savoir exactement ce qui lui est reproché.

Ce type de mesure vexatoire, sans précédent, à l'encontre d'un correspondant en poste à Pékin depuis fin 1987 est en contradiction évidente avec la relance de la politique de « réforme économique et d'ouverture sur le monde extérieur » préconisée

par M. Deng Xiaoping. Elle dépasse la personnalité des membres d'un Parlement qui n'est qu'une chambre d'enregistrement des décisions du PC chinois. Il faut donc en rechercher la responsabilité plus haut, peut-être au niveau du gouvernement.

[La direction du Monde tient à protester contre cette véritable interdiction professionnelle visant Francis Deroo, qui assure avec compétence et rigueur la « couverture » de l'actualité chinoise. Il s'agit, de la part des autorités de Pékin, d'une attitude anachronique tant il est démontré qu'à une époque où les dictatures - en particulier communistes - s'effondrent les unes après les autres, les entraves à la liberté d'exercer le métier d'informateur se retournent toujours contre ceux qui les mettent en œuvre. Nous voulons croire qu'il s'agit là d'une décision qui sera rapportée au plus vite. - Dr. F.]

Moscou sermonne Pékin sur les droits de l'homme. - En visite à Pékin, le ministre russe des affaires étrangères a sermonné, mardi 17 mars, la Chine sur les droits de l'homme, lors d'un entretien avec le premier ministre Li Peng. M. Andreï Kozyrev a déclaré que « les autorités chinoises s'en tiennent à l'idée, qui était auparavant celle de l'URSS, que la question des droits de l'homme relève des affaires intérieures d'un pays. Je ne partage pas cette opinion », car il s'agit d'un concept de base pour toute société dynamique et civilisée ». Par ailleurs, M. Kozyrev a indiqué que le président russe Boris Eltsine avait été officiellement invité en Chine. - (AFP)

BIRMANIE : huit morts lors d'accrochages entre militaires birmanes et thaïlandais. - Des unités birmanes qui tentent de prendre le long de la frontière thaïlandaise se sont heurtées, mardi 17 mars, à l'armée thaïlandaise alors qu'elles avaient franchi la frontière dans la province de Mae Hong Son, a-t-on appris de source policière à Bangkok. Ces accrochages ont fait au moins huit morts et trois blessés. - (UPI)

PAULETTE FARSIDES

EXPOSITION MINÉRALOGIQUE
SAMEDI 21
DIMANCHE 22 MARS
(10 heures à 18 heures)
VENTE - ECHANGE
MINÉRAUX
FOSSILES - BIJOUX
PIERRES PRÉCIEUSES
HOTEL HILTON
18, avenue de Suffren, 75015 PARIS

هكذا من الأصل

Ne lisez cette annonce que dans quelques mois.

Voilà, vous avez eu la patience d'attendre et vous découvrez à l'antenne ce que la Télévision Publique devinait déjà en décernant les Écrans de la Création à de nouveaux talents. Ces prix ont été remis le 19 mars 1992 par Hervé Bourges, Président-Directeur Général d'Antenne 2 et de FR3 et ont récompensé les meilleurs projets de fictions, d'émissions scientifiques et de jeux. Il y a des événements qu'on ne peut apprécier sans un certain recul.



Antenne 2 et FR3 remercient les 1600 candidats du monde entier qui ont contribué à inventer la télévision de demain.



AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : la préparation de l'élection présidentielle

MM. Bush et Clinton ont remporté les primaires dans l'Illinois et le Michigan

M. George Bush et M. Bill Clinton sont sortis vainqueurs des primaires qui avaient lieu mardi 17 mars dans l'Illinois et dans le Michigan. Chez les républicains, le président sortant devance très largement son concurrent d'extrême droite M. Pat Buchanan. Chez les démocrates, malgré les rumeurs de scandales qui laissent parfois planer un doute sur ses chances d'aller jusqu'au bout de la course, M. Clinton continue de caracoler en tête. Le gouverneur de l'Arkansas recueille environ la moitié des suffrages, alors que MM. Paul Tsongas et Jerry Brown sont très loin derrière lui.

WASHINGTON

de notre correspondant

Aucun « scandale », aucune rumeur, n'y change rien. Encore éblouie par la veille par une nouvelle « affaire », M. Bill Clinton n'en a pas moins remporté haut la main les élections primaires démocrates de l'Illinois et du Michigan, dans le cœur industriel du pays. Cela lui donne une avance quasi irrattrapable sur ses deux concurrents, MM. Paul Tsongas et Jerry Brown. Comme, dans le camp républicain, M. George Bush devance confortablement son rival de droite, M. Patrick Buchanan, les commentateurs étaient tentés d'en conclure que la « course à la nomination » était finie et que le scrutin de novembre approuverait le président sortant au jeune gouverneur de l'Arkansas (quarante-cinq ans).

Ce serait une conclusion « normale » : à ce stade de la bataille des primaires, chargée de départager, dans chaque camp, les prétendants au duel de novembre, les jeux sont souvent faits, au plus près. Pourtant, personne, mardi soir, n'osait s'avancer de manière tout à fait définitive — comme s'il y avait encore un doute, et le doute tient à la personnalité de M. Clinton. Certes, le gouverneur de l'Arkansas a prouvé qu'il savait « prendre des coups », comme il le dit lui-même. Depuis qu'il est candidat, il n'y a pas de semaine, ou presque, sans qu'il soit l'objet de plus ou moins fondées, ne viennent entamer son profil de « présidentielle ».

« Invulnérable au feu »

Ce week-end encore, un de ses concurrents, l'ancien gouverneur de Californie Jerry Brown, l'accusait, sur la foi d'un article du *Washington Post* qui n'en disait pas tant, d'avoir « détourné » des fonds publics. Gouverneur de l'Arkansas, M. Clinton aurait donné certains dossiers à traiter au gros cabinet d'avocats dont sa femme Hillary, une des juristes les plus respectées des États-Unis, est une des associées. Conflit d'intérêt, manipulation et détournement de fonds, a tonné M. Brown. Accusation sans preuve et calomnieuse, a répliqué Hillary Clinton, faisant valoir qu'elle n'avait jamais touché un « cent » sur les affaires que l'Etat d'Arkansas avait confiées à son cabinet.

Venant après les rumeurs sur ses infidélités conjugales supposées, les critiques sur la manière dont il a obtenu un succès pendant la guerre du Vietnam et les informations sur les relations financières pas très claires qu'il aurait nouées avec une caisse d'épargne en faillite, cette dernière accusation aurait dû faire vaciller, sinon chuter, le gouverneur. Nullement. Dans une campagne où les électeurs semblent plus intéressés par le programme des candidats que par les questions sur leur « caractère », le gouverneur de l'Arkansas, tout testé de « casse-roles » qu'il puisse être, a poursuivi sa route. Il est de ces hommes politiques qui paraissent heureux en campagne, jamais lassés de serrer des mains, de visiter des usines et, la voix cassée, de répéter devant un micro de fortune les mêmes slogans, les mêmes blagues et les mêmes coups de colère.

Les reporters politiques américains les plus chevronnés, ceux qui se souviennent de la manière dont un autre candidat démocrate, M. Gary Hart, avait chuté pour moins, ont salué la performance de Bill Clinton : « Insuperable, blindé à toute épreuve, invulnérable au feu », furent quelques-uns des qualificatifs entendus à son sujet. Seulement, le coup de chapeau ne supprime pas les interrogations : « à un scandale par semaine », comme dit aimablement M. Brown, Bill Clinton pourra-t-il tenir longtemps lorsqu'il s'agira d'affronter, non plus ses collègues démocrates, mais le battant sans pitié que sera le candidat George Bush ? Nombre de démocrates ne doutent pas que les républicains sont déjà en train de passer au crible le passé de Bill et d'Hillary Clinton pour y trouver matière à quelque « spot » télévisé dévastateur.

Belle performance

Les premiers à sonner l'alarme sont évidemment MM. Jerry Brown et Paul Tsongas, tous deux assez mauvais perdants. « Il n'y a plus qu'une question, c'est celle de savoir si M. Clinton est vraiment « éligible », clame M. Brown ; « Nous sommes en train de présenter notre candidat le plus vulnérable, un candidat sur lequel les républicains vont enlever sans peine », a rétorqué M. Tsongas. Ces dix derniers jours, les « pontes » du parti démocrate confiaient volontiers leurs craintes à la presse : « George Bush est vulnérable, mais alignons-nous le meilleur candidat ».

Même largement distancés, MM. Tsongas et Brown se sont bien gardés de dire qu'ils se retireraient de la course. Ils entendent figurer jusqu'à la dernière « primaire », celle de Californie, le 2 juin. Car, si, entre-temps, Bill Clinton s'avère enfin vulnérable aux rumeurs, MM. Tsongas et Brown espèrent que la convention démocrate de juillet, à New-York, redistribuera les cartes. La convention a, en principe, le pouvoir de susciter *in extremis* une autre candidature et de la faire entériner par l'assemblée des délégués. C'est une hypothèse qui paraît encore peu probable, mais que personne ne veut vraiment exclure.

Pour l'heure, le sudiste Bill Clinton réalise une belle performance dans ce Nord industriel, marqué par la crise de l'automobile. Il réunit sur son nom une coalition qu'aucun démocrate n'avait su rassembler depuis Jimmy Carter (certains commentateurs remonteraient même à Lyndon Johnson) : il obtient l'assurante majorité des suffrages chez les NOIRS, les travailleurs syndiqués et dans cette classe moyenne blanche qui depuis Ronald Reagan avait déserté le parti de l'âne.

Plus de la moitié des élections primaires ont eu lieu ; les prochains rendez-vous importants sont ceux du Connecticut (24 mars) et de New-York (7 avril). La stratégie de M. Bush est d'ignorer M. Buchanan et de concentrer ses attaques sur le Congrès à majorité démocrate, accusé d'être partiellement responsable des maux économiques et sociaux du pays. Le président se croyait bien servi par l'actualité et, notamment, par le scandale qui frappe la Chambre des représentants : nombre de ses élus sont accusés d'avoir tiré des dizaines de milliers de chèques sans provision sur un établissement financier qui leur était propre, la Banque de la Chambre (aujourd'hui fermée). Mais M. Bush a dû se montrer fort prudent : trois membres du gouvernement, dont le secrétaire à la Défense, M. Dick Cheney, viennent d'avouer qu'ils avaient eux aussi signé des chèques en bois lorsqu'ils siégeaient à la Chambre.

ALAIN FRACHON

COLOMBIE : manifestation de près de 5 000 indigents à Bogotá. — Aux cris de « Nous avons le droit de vivre ! », près de 5 000 indigents et chiffonniers ont manifesté pour la première fois, mardi 17 mars à Bogotá, pour protester contre les masserats dont ils sont victimes, près de 500 d'entre eux ayant été éliminés par des « escadrons de la mort » depuis le début de l'août passé. Les manifestants entendaient également protester contre l'assassinat, début mars à Barranquilla (côte Caraïbe), de 10 indigents, dont les cadavres étaient utilisés pour les travaux pratiques des étudiants en médecine de l'université de la ville. — (AFP)

AFRIQUE

ALGÉRIE : après l'arrestation du directeur de « l'Hebdo libéré »

Les médias reprochent au pouvoir de vouloir les domestiquer

Déjà très tendus (la *Monda* du 11 mars), les rapports entre le pouvoir et la presse se sont brutalement détériorés avec l'inculpation et la mise sous écrou, mardi 17 mars, de M. Abderrahmane Mahmoudi, directeur de l'*Hebdo libéré*. Cas nouvelles poursuites, qui provoquent un gros émoi au sein de la profession, interviennent après les inculpations, pour diffamation ou injures, de plusieurs journalistes, la condamnation du directeur du *Quotidien d'Algérie* et le mandat d'arrestation délivré, lundi, contre le directeur du *Soir d'Algérie*.

ALGER

de notre correspondant

Sous un titre dénonçant les « magistrats fustigateurs », l'*Hebdo libéré* avait publié deux documents extraits du dossier administratif d'un avocat général près la Cour suprême. Le premier document certifiait que ce magistrat avait été, de 1958 à 1962, membre permanent de la fédération de France du FLN, qualité qui donne droit à de solides avantages de carrière. Le second document indiquait que, pendant la même période, il était employé de la sécurité sociale à Casablanca. Deux pièces contradictoires qui, pour figurer dans le même dossier, avaient suscité quelques commentaires aigres-doux sur l'impunité dont jouissent ceux qui

ne prennent même pas la précaution de la cohérence.

Convoqué, mardi matin, devant un juge d'instruction, le directeur de l'*Hebdo libéré* a été inculpé d'outrage à magistrat, de diffamation et de déshonneur national. Le magistrat instructeur semble avoir agi de son propre chef, le parquet n'ayant pas, pour sa part, demandé la détention du journaliste poursuivi.

Connue quelques heures plus tard, la nouvelle a enflammé les rédactions. Dans l'après-midi, journalistes et employés de l'*Hebdo libéré* dénonçaient « un précédent grave dans les annales judiciaires en matière de délit de presse (...) des « pratiques qui visent à domestiquer la presse et à lui dénier sa raison d'être : le devoir d'information ».

Double langage

De son côté, M. Miloud Brabimi, avocat de l'inculpé et président d'honneur de la Ligue algérienne des droits de l'homme, estimait « qu'au moment où il est plus que jamais question d'assainissement, un directeur de publication vient d'être inculpé parce qu'il a cru de son devoir de participer à une entreprise de salubrité publique, attendue par l'ensemble du peuple algérien et promise par le président du Haut Comité d'Etat ».

A l'appel de l'Association des journalistes algériens (AJA), une assemblée générale balaieuse a eu lieu, le soir même, à la maison de la presse. Une autre réunion est

convoquée pour jeudi ; elle pourrait décider d'une manifestation devant la prison de Serkadji (ex-Barberousse) où est écroué M. Mahmoudi.

Pour le gouvernement, cette affaire ne pouvait pas plus mal tomber. Depuis plusieurs semaines, les journalistes se plaignent, en effet, d'être victimes de « harcèlement judiciaire », poursuivis comme jamais devant une chambre spécialisée du tribunal d'Alger, surnommée « le club de la presse ». Camp sur coup, les directeurs de plusieurs journaux ont été condamnés dans des formes qu'ils contestent, provoquant assemblées générales et vives réactions d'une profession qui commence à penser que le pouvoir est désormais décidé à la museler.

Les propos du premier ministre qui, il y a quelques jours, à la télévision, avait accusé la presse écrite d'être « manipulée », ont, il est vrai, rien fait pour arranger les choses. Conscient de sa maladresse et de la détérioration du climat, M. Sid Ahmed Ghozali avait espéré mettre du baume au cœur des journalistes en invitant à dîner, lundi soir, les directeurs des principaux journaux de presse. Plusieurs d'entre eux avaient préféré décliner l'offre. L'incarcération, quelques heures plus tard, du directeur de l'*Hebdo libéré* leur permet, aujourd'hui, de dénoncer avec virulence la duplicité du pouvoir.

Mardi en fin d'après-midi, c'est le ministre de la communication et de la culture, M. Aboubakar Belkaid, qui est « allé au charbon ».

rendu sur ses réformes constitutionnelles, dès le lendemain matin.

Le professeur Donald Simpson, un analyste politique indépendant, en déduisait que dans ce fief conservateur le « oui » l'emporterait cependant par au moins cinq cents voix d'écart. M. Simpson constatait que vraisemblablement 3 % de l'électorat d'extrême droite s'était abstenu dans le Transvaal, le nord de la province du Cap et l'Etat libre d'Orange.

« Comme un miracle »

A Benoni, une cité conservatrice de la banlieue de Johannesburg, une queue de plusieurs centaines de mètres s'était formée très tôt mardi matin. Quelques heures plus tard, les officiels s'aperçurent qu'ils n'avaient jamais vu un tel engouement pour un scrutin. A Potchefstroom, à cent vingt kilomètres au sud de Johannesburg, près de quatre mille personnes ont voté mardi alors qu'elles ne s'étaient pas déplacées le 19 février, quand le C.P. avait organisé dans ce district une législative partielle, où se cisaient revers au parti du président que celui-ci avait dû annoncer le réfé-

Interrogé par la radio, il a tenté de redresser la barre en faisant part de sa préoccupation devant cette « pratique inhabituelle » qu'est l'incarcération pour délit de presse. « La liberté de la presse est l'oxygène de la démocratie, et il faut la préserver », a-t-il ajouté, en assurant que l'affaire ne devait pas être interprétée comme la volonté du gouvernement d'y porter atteinte. Au même moment, M. Ghozali convoquait le ministre de la justice pour essayer de trouver une solution susceptible de calmer les esprits.

Le mal est pourtant fait. A l'évidence, la polémique ne fait que commencer, risquant de fragiliser un gouvernement déjà vivement critiqué pour ses attermoissements.

GEORGES MARION

Assassinat de deux policiers. — Deux jeunes policiers ont été assassinés, dans la nuit du lundi 16 au mardi 17 mars, à la sortie de Boufarik, à 35 kilomètres à l'ouest d'Alger. Ils effectuaient une patrouille lorsque leur voiture a été prise sous le feu de leurs agresseurs qui ont réussi à prendre la fuite. Par ailleurs, des individus non identifiés ont assassiné, mardi, à Blida, un chauffeur du ministère de la justice alors qu'il était au volant d'une voiture de son administration. Cet attentat visait vraisemblablement le directeur des affaires pénales, utilisateur habituel du véhicule. — (Corresp.)

sud-est de Johannesburg, cent vingt-cinq mille personnes avaient voté à 17 heures. Le responsable local du Parti national, au pouvoir, en concluait que le « oui » l'emporterait avec au moins 60 % des suffrages.

L'un des daynes des sciences politiques en Afrique du Sud, le professeur Willem Kleyhans, de Pretoria, décrivait mardi soir « comme un miracle » qu'autant d'électeurs blancs aient été persuadés de l'intérêt qu'ils avaient à se rendre aux urnes pour faire valoir leur opinion et « infliger directement » sur leur avenir. M. Kleyhans déduisait de ses constatations que le « oui » devait l'emporter avec 60 % des voix, ce qui selon lui ne manquera pas de « renforcer les militants d'extrême droite dans leurs convictions ».

Peu d'incidents avaient été rapportés, mardi soir. Le fonctionnaire responsable du bureau de vote de Roodepoort, à l'ouest de Johannesburg, près des ghettos noirs de Soweto, a expliqué qu'il avait dû faire expulser un jeune homme distribuant des tracts en faveur d'une organisation inconnue jusqu'alors, le Mouvement pour une défense sociale nationale, qui perturbait le scrutin en tentant d'influencer le choix des citoyens.

Mardi matin, alors que le dépouillement commençait à 7 heures, dans les centres où les urnes avaient été regroupées, les analystes politiques estimaient de manière assez unanime que le « oui » aux réformes entreprises par le président De Klerk devrait l'emporter avec une majorité confortable d'environ 60 %. Ils basaient leur réflexion sur le nombre d'électeurs inconditionnels de l'extrême droite estimés à 900 000. Les professeurs Japie Polstra et Donald Simpson en déduisaient qu'une participation de 1,8 million d'électeurs signifierait un résultat tangent de 50-50, et que tous les suffrages supplémentaires seraient exprimés en faveur du « oui ». Une participation de 2,2 millions d'électeurs à ce référendum indiqueraient donc que 400 000 électeurs ont jeté leur bulletin de vote dans la balance en faveur du président De Klerk.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

« d'urgence » sur le terrain, comprendra une vingtaine de militaires et de civils auxquels se joindront des représentants de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), de la Ligue arabe et de l'Organisation de la conférence islamique (OCI). — (AFP)

ZAMBIE : assassinat de l'ambassadeur du Mozambique. — L'ambassadeur du Mozambique en Zambie, M. Shafidine Khan, a été découvert mort, mardi 17 mars, à son domicile dans le quartier diplomatique de Lusaka. Selon la police, sa résidence a été totalement saccagée par ses agresseurs. Dans les milieux officiels, on se refuse à dire si l'assassinat avait des motivations politiques. — (AFP)

Les Blancs d'Afrique du Sud approuvent largement M. De Klerk

Suite de la première page

Deux tentes dressées à l'entrée du bureau affaiblissent l'hospitalité aux sympathisants du Parti national (NP) accueillis par de jeunes et jolies militantes qui leur proposaient des rafraîchissements. L'ambiance était à la décontraction. « Vote Yes, vote Peace », « Vote Yes, vote Jobs », « oui » pour la paix et pour l'emploi. Ce conseil était affiché tout autour du centre de vote et sur le parking voisin rempli de belles limousines.

A Rosbank, dans une école primaire en briques rouges sous la coupe de militants du Parti démocrate (DP), majoritaires dans la circonscription, arborant tous les cocardes jaunes et bleus distinctives de leur parti, la confiance était de rigueur. « Avec un tel taux de participation, on va gagner avec au moins 60 % des voix », estimait dès 15 heures un supporter entou-

siaste qui canalisait les citoyens venus faire leur devoir vers l'urne sensée faire obéir les urnes.

Dès l'entrée, les votants étaient priés de passer leurs mains dans de vastes boîtes où un éclairage à base de rayons ultra-violet n'aurait pas manqué de détecter les fraudeurs aux mains marquées par un produit invisible à l'œil ou mais indélébile pour plusieurs jours. En fin d'après-midi, le responsable du bureau d'avait enregistré aucune tentative de tricherie.

De mémoire de Sud-Africain, on n'avait jamais vu un tel engouement pour un scrutin. A Potchefstroom, à cent vingt kilomètres au sud de Johannesburg, près de quatre mille personnes ont voté mardi alors qu'elles ne s'étaient pas déplacées le 19 février, quand le C.P. avait organisé dans ce district une législative partielle, où se cisaient revers au parti du président que celui-ci avait dû annoncer le réfé-

Le démantèlement de l'apartheid

des terres (à 80 % réservées aux Blancs).

17 juin : abolition de la loi sur la classification de la population, C.P. avec grand texte du système d'apartheid.

7 juillet : à l'issue de sa conférence nationale, l'ANC élit M. Mandela comme président.

10 juillet : les États-Unis lèvent leurs sanctions économiques, imposées en 1986.

14 septembre 1991 : les représentants du gouvernement, de l'ANC et de l'Inkhata signent un accord pour mettre fin aux violences dans les ghettos noirs.

20 décembre : ouverture de la Convention pour une Afrique du Sud démocratique (CODESA), qui donne le coup d'envoi au processus des négociations constitutionnelles.

16 mai : abolition de l'apartheid dans les hôpitaux publics.

7 juin : l'état d'urgence, institué en 1986, est levé — sauf dans la province du Natal.

6 août : l'ANC annonce la « suspension de la lutte armée ».

août-septembre : des affrontements d'une violence sans précédent opposent les partisans de l'ANC à ceux du mouvement Inkatha, à dominante zoulou, faisant plus de huit cents morts.

15 octobre : abolition de l'apartheid dans les lieux publics.

18 octobre : l'état d'urgence au Natal est levé.

18 décembre : amnistie des prisonniers politiques.

1991
3 juin : abolition des lois sur l'habitat séparé et sur la possession

des terres (à 80 % réservées aux Blancs).

17 juin : abolition de la loi sur la classification de la population, C.P. avec grand texte du système d'apartheid.

7 juillet : à l'issue de sa conférence nationale, l'ANC élit M. Mandela comme président.

10 juillet : les États-Unis lèvent leurs sanctions économiques, imposées en 1986.

14 septembre 1991 : les représentants du gouvernement, de l'ANC et de l'Inkhata signent un accord pour mettre fin aux violences dans les ghettos noirs.

20 décembre : ouverture de la Convention pour une Afrique du Sud démocratique (CODESA), qui donne le coup d'envoi au processus des négociations constitutionnelles.

16 mai : abolition de l'apartheid dans les hôpitaux publics.

7 juin : l'état d'urgence, institué en 1986, est levé — sauf dans la province du Natal.

6 août : l'ANC annonce la « suspension de la lutte armée ».

août-septembre : des affrontements d'une violence sans précédent opposent les partisans de l'ANC à ceux du mouvement Inkatha, à dominante zoulou, faisant plus de huit cents morts.

15 octobre : abolition de l'apartheid dans les lieux publics.

18 octobre : l'état d'urgence au Natal est levé.

18 décembre : amnistie des prisonniers politiques.

1991
3 juin : abolition des lois sur l'habitat séparé et sur la possession

des terres (à 80 % réservées aux Blancs).

17 juin : abolition de la loi sur la classification de la population, C.P. avec grand texte du système d'apartheid.

7 juillet : à l'issue de sa conférence nationale, l'ANC élit M. Mandela comme président.

10 juillet : les États-Unis lèvent leurs sanctions économiques, imposées en 1986.

14 septembre 1991 : les représentants du gouvernement, de l'ANC et de l'Inkhata signent un accord pour mettre fin aux violences dans les ghettos noirs.

20 décembre : ouverture de la Convention pour une Afrique du Sud démocratique (CODESA), qui donne le coup d'envoi au processus des négociations constitutionnelles.

16 mai : abolition de l'apartheid dans les hôpitaux publics.

7 juin : l'état d'urgence, institué en 1986, est levé — sauf dans la province du Natal.

6 août : l'ANC annonce la « suspension de la lutte armée ».

août-septembre : des affrontements d'une violence sans précédent opposent les partisans de l'ANC à ceux du mouvement Inkatha, à dominante zoulou, faisant plus de huit cents morts.

15 octobre : abolition de l'apartheid dans les lieux publics.

18 octobre : l'état d'urgence au Natal est levé.

18 décembre : amnistie des prisonniers politiques.

1991
3 juin : abolition des lois sur l'habitat séparé et sur la possession

des terres (à 80 % réservées aux Blancs).

17 juin : abolition de la loi sur la classification de la population, C.P. avec grand texte du système d'apartheid.

7 juillet : à l'issue de sa conférence nationale, l'ANC élit M. Mandela comme président.

10 juillet : les États-Unis lèvent leurs sanctions économiques, imposées en 1986.

14 septembre 1991 : les représentants du gouvernement, de l'ANC et de l'Inkhata signent un accord pour mettre fin aux violences dans les ghettos noirs.

20 décembre : ouverture de la Convention pour une Afrique du Sud démocratique (CODESA), qui donne le coup d'envoi au processus des négociations constitutionnelles.

16 mai : abolition de l'apartheid dans les hôpitaux publics.

7 juin : l'état d'urgence, institué en 1986, est levé — sauf dans la province du Natal.

6 août : l'ANC annonce la « suspension de la lutte armée ».

août-septembre : des affrontements d'une violence sans précédent opposent les partisans de l'ANC à ceux du mouvement Inkatha, à dominante zoulou, faisant plus de huit cents morts.

15 octobre : abolition de l'apartheid dans les lieux publics.

18 octobre : l'état d'urgence au Natal est levé.

18 décembre : amnistie des prisonniers politiques.

1991
3 juin : abolition des lois sur l'habitat séparé et sur la possession

LA NORVEGE avec 11 AN
A la découverte du monde
7950 F
SPÉCIAL AGRICULTURE
Les agriculteurs et
Trente ans de PAC
Agriculture et
LA VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND

مكتبة من الأصول

ENQUÊTE

L'Algérie de la deuxième mémoire

III. - Très loin des djebels

Michel Kajman a décrit les embarras des historiens lorsqu'ils doivent évaluer cette période difficile de l'histoire française qui représente la guerre d'Algérie (le Monde du 17 mars) ; guerre qui, comme l'a montré Patrick Jarreau, a laissé des traces dans l'inconscient collectif des responsables politiques (le Monde du 18 mars).

par Jacques Isnard

Trente ans, c'est plus qu'une génération d'officiers et ce sont même des dizaines et des dizaines de promotions qui ont pu se succéder, ainsi, sur les bancs des écoles conduisant aux responsabilités supérieures de la hiérarchie militaire. Ce sont aussi des générations et des générations de cadres dits subalternes, ces sous-officiers de métier dont la carrière est généralement plus courte que celle des officiers.

La guerre d'Algérie est, pour certains d'entre eux, à des années-lumière de ce qu'ils ressentent aujourd'hui ou de ce qu'ils attendent encore de toute une existence consacrée à l'uniforme. Si on les en croit, l'Afrique, et ses interventions « muscées » ou ses rêves d'écotisme pour les plus jeunes, est passée par là, comme s'est imposé ce nouveau métier qui tend à les occuper de plus en plus, celui du soldat de la paix au service de l'ONU.

Le souvenir du « plan Challe »

Projetés actuellement sur les écrans, deux films pourraient permettre d'apprécier - si cela avait un sens - quels souvenirs traînent encore dans la tête de ces jeunes cadres militaires. Curieusement, le complot qui devait leur apparaître le plus proche - cette guerre d'Algérie mal vécue par le contingent et revue par Bertrand Tavernier - n'est pas celui qui draine les foudres de militaires dans les salles de cinéma. Peut-être le film la Guerre sans nom risque-t-il de raviver des sentiments complexes, étranges et pas nécessairement avouables chez une population de militaires obsédée par les « dérapages » du Sud, tels que l'Ink. C'est, en revanche, le film de Pierre Schoendoerffer, Dien Bien Phu, qui séduit davantage et attire de nombreux spectateurs aux cheveux ras.

Ce n'est pas seulement parce que le metteur en scène a reçu toute l'assistance des armées françaises pour fabriquer ses images. La vraie raison est ailleurs et relève de la fraternité d'armes : Pierre Schoendoerffer, alors jeune cameraman dans cette bataille perdue en Indochine, a été jadis un des leurs, déjà un « ancien », qui est censé les comprendre.

Et, pourtant, Dien Bien Phu est le reportage d'une guerre qui s'est mal terminée pour la France, tout au moins pour son armée, et qui - comme l'ancien chef d'état-major des armées, le général Maurice Schmitt, l'a rappelé dans ses Mémoires - a fait quatre fois plus de morts que la guerre d'Algérie. Les jeunes cadres n'ont pas le culte des défaites. Mais il y a un peu de masochisme chez

eux. « Faut, à distance, par des gens de métier qui ont dû tout improviser sur place au sortir d'un conflit mondial qui ne les avait pas préparés à gagner sur le terrain idéologique, dit aujourd'hui un capitaine qui ne la connaît que par les livres, la guerre d'Indochine a été perdue par une métropole qui n'a plus eu envie de se battre et qui a préféré baisser les bras, mais sans oser l'avouer officiellement à une opinion indifférente. Loin des yeux, loin du cœur, il a fallu ramener le drapeau. »

Avec la guerre d'Algérie, le ton change. Les jeunes cadres sont entre-tenus, ou ils s'entretenaient eux-mêmes, dans l'idée que leurs « aînés », à bas, de l'autre côté de la Méditerranée, avaient réussi peu à peu à maîtriser la situation et à

sécurité. « A un gouvernement qui parle d'aider le tiers-monde sans en avoir toujours les moyens observe un jeune adjudant-chef qui va quitter l'armée et qui se sent disponible, cela devrait donner des idées. Les pays sous-développés manquent de cadres expérimentés dans tous les domaines, à commencer par le civil. Nous avons, nous, les compétences. Pourquoi ne pas nous y employer, au besoin comme conseillers bénévoles ou même en arrondissant nos pensions ? Chaque fois que j'en évoque la perspective devant qui de droit, on me rétorque que ça ferait trop administrateur colonial d'ancien. Foutaise, alibi, démagogie, mauvaise foi ! »

Cela explique, sans doute, que l'Afrique, avec laquelle la France a conclu tant d'accords de coopération

seu qu'on tient en oubliant la hiérarchie et à la condition qu'ils ne soient pas plus tard retenus contre soi, les réminiscences algériennes sont quasiment laissées au vestiaire. Certains faits sont même parfois occultés, comme les « corvées de bois » ou les tortures, et jusqu'à la mémoire du général Jacques Fais de Bollardière, qui s'opposait à ces pratiques condamnablement en démissionnant de l'armée. Les officiers généraux ou supérieurs encore en activité, qui ont pu connaître cette guerre de huit ans à un moment ou à un autre de leur carrière, gardent pour eux leur jugement : « l'affaire », au demeurant, ne prête pas à discussion, puisque sur le terrain elle a été gagnée, disent-ils, et que c'est à Paris qu'elle a eu son dénouement.

Les plus jeunes des cadres, aujourd'hui, sont, pour la plupart, bacheliers de diplômes universitaires. Ils sont à l'image de n'importe quel étudiant, peut-être à peine plus sérieux parce qu'ils sont généralement plus âgés et qu'ils ont déjà charge de famille lorsque, capitaine ou commandant, ils rejoignent en faculté. Mais ce vœux universitaire qu'ils acquiescent, le prédispose à d'autres sujets de réflexion.

Légalité républicaine

Ainsi, à propos de l'Algérie, ils retiennent d'abord la leçon que, dans un pays qui élit démocratiquement ses représentants, une armée ne peut avoir d'autre ambition que le respect de la stricte légalité républicaine. De ce point de vue, le « putsch » de 1961, celui par lequel « un quartier de généraux en retraite » tenta de renverser le régime gaulliste, leur semble une incongruité avec le recul du temps. Une armée de prononciamiento leur paraît inconcevable. Et, s'ils le disent ainsi, c'est par référence à un autre débat, qui les intéresse aujourd'hui plus que l'analyse des erreurs passées.

Ce débat est actuel. Il s'agit du service national, moment à dix mois l'an dernier. « Rien ne m'agace autant, confie un officier partisan de l'armée de métier, que d'entendre des hommes politiques, à gauche, affirmer que c'est le contingent qui a sauvé la République pendant la guerre d'Algérie en restant fidèle au général de Gaulle sous le prétexte qu'il aurait entendu, sur ses transistors, l'ordre présidentiel d'obéir aux menées putschistes. Comme si les cadres, eux aussi, n'avaient pas écouté le même message sur leurs transistors et refusé de marcher contre le régime ! »

Armée de conscription contre armée de métier, la première étant censée être plus loyale que la seconde. Voilà le débat que préfèrent lancer des cadres à l'occasion de l'Algérie. Et ce même officier d'ajouter, comme pour se moquer des a priori des uns et des autres : « C'est une armée de conscripts qui accompagne le putsch, au Chili, contre Salvador Allende en 1973, et c'est une armée de professionnels, à l'angle-jacotte, qui reste fidèle aux États-Unis comme en Grande-Bretagne. »

Le général de Gaulle, au sortir de la guerre d'Algérie, a jeté l'armée française dans l'avenir - car c'en fut une véritable, tant elle a exigé des hommes un effort considérable d'adaptation - de la dissuasion nucléaire. Il fallait faire oublier les

périphéries des expéditions coloniales. L'armée devenait la nouvelle conquête. Le pari, qui n'était pas gagné d'avance, a été réussi. Il s'est traduit, en trente années, par de multiples réorganisations des armées françaises, qui ont donné le tournis à ceux qui les enduraient et qui, à peine échauffés, étaient aussitôt remis en chantier. Aujourd'hui, c'est un nouveau défi qui est lancé. Le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, pointe son doigt en direction de l'espace, là où désormais, à l'en croire, l'avenir de la France et de l'Europe se joue. Un espace à partir duquel l'on espère voir, écouter, contrôler tout ce qui agite la planète.

« Il se pourrait bien, remarque, goguenard et un tantinet provocateur, un major de l'armée de terre, qu'on reparte alors de l'Algérie ou des pays méditerranéens et proche-orientaux qui lui ressemblent, ceux-là mêmes qui, un jour, seront en état de pointer sur la France des missiles balistiques ou dont les populations, victimes de ségrégation religieuse ou autre, chercheront à rallier nos rivages plus accueillants. Ce jour-là, on aura bien besoin de nos satellites pour détecter les engins assaillants ou aider à récupérer des boat-people. »

Prochain article :

Un seul pays deux histoires



« offrir sur un plateau », selon un officier d'état-major, une solution militaire à des gouvernements hésitants sur l'issue politique.

Dans les écoles militaires, à quel niveau que se situe l'élève, qu'il entre dans la carrière ou qu'il se soucie de se perfectionner comme officier supérieur, c'est cette thèse qui est progressivement imposée avec le temps. Vraie ou fausse. Reconstituée de chic ou argumentée sur la foi de travaux sur archives et à partir de documents. Peu importe. Le fait est là : des élèves de l'École de guerre citent encore le « plan Challe », du nom du commandant en chef en Algérie en 1959, le général Maurice Challe, qui est perçu comme le chef militaire ayant éradiqué la « rébellion » avant la négociation avec elle.

Gendarmes de la paix

Ils sont nombreux également, ces jeunes cadres, à continuer de donner en exemple leurs « aînés », officiers de ces fameuses sections administratives spéciales, qui furent remplacées au pied levé des sous-préfets, des instituteurs, des juges de paix, des médecins dans les djebels lorsque la plupart de ces corporations se replièrent en ville pour des raisons de

militaire, ou encore les missions de l'ONU, où le guerrier se mue plutôt en gendarme de la paix, occupant davantage l'esprit des jeunes cadres en 1992. Si l'on met de côté les troupes françaises d'Allemagne, pas moins de cinquante mille hommes, majoritairement de métier, servent aujourd'hui hors des frontières nationales.

« Voilà la nouvelle aventure, explique ce « professionnel » de l'outre-mer, qui nous interdit de nous reposer sur nos souvenirs de la guerre d'Algérie et qui, véritablement, nous stimule. » Au point, mais de cela il préfère ne pas parler, que, l'an dernier, l'armée de terre a été secourue par une mini-crise lorsque le bruit - démenti depuis - d'une suppression des troupes de marine (ex-troupes coloniales) a circulé. La réalité est plus subtile : il s'est agi d'un changement dans la gestion du corps des officiers et des sous-officiers de cette armée, qui n'aura plus l'exclusivité des séjours exotiques mais qui devra partager cet avantage avec leurs homologues de la « métropole », comme on dit des cadres cantonnés à l'Europe.

L'autre-mer continue de faire rêver. Pas l'Algérie, qui est devenue en quelque sorte une autre planète pour ces jeunes soldats, qui ne leur dit presque plus rien et dont ils évoquent rarement les « cicatrices » ayant marqué leurs aînés.

Dans les propos de « popote »,

HUGO BOSS

vous annonce

l'ouverture

de sa boutique

2, Place des Victoires

75001 Paris.

BOSS
HUGO BOSS

L'HERMÈS Éditeur LANGUES DES AFFAIRES

L'anglais des affaires. A. DEYSINE, 205 F
L'essentiel sur l'anglais commercial et économique. Mc QUEEN, 83 F
Outils d'anglais commercial et économique. PERRAUD, GRENIER, 99 F
Allemand économique et commercial. THIBAUDET, DIBON, 189 F
Allemand des affaires. B. THIBAUDET - A. JOSQUIN, 285 F
Outil d'allemand économique et commercial. B. THIBAUDET, 104 F
Espagnol commercial et économique. P.Y. GARNOT, 195 F
Italien commercial et économique. L. SANDRE, 170 F

Diffusion : MEDILIS SA Tél. : 46 34 07 70
9 rue Séguier 75006 PARIS - Télécopieur : 43 25 26 18

LA NORVEGE avec ALANTOURS
"A la découverte du monde des fjords"

Circuit accompagné
8 jours Paris/Paris
pension complète.

7950 F

Demandez la brochure ALANTOURS SCANDINAVIE
à votre agent de voyage ou ALANTOURS :
5, rue Danielle Casanova - 75001 Paris - Tél. : (1) 42 96 59 78

Le Monde DOSSIERS mars 1992

SPÉCIAL AGRICULTURE

Premier dossier : **Les agriculteurs en France**
Deuxième dossier : **Trente ans de PAC**
Troisième dossier : **Agriculture et tiers-monde**

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX 17 F

LA CORSE
690 F

VOL ALLER RETOUR. DEPART DE PARIS
PRIX A CERTAINES DATES

Nouvelles Frontières.
On ne vit que mille fois.

Et après
les grandes marches dans le maquis,
rêver dans une chambre lumineuse
en regardant le mer
ne vous coûtera pas plus cher
que votre collection de samovars.*

* La Corse avec Nouvelles Frontières,
c'est aussi des séjours ou des circuits,
avion compris, à partir de 2 090 F.

TAPEZ 36 15 NF TELEPHONEZ (1) 42 73 10 64

NOUVELLES FRONTIÈRES

POLITIQUE

PERSONNALITÉS EN CAMPAGNE

Brice Lalonde et les surfeurs

Habile à glisser sur la vague de l'écologie, le ministre de l'environnement est parvenu en quelques mois à entamer le potentiel des Verts

C'est une petite boule bleue, et il n'y a pas de modèle de recharge. Depuis qu'un soir de juillet 1969 l'homme a marché sur la Lune, le monde s'est rétréci. Le rêve des poètes était un astre mort. La vie, si elle existe ailleurs, se trouve à des centaines d'années-lumière de la Terre. Alors, « on ne peut plus se permettre de salir la planète ».

Comme les choses paraissent simples, cet après-midi-là, à Montpellier, à écouter Brice Lalonde. Devant cinq cents personnes, il tire le fil pour dévider sa pelote : il y a l'eau, l'air, les paysages et les déchets. Si l'homme pollue trop, il n'y aura bientôt plus de place sur terre pour nos petits-enfants. Depuis deux jours, dans son costume de velours noir et son écharpe blanche, mi-Pierrot, mi-Petit Prince, il s'emploie à séduire : s'il te plaît, monsieur le Ministre, dessine-moi une planète. Celle de M. Lalonde est verte et bleue, comme le logo de Génération Ecologie, qui ressemble précisément à un dessin d'enfant.

Puis, tout de même, revenant sur le terrain de la campagne, il enfonce le clou : « Au lieu d'avoir des politiques qui ne pensent qu'à leur prochaine réélection, il faut des élus qui ont une vision pluri-générationnelle, des élus qui dérogent. Il faut sortir le nez du guidon. Mais depuis qu'il y a vingt ans, il est entré en politique, Brice Lalonde est-il jamais descendu du vélo ? »

Le matin, à Six-Frurs, son conseiller au ministère, M. Lucien Chabasson, autour du plan national pour l'environnement et tête de

liste de Génération Ecologie dans le Var, l'a conduit sur la plage, où l'attendait une manifestation de surfeurs. La municipalité projetait de construire une digue pour agrandir la plage. Dans la nuit, on a juste eu le temps de lui apprendre le signe de ralliement des surfeurs — le poing fermé à l'exception du pouce et de l'auriculaire, comme pour faire semblant de téléphoner. — et le nom de l'endroit, Brutal Beach, connu des amateurs de glisse du monde entier comme l'un des plus fameux « spots » (un rive où l'on peut surfer). Cela lui suffit.

Le retour des soixante-huitards

« Moi, je suis arrivé à l'écologie par le vélo. J'étais libre, je prenais les sens interdits, je brailais les feux rouges, quand, tout à coup, j'ai eu connaissance du projet de loi sur le vélo. Je me suis senti obligé de donner ma façon de vivre. Eh bien, pour vous, c'est pareil. Vous n'avez pas toutes les satisfactions dans la vie, mais vous avez au moins cette joie de glisser. Et tout d'un coup, il y a le béton qui vous tombe sur la tête. Vous ne savez même pas d'où ça vient, parce que c'est compliqué, la politique... » Un sourire, une photo au milieu des voiles fluorescentes, le petit signe de ralliement à dessin d'enfant des surfeurs, et c'est gagné : « On va

essayer de vous donner un coup de main pour le protéger, ce spot. » Les Verts du Var ont profité de l'occasion pour déployer leur banderole devant les caméras. Agacé par cette présence, mais sans rien en laisser paraître, Brice Lalonde va les saluer : « Vous voyez, je suis même obligé de faire votre campagne. »

Devenu secrétaire d'Etat, puis ministre délégué, puis ministre à part entière, Brice Lalonde a compris, en 1990, qu'il lui fallait un parti afin d'établir un rapport de forces en sa faveur au sein du gouvernement. Cela a réussi au-delà de toutes ses espérances. « Il faut oser, être passionné, mettre les mains dans le cambouis. Le monde obéit aux audacieux », assure-t-il. Génération Ecologie, connu pour ses notables en rupture avec les partis de la gauche ou du centre, a aussi réuni avec de nombreux « ex-soixante-huitards » qui avaient abandonné le militantisme. « Je suis de plus en plus heureux. Nous avons retrouvé la politique, alors gardons-la ! Nous sommes en phase avec le peuple. Le peuple, oui, c'est un mot qu'on n'ose plus employer », lance-t-il à Montpellier.

Génération Ecologie, ce « mouvement fort improbable », fait aujourd'hui jeu égal avec les Verts, mais sans dommages. Ces derniers ne pardonnent pas à Brice Lalonde de les avoir trahis à plusieurs reprises, puis de les avoir abandonnés avant de rejoindre la majorité présidentielle. « Antoine Woechler a un grand mérite : celui d'avoir gardé le moisson. Je suis désolé de le dire

comme ça, mais j'en ferais bien mon numéro deux », dit-il. Lui-même en évoquant l'obstination et la rigueur du chef de file des Verts. Mais, pour le reste, il ne supporte pas ceux qu'il appelle indifféremment les socialistes, les écologistes, les euros ou les socialistes de l'écologie. « Qu'est-ce qui intéresse les Verts ? Est-ce l'environnement ou est-ce d'avoir le monopole de l'environnement ? ». Puis il ajoute : « D'une certaine façon, j'en suis responsable. Quand nous avons créé l'écologie politique, il fallait une mise en scène pour réunir les acteurs, il fallait un conflit, il fallait créer un adversaire pour mieux mobiliser : ce fut le nucléaire. Du même coup, j'ai créé les curés. »

Son écologie est celle du mouvement, de l'improvisation, de la réforme — « celle de la ville aussi. On nous fait confiance, nous les écologistes, pour la défense des petits oiseaux. Mais il faut aussi que nous nous occupions de ces choses d'oiseaux qui sont les hommes. Notre société n'est pas assez humaine ». Lui propose-t-on, dans une réunion, d'introduire l'écologie à l'école, il reste sceptique : « Si c'est pour apprendre la sexualité du fucus vésiculeux, c'est la barbe. »

L'écologie consiste, pour lui, à réinventer le monde, et, pour cela, elle a besoin d'un champion, dans lequel elle puisse se reconnaître. Naturellement, Brice Lalonde n'en imagine pas d'autre que lui-même.

JEAN-LOUIS SAUX

La préparation des élections

Un entretien avec M. Pandraud

« Je ne suis pas sûr que le gouvernement de M. Cresson ait encore une légitimité » nous déclare le secrétaire général adjoint du RPR

Après avoir interrogé M. Gérard Le Gall, adjoint au secrétaire national du PS, chargé des élections (le Monde du 11 mars), nous demandons le parole à M. Robert Pandraud, secrétaire général adjoint du RPR, chargé des élections.

« N'appréhendez-vous pas une certaine inquiétude devant la stagnation enregistrée par les listes de l'UPF dans les sondages ? »

« Les responsables des principaux organismes de sondages disent tous qu'ils recitent en hausse le Front national car ils ont l'impression, non quantifiée, que les réponses obtenues sont trop basses. A mon avis, le Front national et les écologistes sont surestimés dans les sondages alors que l'UPF et les socialistes devraient remonter. »

« Cette hypothétique remontée vous rend-elle confiant ? »

« Elle me rend plus optimiste. En 1986, à la proportionnelle, nous avions la majorité absolue à l'Assemblée nationale. Même s'il y a une légère diminution, ce sera un très beau succès. D'autant que ce type d'élection suscite des listes dissidentes ou folkloriques qui pénalisent les partis classiques. »

« Au Parlement, je m'étais élevé contre le regroupement des élections. N'est-ce pas ? »

« Je ne suis pas sûr que le gouvernement de M. Cresson ait encore une légitimité » nous déclare le secrétaire général adjoint du RPR

Après avoir interrogé M. Gérard Le Gall, adjoint au secrétaire national du PS, chargé des élections (le Monde du 11 mars), nous demandons le parole à M. Robert Pandraud, secrétaire général adjoint du RPR, chargé des élections.

« N'appréhendez-vous pas une certaine inquiétude devant la stagnation enregistrée par les listes de l'UPF dans les sondages ? »

« Les responsables des principaux organismes de sondages disent tous qu'ils recitent en hausse le Front national car ils ont l'impression, non quantifiée, que les réponses obtenues sont trop basses. A mon avis, le Front national et les écologistes sont surestimés dans les sondages alors que l'UPF et les socialistes devraient remonter. »

« Cette hypothétique remontée vous rend-elle confiant ? »

« Elle me rend plus optimiste. En 1986, à la proportionnelle, nous avions la majorité absolue à l'Assemblée nationale. Même s'il y a une légère diminution, ce sera un très beau succès. D'autant que ce type d'élection suscite des listes dissidentes ou folkloriques qui pénalisent les partis classiques. »

« Au Parlement, je m'étais élevé contre le regroupement des élections. N'est-ce pas ? »

« Je ne suis pas sûr que le gouvernement de M. Cresson ait encore une légitimité » nous déclare le secrétaire général adjoint du RPR

Après avoir interrogé M. Gérard Le Gall, adjoint au secrétaire national du PS, chargé des élections (le Monde du 11 mars), nous demandons le parole à M. Robert Pandraud, secrétaire général adjoint du RPR, chargé des élections.

« N'appréhendez-vous pas une certaine inquiétude devant la stagnation enregistrée par les listes de l'UPF dans les sondages ? »

« Les responsables des principaux organismes de sondages disent tous qu'ils recitent en hausse le Front national car ils ont l'impression, non quantifiée, que les réponses obtenues sont trop basses. A mon avis, le Front national et les écologistes sont surestimés dans les sondages alors que l'UPF et les socialistes devraient remonter. »

« Cette hypothétique remontée vous rend-elle confiant ? »

« Elle me rend plus optimiste. En 1986, à la proportionnelle, nous avions la majorité absolue à l'Assemblée nationale. Même s'il y a une légère diminution, ce sera un très beau succès. D'autant que ce type d'élection suscite des listes dissidentes ou folkloriques qui pénalisent les partis classiques. »

« Au Parlement, je m'étais élevé contre le regroupement des élections. N'est-ce pas ? »

« Je ne suis pas sûr que le gouvernement de M. Cresson ait encore une légitimité » nous déclare le secrétaire général adjoint du RPR

Après avoir interrogé M. Gérard Le Gall, adjoint au secrétaire national du PS, chargé des élections (le Monde du 11 mars), nous demandons le parole à M. Robert Pandraud, secrétaire général adjoint du RPR, chargé des élections.

Somme : la passion des chasseurs de sarcelles

SAINT-VALÉRY-SUR-SOMME

de notre envoyé spécial

Nicolas Lottin a chaussé ses bottes, sifflé ses ébènes et s'est élançé sur cette aire mystérieuse, ce temple à ciel ouvert battu par les vents saés. Comment ne pas le croire quand il dit qu'il est « plus riche ici qu'un riche », puisqu'il le murmure avec la piété d'un fidèle qui rendrait grâce ? La baie de Somme, à marée basse, est une langue de sable truite de flaques d'eau et parsemée de buettes vertes. Nicolas Lottin pourrait évoquer des heures entières les subtilités qui distinguent les huttes flottantes des huttes en paille et des huttes en tôle. Mais déjà le voilà qui se glisse dans la sienne, une butte flottante précisément, gros cube de tôle ébène équipé d'une couchette de fortune et d'un poêle au mazout. C'est là qu'il se repose qu'il attend, hors de longues veilles nocturnes, les canards sifflants ou les sarcelles qui arrivent de Sibérie ou d'Europe du Nord.

Il fallait bien que cette passion de la chasse fût dévorante pour que Nicolas Lottin vienne à renouer à sa carrière de journaliste à Paris pour revenir à Saint-Valéry-sur-Somme, où il se contente d'un modeste emploi de

maçon. Les « antrès » pourraient-ils jamais comprendre ? Il avait à peine quatre ans lorsque son père l'a initié à l'univers trouble de la hutte. Sa mère et sa grand-mère chassaient, tout le monde au village ébaissait. On lui a raconté comment les « petites gens » allaient en plein cœur de ce Vimeu et de ce Ponthieu peuplés d'ouvriers-paysans et de journaliers agricoles, chassant nargues pour survivre quand les rudes hivers interdisaient de pêcher les coquillages et les crevettes. Il s'étrange donc de fureur en entendant aujourd'hui « les écologistes nous traiter d'assassins et de fascistes ». Las de jouer au « bon émissaire », il votera le 22 mars, lui ancien élève de François Mitterrand, en faveur de la liste Chasse pêche nature traditions (CPNT).

« La chasse, c'est sacré, ça fait partie de notre culture », Stelio Servant le proclame vertement, même s'il n'est pas chasseur lui-même. Ce retraité, ancien ouvrier agricole devenu surveillant de travaux, avait porté haut les idéaux du communisme à Saint-Valéry-sur-Somme. Syndiqué à la CGT, il fut un moment de gauche turbulent. Et puis, tout s'est écroulé avec la prise de conscience stupéfiante que le communisme portait en germe « la dictature ». Il se rabat en 1981 sur

François Mitterrand mais, dix ans plus tard, c'est à nouveau le désenchantement. « Tout ce que les socialistes nous ont donné en 1981, regrette-t-il, ils l'ont repris. La droite n'aurait jamais osé faire ce que la gauche a fait. » A qui donc accorder ses suffrages aujourd'hui ? A la droite ? Stelio Servant y songe. En attendant, le vote CPNT lui convient à merveille parce qu'il s'agit de conserver la tradition. Sa femme, ses enfants, ses gendres et ses belles-filles, assurément, voteront aussi CPNT.

A bicyclette ou en 4 x 4

Chacun se dit persuadé ici que la liste de chasseurs et de pêcheurs arrivera largement en tête dans cet ancien bastion rouge. Frits de 15 % dans l'ensemble de la Somme aux élections européennes de 1989, les candidats chasseurs avaient grévés les plafonds dans cette micro région avec des scores atteignant 50 % à Saint-Firmin, voire près de 70 % à Favières et Marlay. Ce nouvel électoral, il est vrai, n'est pas composé uniquement du petit peuple de gauche gagné par le désarroi. A l'est de la baie de Somme, les amateurs de la chasse en plaine, familiers de la forêt de Crécy, sont plutôt de gros exploitants vintant

traditionnellement à droite. « Quand on va à la lutte à bicyclette dans la baie de Somme, on va en 4 x 4 turbo-diesel en forêt de Crécy », dit-on ici en souriant.

Mais qu'importe ces différences. Cette confrérie de la chasse vibre à l'unisson aux discours que l'on peut entendre dans les réunions électoralistes des candidats CPNT. Cette après-midi-là, le « patron » départemental des chasseurs, Hubert Balézac, un professeur en économie du tourisme, s'était déplacé à la mairie de Quend en compagnie de ses collègues. Une soixantaine de villageois avaient répondu à leur appel. Chacun a opiné du chef quand les chasseurs ont dénoncé les « brimades » imposées aux chasseurs par « ces technocrates qui n'ont jamais mis une paire de bottes de leur vie ». On a pleinement adhérent aux charges contre les « écoles de salon », ces « citadins qui ne savent même pas distinguer un lièvre d'un lapin ». On a même laissé échapper quelques sarcasmes réprobateurs quand fut rappelée la proposition d'imposer l'alcootest aux chasseurs.

Puis on s'est séparé, l'humour enjoué, un peu grisé d'être les seuls à labourer cette nouvelle terre d'élection. Au visiteur un peu sceptique, on tentait d'expliquer qu'il fallait avoir partagé « la convivialité » de la chasse pour comprendre. Puisque cette « convivialité » était menacée, insistait-on, il fallait donc s'attendre à tout.

FRÉDÉRIC BOBIN

Argument existait. — D'anciens détachés d'affiches électorales ont collé, à la fin de la semaine dernière, un bandeau « 3615 Colette » sur les affiches de M. Colette Popard, conseiller municipal (PS) de Dijon, candidate aux élections cantonales dans cette ville. M. Pandraud estime que « ce serait pitoyable si cela ne révélait un état d'esprit encore vivant, qui refuse aux femmes le droit de s'occuper de politique, d'avoir des idées et de les exprimer. »

LEGIS Clés de la documentation juridique communautaire

Revue hebdomadaire co-éditée par l'HERMÈS et EURIDOC dont la banque de données juridiques traite et analyse, chaque jour, les textes des organes communautaires. LEGIS classe les documents par 3 index. Par abonnement et en librairie. 95 F le N°

MEDILIS S.A., 9 rue Séguier 75006 PARIS - Tél : (1) 46 34 07 70 Fax : (1) 43 25 26 18

Pour une histoire politique comparée du XX^e siècle

Démocraties, régimes autoritaires et totalitarismes au XX^e siècle

Sergio Bertoni

79 F

CARRÉ HISTOIRE

Des synthèses sur les grandes questions d'histoire.

HACHETTE

La Réunion : M. Sudre exclu de la majorité municipale de Saint-Denis

SAINT-DENIS-DE-LA-RÉUNION

de notre correspondant

Le maire socialiste de Saint-Denis-de-la-Réunion, M. Gilbert Annette, a exclu de la majorité municipale, lundi 16 mars, son troisième adjoint, M. Camille Sudre, par ailleurs président de Radio-Free-DOM, qui a constitué sa propre liste aux régionales.

Cette décision est la conséquence d'une campagne de dénigrement systématique menée contre M. Annette, tous les jours, sur les ondes de Radio-Free-DOM, par M. Sudre et ses collègues. « M. Sudre représente un danger pour la démocratie », a notamment déclaré M. Annette.

« En voulant faire réémettre à tout prix Télé-Free-DOM, il se place une nouvelle fois hors la loi. » Ces derniers jours, les socialistes ont ainsi concentré leurs tirs sur le président de Radio-Free-DOM, qui promet, en effet, à ses auditeurs le retour de la télévision dans le paysage audiovisuel réunionnais dès le 22 mars au soir.

Il s'appréhendent d'autant plus le scrutin régional que M. Annette n'a pu maintenir la cohésion de sa majorité municipale puisque, outre M. Sudre et M. Gabrielle Fontaine, son premier adjoint barriste, qui conduisent des listes autonomes, un autre membre de son équipe a rejoint la liste de l'Union pour la Réunion conduite par le président « divers droite » sortant du conseil régional, M. Pierre Lagourgue.

ALEX DJOUD

POINT DE VUE Contre tous les extrémismes

par Bernard Bosson

AVANT que ne se réunissent les assemblées régionales le 22 mars et sans doute privées de majorité par le scrutin proportionnel, il me paraît capital de rappeler que la démocratie suppose la possibilité de l'alternance : que les démocrates des deux bords, gauche et droite, ont le devoir de réduire les extrêmes à des marges raisonnables de toutes sortes ; que toute idée de front républicain unissant opposition et gauche face à l'extrémisme intronise automatiquement celui-ci comme seule opposition et le renforce indéfiniment, conduisant ainsi au résultat inverse à celui recherché ; que toute alliance avec les extrêmes, quels qu'ils soient, est pour un démocrate un renoncement aux valeurs fondamentales qui fondent son engagement politique.

C'est pourquoi j'ai proposé à tous les vrais démocrates élus demain, qu'ils soient centristes, écologistes, hommes de droite, de gauche, non pas de raser leurs différences, leurs oppositions, mais d'accepter de s'appliquer une règle de conduite intangible, en consistant à refuser que les extrêmes quels qu'ils soient (Front national ou Parti communiste) puissent être les arbitres de l'élection des exécutifs régionaux ; et, dans

les assemblées où les forces équilibrées des démocrates d'un camp comme de l'autre n'auront pu réunir une majorité absolue, à respecter l'application de la majorité relative.

En passant ainsi du discours aux actes, les démocrates, sans renoncement à leurs oppositions, sans gouverner ensemble, sans aucune compromission avec l'extrémisme, feraient la preuve qu'ils sont capables de vivre encastrés les uns les autres dans une démocratie qui se construit.

J'appelle tous mes partenaires de l'UDF et du RPR, après leurs déclarations maintes fois répétées, à concrétiser leur refus de toute alliance, avec quelque forme que ce soit, avec le Front national dans toutes les régions. J'appelle parallèlement les hommes de gauche à sortir enfin de leur alliance indigne avec le Parti communiste et à se mettre à « agir vrai ».

C'est ainsi et seulement ainsi que nous pourrions franchir une première étape dans la voie de la réhabilitation de la vie politique qui impose vérité et courage.

Bernard Bosson est secrétaire général du CDS et tête de liste de l'UPF aux élections régionales en Haute-Savoie.

régionales et cantonales

Le Parti communiste

qu'il « va re...

le PCF...

le PCF...

le PCF...

le PCF...

le PCF...

le PCF...

le PCF...

le PCF...

le PCF...

le PCF...

le PCF...

le PCF...

le PCF...

le PCF...

le PCF...

le PCF...

le PCF...

le PCF...

le PCF...

le PCF...

le PCF...

le PCF...

le PCF...

le PCF...

le PCF...

le PCF...

le PCF...

le PCF...

le PCF...

le PCF...

le PCF...

le PCF...

le PCF...

le PCF...

le PCF...

le PCF...

le PCF...

le PCF...

le PCF...

le PCF...

le PCF...

POLITIQUE

régionales et cantonales

Le Parti communiste veut croire qu'il « va remonter partout »

M. Marchais présente le PCF comme « la seule opposition de gauche » en espérant concurrencer les écologistes dans la quête du « vote utile »

Il y a un demi-siècle, le PCF était le premier parti de France. Il a connu son apogée à la Libération. Aux élections législatives de 1946, il recueillait 26,60 % des suffrages exprimés. Il y a vingt ans, en 1973, il était encore le premier parti de la gauche française. Mais en 1971, est passé par là. Puis, surtout, l'union communiste s'est écroulée. Et avant même la chute du mur de Berlin, le PCF s'était effondré. Il y a quatre ans, au premier tour de l'élection présidentielle de 1988, son candidat, M. André Lajoinie, réalisait le résultat le plus mauvais jamais enregistré par son parti : 6,80 % !

Aujourd'hui, le Parti communiste français existe encore. La tourmente venue de l'Est ne l'a pas réduit à néant. Il a même changé, c'est vrai, se déplaçant lentement des bords ouverts de la gauche vers le centre. La preuve en est que son état-major s'occupe d'une contestation interne avec une relative indifférence, qui est d'ailleurs incontestable. Il n'en apparaît pas moins anachronique, à bien des égards, dans son discours tant que dans son mode de fonctionnement, aux yeux de ceux-là même qui, dans ses rangs, ne pardonnent pas à M. Georges Marchais d'avoir été « l'homme de l'échec », puisque cela fait vingt ans qu'il assume les fonctions de secrétaire général. Mais cela n'empêche ni les uns ni les autres de cultiver avec nostalgie les souvenirs de sa gloire passée et de croire à sa résurrection politique.

Mardi soir 17 mars, à Villejuif, au cœur de ce département du Val-de-Marne qui reste l'un de ses derniers camps retranchés et qu'il représente à l'Assemblée nationale, M. Marchais a longuement exposé, devant un misérable auditoire de quatre cents personnes, les raisons qui font, selon lui, que les communistes français peuvent espérer que « la courbe de ce qu'on appelle son déclin électoral est en train de s'inverser » et que leur parti « va remonter partout ».

M. Marchais veut le croire : « Le vote pour les communistes peut rassembler largement », il veut espérer que le PCF bénéficiera, dans l'électorat traditionnel de la gauche, d'un relèvement de « vote utile pour faire contrepoids à gauche » dans un paysage politique dont le centre de gravité ne cesse de se déplacer vers la droite, sous l'effet centrifuge de l'extrême droite. Il pense, en disant cela, aux électeurs « qui

avaient l'habitude de voter communiste » mais qui, à quatre jours du scrutin, « ont encore envie de s'abstenir », à ceux « qui votaient communiste autrefois mais qui, en 1981, ou encore auparavant, en 1978, se sont mis à voter socialiste, et qui sont maintenant déçus », à ceux « qui n'ont jamais voté communiste, soit parce qu'ils votaient socialiste, soit parce que ce sont des jeunes qui peuvent voter pour la première fois », à ceux « qui hésitent entre l'abstention, le vote socialiste, le vote pour Génération écologie ou pour les Verts, et pour la première fois, le vote pour les communistes... », à tous ceux « qui ne se reconnaissent pas forcément dans le Parti communiste mais qui peuvent être particulièrement sensibles, dit-il, à l'engagement que nous avons pris de ne pas faire dire à leur vote pour nos candidats davantage ce qu'ils auront voulu exprimer ».

M. Alain Bockuet, au nom du bureau politique, a déjà cadré le discours-type dans la dernière livraison des *Cahiers du communisme* : « Le vote communiste sera un vote protestataire clair contre la politique de la droite au pouvoir (...), un vote constructif pour une autre politique (...), le vrai vote contre Le Pen (...), un vote anti-magouille (...), le vote pour des élus proches des gens (...), un vote pour la paix, l'indépendance et la souveraineté nationale... ».

«Entre Le Pen et nous, il y a du sang»

Alors, M. Marchais n'a plus qu'à broder sur ce canevas : « Nous sommes l'opposition de gauche à la politique du gouvernement de coalition socialiste-centriste. Les écologistes ? « Quand on sait que Bernard Lasserre a récemment été élu député, Michel Noir et Simone Veil comme membres du futur gouvernement auquel il pense (...), on comprend qu'il n'y a rien de bon à attendre de ce côté-là. (...) Quant à Antoine Waechter, il est disponible, comme on dit, il rencontre un jour Fabius, le lendemain Juppé, le surlendemain Solon. Il préconise des alliances à la carte, voter pour lui ce serait soutenir le gouvernement sans donner un coup de pouce à la droite. (...) Le Front national ? M. Marchais évoque Vichy, la Résistance, la lutte contre les terroristes de l'OAS pendant la guerre d'Algérie : « Entre l'extrême droite et nous, entre ce que représente Le

Pen et nous, il y a du sang. » Le secrétaire général du PCF ne veut pas croire que le programme de son parti puisse passer inaperçu.

Contre le chômage, par exemple, « est-ce que les choses n'iraient pas mieux si, au lieu d'offrir des fonds publics aux entreprises qui licencient, on utilisait effectivement l'argent pour contribuer à l'emploi ? Si on cessait de favoriser les spéculations boursières et la fuite des capitaux à l'étranger qui empêchent les investissements productifs chez nous ; si on permettait aux jeunes d'avoir une bonne formation au lieu de multiplier les stages-parking et les petits boulots sans avenir ; si on revalorisait les salaires au lieu de les comprimer, ce qui empêche les gens d'acheter et nous produits de trouver preneurs ; si l'on passait aux 35 heures par semaine, sans réduction de salaire ; enfin, si on produisait et créait français au lieu de s'endetter en important de l'étranger ce dont nous avons besoin... ».

En d'autres temps, un tel programme eût suscité un vaste débat national. Mais qui écoute encore M. Marchais en dehors du Parti communiste français ? C'est la tragédie politique d'une chapelle prisonnière d'une idéologie soviétique qu'elle a trop embrassée pour trouver la moindre grâce au regard impitoyable de ses contemporains, même quand sa démarche devient sacrée. Le drame d'une famille déconsolidée qui n'ose pas dévoter son patriarche, qui essaye aujourd'hui de renouveler à son profit la notion de « vote utile », parce qu'elle veut se croire indispensable dans son pays alors que la plupart de ses compatriotes la jugent inutile (1) et qui en est réduite à l'espoir de capter les suffrages protestataires après avoir épuisé les mythes. Le cachemare d'un parti dont, ailleurs qu'à la place Colonel-Fabien, on parle désormais au passé et dont les militants les plus lucides ont été arrivés au point de redouter un « miracle », par crainte de voir durer leur enfermement.

ALAIN ROLLAT

(1) Selon le sondage de la SOFRES sur l'image du PCF effectué du 22 au 25 juin 1991 pour un groupe de journaux de province auprès d'un échantillon de mille personnes représentatif de la population, 73 % des personnes interrogées jugent que le PCF joue un rôle « peu » (31 %) ou « pas du tout » (42 %) utile, aujourd'hui, en France.

La relance des chantiers navals de La Ciotat

Les négociations sont entamées entre la banque Worms et le conseil général des Bouches-du-Rhône

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Les négociations concernant la cession de l'outillage public des chantiers navals de La Ciotat — préalable à tout redémarrage des activités — ont été entamées entre la banque Worms, propriétaire, et le conseil général des Bouches-du-Rhône, candidat au rachat de cet outillage, après l'autorisation donnée par M. Bérégovoy (le Monde du 17 mars). Dans un communiqué publié mardi 17 mars, le ministre de l'Éco-

nomie et des finances pose toutefois trois conditions : que le repreneur « renonce à toute demande d'aide de l'État » ; que le conseil général « assure la viabilité industrielle et financière du projet de reprise » ; que la commission des Communautés européennes « donne les accords nécessaires afin d'éviter tout contentieux ultérieur ». Le communiqué rappelle aussi que le gouvernement a fait procéder à plusieurs expertises qui ont toutes été plus ou moins négatives quant aux chances d'une relance de la construction navale

lourde à La Ciotat. La CGT, par la voix de son secrétaire général, M. Louis Vianney, secrétaire général, s'est félicité du déblocage du dossier. « Peu importe les conditions dans lesquelles ça se fait, a-t-il déclaré sur France Inter, l'essentiel est que ça se fasse, car on est arrivé à un paroxysme du gâchis ».

De son côté, M. André Sainjon, député européen (groupe socialiste), a estimé, mardi 17 mars, que la décision prise par le ministre de l'Économie, M. Pierre Bérégovoy, concernant les chantiers navals de La Ciotat (le Monde du 18 mars) était « très importante » et « avait enfin une perspective sérieuse de redémarrage » du site. M. Sainjon, ancien secrétaire général de la fédération CGT de la métallurgie, a précisé qu'il avait « toujours considéré la fermeture des chantiers comme une erreur stratégique grave », alors même qu'une reprise sensible de l'activité de la construction navale dans le monde était inévitable.

G. P.

Budget d'austérité à Marseille

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Le conseil municipal de Marseille a adopté, lundi 16 mars, le budget primitif de la ville pour 1992, qui se caractérise par des économies drastiques de fonctionnement et une extrême faiblesse des dépenses d'équipement. Sur un total de 7,08 milliards de francs, celles-ci ne représentent que 1,7 milliard (soit 24 % du budget) contre 2,5 milliards (35 %) en 1989. Malgré la poursuite de la politique de cession du patrimoine communal entamée l'an dernier (qui doit rapporter 250 millions de francs), plusieurs projets ont dû être différés dont le prolongement d'une des deux lignes de métro. Parallèlement, les subventions allouées par la ville ont été

fortement diminuées et les tarifs de nombreux services municipaux relevés. Le nombre des agents va être réduit par le non-remplacement des partants. Si, d'autre part, le taux de la taxe d'habitation a été allégé, le produit de la fiscalité locale directe est en augmentation de 3,55 %. Les élus socialistes, à l'exception de M. Michel Pezet, qui s'est abstenu, ont joint leurs voix à celles du groupe Majorité-Marseille, mais leur porte-parole, M. Francis Allouch, a estimé que ce budget était « le plus dur, le plus difficile que nous ayons eu à voter depuis la Libération », alors que le maire (maj. prés.), M. Robert Vigouroux, l'a qualifié de « courageux ». Le groupe UDF-RPR n'a pas pris part au vote, le PC et le FN ont voté contre.

G. P.

ENJEUX ET PROGRAMMES

Lorraine : les limites du consensus

Faut-il miser en priorité sur le sillon mosellan ou privilégier des actions sectorielles ?

Les questions que pose la conversion de la Lorraine, ou plus exactement quelques-unes des facettes de ce dossier (infrastructures de communication, politique de formation, soutien au développement économique), dominent la campagne lorsque les candidats mettent de côté les règlements de compte politiques, qui ne sont pas minces depuis que le maire de Metz et président du conseil régional sortant, M. Jean-Marie Rausch, a choisi, en 1988, la voie de l'ouverture. La Lorraine affligée ainsi en ce printemps une forte division politique mais un relatif consensus sur les projets.

Cette situation est inédite. En 1986, partisans et adversaires de la construction d'un aéroport régional s'affrontaient parfois rudement. Cette année, aucun projet ne vient à ce point focaliser la discorde. Il est vrai que la politique régionale menée depuis 1986 a été d'abord soutenue par l'UDF et le RPR avant d'être par les socialistes. L'ouverture, qui a élargi depuis 1988 la vie politique lorraine, a donc, au contraire, assaini le débat sur les projets régionaux.

Le conseil régional, par exemple, à une très large majorité dit oui à une intervention financière de la Lorraine — à hauteur d'un milliard de francs — pour accélérer la réalisation du TGV-Est. De même, l'ensemble des dossiers d'infrastructures de communication bénéficie d'un soutien qui dépasse les élargissements politiques. L'unanimité n'est pourtant pas totale. Ainsi si la

nécessité de doubler l'autoroute A 31 (Thionville-Metz-Nancy) n'est contestée par personne, les divergences entre Mosellans et Meurthe-et-Mosellans apparaissent sur le tracé.

L'accord global sur les voies de communication comme sur le développement des universités lorraines résulte d'une volonté partagée d'arrimer la Lorraine à l'axe européen Londres-Bruxelles-Milan. L'enjeu pour cette région est de ne pas rester en marge du principal pôle de croissance de la Communauté européenne et d'achever sa diversification industrielle. L'écueil à éviter est que le sud ne se sente plus alsacien que lorrain et que le nord ne soit davantage attiré par le Luxembourg ou la Sarre.

L'axe Metz-Nancy

Ce souci d'une Lorraine équilibrée passe par une métropole Metz-Nancy unie. M. Rausch ne manque pas une occasion de dire que cette perspective guide son action. Si le développement de l'axe Metz-Nancy et plus largement le renforcement du sillon mosellan est indispensable pour les élus de ces bassins, les Vosgiens et les Méusiens ne veulent pas en faire les frais. Ainsi M. Christian Foncelet, qui conduit la liste UDF-RPR dans les Vosges,

plaide-t-il pour un rééquilibrage de l'action régionale. Ce vieux débat ne saurait toutefois faire oublier que les Vosges bénéficieraient de la moitié du programme routier lorrain entre 1989 et 1993.

A l'heure de la préparation du prochain plan régional, il n'est pas moins nécessaire de dépasser la phase de l'inventaire des besoins, qui fait facilement l'unanimité, pour dégager les vraies priorités. Il faudra faire des choix, prévient M. Jacques Chérèque, ancien ministre de l'aménagement du territoire et tête de liste socialiste en Meurthe-et-Moselle, pour que l'aire métropolitaine Metz-Nancy doive être une des clés de voûte de l'action régionale. Pour Gérard Longuet, qui mène la liste UDF-RPR dans la Meuse, les choix devront traduire un recentrage de la politique régionale autour de la formation et des infrastructures de communication, la région se désengageant en matière économique au profit de l'État et des grandes entreprises nationales.

Ce débat va marquer les derniers jours de la campagne. Faut-il miser en priorité sur l'axe mosellan en expliquant que plus il sera fort, plus il pourra irriguer le reste de la région, ou doit-on privilégier des actions sectorielles comme la formation et la construction de routes ? Il y va de la poursuite du redressement de la Lorraine.

JEAN-LOUIS THIS

Le renouvellement des conseils généraux

Yvelines : bataille à droite pour la présidence

Dans les Yvelines, le RPR a bon espoir de devancer l'UDF à l'issue des élections cantonales. M. Franck Borotra pourrait alors briguer la succession de M. Paul-Louis Tenaillon, président sortant UDF du conseil général.

« L'équilibre UDF-RPR ne peut pas bouger, sauf dans deux cantons, ceux du Chesnay et de Conflans-Sainte-Honorine », M. Franck Borotra, député RPR, qui s'est affirmé depuis deux ans comme le challenger de M. Paul-Louis Tenaillon, député UDF-CDS, président du conseil général, répète encore à l'annonce de la présidence de l'Assemblée départementale, que détiendrait M. Tenaillon depuis 1977. Pourtant, dans les couloirs du somptueux

hôtel du département, à Versailles, on ne parle plus que du bras de fer auquel se livrent les états-majors des deux partis.

L'UDF peut compter aujourd'hui — avec le concours de trois non-inscrits — sur dix-sept sièges contre seize au RPR. Un seul siège justifie donc encore sa prépondérance dans un département où le parti de M. Chirac, à l'occasion des consultations nationales, est largement majoritaire. Or le RPR a l'espoir de conquérir deux cantons. Au Chesnay, le conseiller général sortant UDF, M. Maurice Collette, ne se représente pas, laissant la porte ouverte à son successeur à la mairie, M. Philippe Beilhaut (RPR), qui est donné favori, en dépit des huit autres candidatures déclarées, dont l'une est soutenue par l'UDF et trois sont classées divers droite. Et à Conflans-Sainte-Honorine, M. Annick Blondeau (RPR) peut prendre au Parti socialiste son seul

canton renouvelable, l'UDF, tenant compte du danger représenté par le Front national, ne présentant pas de candidat contre elle.

MM. Tenaillon et Borotra sont au moins d'accord sur un point : ils attendent les résultats du 29 mars pour faire leurs comptes et annoncer leurs préférences. « Si le RPR est majoritaire, nous discuterons. Mon état d'esprit n'est pas celui d'un pré-traité, mais je ne ferai pas non plus de fantaisie », déclare le premier, qui exclut d'accepter l'éventuel appoint de voix socialistes pour conserver son fauteuil. Pour espérer rester en place, le président sortant devra miser sur les liens qu'il noués au fil des années avec chacun des élus de la majorité départementale, même si certains des choix personnels qu'il a faits dans la composition de la liste UDF pour les régionales ont laissé quelques aigres.

PASCALLE SAUVAGE

Loir-et-Cher : M. Lang « locomotive » du PS

M. Jack Lang, ministre de la culture, maire de Blois, n'est pas seulement le chef de file du PS aux élections régionales dans le Loir-et-Cher, il a dû aussi aller au charbon aux élections cantonales pour départager les ambitions antagonistes de deux de ses adjoints. Et comme la loi sur le cumul des mandats lui interdisait, s'il est élu conseiller général, de conserver trois mandats locaux, on peut imaginer qu'il choisira de siéger à l'Assemblée départementale plutôt qu'au conseil régional — à moins qu'une divine surprise ne lui en offre la possibilité.

La partie paraît inégale, dans le canton de Blois IV, que dirige le ministre de la culture, pour le conseiller général sortant, M. Danièle Alléaume, UDF-CDS, qui, en 1985, ne l'avait emporté que de huit voix. Dopé par la « locomotive » Lang, le PS peut espérer faire beaucoup mieux que « limiter les dégâts » dans le département. Rien qui puisse empêcher le président sortant, M. Roger Goemaere (RPR), de retrouver son bureau après avoir été réélu dans son canton de Montrichard, mais beaucoup pour préparer l'avenir. — (Corresp.)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT : DES LIVRES

Cher : l'éclat du sénateur RPR

BOURGES

de notre correspondant

Avec une majorité de vingt-trois sièges à la droite contre douze à la gauche (dix PCF et deux divers gauche), le conseil général du Cher, que préside M. Jean-François Deniau, ancien ministre, député UDF-R, ne risque pas de trembler sur ses bases, même s'il remet en jeu neuf de ses sièges. Derrière M. Deniau, qui se représente dans le canton de Bourges-IV tout co conduisant la liste UDF aux élections régionales, la majorité départementale a mené une campagne serrée, reposant sur un bilan qu'elle juge peu discutable. La plupart des conseillers prétendent à un troisième, voire à un quatrième mandat, et en milieu rural la contestation de l'homme en place ne relève pas de la tradition.

Le canton de Saint-Amand-Montrond sera toutefois l'objet d'une attention particulière. M. Pierre Gournier (apparenté UDF), conseiller général sortant, soutenu par M. Jean-François Deniau, trouve co effet sur sa route M. Serge Vinçon, sénateur RPR, maire de la ville, qui s'est retiré de la liste des régionales conduites par l'ancien ministre pour mieux préparer son entrée dans l'Assemblée départementale. Or, ce jeune sénateur de quarante-trois ans, qui fut l'assistant parlementaire de M. Maurice Papon, son prédécesseur à la mairie de Saint-Amand, et auquel on prête un bel avenir, n'a pas hésité à aller, lundi 16 mars, à contre-courant des positions de son parti en déclarant au micro d'une radio locale, Radio-SAM, qu'il soutiendrait éventuellement au

second tour le candidat du Front national « pour faire barrage à la gauche ». Celle-ci a aussitôt fait part de sa « stupéfaction » et de son « indignation » tandis que le RPR qualifiait l'affaire de « non-événement » et que l'UDF feignait de n'avoir rien entendu. M. Vinçon, pour sa part, parle aujourd'hui de « boutade » et d'hypothèse d'école.

Les regards se tourneront aussi vers les deux cantons de Vierzon, laissés vacants par des sénateurs de la vie politique locale, communistes l'un et l'autre : MM. Fernand Micourand, ancien maire de Vierzon, qui, après quarante années consacrées à la vie publique, se retire, et Roger Coulon, qui fut son premier adjoint. Parmi les prétendants à la succession, les mieux placés sont sans doute MM. Jean Rousseau, maire de Vierzon (ex-PS, tête de liste de Génération Ecologie aux régionales), et Max Albizzati, son premier adjoint (Axe-en-ciel, apparenté UDF). Troisième siège communiste en balance, celui de Charost, où le conseiller général sortant, M. Roger Jacquet, risque de rencontrer des difficultés face à M. Gérard Brunet, PS, soutenu par le maire de Saint-Florent, M. Jeanine Gournier (ex-PCF), dont il est le premier adjoint. A moins que cette primauté à gauche ne tourne au bénéfice de la droite.

Enfin, la participation dans douze cantons de candidats du Centre départemental des jeunes agriculteurs (CDJA), qui n'ont pas attendu les municipales pour fournir leurs armes électorales, sera une des inconnues du scrutin (le Monde du 7 mars) et un test en vue des prochaines échéances.

PATRICK MARTINAT

Les élections jumelées de deux rivaux

rendre aux urnes. Cet appel au vote aurait plus de chances d'être entendu si les pouvoirs étaient transférés des assemblées départementales et des assemblées régionales dans la fabrication du cadre de vie quotidien des citoyens avaient été plus clairement présentés par ceux qui aspirent à y siéger.

secondes. Cette fois ce sont les régionales, et surtout l'interprétation nationale qui sera faite de leurs résultats, qui « tuent » les cantonales. Il ne faut donc surtout pas oublier que tous les conseillers régionaux seront élus, en un seul tour, le dimanche 22 mars au scrutin proportionnel départemental, mais que les conseillers généraux le seront au scrutin majoritaire à deux tours : on ne revotera donc le 29 mars que dans les cantons qui n'auront pas été pourvus le dimanche précédent.

PRÉSIDENTS DES CONSEILS RÉGIONAUX :

CENTRE Région

★ RPR
● UDF
■ MAJ. PRÉS
■ PS

PRÉSIDENTS DES CONSEILS GÉNÉRAUX SORTANTS :

Auda département

■ Divers Droite
■ RPR
■ UDF
■ PS
■ PC
■ Div. Gauche

La carte de France est divisée en régions, chacune avec un motif ou une couleur spécifique correspondant à un parti ou une coalition. Les légendes à gauche et en bas à gauche expliquent ces symboles.

Le découpage de 1919

La région cumule en comparaison, deux inconvénients : elle est lointaine et récente. Sa création est pourtant plus ancienne qu'on ne le croit. Dès 1919, Edienne Clémentel, ministre de l'Industrie et du Commerce, tria dans le gouvernement Clemenceau, avait incité les chambres de commerce et d'industrie à se fédérer pour donner une action à la mesure de l'importance économique de la région, pensable au lendemain de la guerre. La carte dessinée alors n'est guère différente de ce qu'elle est actuellement. Au lendemain de la seconde guerre mondiale, le monde industriel qui planifiait la croissance économique de la France et déjà cherchaient à en aménager le territoire, se préoccupant qu'il ne soit pas trop éloigné, ne permettait pas les déplacements d'avoir un relais efficace en province ; ils voulurent que l'administration copie les organismes

Un groupe de fonctionnaires étudia longuement les flux de toutes sortes entre les diverses villes de France pour mettre au point le meilleur regroupement possible des bassins de vie et d'emploi. Le fruit de ce travail fut avalisé, le 28 octobre 1956, par un arrêté du gouverne-

Un statut spécial

La Corse bénéficie, depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir, d'un statut spécial. La spécificité de celui-ci a été fortement accentuée par la loi du 13 mai 1991, nouveau pacte de M. Pierre Joxe, tenu compte de la loi du 13 mai 1959, dite loi de l'indépendance, qui reconnaît à nos îles un statut d'outre-mer. Cette loi est en application qu'au lendemain des élections régionales. A ce jour, la Corse ne sera plus une « région » comme les autres régions de la France métropolitaine mais « une collectivité territoriale de la République au sens de l'article 72 de la Constitution ». Son exécutif, dirigé par un président qui ne sera pas en même temps le président de l'Assemblée, tiendra, disposera, privilégiera de moyens d'action larges, et sera plusieurs à ce qu'ils sont sur le continent.

Ce particularisme se traduira aussi dans le mode d'élection des cinquante et un membres de l'Assemblée de Corse : ils seront élus à la proportionnelle régionale à deux tours avec prime à la liste arrivée en tête. Les deux départements de Corse sont donc réunis dans une circonscription électorale uni-

ment Guy Mollet. La carte ainsi fabriquée n'a, depuis, été modifiée que le 2 juin 1964 par la fusion des régions d'Azur-Alpes, lorsque le général de Gaulle créa les « circonscriptions d'actions régionales », puis, le 9 janvier 1970, lorsque fut détaché la Corse de Provence-Alpes-Côte d'Azur. Malgré les demandes de régionalistes, qui souhaitent qu'il soit mieux tenu compte des frontières des anciennes provinces, ce découpage ne fut remis en cause ni dans le projet référendaire gaullien de 1969 sur la régionalisation de la France, ni dans la loi complotienne relative aux « établissements publics locaux » de 1972. Dans la même publication datée du 2 mars 1978, élevant au statut de collectivité territoriale de plein exercice.

La naissance des régions fut longue, et elles n'ont pas encore aujourd'hui atteint leur adolescence. Cela suffirait à justifier que les électeurs ne mesurent pas parfaitement l'importance qu'elles jouent déjà dans leur cadre de vie. Or de plus, si elles ont en charge la construction de

Si aucune d'elles ne franchit cette barre, il sera procédé à un second tour le dimanche 29 mars. Pourront s'y présenter toutes celles ayant obtenu plus de 5 % des suffrages exprimés au premier tour.

Une liste autonome s'est maintenue pourvue intégrale, pour le second tour, des candidats à toutes les listes, à condition que les membres d'une même équipe du premier se retrouvent sur la même liste pour le second. Au soir du second tour, la liste arrivée en tête, quel que soit son score, bénéficie de la « prime » de trois sièges, les autres étant répartis à la proportionnelle à la plus forte moyenne.

A la veille de ces scrutins, toutes les listes électorales de toutes les communes des deux départements insulaires ont été entièrement refondues.

lycées et, sous l'étroit contrôle de l'Etat, la formation professionnelle des adultes, elles ont surtout la responsabilité de l'aménagement de leur territoire, du soutien et du développement de l'activité économique, de la mise en place du schéma des transports, toutes choses moins facilement visibles que les actions concrètes que peuvent mener les départements.

L'ancienne institution ne pouvait que ressentir quelque jalousie vis-à-vis de la petite nouvelle, à qui la plupart des observateurs promettent le plus bel avenir, tant elle leur paraît plus moderne et plus adaptée à la construction d'une Europe unie. Mais, à l'heure où nous le jour, le législateur a mis sur le même pied la commune, le département et la région. Car si la plupart de nos grands voisins ont le même nombre d'échelons administratifs que nous, ils ont la sagesse d'accorder la tutelle de l'une d'entre elles sur les autres. En France, présidents des conseils généraux et régionaux se livrent à une concurrence acharnée pour s'at-

Primes et

Les heureux élus d'ici 22 à 29 mars bénéficieront d'un statut qui attendrissait les élus locaux depuis dix décennies. Une loi de janvier 1992, la leur permettant de disposer d'autorisations d'absence à leur travail, de « crédits d'heures », d'une protection contre le licenciement, de la possibilité de retrouver leur travail pour ceux qui, investis dans des responsabilités importantes, auront choisi de se consacrer entièrement à leur mandat (ils auront droit alors à une couverture sociale), et d'un droit à la formation.

En échange, las indemnités d'asamblea régionale et générale ne pourront plus être fixées par le seul bon vouloir de la asamblea, comme allaient l'être jusqu'alors, pratiquement sans base légale. Elles seront calculées par référence à

tirer l'amitié politique des maires des communes. Aussi les « financements croisés » des multiples investissements locaux, que la loi de 1982 avait proscrits, sont-ils devenus la règle. La conséquence est sans appel : les électeurs ne peuvent savoir qui est vraiment responsable de l'amélioration de leur cadre de vie et de l'augmentation des impôts locaux.

L'autre maladie de la décentralisation française nous est aussi spécifique : le cumul des mandats. Soixante-huit parlementaires (quarante et un sénateurs et vingt-sept députés) président un des quatre-vingt-seize conseils généraux métropolitains. Ils sont douze (quatre sénateurs et huit députés) pour les vingt-deux régions. Ni en Allemagne ni en Italie, par exemple, une telle situation ne serait envisageable. Les élections cantonales et régionales ne seront véritablement locales, départementales et régionales ne prendront vraiment leur autonomie, que lorsqu'il y sera mis fin.

indemnités

un indice de la fonction publique
en fonction du nombre d'habitants du département ou de la région. Concrètement, en avril 1992, elles varieront de 8 018 francs à 14 032 francs par mois; c'est dire que pour nombre d'élus élus diminueront, d'autant que dorénavant ces indemnités seront, en partie, soumises à l'impôt. Les membres des bureaux auront une prime de 10 %, les vice-présidents, investis de fonctions exécutives, une prime de 40 %. Les présidents des conseils régionaux et généraux racaveront 26 060 francs tous les mois. Mais aucun élu ne devra toucher, au titre de la totalité de ses activités politiques, plus d'une fois à l'année le montant de l'indemnité parlementaire de base, soit actuellement 48 671 francs.

Les cantons sont aussi vieux que la République, et même plus. Leur apparition remonte au décret voté par l'Assemblée nationale le 22 décembre 1789 créant les départements. Aujourd'hui, s'ils restent légalement une ciconscription administrative de l'Etat, ils ne jouent, à ce titre, qu'un rôle réduit. Leur principale utilité est de servir de cadre à l'élection des conseillers généraux.

La carte cantonale remonte donc à la Révolution, ce qui explique qu'elle ne corresponde plus guère à la réalité sociologique et démographique de la fin du vingtième siècle. Certes le gouvernement peut la modifier, mais il faut d'abord un décret, sous le contrôle du Conseil d'Etat, mais aucun gouvernement n'a effectué une refonte générale, se contentant de corriger certaines des aberrations les plus criantes. C'est encore ce qu'a fait M. Philippe Marchand, ministre de l'intérieur, en créant trente-huit nouveaux cantons en mars 1991, mais le découpage de la ville de Blois qu'il proposait, pour ajouter un canton aux six existants, a été annulé par le Conseil d'Etat.

Les 2 026 conseillers généraux,

dont 79 d'outre-mer, qui doivent être élus cette fois le 10 août 1871, au suffrage universel direct et au scrutin majoritaire à deux tours. Pour être candidat, il faut avoir vingt et un ans révolus, baptem le département ou y payer des impôts. Pour être élu au premier tour, il faut recueillir la majorité absolue des suffrages exprimés, et un nombre de voix au moins égal à celui du quart des électeurs inscrits. Pour être candidat au second, il faut déjà l'avoir été au premier, et avoir obtenu un nombre de suffrages au moins égal à 10 % des inscrits, mais une exception à cette règle permet qu'il y ait toujours deux candidats possibles à ce deuxième tour. Pour être élu à celui-ci la majorité relative suffit.

Nul ne peut être membre de deux conseils généraux, mais, en 1980, le Conseil d'Etat a décidé que cette disposition ne s'appliquait pas aux membres du conseil de Paris, bien que celui-ci cumule les fonctions de conseil municipal de la ville et de conseil général du département de Paris.

Le 22 mars, pour la deuxième fois, les membres des conseils régionaux seront élus au suffrage universel direct. Jusqu'au 16 mars 1986 siégeaient dans les assemblées régionales tous les parlementaires de la région, les maires des grandes villes, des élus des autres maires et des représentants des conseils généraux. La suppression de cette représentation indirecte avait été promise par la gauche dès son arrivée au pouvoir.

Le mode de scrutin retenu il y a six ans n'a pas été modifié, malgré le souhait d'une large partie du PS et d'une partie de la droite. Les conseillers généraux sont élus pour la proportionnelle, à la plus forte moyenne, sans panachage ni vote préférentiel, dans le cadre départemental. Les formations politiques présentent donc des listes de candidats dans les départements, sans être tenues de le faire dans chacun des cantons composant la région. Ne pouvant participer à la répartition des sièges que celles ayant obtenu plus de 5 % des suffrages exprimés. Pour déterminer le nombre d'élus obtenu par chacune d'elles, on calcule un « quotient » en divisant le nombre de suffrages exprimés (après déduction de ceux s'étant portés sur les listes non admises à la répartition) par le nombre de sièges à pourvoir. Chaque liste a droit à un nombre de sièges entier correspondant à la division de son nombre de voix par ce quotient. Les suffrages restants, on attribue artificiellement un siège supplémentaire à chacune d'elles, et on divise les

voix par ce nombre artificiel; ce sont celles qui obtiennent ainsi « la plus forte moyenne » qui bénéficient des dernières places disponibles.

Pour être conseiller régional, il faut avoir vingt et un ans révolus, habiter dans la région ou y payer des impôts. Nul ne peut siéger dans plusieurs assemblées régionales.

Lorsque ce mode de scrutin avait été établi, au printemps 1985, il avait été décidé que, sauf pour l'Île-de-France, la Corse et le Limousin, chaque conseil régional comprendrait un nombre de membres égal à la multiplication par deux du nombre de parlementaires élus dans la région pins un; la répartition des sièges entre les départements avait été faite en fonction de la population de chacun d'entre eux. Il avait aussi été prévu que cette répartition serait revue après chaque recensement. Seulement, lorsque le gouvernement a voulu tenir compte de celui de 1990, il s'est heurté aux départements qui auraient perdu des sièges. La loi de décembre 1991 a donc créé 50 sièges supplémentaires, de façon que chaque région ait un nombre impair de conseillers, que la répartition entre les départements corresponde bien à leur population, mais qu'aucun ne voie le nombre de ses sièges diminuer. Aursi et aura-t-il 1 829 conseillers régionaux à élire le 22 mars, dont 158 dans les régions d'outre-mer.

La Corse bénéficie depuis l'arrêté de la gauche au pouvoir, d'un statut spécial. La spécificité de celui-ci a été fortement accentuée par la loi du 13 mai 1991, voulue par M. Pierre Joxe, du temps où il était ministre de l'intérieur. Ce nouveau statut n'entre en application qu'au lendemain des élections régionales, ce qui signifie que ne sera pas une « région » comme les autres régions de la France métropolitaine, mais « une collectivité territoriale de la République au sens de l'article 72 de la Constitution ». Son exécutif, dirigé par un président qui ne sera pas au même temps le président du conseil général, sera doté d'un pouvoir législatif et de moyens d'action largement supérieurs à ce qu'ils sont sur le continent.

Ce particularisme se traduira aussi dans le mode d'élection des cinquante et un membres de l'Assemblée de Corse : ils seront élus à la proportionnelle régionale à deux tours avec prime à la liste arrivée en tête. Les deux tours de scrutin, qui se dérouleront dans une semaine, auront des modalités très différentes, une première où les listes seront toutes au premier tour, la seconde où les listes qui n'ont pas obtenu plus de 5 % des suffrages seront au premier tour, la liste arrivée en tête, quel que soit son score, bénéficiera de la « prime » de trois sièges, les autres étant réparties à la proportionnelle à la plus forte moyenne.

À la veille de ces scrutins, toutes les listes électorales de toutes les communes de la Corse ont été déposées. Les listes ont été entièrement remplies.

Les heureux élus daa 22 à 29 ma bénéficient d'un statut qu'attendaient les élus locaux depuis des décennies. Une loi de janvier 1982 va leur permettre da disposer d'autorisations d'absence à leur travail, de « crédits d'heures », d'une protection contre le licenciement, de la possibilité de retrouver leur travail pour ceux qui, investis da responsabilité importante, sont convoqués da conseil entièrement à leur mandat (ila auront droit alors à une couverture sociale), et d'un droit à la formation.

En échange, las indemnités daa conseillers régionaux et généraux ne pourront plus être fixées par le seul bon vouloir de leur assemblée, comme allas l'étaient jusqu'àlors, pratiquement sans base légale. Elles seront calculées par référence à un indice de la fonction publique at en fonction du nombre d'habitants du département ou da la région. Concrètement, en avril 1982, elles varieront de 3 060 francs à 14 033 francs par mois; c'est dire pour nombre d'élus elles diminueront, d'autant qua dorénavant ces indemnités seront, en partie, soumises à l'impôt. Les membres daa bureaux auront une prime de 10 %, at les vice-présidents, investis de fonctions exécutives, une prime de 40 %. Les présidents das conseils régionaux at généraux racavront 26 060 francs tous les mois. Mais aucun élu ne devra toucher, au titre de la totalité ses activités politiques, plus d'une fois at demie le montant de l'indemnité parlementaire da base, soit actuellement 48 671 francs.

Au lendemain de la montée en
 puissance de l'abstention, lors des
 consultations cantonales et référen-
 daires de l'automne 1988, l'idée s'est
 faite jour de limiter le nombre de
 "conseillers généraux" en regrou-
 pant plusieurs districts dans un seul.
 Le décret 1990 a posé le principe que
 dorénavant les conseils généraux et
 les conseils régionaux seront intégra-
 lement renouvelés en même temps.
 Cela met fin à une tradition remon-
 tante à l'année 1853 prévoyant le
 renouvellement partiel des assem-
 blées départementales, tradition
 confirmée en 1871 lorsqu'il avait été
 décidé que tous les trois ans serait
 élue une moitié de chaque conseil
 général.

Il s'agissait alors d'éviter de brus-
 ques renversements de majorité, mais
 aujourd'hui, empêché que soit
 clairement mis en évidence le

charge, grâce à la décentralisation, de
 la vie du département. Cette fin à
 cette situation imposait de procéder
 par paliers. Le mandat des conseillers
 généraux élus en 1985 a été prolongé
 d'un an, afin que leurs successeurs
 soient élus en mars 1992 en même
 temps que ceux des conseillers régionaux
 désignés le 16 mars 1986. L'autre
 moitié des conseillers généraux,
 ceux élus le 27 septembre 1988, dispo-
 seront d'un mandat de six ans, de six
 ans, mais lorsqu'il sera renouvelé, en
 mars 1994, ce ne sera que pour les
 tre ans. Ainsi en 1998 il sera mis fin
 au mandat de la totalité des conseil-
 lers généraux en même temps qu'à
 ceux des conseillers régionaux élus
 pour six ans le 22 mars 1992.

Dossier réalisé
 par THIERRY BRÉHÉ

**Dossier réalisé
par THIERRY BRÉHIER**

هذه زامن الأصيل

SOCIÉTÉ

SCIENCES

En direction de la station orbitale Mir

Un équipage de cosmonautes germano-russe a été lancé avec succès

Les Russes et les Kazakhs ont lancé avec succès, mardi 17 mars, à 11 h 55 mn (heure française), depuis la base de Baïkonour, un nouveau vaisseau spatial habité en direction de la station orbitale Mir. L'engin, le Soyuz TM-14, porteur d'un équipage mixte de trois cosmonautes - deux Russes, Alexandre Viktorenko, quarante-quatre ans, et Alexandre Kaleri, trente-cinq ans, et un Allemand, Klaus-Dietrich Flade, trente-neuf ans, - devait rejoindre sous quarante-huit heures la station orbitale Mir, à bord de laquelle Sergueï Krikalev et Alexandre Volkov séjournent depuis respectivement dix et cinq mois (1).

Au terme d'une semaine à bord de la station, consacrée à des expériences sur le comportement de l'homme en état d'apesanteur, le cosmonaute allemand Klaus-Dietrich Flade devrait revenir le 25 mars sur Terre en compagnie de Krikalev et de Volkov, la garde de Mir étant alors confiée aux deux Russes lancés

avec lui, Viktorenko et Kaleri. Bien que cette nouvelle mission ne soit pas la première mission mixte en direction de Mir - le Français Jean-Loup Chrétien s'y est déjà rendu en 1988 (2) - son lancement était très attendu.

En effet, l'effondrement de l'ex-Union soviétique, la dilution des responsabilités, ainsi que des difficultés économiques presque insurmontables inquiétaient les observateurs occidentaux. D'autant que Russes et Kazakhs se disputent les derniers restes de ce joyau de l'empire. A la Russie et à l'Ukraine le complexe militaire-industriel et ses usines, au Kazakhstan la base de lancement de Baïkonour.

Télécommunications trop chères

C'est donc sur ce fond d'incertitudes que le cosmonaute allemand Klaus-Dietrich Flade a été lancé mardi en direction de Mir pour la modeste somme de 12 millions de dollars. Signe d'une entente cordiale et forcée entre tous ces partenaires, la fusée porteuse du Soyuz arborait bien sûr, lors de sa mise à feu dans un ciel sans nuages, les couleurs de l'Allemagne, mais aussi celles de la Russie et du Kazakhstan. Bref, tout

semble aller pour le mieux. A cette nuance près, toutefois, que les difficultés budgétaires des Républiques de la CEI ont contraint le programme des vols habités de l'ex-URSS à quelques sacrifices. Lesquels? Toute la question est là.

Mais on sait déjà, par exemple, que les six bateaux de télécommunications qui permettaient d'assurer en permanence les liaisons avec la station sont à quai, et pour longtemps, parce que trop chers (6 à 8 millions de dollars par an). Quelles autres économies frappent ou ont frappé ce programme? C'est ce que les futurs partenaires des Républiques russe et kazakh voudraient bien savoir. A commencer par les Français qui, bien qu'ils aient reçu des assurances de la part du nouveau directeur de l'Agence spatiale russe, M. Youri Koptev, voudraient bien apprendre de la bouche même du cosmonaute allemand dans quel état réel est la station Mir (le Monde du 19 février).

L'information est d'importance, car le Français Michel Tognini doit effectuer un vol de deux semaines à bord de la station dans le courant de l'été. Elle l'est d'autant plus que la France envisage la conduite d'autres vols de longue durée à bord de Mir pour préparer ses cosmonautes à la vie dans l'espace et les rendre capables de mener à bien les programmes européens de navette spatiale Hermès et de station habitée Columbus.

Jusqu'à quand la station russe sera-t-elle en mesure d'accueillir des équipages? Certains de ses éléments sont vieillissants et, à en croire M. Koptev, les moyens financiers de la CEI pour développer la station Mir sont pour le moment bien insuffisants. Alors?

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) Plusieurs cosmonautes allemands ont déjà volé dans l'espace, mais, à chaque fois, à bord de la navette spatiale américaine : Ulf Merbold, en décembre 1983 et en janvier 1992; Ernst Messerschmid et Reinhard Furrer en novembre 1985. Il faudrait y ajouter Sigmund Jahn, allemand de l'Est, qui avait séjourné à bord de Mir en septembre 1978.

(2) Jean-Loup Chrétien a également participé, en 1982, à un vol conjoint à bord de la station Salout-7.

MÉDECINE

Le Haut Comité de la santé publique se prononce contre le dépistage obligatoire du virus du sida

Dans un avis rendu public mardi 17 mars, le Haut Comité de la santé publique s'est prononcé contre le dépistage obligatoire de l'infection par le virus du sida. Dans cet avis, qui lui avait été demandé par le gouvernement (le Monde daté 8-9 mars), le Haut Comité de la santé publique précise qu'il « ne convient pas de rendre obligatoire, par des dispositions d'ordre législatif ou réglementaire, le dépistage du VIH, pour des raisons tenant tant à des principes éthiques qu'à sa faible efficacité ».

Estimant qu'une politique de santé publique en matière de lutte contre le sida « exige la collaboration confiante des personnes détestées », le Haut Comité explique en particulier que les personnes se jugeant « à risque » sont tentées d'échapper au dépistage dès lors qu'il est rendu obligatoire, ce qui en diminue l'efficacité. Parmi les autres arguments avancés par le Haut Comité, on retiendra le fait que les personnes séropositives sont d'autant plus enclines à adopter un comportement responsable que le dépistage se sera effectué dans une atmosphère de confiance et de soutien psychologique. En outre, « le développement du dépistage obligatoire risque de donner au public l'illusion d'une fausse sécurité déresponsabilisante, ce qui peut nuire à l'adoption ou au maintien de comportements de prévention ».

Dans son avis, le Haut Comité formule un certain nombre de recommandations visant à faciliter l'accès au dépistage. On retiendra la nécessité d'un remboursement à 100 % du test de dépistage, la gratuité du test dans certaines structures, notamment dans les consultations départementales de dépistage et traitement des MST, ainsi que dans les centres de planification et d'éducation familiale.

Cet avis s'accompagne d'un rapport sur le dépistage de l'infection par le VIH. Le gouvernement devrait faire connaître sa position dès la semaine prochaine, après qu'il aura pris connaissance de l'avis du Comité national d'éthique.

Au tribunal de grande instance de Bayonne

Une provision est accordée à la victime d'une contamination par le virus de l'hépatite C

Dans une ordonnance de référé, mardi 17 mars, le tribunal de grande instance de Bayonne (Pyrénées-Atlantiques) a accordé une provision de 20 000 francs à une jeune femme atteinte d'une hépatite C, contractée selon elle à la suite d'une transfusion sanguine. Une expertise a par ailleurs été ordonnée. Le tribunal de grande instance de Bayonne a estimé que « la chronologie des interventions et des examens sanguins démontre que l'existence d'un lien de causalité entre la transfusion et l'hépatite C dont souffre la requérante est bien certaine ». Selon l'association d'aide aux victimes d'accidents corporels et d'erreurs médicales qui est à l'origine d'une série d'actions devant les juridictions civiles et administratives, cette décision « unique à ce jour » « conforte son action ». Selon cette

association, on compterait dès aujourd'hui 500 dossiers de malades ayant contracté en France une hépatite post-transfusionnelle.

D'autre part, M. Bruno Durieux, délégué à la santé, qui a mis en place, mardi 17 mars, la commission du fonds chargé de l'indemnisation des personnes contaminées par le virus du sida après transfusion, a souligné que le gouvernement avait à l'égard des victimes « un devoir de vérité et de solidarité ».

M. Durieux a invité le conseil et la commission du fonds chargés de l'indemnisation à « faire preuve de la plus grande célérité possible car, a-t-il souligné, les malades ne peuvent et ne doivent attendre ».

J.-Y. N

Le vaccin, un espoir pour le développement

Suite de la première page

Tout ne serait donc pas perdu. C'est si vrai que, joignant la parole aux actes, le professeur Capron a annoncé qu'un vaccin contre la bilharziose, une des maladies parasitaires les plus répandues dans le monde, allait être expérimenté sur l'homme sous l'égide de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), sans doute avant la fin de l'année. Découverte en 1951 par Théodore Bilharz, cette maladie est surtout présente dans les régions tropicales et subtropicales.

Le parasite responsable en est un petit ver plat, le schistosome, dont on connaît cinq types pathogènes pour l'homme. Environ 200 millions de personnes, pour la plupart des enfants et des adolescents, vivent en Afrique, en Amérique du Sud et en Asie, sont aujourd'hui atteintes de bilharziose. Et entre 200 000 et 500 000 en meurent chaque année.

Des effets spectaculaires

Une fois dans l'organisme - il y pénètre par l'intermédiaire de l'eau ou d'aliments contaminés - le parasite subit un cycle assez complexe qui se termine au niveau du foie. Il s'ensuit divers troubles affectant les intestins, l'arbre urinaire, le sang, etc., et se traduisant cliniquement par un gros foie et une grosse rate (hépatosplénomégalie) avec hypertension portale.

La femelle du ver responsable de la maladie est capable, chaque jour, de pondre plusieurs centaines d'œufs infestant tout l'organisme. Grâce à des études épidémiologiques menées en Gambie, au Kenya et au Brésil, on a pu montrer que l'immunité contre cette maladie était d'apparition relativement tardive, au moment de la puberté. L'équipe du professeur Capron a en outre démontré que les principaux anticorps induits par l'introduction du parasite dans l'organisme sont des immunoglobulines IgE.

Par la suite, un long et minutieux travail mené à l'Institut Pasteur de Lille a permis d'identifier et de cloner une protéine d'origine parasite, d'un haut pouvoir protecteur. Dénommée P28, elle fut produite par génie génétique grâce à des travaux menés sous la direction du professeur Jean-Pierre Lecocq (Strasbourg) (le Monde du 28 mars 1987).

Aujourd'hui purifiée et cristallisée, cette protéine a été testée chez l'animal. Plusieurs études ont montré qu'elle est capable de réduire de près de 75 % la production parasitaire. Plus encore, administrée à des babouins infectés, elle est capable de faire disparaître purement et simplement les lésions situées au niveau de la vessie.

Ce prototype de vaccin, résume le professeur Capron, a donc des effets spectaculaires tant sur la fécondité parasitaire que sur la viabilité des œufs. Expérimenté au Soudan sur des bovins (certains types de schistosomes, en particulier en Afrique, infestent le bétail, ce qui provoque d'importants retards de croissance et une perte pondérale considérable), ce vaccin a permis de diminuer la production d'œufs de près de 80 %. Il restait à passer à une expérimentation humaine de ce vaccin. Celle-ci devrait débuter dans quelques mois, sous l'égide de l'OMS. Si ce vaccin s'avérait efficace, il s'agirait du premier vaccin antiparasitaire jamais mis au point.

Au-delà de leur importance scientifique, ces recherches illustrent parfaitement la nécessité, en matière de vaccinologie, d'une étroite coopération entre les chercheurs, les industriels (en l'occurrence Pasteur-Mérieux Sérums et vaccins) et les grandes organisations internationales.

L'importance des firmes européennes

Depuis quelques années, le fait nouveau est la place de plus en plus grande prise dans le domaine de l'industrie du vaccin par les firmes européennes.

A Ancey, M^{me} N. Baudrhiaye, de la Fédération européenne des associations des industries pharmaceutiques, (EFPIA), a rappelé que 67 % des vaccins utilisés par l'UNICEF de 1985 à 1991 étaient d'origine européenne. Cette tendance s'accompagne d'un vaste mouvement mondial de restructuration qui a vu ces dernières années Mérieux prendre le contrôle de Pasteur Vaccins et de Canaught, Wellcome abandonner ses activités de vaccin et les céder à Evans Medical (une filiale de Medeva), la société belge RIT être reprise par SmithKline, elle-même dépendante de Beecham, la firme italienne Scavo être intégrée dans Biocine, elle-même filiale de Ciba-Geigy, etc.

Au total, on peut penser que dans quelques années il ne subsistera que quatre ou cinq grands groupes fabriquant des vaccins. Cette concentration ne pose pas de problèmes. A la différence de l'industrie pharmaceutique traditionnelle, l'industrie du vaccin ne permet pas de générer de gros profits. Et dans le cas des maladies parasitaires, en raison du niveau de vie des populations concernées, on peut même dire qu'elle produit à perte. Dans ces conditions, il est indispensable non seulement de mettre en place les coopérations évoquées plus haut, mais également que les gouvernements participent eux aussi à cet effort de recherche et de mise au point de nouveaux vaccins.

Dans quelques années, grâce à la découverte de nouveaux vecteurs, il sera vraisemblablement possible d'administrer, en une seule injection, plusieurs vaccins différents. Sachant qu'actuellement, sur 92 millions de naissances survenant chaque année, 88 millions ont lieu dans des pays en voie de développement, on mesure bien l'importance potentielle de ces progrès à venir. Mais qu'on ne se berce pas d'illusions : ces progrès ont un coût, non pas tant d'ailleurs celui du vaccin (qui n'intervient que pour 7 % à 10 % dans un programme de vaccination de masse) que celui lié aux salaires des personnes chargées de la mise en œuvre de ce programme (60 % environ du coût total).

Les responsables politiques admettent en général volontiers que la santé est un facteur majeur du développement économique d'un pays. Et ils s'accordent pour dire que le sous-développement est un facteur d'instabilité qui, à la longue, pourrait avoir des conséquences très néfastes pour les pays industrialisés. Quand sauront-ils passer de la parole aux actes et donner - enfin - un sens véritable à leur politique de coopération avec les pays en voie de développement?

FRANCK NOUCHI

PROTECTION CIVILE

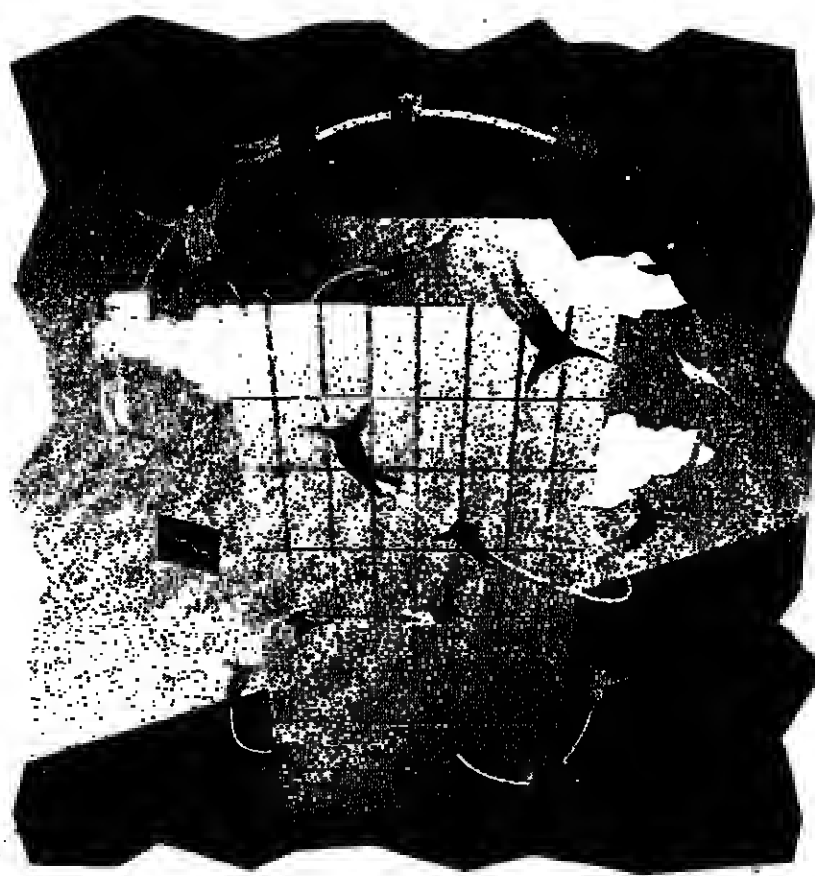
La CNIL autorise les pompiers à identifier leurs correspondants

La commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) a autorisé, mardi 17 mars, les sapeurs-pompiers à mettre en place sur leurs standards un « système d'identification malveillant » (SIM) qui leur permettra d'identifier les numéros de téléphone des personnes qui appellent le 18, même s'ils sont sur liste rouge. Cette mesure permettra de retrouver les mauvais plaisants qui appellent les pompiers pour se distraire afin de les pour-

suivre éventuellement en justice : en 1991, la brigade des sapeurs-pompiers de Paris a reçu 12 553 fausses alertes qui ont nécessité à chaque fois la sortie d'au moins un véhicule. Ce système permettra également d'identifier les correspondants qui ne peuvent donner leurs coordonnées avec précision. Cette mesure, qui sera mise en œuvre dès la fin du mois de mars dans la région Nord, sera étendue à toute la France d'ici deux mois.

Tout ce qui s'offre dans le monde des affaires est au Salon CADEAU ET ENTREPRISE

DU 24 AU 26 MARS 1992 • CNIT - PARIS LA DÉFENSE



Rendez-vous incontournable de la profession, CADEAU ET ENTREPRISE est aujourd'hui la manifestation la plus importante et la plus représentative de son secteur.

cadeau d'affaires, Communication par l'Objet et maintenant Simulation par le Voyage et l'Événement, CADEAU ET ENTREPRISE a su s'adapter aux nouveaux besoins de la profession.

Son objectif : permettre à des milliers de visiteurs de découvrir tout ce qui s'offre aujourd'hui dans le monde des affaires grâce à une sélection de 350 exposants retenus pour la qualité et l'originalité de leurs produits ou de leurs services.



Pour sa 42^e année, le Salon ouvre de nouvelles portes à la Simulation. Boris SPASSKY, l'un des plus grands champions du monde du jeu d'échecs et Olivier RENET, grand maître international seront à CADEAU ET ENTREPRISE le 25 mars 1992. Le Salon et « Gilles Cahin Vous Présente » créent l'événement en offrant 30 invitations aux visiteurs qui, avec l'aide d'Olivier RENET, affronteront tous ensemble Boris SPASSKY lors de cette 1^{re} mondiale.

D'ores et déjà, réservez votre entrée ou plus stimulant des Salons d'Affaires en demandant votre invitation à :

S.I.J. - 103, rue La Fayette 75481 Paris Cedex 10. Fax : 40 16 03 58.

LE PLUS STIMULANT DES SALONS D'AFFAIRES

CADEAU ET ENTREPRISE

هكذا من الضحك

ÉCONOMIE

BILLET

Varsovie et la « thérapie de choc »

Une nouvelle fois, le Pologne sollicite ses partenaires de l'Ouest, au nom de la démocratie. Ce n'est plus pour lui demander de l'aider à nourrir sa population, les pénuries ayant largement disparu. Ce n'est plus pour prier les pays industrialisés de lui accorder une remise de dette, celle-ci a déjà été faite. Pourtant, sa démarche n'a pas beaucoup changé. Aujourd'hui, les responsables du nouveau et fragile gouvernement de Varsovie s'adressent à leurs collègues pour leur demander de les soutenir dans une nouvelle étape délicate : la deuxième phase de la transition vers le marché.

Le nouveau ministre des finances, M. Andrzej Olechowski, s'est rendu à Washington lundi 16 mars pour expliquer ses projets économiques au Fonds monétaire international et à la Banque mondiale. L'économie devait aussi être au centre de la visite à Paris du premier ministre, M. Jan Olszewski, attendu dans la capitale française mercredi 18 mars. Dès son arrivée au pouvoir, en décembre 1991, le premier ministre et son équipe de centre droit ont voulu se démarquer de la politique très radicale de l'équipe précédente, en tentant d'apaiser les blessures de la « thérapie de choc » lancée au début 1990. Celle-ci, caractérisée par la libération des prix, l'élimination des subventions, la mise en œuvre d'une politique monétaire très stricte, a assaini les comptes et encouragé le secteur privé, mais s'est soldée par une chute de 30 % de la production industrielle et un effondrement du niveau de vie.

Selon le nouvel homme fort de l'économie, M. Jerzy Eysymont, la priorité est aujourd'hui à la lutte contre la récession. Il n'est pas question de laisser la population espérer une soudaine remontée de son niveau de vie, mais il s'agit d'obtenir une reprise rapide de la croissance économique en stimulant la production et les exportations. La marge de manœuvre est pour le moins étroite. Le FMI n'a-t-il pas déjà, il y a quelques mois, suspendu un crédit pour cause de mauvaises performances ? Et l'accord de réduction de la dette, signé en 1991 n'est-il pas conditionné à l'obtention de résultats économiques précis ? A Washington, on a donc discuté des conditions de l'octroi de nouveaux crédits. A Paris, il devait être question d'encourager des investissements français à Varsovie, très timides ces dernières années. En toile de fond, la véritable question reste de savoir comment Varsovie affrontera plusieurs années encore de lente restructuration économique et d'appauvrissement de sa population.

FRANÇOISE LAZARE

Vers de fortes tensions entre les Etats-Unis et la Communauté

Un arbitrage du GATT remet en cause les mécanismes de l'Europe verte

Un panel, c'est-à-dire une instance d'arbitrage, du GATT, l'organisation qui régit le commerce international, vient, semble-t-il, de condamner pour la seconde fois le politique de soutien qu'applique la Communauté à ses quatre cent mille producteurs d'oléagineux (colza, tournesol, soja). Si cette information est confirmée, c'est l'ensemble de la politique agricole commune (PAC) qui est mise en cause, et, en particulier, les mécanismes de la réforme de cette PAC tels qu'ils sont actuellement discutés par les Douze.

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

L'an passé, la CEE avait modifié son règlement « oléagineux » pour se mettre en conformité avec les conclusions d'un premier panel, instance d'arbitrage du GATT. La prime - visant à compenser la différence entre le prix intérieur européen et le prix mondial - versée précédemment aux producteurs a été remplacée, comme le demandait le GATT, par une aide à l'exportation, payée directement aux producteurs. Les Etats-Unis ont jugé que le nouveau système continuait à inciter les agriculteurs européens à produire et les privait du bénéfice d'une concession (liberté d'accès au marché de la CEE, sans droit de douane) obtenue aux premiers jours de la PAC. Ils ont donc demandé la constitution d'un second panel, qui vient apparemment de leur donner raison. Pourtant, la CEE, qui importait 3 millions de tonnes de graines oléagineuses en 1992, en achète 23 millions de tonnes aujourd'hui, dont environ la moitié aux Etats-Unis.

La Communauté va sans doute contester les conclusions de ce panel, les considérant comme inspirées par le secrétariat général du GATT, et, indirectement, par les

Etats-Unis. Cette affaire, qui intervient en pleine phase terminale de l'Uruguay Round et alors que l'impartialité de M. Arthur Dunkel, directeur général du GATT, est souvent mise en cause à Bruxelles, va relancer la controverse sur l'opportunité pour la CEE d'accepter un renforcement du rôle de l'organisation gendarme du commerce international. On a peu apprécié, à Bruxelles, qu'un membre du service juridique du GATT ayant assisté le panel soit une ancienne fonctionnaire de l'USITR, administration américaine chargée des négociations commerciales, et qui, dans ses activités précédentes, avait, comme par hasard, instruit ce dossier des oléagineux communautaires.

Au-delà de cette controverse qui peut dégénérer (il est de notoriété publique qu'une récente rencontre, à Bruxelles, entre M. Dunkel d'une part, MM. Frans Andriessen et Ray Mac Sharry, commissaires chargés des relations extérieures et de l'agriculture, d'autre part, a tourné à l'aigre), les conclusions du panel, si elles sont confirmées, vont placer la Communauté dans une situation difficile.

Représailles américaines

Il n'est guère imaginable qu'elle les avale, car cela signifierait l'acceptation d'une limitation considérable de sa liberté d'action en matière de politique agricole et, plus généralement, de subventions. Mais si elle les refuse, elle s'expose à des contre-mesures commerciales de la part des Etats-Unis. Or ceux-ci évaluent à 2 milliards de dollars la perte de recettes à l'exportation résultant de la politique appliquée par la CEE à ses producteurs d'oléagineux.

Subira-t-elle encore une fois sans riposter de telles mesures unilatérales alors qu'elle estime la position américaine infondée ? Elle s'est ainsi inclinée, voici quelques années, lorsque les Etats-Unis ont décidé des représailles pour protester contre l'interdiction, arrêtée à Bruxelles, de commercialiser et donc d'importer de la viande tra-

isée aux hormones. Cette fois l'enjeu est sensiblement plus important et il ne faut certainement pas minimiser les risques d'une guerre commerciale transatlantique.

Airbus dans le collimateur

Cet incident intervient au moment où les négociations européennes ont repris à propos des aides accordées par les pouvoirs publics à Airbus Industrie. Les Etats-Unis exercent, avec un certain succès, une pression très vive pour obtenir que les avances remboursables accordées aux constructeurs soient étroitement circonscrites. La Communauté et les pays producteurs d'Airbus sont d'accord pour limiter les aides consenties et pour les rendre plus transparentes mais ils refusent de se lier complètement les mains en souscrivant, au GATT, à un nouveau « code » sur les subventions partiellement rigide.

Les Américains demandent que les avances remboursables aux constructeurs ne dépassent pas 25 % du prix des appareils, alors que les Européens ne veulent pas descendre au-dessous de 35 %. Si la CEE n'accède pas à ces exigences, les Américains menacent de demander au GATT la convocation d'un panel, avec, à la clé, dans le cas plausible où l'arbitrage serait défavorable aux Européens, des contre-mesures commerciales, par exemple sous la forme de taxes qui frapperaient les Airbus au autres ATR importés aux Etats-Unis. Un panel du GATT a déjà condamné les garanties de change données par le gouvernement allemand à Deutsche Aerospace.

Entre le GATT et la législation commerciale nationale des Etats-Unis, il y a là un scénario implacable dont la Communauté devra bien un jour s'efforcer de sortir. Cela supposera une cohésion et un courage politique qui, dans ces affaires commerciales, lui ont jusqu'à présent, fait défaut.

PHILIPPE LEMAÎTRE

La vente des chantiers navals est-allemands

Bonn tient fermement à sa politique de privatisation à l'Est

Le conseil d'administration de la Treuhändanstalt, holding public chargé de gérer le patrimoine légué dans les Länder de l'Est, a officiellement confirmé, mardi 17 mars à Berlin, son intention de faire éclater le groupe Deutsche Maschinen und Schiffbau (DMS) dont lequel evoient été regroupées, lors de la réunification, les principales activités de la construction navale est-allemande.

BERLIN

de notre correspondant

Engagé dans une épreuve de force avec les partisans d'un important rôle de l'Etat dans le plan de sauvetage des chantiers navals d'Allemagne de l'Est, le gouvernement allemand a tenu bon sur sa politique de privatisation de ce qui reste de l'industrie de l'ex-RDA.

Les secteurs-clés seront cédés à deux repreneurs ouest-allemands et norvégiens, les groupes Bremer-Vulkan, leader en Allemagne de l'Ouest, et Kvaerner SA, en passe de devenir le numéro un du sec-

teur en Europe. Des repreneurs sont encore recherchés pour d'autres activités de moindre importance. Bremer-Vulkan doit reprendre les chantiers du port de Wismar, Meeres-Technik-Werft GmbH, et l'usine de moteurs Diesel de Rostock. Kvaerner s'est vu offrir les chantiers Neptun-Warner-Werft GmbH de Rostock et Warnemünde, qui emploient à l'heure actuelle 5 300 salariés. Sur les 9 500 emplois actuels dans les entreprises en question, 7 000 doivent être sauvegardés. Les négociations doivent se poursuivre entre la Treuhand et les deux groupes choisis sur les conditions de l'opération, qui doit encore recevoir l'aval de la Commission des communautés européennes.

Le sauvetage des chantiers navals est-allemands ne va pas, dans toutes les solutions envisagées, sans un important engagement public qui nécessite un contrôle de Bruxelles. Dans la solution retenue, la Treuhand s'engage à verser près de 3 milliards de deutschemarks (10 milliards de francs français) de subventions aux repreneurs. Cette somme doit couvrir la remise en état des lieux, les pertes (estimées à 1,6 milliard de marks) sur les contrats en cours et

une partie des investissements nécessaires. Le groupe norvégien a fait mûrir au dernier moment les enehères pour améliorer l'offre qu'on lui propose et n'a pas encore pris d'engagement.

La décision de la Treuhand clôt momentanément le bras de fer qui oppose de plus en plus violemment les partisans d'une intervention publique à long terme pour assurer le sauvetage de ce qui reste de l'industrie est-allemande.

Le départ de M. Gomolka

Les négociations sur la privatisation des chantiers navals, seule véritable activité industrielle de la région du Mecklenburg-Vorpommern, ont provoqué une mobilisation massive des salariés, qui ont occupé leurs entreprises pendant plusieurs semaines et manifesté à plusieurs reprises à Schwerin, capitale de la région. Elles ont coûté son poste en début de semaine au chef de gouvernement chrétien-démocrate du Mecklenburg-Vorpommern, M. Alfred Gomolka.

Appuyé par le Parti social-démocrate et une partie des chrétiens-démocrates locaux, le syndicat de la métallurgie souhaitait, à l'inverse de ce qui a été adopté, la création d'une société mixte alliant le groupe Bremer-Vulkan, le ministère fédéral des finances et le gouvernement régional, qui aurait regroupé l'ensemble des activités des chantiers. Les partisans de ce genre de solution font valoir l'exemple, après la guerre, de la nationalisation de Volkswagen. Jusqu'à présent Bonn s'y est refusé, de peur de prendre des engagements financiers insupportables à long terme. Le spectre de la chimie, des charbonnages est-allemands, font passer des frissons dans le dos aux responsables économiques du gouvernement. Mais ce dernier est soumis à des pressions de plus en plus fortes pour ce genre de solutions.

HENRI DE BRESSON

Pour la troisième année consécutive

Le commerce mondial s'est encore ralenti en 1991

Le commerce mondial a connu l'an dernier sa croissance la plus faible en volume depuis 1983 (3 %), marquant ainsi un ralentissement pour la troisième année consécutive. En valeur, le commerce des marchandises - qui s'était accru de 13,5 % en 1990 - n'a augmenté l'an passé que de 1,5 %, le gain le plus faible depuis 1985. Tirés du rapport annuel du directeur général du GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), ces chiffres ne devraient pas s'améliorer sensiblement en 1992. L'institution genevoise considère en effet qu'une « modeste reprise s'amorce peut-être maintenant », mais le volume des échanges connaîtra au mieux une expansion de 4 %.

Dans ce rapport, publié le

18 mars, le GATT note qu'en 1991 les Etats-Unis ont repris à l'Allemagne son titre de premier exportateur mondial. Alors que les exportations de marchandises américaines augmentaient de 7,5 % pour atteindre 422 milliards de dollars (2 360 milliards de francs), les ventes allemandes à l'étranger diminuaient de 4,5 % et s'élevaient à 403 milliards de dollars. D'après le GATT, c'est en Asie que la croissance du commerce a été la plus forte, en Europe orientale et centrale et dans l'ancienne URSS qu'elle a été la plus faible. Enfin, le directeur général de l'institution, M. Arthur Dunkel, souligne le rôle que peut jouer « dans une timide reprise mondiale » l'issue positive des négociations internationales de l'Uruguay Round.

PARIS, NICE, LYON
BORDEAUX, TOULOUSE
MARSEILLE, MULHOUSE
LONDRES

En
desservant
plus de
150
destinations
dans le
monde,
la vôtre
n'est
forcément
plus
très loin.



Au départ de 7 aéroports français, British Airways dessert via Londres, plus de 150 destinations dans plus de 70 pays. Ce serait bien le diable si nous ne vous rapprochions pas de là où vous allez ! Paris-France Nord 47 78 14 14. France Sud 05 125 125. Minicall 3615 BA.

BRITISH AIRWAYS

LE LIVRE DU JOUR
MARABOUT

le marketing direct

42F

ÉCONOMIE

Le quinzième congrès de la Confédération internationale des syndicats libres

La CISL met en cause le coût social des politiques économiques libérales

Réunion à Caracas (Venezuela) du 17 au 24 mars pour son quinzième congrès, la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) a choisi pour thème de réflexion un «nouveau ordre démocratique mondial» et met en cause le coût social des politiques économiques libérales. Forte de 110 millions d'adhérents regroupés dans 152 centrales de 108 pays (dont la France, avec le CFDT, membre depuis 1989, et Force ouvrière), la CISL, créée en 1949, reste cependant fragile, avec des syndicats tout juste renaissants dans les pays de l'Est, des syndicats affaiblis dans les pays développés et des syndicats représentant un secteur public souvent hypertrophié dans les pays du tiers-monde.

CARACAS

de notre envoyé spécial

Le quinzième congrès de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL), qui s'est ouvert mardi 17 mars à Caracas, pouvait difficilement trouver meilleur endroit pour engager sa réflexion sur un «nouveau ordre démocratique mondial».

Réputé comme le «bon élève» du Fonds monétaire international (FMI) en Amérique latine, le Venezuela – secouru par la tentative de coup d'État militaire du 4 février, le premier après trente-quatre ans de démocratie – est en proie à des tensions sociales directement liées aux réformes engagées avec l'appui du FMI dans de nombreux pays du tiers-monde comme en Europe de l'Est. Une situation considérée comme exemplaire par la CISL. Fondée en 1949 en pleine guerre froide, celle-ci concentre désormais le feu de ses critiques sur «les gouvernements qui ne prennent plus leurs responsabilités et préfèrent les vertus magiques

du marché, créant ainsi des situations explosives».

Ouvrant ce congrès, M. John Vanderveken, secrétaire général de la confédération, a rendu un hommage appuyé à M. Carlos Andres Perez, président de la République vénézuélienne, mais il a aussi critiqué «les programmes d'ajustement qui privilégient les équilibres macro-économiques et dont le résultat fait peser l'essentiel des sacrifices sur les pauvres et les plus vulnérables». Directement interpellé, M. Perez, a reconnu que «le coût social de notre politique est très élevé», mais il a estimé que «ces sacrifices ne peuvent se borner à avancer des revendications matérielles: les travailleurs savent que leur prospérité et leur dignité ne dépendent pas seulement de ces revendications mais aussi de la démocratie», a ajouté le président de la République.

M. Perez s'en est pris au «protectionnisme des pays industrialisés». «La baisse des cours des matières premières et des bas salaires sont inadmissibles dans un monde démocratique», a-t-il ajouté, non sans souligner qu'il s'agit là d'un «défi à relever pour la CISL». Ces propos d'ouverture ont été salués par les délégués des différents pays, dominés par l'attitude à adopter face à la persécution ou au désarmement.

En apparence, la nouvelle donne mondiale est un défi pour la CISL, dont le siège est à Bruxelles. Lors du

congrès de Melbourne, en 1988, celle-ci revendiquait 87 millions d'affiliés dans 141 centrales de 97 pays. Quatre ans plus tard, elle regroupait 132 centrales dans 108 pays, représentant presque 110 millions de syndiqués, grâce au ralliement d'organisations africaines et des pays de l'Est désormais démocratiques. Entre-temps, la Fédération syndicale mondiale (FSM), vieille rivale communiste, a été pratiquement rayée de la carte. «Cette conférence de Caracas est la plus représentative jamais organisée», peut se féliciter M. Vanderveken, auquel doit succéder M. Enzo Friso. Un syndicaliste italien prendra la relève d'un syndicaliste belge.

Cependant, ce renforcement numérique ne doit pas faire illusion. Si le centre de gravité du syndicalisme mondial tend à se déplacer vers l'Europe de l'Est, les nouvelles structures qui apparaissent restent fragiles dans un environnement où la notion même de syndicat est parfois discréditée. Dans les pays industrialisés, le reflux est incontestable, hormis dans les bastions historiques d'Europe du Nord. Enfin, les organisations des pays en voie de développement défendent pour l'essentiel les salariés d'un secteur public souvent hypertrophié et n'ont guère les moyens de faire obstacle aux plans d'austérité. En outre, toutes n'ont pas rompu leurs liens avec le pouvoir politique.

JEAN-MICHEL NORMAND

A l'achat comme à la location

Elargissement des missions du «1 % logement»

L'utilisation des fonds collectés depuis 1953 au titre de la cotisation des entreprises privées au logement – le «1 % logement» – est élargie, par un décret publié au Journal officiel des lundi 16 et mardi 17 mars. Ces sommes sont importantes: 12 milliards de francs en 1991 et un encours total de 80 milliards environ.

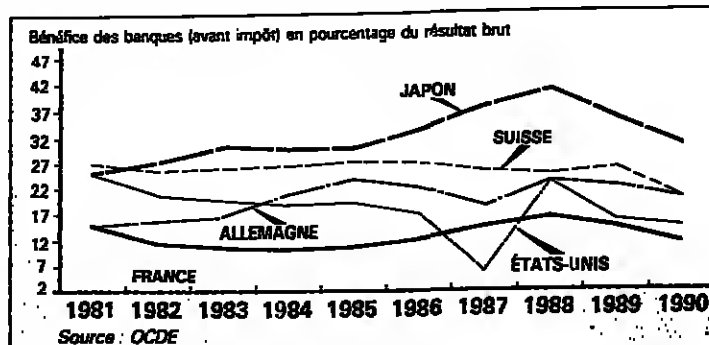
Désormais, les salariés des entreprises cotisantes pourront obtenir des prêts à taux privilégiés (en moyenne 2,3 %) s'ils achètent un logement ancien, et non plus neuf ou avec travaux. Néanmoins, des «verrous» sont mis en place: il faudra que ce soit la première acquisition de l'acheteur et que ses revenus ne dépassent pas un certain plafond (ces restric-

tions disparaissent en cas de mobilité professionnelle). Ces prêts s'échelonnent, selon la région, jusqu'à 70 000 et 150 000 francs. Dans le locatif, les plafonds des prêts à réhabilitation de logements sociaux seront augmentés à 60 000 francs (ils pourront l'être encore de 30 000 francs supplémentaires pour les opérations d'insertion sociale). Un effort particulier est consenti pour le locatif intermédiaire: les financements pourront se monter à 40 % du coût des opérations contre 25 % précédemment.

D'autre part, pour éviter une sortie du parc social d'une partie des logements, le décret ouvre la possibilité aux organismes collecteurs (les comités interprofessionnels du logement) de racheter aux entreprises cotisantes les titres de sociétés immobilières locatives qu'elles avaient acquis dans le passé avec leur 1 %. Ces derniers mois, une entreprise (la COFMO) a tiré partie d'un trou dans la réglementation en vigueur pour racheter ce type d'actions en Ile-de-France, concurrençant ainsi directement le plus gros organisme collecteur de la région, l'OCIL. Le décret conforte donc la position de tous les CIL (et de l'OCIL en particulier) avec toutefois des conditions de maintien.

FINANCES

La fragilité des banques



L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) examine la situation des banques et vient de publier une étude intitulée: «Nouveaux défis pour les banques». Après les profondes mutations des années 80 à base de déréglementation et de libéralisation, les établissements bancaires de la plupart des pays industrialisés ont souffert d'une concurrence plus âpre, notamment du secteur non bancaire. Cette évolution et le retournement de la conjoncture ont conduit à une dégradation des structures de bilan. La dégradation des actifs et de la rentabilité (voir graphique) se traduit par une fragilité accrue des banques.

Selon l'OCDE, une telle érosion des profits donne et donnera un coup de fouet à la concentration bancaire. Mais il n'est pas prouvé que les économies d'échelle et de gamme attendues de la création de conglomérats se concrétiseront. En

tout cas, le mouvement de balancier qui avait conduit au décloisonnement des activités financières est en passe de revenir en arrière. Pour l'OCDE, la fragilité nouvelle des banques est de nature à les pousser à se «recentrer» sur le «noyau dur» de leur activité bancaire.

L'augmentation en parallèle du niveau des fonds propres exigés pousse ces mêmes établissements à se concentrer sur les activités les plus rentables, et donc à se spécialiser à nouveau. La boucle est bouclée. D'autant que la multiplication des contrôles prudentiels et leur harmonisation internationale débouche en quelque sorte sur une «re-réglementation». Un renforcement du contrôle bancaire international que l'OCDE prône pour que ne se reproduisent pas des affaires comme celle de la BCCI (Bank of Credit and Commerce International).

Après neuf ans de mandat

M. Jean-Pierre Thiolon quitte la direction des caisses d'épargne

Nommé il y a neuf ans président du directeur du Centre national des caisses d'épargne (CENCEP), M. Jean-Pierre Thiolon va céder son fauteuil, vraisemblablement à M. René Barbey, directeur de la comptabilité publique au ministère des finances, qui, avec l'agrément du ministre des finances (obligatoire depuis la loi du 10 juillet 1991) se verra confier un mandat de six ans.

Administrateur civil de la Caisse des dépôts et consignations, puis sous-préfet, M. Thiolon avait été directeur général du Groupement régional d'épargne et de prévoyance (GREP) de Méditerranée, puis du GREP de la région parisienne, avant de prendre ses fonctions actuelles, lors de la création du CENCEP en 1983, en application de la grande réforme des caisses d'épargne, qui faisait suite au rapport Anciant.

Il appartient à M. Thiolon de mettre en œuvre la réorganisation du réseau de l'Eureuil avec, d'abord, le nouveau régime d'élection des administrateurs des caisses et la création des SOREFI, organes régionaux intermédiaires. Ensuite vient la grande restructuration du réseau qui, en deux phases, la

deuxième après le rapport du cabinet d'organisation Mac Kinsey, ramènera de 469 à 31 le nombre des caisses d'épargne. En même temps, l'Eureuil acquerra un peu d'indépendance envers son grand tuteur, la Caisse des dépôts, qui utilise les fonds déposés sur le livret A, exonéré d'impôt, pour financer le logement social. Un compromis fut trouvé pour la gestion des liquidités du réseau, conservé de justesse par la Caisse des dépôts après quelques frictions, dont M. Thiolon a pu faire les frais.

M. Thiolon lègue à son successeur un ensemble bancaire, le cinquième de France, dûment réorganisé et restructuré, qui a pu effectivement survivre à la chute des dépôts sur livret A (44 % des ressources des caisses contre près de 100 % il y a dix ans). Le CENCEP s'exprime comme un partenaire majeur dans la distribution des crédits aux particuliers, notamment sur le logement, avec une part significative dans le financement des collectivités locales et des ambitions croissantes dans celui des PME et des professionnels.

FRANÇOIS RENARD

L'enquête de l'INSEE sur le comportement des ménages

Les Français toujours pessimistes

Forte inquiétude pour l'emploi, craintes pour le niveau de vie, optimisme sur la stabilité des prix. L'enquête que l'INSEE effectue quatre fois par an auprès des ménages montre qu'en janvier les Français continuent d'être pessimistes, mais que cette vision en gris ne s'aggrave pas et avait même plutôt tendance à être légèrement éclaircie.

1) Les prix: bas rythme d'inflation. Après la dégradation des opinions provoquée par la guerre du Golfe, qui avait fait craindre une accélération des hausses de prix, les ménages déclarent à nouveau que le rythme d'inflation est bas. Ce sentiment s'est renforcé en janvier: moins de 8 % des Français interrogés par l'INSEE redoutent une accélération de la hausse des prix, ce qui est le meilleur résultat depuis le printemps 1989.

2) Niveau de vie: très légère amélioration. Les jugements portés par les ménages sur l'évolution récente de leur niveau de vie sont en très légère amélioration par rapport à l'automne de 1991. Pour l'avenir, les réponses faites marquent une pause dans la dégradation.

3) Emploi et chômage: nouvelle dégradation. Le sentiment qui prévaut sur l'emploi et le chômage est très défavorable. Néanmoins, la nouvelle dégradation que révèle l'enquête de janvier

est «relativement modérée. Déjà moins marquée à la fin de 1991, la tendance à la dégradation amorcée au dernier trimestre semble donc un peu s'atténuer». Il en va de même pour les réponses faites concernant l'évolution de l'emploi au cours des prochains mois.

4) Situation financière: impressions contradictoires. Les ménages portent sur leur situation financière actuelle un jugement plus favorable qu'à l'automne. Ils sont plus nombreux à déclarer pouvoir mettre de l'argent de côté. Mais pour les prochains mois, les pronostics sont pessimistes.

5) Consommation et épargne: un arbitrage un peu plus favorable aux achats. Les réponses faites à l'INSEE montrent une très légère dégradation de la capacité à épargner, celle-ci restant tout de même importante. Le marché boursier bénéficie d'un regain d'intérêt. D'une façon générale, les ménages font un arbitrage un peu plus favorable à la consommation: dépenses d'entretien de la vie quotidienne, dépenses d'équipement.

Un point noir: le marché de l'automobile ne devrait pas bénéficier longtemps de la reprise de la consommation, les achats prévus devant assez nettement régresser dès le deuxième trimestre.

Quatrième banque britannique

La Midland Bank va fusionner avec la Hongkong and Shanghai Banking Corporation

La Midland Bank, la quatrième banque britannique, a renoncé, mardi 17 mars, à son indépendance en acceptant de fusionner avec la Hongkong and Shanghai Banking Corporation (HSBC), la principale institution financière de Hongkong. HSBC détient déjà 14,7 % du capital de la Midland, achetée après le krach d'octobre 1987. La fusion prendra la forme d'une offre d'achat par HSBC portant sur la totalité du capital de la Midland Bank à un prix «substantiellement supérieur» au cours de clôture de 253 pence (25 francs) du 17 mars. Au total, HSBC pourrait déboursier près de 30 milliards de francs si les autorités britanniques ne mettent pas un veto à l'opération.

Le nouvel ensemble deviendrait la neuvième banque mondiale et la deuxième en Europe en termes de total de bilan. La Midland, première banque du monde entre les deux guerres, a beaucoup souffert de la récession britannique et américaine. La HSBC cherche à se diversifier hors de Hongkong avant le retour de la colonie britannique dans le giron de la Chine en 1997.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SLIGOS

5,4 % DE RENTABILITÉ NETTE EN 1991

Le Conseil d'Administration de SLIGOS, réuni le 13 mars 1992 sous la présidence de Monsieur Gérard BAUVIN, a arrêté les comptes de l'exercice 1991.

Le Groupe a réalisé un chiffre d'affaires de 3 211,3 millions de francs, en progression de 10,8 % par rapport à 1990 (dont 7 % à structure comparable).

Le résultat net consolidé, avant amortissement de survalueur, ressort à 205 millions de francs. Il est en augmentation de 19,9 % sur celui de 1990 et représente 6,4 % du chiffre d'affaires.

Le résultat net consolidé atteint 174,2 millions de francs et représente 5,4 % du chiffre d'affaires. Le résultat net par part du Groupe s'élève à 170,7 millions de francs et est en progression de 6,5 % par rapport à 1990.

Le bénéfice par action atteint 35,8 francs sur la base d'un nombre d'actions porté à 4 769 937 suite à la division par deux du nominal de l'action intervenue en mai 1991, et du paiement partiel du dividende 1990 en actions. Le bénéfice net par action, avant amortissement de survalueur, ressort à 42,3 francs. Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale le versement d'un dividende de 8 francs contre 7,25 francs (ajusté) l'exercice précédent. Ce dividende pourra être perçu en numéraire ou en actions.

Le Groupe envisage une progression de son chiffre d'affaires en 1992 de l'ordre de 17 % par rapport à 1991, dans de bonnes conditions de rentabilité. La part du chiffre d'affaires réalisés à l'étranger sera supérieure à 20 % compte tenu des récentes prises de contrôle en Grande-Bretagne et en Allemagne.

SLIGOS, LA DOUBLE COMPÉTENCE INFORMATIQUE

CARDIF

Bénéfice net consolidé en hausse de 19,9 % Attribution d'une action gratuite pour cinq

Activité

Les primes émises en 1991 par les compagnies d'assurance du groupe Cardif, filiales de la Compagnie Bancaire, ont été de 7,4 milliards de francs, en progression de 27 % par rapport à 1990. Les provisions techniques, qui mesurent les engagements en cours à l'égard des assurés, ont progressé de 20 % et atteignent 35,8 milliards de francs en fin d'année.

L'encours total géré, constitué des provisions techniques d'assurance, des actifs des OPCVM et des capitaux gérés directement pour compte de tiers a atteint 46,9 milliards de francs en fin d'année, après une progression de 25 %.

Résultats

Le bénéfice net consolidé de Cardif en 1991, part des tiers déduite, est de 168,6 millions de francs, en progression de 15 % par rapport à 1990.

Rapporté à une action, le bénéfice net s'établit à 52,2 francs, comparé à 45,2 francs en 1990.

L'Assemblée des actionnaires se tiendra le mardi 21 avril à 15 heures. Elle aura à approuver la distribution d'un dividende global de 31,2 millions de francs, soit un dividende par action maintenu à 10 francs plus 5 francs d'avoir fiscal qui sera détaché le 29 avril. Il sera de plus offert à chaque actionnaire la possibilité d'opter pour le paiement du dividende en actions. Si cette proposition est adoptée, l'option sera exercable entre le 29 avril et le 27 mai inclus. Le prix d'émission des actions nouvelles sera publié à l'issue de l'Assemblée des actionnaires. Si l'option n'a pas été exercée le 27 mai, les dividendes seront payés en numéraire le 9 juin. Toutefois, les actionnaires qui le voudraient pourraient se faire régler leurs dividendes en espèces à partir du 29 avril à la condition d'avoir au préalable renoncé irrévocablement à exercer leur droit d'opter pour un paiement en actions.

Attribution d'une action gratuite pour cinq

Le Conseil d'administration de Cardif SA, usant des pouvoirs conférés par l'Assemblée des actionnaires, a décidé une nouvelle émission d'actions libérées par capitalisation de réserves. Les actions nouvelles, créées avec jouissance du 1^{er} janvier 1992, seront attribuées gratuitement aux actionnaires à raison d'une action nouvelle pour cinq anciennes.

هكذا من الضمير

EDUCATION • CAMPUS

L'étrange croisade des latinistes

Le projet de rénovation pédagogique du lycée menace-t-il, comme le craignent certains, l'enseignement des langues anciennes ?

« Les études littéraires sont aujourd'hui menacées dans leur vie même, qu'il s'agisse de suppression ou d'effacement, et il est grand temps que le pays soit informé du danger ». Les fondateurs illustres de la toute récente Association pour la sauvegarde des enseignements littéraires (AEL), présidée par l'académicienne Jacqueline de Romilly, n'y vont pas par quatre chemins : à leurs yeux, la réforme des lycées qui doit être mise en œuvre dès la rentrée 1992 en classe de seconde conduira à l'effacement de l'enseignement du latin et du grec, piliers centennaires d'une éducation classique et humaniste. L'effacement de l'Académie devant cet assassinat annoncé rejoint, il est vrai, la révolte des professeurs de lettres classiques du lycée Alain-Bornes de Montélimar (Drôme), pour qui « c'est le cri de détresse d'Agamemnon assassiné dans un bain, que l'on doit pousser ».

Mais pourquoi tant d'alarme ? Et quels sombres desseins animent M. Jospin ? De l'étude cas par cas des parcours de formation projetés par la réforme, il ressort, à l'évidence, que les études littéraires, stricto sensu, ne sont pas sérieusement affectées. Au contraire. Pour ceux qui s'y destinent, une filière littéraire (L) est prévue en classes de première et terminale. Elle regroupe les anciennes filières littéraires A1 (lettres-mathématiques), A2 (lettres-langues) et A3 (lettres-arts) et les horaires de ses trois matières dominantes (français, histoire et géographie et première langue vivante) ont été renforcés, passant de douze à quatorze heures hebdomadaires. De même, les disciplines littéraires des futures filières scientifiques (S) et économiques et sociales (ES) ne sont pas touchées.

L'argument des défenseurs attardés des « enseignements littéraires » paraît d'autant plus paradoxal que c'est lui-même dans un système comme celui qui régit le second degré actuellement que se dégradent progressivement et l'image et la réalité des enseignements littéraires : sous le poids écrasant de l'actuelle série C, notamment, qui fournit, selon l'aveu même des professeurs de lettres, parmi les meilleurs candidats aux études littéraires.



Pourquoi donc aujourd'hui une telle levée de boucliers ? Pourquoi, depuis la suppression en 1969 par Edgar Faure du latin obligatoire en classe de sixième, ces réactions récurrentes à chaque projet de réforme des lycées ? Depuis 1965, on peut toujours faire au minimum trois heures de langues anciennes au lycée. Dans le projet de réforme du ministère, une seule filière (en ES) ne pourra formellement pas offrir cette possibilité en première et en terminale.

Concurrence entre disciplines

Même si ce choix peut paraître désavantageux (une dérogation a bien été accordée aux élèves de S qui souhaitent conserver une deuxième langue vivante et une langue ancienne), est-ce réellement les 7 000 à 8 000 élèves actuellement dans ce cas (en terminale B), soit aux alentours de 2 % des effectifs du second cycle général et technologique, qui animent la flamme des défenseurs des lettres.

A bien y regarder, les défenseurs des études littéraires semblent opérer un double jeu. Entre défense des études littéraires, défense des langues anciennes et défense de la possibilité de choisir une troisième

option. L'obligation faite en seconde à un élève de limiter son choix à deux options, et à deux seulement, fait dire de manière légèrement abusive aux détracteurs du projet que les langues anciennes seront inévitablement en concurrence avec les autres options. C'est, à l'évidence, inexact. La concurrence ne peut jouer que si l'élève désire multiplier les options, qui ne sont plus déterminantes pour le choix de son parcours de formation en première et en terminale. Elle oblige l'élève à réfléchir à plus long terme, au but et non aux moyens, à la stratégie.

La question de fond que pose en fait la réforme Jospin est celle de la charge de travail d'un élève au lycée et du contenu de ses études. Doit-on empiéter à tout prix les disciplines ? Doit-on faire des choix dans un système où les horaires sont actuellement saturés ? Doit-on, en permettant pas de développer de manière optimale le travail personnel ? La question se pose non seulement pour les langues anciennes, mais pour toutes les disciplines.

Sur le fond, la « défense » des études littéraires peut être perçue avant tout comme une défense masquée d'un système éducatif où l'on néglige de multiplier les disciplines, pensant qu'il est nécessaire que les têtes soient à la fois et bien

faites et bien pleines. En filigrane, ce discours illustre, au fond, la défense d'un système élitiste. Il n'est pas anodin de constater que les détracteurs du projet sont ceux qui émettent dans leur argumentation l'entrée à l'école des chartes (vingt-cinq élèves par promotion) ou le temps de la série A' des années 60, où l'on étudiait presque toutes les matières (sauf les sciences économiques et sociales), comme pour montrer encore le faire (sans l'initiation économique et sociale aux élèves) les futurs élèves de S.

Il apparaît en revanche aujourd'hui plus intéressant de se préoccuper de la définition des contenus d'enseignement et, subsidiairement, de leur évaluation. Et d'éviter à terme les sempiternels discours sur la « baisse » du niveau des élèves. En clair, si l'on se pose la question de la place des langues d'Homère et de Virgile au lycée, il est légitime de poser la question de la place des autres disciplines dans ce qui doit être la culture d'un lycéen.

7 % des élèves de terminale

« Les scientifiques de C disposent-ils aujourd'hui réellement d'une culture scientifique ? », s'interroge par exemple M. François Balibar, membre de la commission de la physique. « Parfois, les élèves de C ne savent même pas reconnaître une vraie science d'une discipline telle que la psychologie, poursuivie-elle. La série C requiert un accompagnement philosophique sur la nature même des disciplines scientifiques, celle qui replace par exemple la relation de Newton dans son contexte. De même pour les littéraires, il y a un moyen d'éviter de dégoûter les élèves de la physique et de la chimie en incluant par exemple l'histoire des sciences aux programmes d'histoire et de philosophie ».

Un tel raisonnement amènerait en contrepartie les « défenseurs des études littéraires » à examiner plus clairement la situation du latin et du grec, dont l'attrait pour les élèves, même grandissant en collège depuis vingt ans, reste relatif. Sans nier les « bienfaits » de ces deux disciplines (apprentissage de la rigueur, d'une logique, facilité à apprendre les langues), que nombreux sont

prêts à souligner (littéraires et scientifiques), quelle est leur place aujourd'hui dans les choix, non contraints, des élèves.

Environ 25 % des élèves des classes de quatrième et de troisième (public et privé) font le choix d'étudier le latin. La moitié d'entre eux abandonnent, sans contrainte, en seconde, où ils ne représentent plus que 13,8 % des effectifs du second cycle général et technologique. La proportion tombe à 9,1 % en première et 7 % en terminale, soit 37 467 élèves. Pour le grec, les proportions avoisinent les 2 % en qua-

trème et tournent autour de 1 % au lycée, soit 5 319 élèves.

Il est clair que seule une filière littéraire de haut niveau permettrait de relever ces résultats et d'éviter que le nombre d'étudiants licenciés en lettres classiques ne décline dangereusement, comme c'est le cas actuellement. A moins d'espérer rendre à nouveau un jour le latin obligatoire.

JEAN-MICHEL DUMAY

(1) Sauvegarde des enseignements littéraires, 15, rue du Pré-aux-Clères, 75007 Paris.

Les options de la réforme

L'enseignement du latin et du grec est-il menacé par le projet de rénovation pédagogique des lycées ? Actuellement, en classe de seconde, les élèves suivent entre 19 h 30 et 23 h 30 d'enseignements communs (1). Ils doivent en outre choisir une option obligatoire et une ou plusieurs options facultatives. Les élèves des séries générales choisissent, en moyenne, trois options à l'entrée en classe de seconde. Mais ils n'en gardent qu'une, une fois arrivés en terminale.

Le projet de rénovation pédagogique prévoit de maintenir les mêmes enseignements communs dans une enveloppe horaire de 23 h 30. Mais les élèves ne pourront plus charger autant leur baraque puisqu'ils devront choisir deux options (et seulement deux). En même temps, et c'est là une autre nouveauté, aucune option ne sera plus imposée pour l'accès à une série ou à une spécialité déterminée en classe de première.

Qu'en est-il pour ceux qui souhaitent étudier une langue ancienne ?

► En classe de seconde, tout d'abord. Dans la mesure où 90 % des élèves étudient une deuxième langue vivante, ils ne pourront suivre qu'une seule autre option choisie parmi une quinzaine de disciplines (y compris le latin et le grec).

Si un élève vise la future série L (lettres), il pourra toujours, naturellement, choisir une deuxième langue vivante et le latin (ou le grec). S'il vise une première S (sciences), il pourra choisir l'option latin (ou grec), mais il s'interdira, dans ce cas, de faire de l'informatique ou des sciences économiques. Enfin, s'il prévoit de s'orienter vers la filière économique, il pourra faire du latin en seconde, mais il devra l'abandonner en première et terminale au profit des mathématiques ou des sciences éco.

On estime aujourd'hui qu'un élève sur six au maximum qui opte pour le latin en terminale se trouve en filière économique.

soit environ 7 000 élèves, soit encore 2 % des effectifs des séries générales et technologiques.

La nouvelle organisation de la classe de seconde oblige donc les élèves à anticiper davantage que dans le système actuel sur leur future orientation. Mais, qu'elle devienne littéraire ou scientifique, ils pourront toujours choisir le latin (ou le grec) en première et en terminale. Et celui qui aurait abandonné sa langue ancienne en seconde (au profit des sciences éco) pourra reprendre cet enseignement en première, éventuellement avec un horaire renforcé de cinq heures.

► Quels seraient les changements en classe de première et de terminale ? Actuellement, le jeu des options permet à tous les élèves, dans n'importe quelle filière, de choisir le latin, en option obligatoire (pour les séries A) ou en option facultative (pour les autres séries), à raison de trois heures par semaine. Désormais, les élèves suivront une option maximum en plus de leur dominante et des matières complémentaires. Compte tenu de l'éventail proposé, tous les élèves pourront choisir une option de langue ancienne, à l'exception de ceux de la filière économique et sociale, qui ont le choix entre une troisième langue vivante, les mathématiques appliquées et les sciences économiques. Quant aux élèves de première S, s'ils choisissent de poursuivre l'étude de leur seconde langue vivante, ils pourront néanmoins opter pour les langues anciennes. M. Jospin ayant décidé, le 19 février dernier, de permettre aux futurs scientifiques (mais à eux seuls) de choisir deux options au lieu d'une en première et terminale, à condition qu'il n'y eusse d'une deuxième langue vivante.

J.-M. Dy.

(1) Français, histoire-géographie, langue vivante 1, mathématiques, physique et chimie, biologie et géologie, éducation physique et sportive.

Formation d'ingénieurs : la relance

Le ministère de l'éducation nationale paraît décidé à réexaminer le dossier des classes préparatoires et des filières d'ingénieur

L'ANCÉS brusquement par le ministère de l'éducation nationale au début de l'été dernier, les projets de réforme des classes préparatoires aux grandes écoles scientifiques avaient déclenché, durant l'automne, une véritable fronde des écoles d'ingénieurs et des professeurs de « prépas ». Au point d'entraîner le ministère à renoncer à ses propositions les plus provocantes, en particulier la réduction éventuelle à un an de la durée des classes préparatoires (le Monde du 24 octobre et du 12 décembre 1991). Après la tempête, le calme : depuis le mois de décembre, chacun a décidé de reprendre le dossier de façon plus discrète pour préparer une évolution que tout le monde juge nécessaire.

Evolution quantitative, tout d'abord. Tracé en septembre 1990 par le conseil des ministres, l'objectif consistait à doubler en quelques années le nombre d'ingénieurs formés en France est maintenant inscrit dans les plans de développement de la plupart des établissements. L'Ecole polytechnique elle-même a confirmé, le 12 mars dernier, son intention de porter de 330 à 450 les effectifs de ses promotions d'ici à 1995.

An total, en 1989, ce sont à peine 19 000 personnes qui étaient entrées dans des formations d'ingénieurs. En 1991, ce flux global d'entrées est passé à plus de 24 000. A l'augmentation dans l'ensemble des grandes écoles s'est ajoutée la création d'une trentaine de « nouvelles formations d'ingénieurs » (les filières Decomps) accueillant 1 000 étudiants, dont plus de la moitié en formation continue, ainsi que la création des premiers instituts universitaires professionnalisés (IUP), débouchant en quatre ans sur le diplôme d'ingénieur maître.

Selon les estimations, le flux

d'entrées devrait atteindre, dès 1993, plus de 37 000 personnes, avec notamment une motée en puissance très rapide des nouvelles formations d'ingénieurs (4 000) et des IUP à vocation industrielle (6 000 étudiants prévus). Au total, l'on devrait donc assister en quatre ans à un doublement des flux, cette évolution reproduisant d'ailleurs fidèlement le doublement du nombre de bacheliers scientifiques au cours des quatre dernières années.

Au-delà de ce changement de rythme, reste le problème de l'adaptation des classes préparatoires et du contenu des formations d'ingénieurs, un moment occulté par la levée de boucliers de l'automne dernier. Sur ce point, le ministère de l'éducation nationale semble décidé à ne pas laisser le dossier en l'état, même s'il ne veut pas s'imposer de calendrier trop contraignant.

C'était manifestement le sens de la réunion, le 11 mars dernier, de la conférence des directeurs d'écoles et de formations d'ingénieurs (CDEFI), qui réunit les écoles sous l'égide de l'éducation nationale (60 % de l'ensemble des écoles d'ingénieurs). Après quelques semaines de réflexions menées par un petit groupe de travail placé sous la houlette de M. Daniel Bloch, directeur des enseignements supérieurs au ministère, on semble avoir renoué le fil des projets élaborés en 1990-1991 par la conférence des grandes écoles et les professeurs de prépas scientifiques.

Et, en premier lieu, la nécessité de diversifier et de mieux définir le profil des différentes filières de prépas scientifiques. Toutefois, le ministère de l'éducation nationale semble désireux d'aboutir à un dispositif plus simple que celui qui était alors envisagé. Il souhaite notamment constituer, à côté des « maths spé » classiques, à dominante mathématique et physique,

une filière associant étroitement physique et technologie, avec l'ambition de faire de la technologie une véritable science industrielle.

La deuxième piste réexaminée est celle de l'orientation progressive des élèves pendant les deux années de prépa. Ce découpage des cursus était déjà envisagé par les projets de la conférence des grandes écoles. Le ministère voudrait aller plus loin et formaliser les choix en introduisant une organisation modulaire de la formation, permettant une orientation dès le deuxième semestre de math sup.

Une nouvelle sortie à bac + 6

Plusieurs autres points sont à l'ordre du jour des discussions en cours. En particulier la réduction du nombre de concours par regroupements volontaires entre écoles ou création de banques d'épreuves communes — un dossier dédié sur lequel réfléchirait depuis longtemps un groupe de travail de la conférence des grandes écoles. Enfin, on souhaite manifestement, rue de Grenelle, réduire le nombre des élèves qui redoublent leur math spé (les « 5/2 »). Ils constituaient 58 % des effectifs de math spé en 1988-1989 ; leur proportion est passée à 52,7 % en 1990-1991. Tout le problème est d'accélérer le mouvement sans supprimer brutalement les redoublements.

Mais le sujet le plus controversé est celui de la création d'une nouvelle voie de sortie des formations d'ingénieurs, sanctionnée — à bac + 6 — par le diplôme d'ingénieur-doctorant. M. Jospin l'avait annoncé en octobre dernier. Le conseil des ministres du 12 février dernier l'a confirmé : le gouvernement entend créer ce nouveau diplôme qui serait ouvert aux titulaires des diplômes d'ingénieur et

d'ingénieur-maître et comprendrait une formation de deux années dans un laboratoire de recherche technologique.

La encore, le ministère paraît décidé à jouer la carte de la diversification. Le dispositif complet comprendrait en effet une sortie à bac + 4 en terme des IUP, sanctionnée par le diplôme d'ingénieur-maître, la sortie classique à bac + 5 des diplômés d'ingénieurs actuels et une nouvelle sortie à bac + 6 pour les ingénieurs-doctorants.

Examiné lors de la réunion de la CDEFI du 10 mars, ce nouveau diplôme soulève à l'évidence quelques problèmes. Celui de l'appellation « docteur » tout d'abord. Le gouvernement s'en veut à préciser, le 12 février, à l'issue du conseil des ministres, que ce diplôme n'étant pas fondé sur la soutenance d'une thèse, « il ne donne pas droit aux prérogatives attachées au doctorat », le label d'ingénieur-docteur continuera à susciter des réserves. Certaines écoles — celles de chimie en particulier — craignent notamment que cette confusion ne déstabilise des formations doctorales classiques.

Le ministère souhaite cependant aller de l'avant et il prépare actuellement les textes réglementaires nécessaires. Il lui faudra, auparavant, trancher un autre problème : par quelle commission faire habilitier ce nouveau diplôme et les formations qui y conduiront ? A ses yeux, l'actuelle commission des titres d'ingénieur manque du « profil recherche » indispensable. Il réfléchit donc à un nouvel organisme associant des membres de la commission du titre d'ingénieur, des membres de la toute nouvelle commission d'habilitation des IUP et des membres nommés au titre de la recherche. Dossier à suivre...

GÉRARD COURTOIS

GROUPE eslsca

3^e CYCLES SPÉCIALISÉS

Un plus pour votre formation en Management

Ces 4 programmes d'un an dispensés par un corps professoral et des spécialistes experts vous assurent une formation de haut niveau dans les domaines les plus porteurs du management.

TRADING

INGÉNIERIE FINANCIÈRE

MANAGEMENT DES ENTREPRISES

GESTION DE PATRIMOINE

Renseignements : 3^e Cycles Spécialisés GROUPE ESLSCA, 1, rue Bougainville - 75007 Paris - tél : (1) 45 51 32 59

ÉCOLE SUPÉRIEURE LIBRE DES SCIENCES COMMERCIALES APPLIQUÉES

Fondée en 1949 - Reconnue par l'État

EDUCATION • CAMPUS

REPÈRES

AUDIOVISUEL. Le ministère de l'éducation nationale vient de créer une base de données consultable grâce au service télématique EDUTEL et permettant de connaître et de commander les productions audiovisuelles universitaires : pour l'instant, plus de cinq cents documents audiovisuels de recherche, d'expérimentation, d'enseignement et d'information, réalisés par trente-cinq universités, sont disponibles.

► **Rens.** : 3614 EDUTEL puis mot-clé AVESTEL, ou à la Direction des enseignements supérieurs, tél. : 40-65-65-37 (M. Jean-Guy Larregola).

BIBLIOTHÈQUES. Le réseau des bibliothèques de recherche demeure complexe et dispersé. Pour permettre aux enseignants, chercheurs et étudiants d'y voir plus clair, le ministère de l'éducation nationale vient de publier un utile *Repertoire des bibliothèques de recherche de l'enseignement supérieur*. Il s'agit d'une présentation des CADIST, ces centres d'acquisition et de diffusion de l'information scientifique et technique créés en 1980 et chargés de structurer, dans une vingtaine de disciplines, l'achat, la conservation et la diffusion de la documentation scientifique. Ce réseau représente environ la moitié du capital documentaire des bibliothèques universitaires. Pour chaque CADIST, le répertoire présente une description rapide et concrète de la bibliothèque principale, de ses collections, des banques de données, des bibliothèques complémentaires, enfin des conditions d'accueil et de prêt.

► *Repertoire des bibliothèques de recherche de l'enseignement supérieur*, La Documentation française, 1992.

EDUCATION NATIONALE. Le personnel du ministère de l'éducation nationale était, en janvier 1991, de 1 066 000 personnes. Parmi elles, les enseignants constituent le gros de la troupe (772 000, soit 72 % de l'effectif total). Les instituteurs (310 000) ont pour les trois quarts d'entre eux des femmes. Ce pourcentage tombe à 55 % chez les 371 000 enseignants du second degré. Les professeurs de collège et lycée comptent notamment 25 000 egrégés, 113 000 certifiés, 70 000 PEGC et 57 000 professeurs de lycée professionnel. Les 296 000 non-enseignants se répartissent entre le personnel d'inspection et de direction (48 000) et le personnel d'administration et d'entre-

tien. (Note d'information 92 08 du ministère.)

MASTÈRES. La Conférence des grandes écoles, qui vient d'accueillir vingt-six nouveaux membres – portent ainsi à deux cent dix le nombre de ces formations spécialisées – pour 1992, a introduit cette année une innovation importante. Il est désormais possible de postuler à un mastère avec un niveau académique ne correspondant pas exactement aux normes exigées en principe (diplôme d'ingénieur ou d'école de gestion, diplôme d'études approfondies ou équivalent). Dans la limite de 20 % des places, ces dérogations seront laissées à l'initiative des directeurs d'établissement. Selon la conférence, cette ouverture devrait permettre l'admission de candidats de valeur, « en raison notamment de leurs acquis professionnels ».

PEGC. Le Syndicat national des instituteurs et professeurs de collège (SNI-PEGC), qui a rencontré à ce sujet le ministre de l'éducation nationale le 10 mars dernier, a lancé une annulation auprès des professeurs d'enseignement général et des collèges (PEGC) sur l'avenir de leur statut et leurs perspectives de carrière. Les 62 000 PEGC, dont le recrutement est enté depuis 1966, sont en effet inquiets de leur avenir. Lors des négociations sur la revalorisation, en 1989, il avait été prévu que les PEGC auraient, à partir de 1992, les mêmes perspectives de carrière que les professeurs certifiés. Il s'agit maintenant de trouver une façon d'appliquer cet engagement, soit en intégrant les PEGC dans le corps des certifiés, soit en élevant les salaires tout en maintenant le statut actuel, soit en intégrant les PEGC dans un corps des certifiés modifié pour tenir compte de la spécificité des collèges.

PRÉPA HEC. Le lycée public Jean-de-La-Fontaine, à Paris, avait déjà mis en place depuis quelques années une session d'été de préparation à Sciences-Po. Fort des résultats obtenus, il lance cette année, en collaboration avec le Centre national d'enseignement à distance, une préparation de cinq semaines (du 20 juillet au 22 août) aux concours d'admission directe aux grandes écoles de gestion (HEC, ESCP et ESC de province). Le coût de la préparation est de 5 000 francs pour le stage complet.

► **Rens.** : Lycée Jean-de-La-Fontaine, tél. : 46-51-31-21.

L'école vietnamienne à l'abandon

Longtemps considérée comme une des réussites du régime communiste, l'éducation est délabrée. Malgré des initiatives éparses

HUË

de notre envoyé spécial

PHU-BINH est un petit quartier du bout du monde. En bordure de Hué (270 000 âmes), l'ancienne capitale impériale, la cité des empereurs peints du dix-neuvième siècle, où se rejoignent le Nord et le Sud. Il faut, pour y arriver, quitter le centre culturel et universitaire de la ville et enjamber, à gauche du vieux pont Eiffel, la large rivière des Parfums. Une fois passés la rumeur et l'agitation de Dong Ba, le maréchal de l'autre rive, le bitume sous le « cydo » laisse place aux chemins de terre cahoteux. On remonte alors un bras de rivière et des rangées de sampans, frêles esquifs dans lesquels vivent une bonne centaine de familles, entre quelques planches mal ajustées, sur l'eau.

A quelques tours de pédalier de là, l'école maternelle, malgré ses murs jaunes déjà délavés par la mousson, tranche sur les habitations rudimentaires alentour. Un bâtiment neutre « en dur », une cour cimentée, une galerie carrelée, trois larges salles de classe au mur desquelles l'« aneole Ho » embrasse paternellement un enfant. Sur les étagères, des jouets confectionnés par les enseignants et quelques autres envoyés de France. Dans un coin, une photo de classe aux visages bien occidentaux : la classe est jumelée avec une école de Seine-et-Marne.

L'école de Phu-Binh a ouvert pour la première fois à la dernière rentrée, en septembre. Avec l'aide de l'association franco-vietnamienne Codev Viet Phap (CVP) (1), association issue d'un club d'ingénieurs et de techniciens d'Electricité de France ayant entrepris de réaliser des projets de transfert de technologies à des fins humanitaires, l'école a vu le jour en lieu et place d'un terrain en friche classé aux ordures. Pauvre et défavorisé, le quartier, qui compte près de 9 400 habitants, manque fiévreusement du droit à l'école, qui abrite aujourd'hui 180 enfants de trois à six ans, et n'a ni enseignant ni français avec succès dès l'âge de trois ans.

Deux millions d'analphabètes

Le comité populaire du quartier et son président, M. Tô Dong Thung, surnommé familièrement « tonton » par des habitants désormais habitués à la présence française, ont surtout décidé en liaison avec leur soutien français de mettre en place un programme cohérent de mesures sanitaires et sociales, avec l'intime conviction qu'il fallait « tout reprendre à la base » et lier tout hygiène et éducation. Ici, le glauque, la carie dentaire, la malnutrition et, en été, le choléra, affectent de manière endémique les jeunes enfants, notamment les « sampaniers » sur la rivière polluée.

Ainsi un projet de cantine a été mis sur pied et un dispensaire a été

construit aux côtés de l'école, toujours grâce à l'aide de CVP en moyens matériels et humains. Ouvert à tous les habitants de Phu-Binh qui devaient se contenter jusqu'à présent d'une petite pièce de 20 m², il permet déjà à un médecin et à trois infirmiers d'office. Un appareillage de dentiste vient tout juste d'être déballé des conteneurs. On n'attend plus que le praticien.

« Le principal fléau, explique M. Tô, c'est l'analphabétisme. Nous cherchons à sensibiliser les habitants à l'importance des études, à la scolarisation des enfants et aux problèmes d'hygiène. A commencer par l'utilisation des poubelles. » Tous les deux jours, dans les rues de Phu-Binh, les bout-parleurs nassés de la radio de quartier développent les mêmes thèmes. « Mais les gens sont avant tout préoccupés par la recherche d'un travail », reconnaît M. Tô.

Au Vietnam, les statistiques officielles font état de deux millions d'analphabètes en plus des trois millions d'enfants qui ont abandonné l'école. Le taux de scolarisation – longtemps considéré comme l'une des réussites du régime communiste – atteindrait 68 %, mais ne peut masquer des disparités. En 1981, près de 90 % des enfants en âge d'être scolarisés allaient effectivement à l'école de base (l'école primaire), ils ne seraient que 70 % aujourd'hui.

Les départs après le primaire constituent d'ailleurs le problème fondamental, ce ne cessant de

croître depuis dix ans. Actuellement, selon le quotidien officiel *Nhan dan*, environ 200 000 enfants âgés de dix à quatorze ans ne vont pas à l'école. Dans les rizières entre Da-Nang et Hué au centre, entre Hanoï et Haiphong au nord, nombreux sont les enfants qui travaillent en terre, accompagnant les buffles à labour. La scolarité, dans ces faits, est d'ailleurs souvent organisée de manière à décaler du temps pour les travaux aux champs et sur les marchés.

Enseignants et petits boulots

Le gouvernement a certes décidé de doubler le budget de l'éducation nationale pour 1992 (6 % du budget de l'Etat en 1991) et de lancer un programme de lutte contre l'analphabétisme. Mais le système éducatif, qui compte 800 000 enseignants, tient aujourd'hui du cercle vicieux. Un instituteur gagne entre 50 000 et 70 000 dongs, soit 35 francs par mois. Un enseignant du secondaire près de 100 000 dongs, soit 50 francs par mois, alors qu'il faut au moins entre 250 000 et 300 000 dongs pour faire vivre une famille de quatre personnes. Il leur faut donc impérativement trouver d'autres sources de revenus : cours du soir ou petit commerce.

En outre, les familles doivent dans certains cas payer l'école de leurs enfants, même publique. Il n'est pas rare de payer ainsi de 20 000 à 30 000 dongs pour placer un enfant en maternelle. Tandis que

les établissements purement privés se multiplient, souvent de manière anachronique, notamment dans les grandes villes, à Ho-Chi-Minh-Ville (ex-Saïgon) ou Hanoï.

A Phu-Binh, où tout est fait pour endiguer l'analphabétisme dès le plus jeune âge, le comité populaire a décidé de limiter les frais de scolarité en prenant à sa charge les frais de fonctionnement de l'établissement. La participation des familles a été limitée à 1 500 dongs par mois (sans cantine). Mme Tô Thi Nhan, la directrice, regrette seulement, faute de place, de ne pouvoir faire faire la sieste à ses élèves, mais s'estime « très heureuse », quoique cinq seulement des sept enseignants de son école soient réellement payés par l'Etat.

Quant aux enfants des sampans, qui chantent au visiteur au « linn nez », à tue-tête (et sans fausse note), à tue-tête (et sans fausse note), ils devraient pouvoir, chaque matin, pour ne pas manquer l'école, prendre un bateau de ramassage scolaire.

JEAN-MICHEL DUMAY

(1) CVP a également développé un système de parrainage d'étudiants francophones de l'Ecole normale supérieure et de la faculté de Hué. L'association achète régulièrement des jouets, livres et fournitures scolaires et vient d'organiser en mars à Hué le premier Festival culturel franco-vietnamien. Codev Viet Phap, BP n° 1, 77250 Moret-sur-Loing.

La renaissance du français

HUË

de notre envoyé spécial

Huong et Gian An citent en chœur leurs préférences : Victor Hugo, Alfred de Musset et, surtout, les *Fables de La Fontaine* : le *Lionne* et l'*Ours*, le *Loup* et l'*Agneau*. Un goût pour les classiques que leur professeur, M. Tô Trinh Hué, souhaiterait corriger en les faisant plutôt à l'étude des contemporains. Etudiants à l'Ecole normale supérieure de Hué (ENS), Huong et Gian An ont choisi d'enseigner plus tard le français dans les lycées et collèges vietnamiens. A la maison, les plus vieux parlent encore le français. Cependant, au bout de cinq années d'études, elles savent que le chômage constitue le lot habituel des jeunes normales. Elles enseignent alors soit l'anglais, leur deuxième langue vivante, ou se tournent vers d'autres métiers, souvent au tourisme, au métier d'interprète, qui paie bien.

A Hué, centre culturel et universitaire du Vietnam (1), l'ENS

compte 80 étudiants en français, soit un étudiant sur six environ. Il y a deux ans, ils n'étaient qu'une quarantaine. Il y a là également 200 anglophones, une centaine de russophones. Après 1979, à Hué, le français avait disparu des classes des collèges et des lycées. Progressivement, depuis 1986, date du lancement du Dol Moï – le perestroïka vietnamien –, son enseignement a été réintroduit sur décision du bureau municipal de l'éducation, en commençant par les collèges.

Aujourd'hui, 25 classes de collège (sur les 400 que compte environ la ville) sont concernées. Le nombre d'élèves « francophones » en collège a été multiplié par trois. Si l'on tient compte de l'ensemble des écoles de base, des collèges, des lycées et de l'université, le nombre d'étudiants ou d'élèves apprenant le français est passé en deux ans, à Hué, d'une centaine à un millier. Les cours du soir connaissent également un fort succès, en particulier au CENLET, l'école privée voisine spécialisée dans les langues étrangères, où l'on compte

pas moins de 80 classes de français en cours du soir.

Alteurs, à Deneng, par exemple, l'association Franco-Libérées assure le salaire d'une dizaine d'enseignants qui dispensent trois séances de deux heures de cours par semaine et délivrent, en terme de trois années d'études, un diplôme reconnu par l'université. « On ouvre une classe de trente, il en vient sixante », s'exclame l'un des professeurs, le docteur Vu Huu Chanh, vieux diplômé de la faculté de médecine de Hanoï en 1945. En dix-huit mois, le nombre d'auditeurs, adultes ou jeunes, a bondi de 40 à 400.

Dans tous les cas, le gratuit des cours ou le soutien, sous forme de parrainage, d'association à caractère humanitaire n'est pas sans incidence. Le moindre dictionnaire français, un peu étoffé, coûte au bas mot un mois de salaire.

J.-M. DY

(1) Il existe également deux autres ENS au Vietnam : à Hanoï et à Ho-Chi-Minh-Ville.

la Villette

cité des Sciences et de l'Industrie

la cité

INDUSTRIES

TECHNIQUES

alternatives

ECONOMIQUES

cité des Sciences

et de l'Industrie

30 avenue Corendi Cariou

75019 Paris

Métro Porte de la Villette

Renseignements :

40 05 75 81

Les Entretiens de la Villette : 1^{er} / 5 avril 1992

Produire aujourd'hui

Les 3^{èmes} Entretiens de la Villette, Produire aujourd'hui, se proposent de traiter d'un enjeu aussi important pour l'industrie que pour la formation. Réorganisation du système de production, nouvelles technologies, conséquences sur l'emploi et les formations, tels sont les thèmes qui, à travers rencontres et débats, seront abordés par des économistes, des responsables de l'industrie, des experts de production ou de matériaux nouveaux et des sociologues. Des démonstrations et des présentations d'innovations technologiques compléteront ce colloque destiné principalement aux enseignants, à tous les formateurs et aux étudiants.

LE 1^{ER} AVRIL Production et société avec Roger Lesgards, Arnaud Leenhardt, Thierry Gaudin, François Labadens, Yves Dubreil.
• Table-ronde de 16h à 18h. Vers de nouveaux rapports sociaux dans l'entreprise. Introduction : Alain Touraine.

LE 2^{AVRIL} Gestion des ressources avec Benjamin Coriat, Jean-Jacques Marquaire, Jacques Jaussaud, Jean-Marie Narnio, François Fabre.
• Table-ronde de 16h à 18h. De la gestion des ressources humaines à la communication. Introduction : Alain d'Iribarne.

LE 3^{AVRIL} Intégration des machines avec Gérard Maeder, Pierre Dockes, Pierre Padilla, Maurice Gelus, Jean Prévost, Aimé Jardon, Jacques Lacour, Jean Sarrazin, André Tallec, Jean Moret, Jacques Beslin, Tanguy Cathelin.
• Table-ronde de 16h30 à 18h30. La qualité dans l'entreprise. Introduction : Isabelle Orgogozo.

LE 4^{AVRIL} L'enjeu des matériaux avec Constant Vipler, Jean Rouxel, François Christin, James Barton, Bernard Raveau, Thomas Mathia, Paul Caro, Alain Duberret, William Lenne, Alain Navarro, Daniel Hatac, Marc Blusztajn.
• Table-ronde de 16h40 à 18h30. Production et environnement : récupération, recyclage, élimination des déchets. Introduction : Alexandre Collin.

LE 5^{AVRIL} De nouvelles compétences avec Pierre Guillen, Dominique Strauss-Kahn, Dominique de Calan, Jacques Guyard et Arnaud Leenhardt.
• Table-ronde de 16h15 à 17h45. Quelle formation pour quels métiers. Introduction : Guy Gautherin.

Accès payant pour les 5 jours : étudiants 75F / enseignants 150F / organismes de formation et entreprises 1000F. Les Entretiens de la Villette ont bénéficié du partenariat de l'Union des industries métallurgiques et minières et sont placés sous le haut patronage des Ministres de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie, de l'Industrie et du Commerce extérieur.

ECOLE NATIONALE D'ASSURANCES

Grande École commerciale du secteur des assurances

Créée par le Conseil National des Assurances, elle prépare à des carrières de haut niveau dans un secteur de premier plan et en expansion de l'économie nationale.

• niveau d'entrée : Bac + 2 • durée de la scolarité : 2 ans • formation entièrement gratuite et allocation d'études versée aux élèves • stages pratiques et voyage d'études à l'étranger • diplôme de l'enseignement supérieur homologué au niveau II par l'Etat et délivré par le Conservatoire National des Arts et Métiers • inscriptions au concours d'entrée reçues jusqu'au 25 mai 1992. Epreuves écrites : 1er et 2 juin 1992. Epreuves orales : 15 et 16 juin 1992.

Ecole Nationale d'Assurances (ENAss)
9, rue Chaptal 75009 PARIS

Tél. 48.74.75.39.

L'ALLEMAND EN ALLEMAGNE/SUISSE

COURS INTENSIFS

• Commencement chaque mois
• Pour des Informations supplémentaires veuillez contacter :

Benedict

Suisse : 8004 Zurich, Mühlgasse 10a, tél. 0041 1/24212 60-8401 Winterthour, Bahnhofstrasse 3, tél. 0041 52/212 38 22-6003 Lucerne, Pilatusstrasse 6, tél. 0041 41/23 96 26-9001 Saint-Gall, Neumarkt 1, tél. 0041 71/22 55 44

Allemagne : 8000 Munich 2, Bayenstrasse 21, tél. 0049 89/55 56 45

هكذا من الفصل

EDUCATION • CAMPUS

Réforme homéopathique des études de médecine

Remodelage des programmes, organisation en modules et toilettage de l'internat : la rénovation des formations médicales est en bonne voie

PAR les temps qui courent, le fait mérite d'être mentionné. Il y a au moins un projet de réforme de l'enseignement supérieur qui ne déclenche pas de vagues : celui concernant les études médicales. Ainsi les textes modifiant le premier et troisième cycles des études médicales ont reçu un avis unanimement favorable au Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER) du 3 février. Quant aux modifications concernant le second cycle, elles sont actuellement discutées par les différentes parties en présence.

Le consensus sur le premier et troisième cycles est d'autant plus étonnant que le toilettage proposé par le ministère de l'Éducation nationale est loin d'être superficiel. Souhaitées par la communauté universitaire, ces retouches modifient à la fois le contenu de la formation, qui comportera désormais un enseignement de sciences humaines et sociales, et l'organisation pédagogique des études médicales, grâce à l'introduction de modules capitalisables.

Cette réforme était attendue. La Conférence des doyens indiquait, en juin 1991, dans un document de réflexion sur la « Formation initiale au regard de l'exercice et de la place du médecin dans la société », que « l'adéquation entre la formation actuellement dispensée aux étudiants et l'exercice professionnel est reconnue aussi bien par les enseignants que par les professionnels » (1). Cette insuffisance serait largement due à l'absence d'enseignement de sciences humaines ou de disciplines apparentées dans les programmes pédagogiques.

La principale innovation de la réforme du premier cycle et de la deuxième année de deuxième cycle repose sur ce constat. Ainsi, le projet d'arrêté approuvé par le CNESER prévoit l'introduction de matières non médicales dans les cursus. Les facultés de médecine sont libres d'en déterminer le contenu, qu'il s'agisse de langues étrangères, d'enseignements plus littéraires, de réflexions

sur les grands problèmes de santé ou sur la déontologie médicale. Certains établissements comme la faculté de Tours, dirigée par M. André Gouazé, président de la conférence des doyens, font figure de précurseurs, puisqu'ils avaient déjà institué une épreuve de ce type dans le concours de fin de première année.

Deux régions pour l'internat

L'ouverture à la culture générale devrait être généralisée. Le projet d'arrêté prévoit en effet que, dans deux ans, ce module sera obligatoirement intégré aux enseignements de première année et devra faire l'objet d'une épreuve pour l'admission en deuxième année, comptant pour au moins un dixième du résultat final. Les facultés devront donc modifier le programme de leurs enseignements au plus tard pour l'année universitaire 1993-1994. Certaines pourront devancer l'appel, comme la faculté de Saint-Etienne, dont le doyen, M. Patrice Queau, envisage de mettre en place cette réforme dès la rentrée prochaine : « Les médecins doivent être des humanistes ouverts aux sciences », indique-t-il, tout en s'interrogeant sur le manque de moyens disponibles et en particulier de postes pour lancer, par exemple, un enseignement de langues.

Cet aspect budgétaire n'est pas évoqué par le projet d'arrêté, qui prévoit cependant que les langues étrangères doivent être étudiées au cours des trois premières années durant 120 heures, « sous forme d'un enseignement spécifique ou bien intégré à celui d'autres disciplines », le ministère indique que l'étude de textes médicaux en anglais peut entrer dans ce cadre.

Le contenu de la formation devrait évoluer dans la mesure où les facultés sont tenues de mettre en place, en deuxième année de premier cycle et première année de deuxième cycle, des cours optionnels, en plus des disciplines fondamentales. Ces options peuvent porter sur le droit, l'économie, l'éthologie, l'anthropologie, la sociologie, l'informatic, la philosophie des sciences ou encore l'histoire de la médecine.

Le second volet de la réforme concerne l'organisation en modules des enseignements. Dans la lignée de la rénovation pédagogique universitaire, le ministère souhaite en effet voir les études médicales organisées selon ce principe. Cette modification, à laquelle sont invitées les universités mais qui n'est pas obligatoire, présente deux avantages. Permettre tout d'abord la réintégration, dans les autres filières universitaires, notamment scientifiques, des étudiants collés au concours. Jusqu'à présent, de telles passerelles existaient mais elles variaient selon les universités. Ainsi, certains étudiants ayant obtenu la moyenne au concours mais n'étant pas suffisamment bien classés pour passer en seconde année pouvaient obtenir une validation de la première année de DEUG B, ou un passage en TUT au gré des accords établis. Si la réforme universitaire est appliquée, ce type d'accords pourrait être généralisé.

Autre avantage des modules : favoriser un aménagement plus souple des études médicales. Selon le projet du ministère, en effet, la validation de la totalité des enseignements peut être organisée année par année ou de manière globale par modules capitalisables.

Enfin, avant le début de la deuxième année, les étudiants devront effectuer un stage de quatre semaines d'initiation aux soins hospitaliers sous la conduite de cadres infirmiers. Au cours de deux années suivantes, le principe de quatre cents heures de stages cliniques d'initiation aux fonctions hospitalières serait généralisé, alors que ces stages pratiques peuvent actuellement démarrer à partir de la quatrième année seulement.

Concernant les troisième cycles d'études médicales, le texte adopté au CNESER prévoit l'organisation du concours de l'internat sur deux régions (Nord et Sud), au lieu de sept actuellement. Cela devrait permettre d'accroître la mobilité des étudiants qui pourront se présenter aux deux concours, durant deux années. Cet examen très sélectif devrait être modifié afin d'augmenter la part des questions nécessitant des qualités rédactionnelles, qui devraient passer de huit à douze pour les dossiers cliniques et thérapeutiques et compter pour la moitié de la note. Les questions à choix multiples (QCM), qui représentent aujourd'hui 75 % de la notation, devraient donc voir leur poids réduit. En 1994, ce concours devrait être organisé au mois de juin.

Les nouveaux internes pourront ainsi prendre leur poste dès le mois de novembre suivant.

Quant au second cycle des études médicales, le texte est actuellement en discussion. Les modifications envisagées au régime actuel sont importantes puisque l'enseignement devrait être plus linéaire. Moins compartimenté, il serait lié à la connaissance du développement humain – de la naissance, de la croissance et du vieillissement – ainsi qu'aux processus pathologiques susceptibles d'en influencer le cours. Durant ce second cycle, les étudiants devraient effectuer un stage de quatre semaines à temps complet dans une unité de médecine d'urgence ou de réanimation.

Cette réforme intervient au moment où la sélection des étudiants en fin de première année devrait être renforcée puisque le nombre de places vient d'être réduit. Il passe pour l'année 1992-1993 à 3 500 places contre 3 750 en 1991-1992 et 4 000 en 1990-1991. Décidée en juillet dernier, après arbitrage de Matignon, la réduction du nombre de places vise à contrôler la démographie médicale. Cette mesure suscite toutefois la grogne des doyens de médecine qui s'apprêtent à protester auprès du ministère.

MICHELLE AULAGNON

(1) « Formation initiale au regard de l'exercice et de la place du médecin dans la société. Perspective 2010 ». Groupe de travail de la conférence des doyens, juin 1991.

ANGLAIS ! ANGLAIS ! ANGLAIS !

A partir de £144 par semaine
30 heures de cours + pension complète
THE REGENCY ENGLISH SCHOOL-RAMSGATE-KENT
Tél. : 843-59-12-12 Fax : 843-85-00-35
ou Tél. Paris : 48-04-99-97.

INSAM

INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES
ET DU MANAGEMENT

4 ans de formation internationale au management
Études à Paris, État-Unis, Europe
Admission 1^{re} année : bac + concours,
2^e année : bac + 2 (DUT, DEUG, BTS).

eslsca

1, rue Bugeyville, 75007 Paris - France
Tél. (1) 45 46 56 96
ÉTABLISSEMENT PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
POURQUÉ EN 1949 - RECONNU PAR L'ÉTAT

Profil manager



La gestion des entreprises de réseau (transports, énergie, banques, finances, distribution, communication, ...) demande des cadres supérieurs et dirigeants aux compétences nouvelles.

- France Télécom, La Poste et leurs filiales,
- les entreprises publiques et privées de réseau

recherchent des managers présentant ce profil nouveau.

Diplômés des grandes écoles de commerce et d'ingénieurs, d'IEP, universitaires, titulaires d'un 2^e cycle, ayant de bonnes connaissances en gestion, vous pouvez l'acquérir grâce aux cycles avancés de l'ENSPT et à ses filières.

Filière ADMINISTRATEUR

Pour devenir Cadre dirigeant avec le titre d'Administrateur des PTT, France Télécom, La Poste, leurs filiales, le ministère des P&T (recrutement sur concours).

- Epreuves d'admissibilité : 18, 19 et 20 mai 1992. Clôture des inscriptions : 14 avril 1992.
- Formation rémunérée.

Filière ENTREPRISE

Pour devenir Cadre dirigeant dans le secteur public ou privé des grandes entreprises de réseau (recrutement sur dossier et entretiens).

- Dote limite de dépôt des candidatures : 22 mai 1992. Entretiens : 20 juin à début juillet 1992.
- Diplôme : MBA en "Management des entreprises de réseau".

Ouvert également à des étudiants ou à des candidats en situation professionnelle.

Formation/Action (17 mois) alternant stages dans les entreprises de réseau (La Poste, France Télécom, EDF, SNCF, GMF, Air France, Club Med, BNP, Crédit Lyonnais, IBM, DEC, Alcatel...) recherche appliquée en équipe et enseignements :

- sur les spécificités de la gestion des entreprises de réseau (management des organisations, gestion des ressources humaines, finances et gestion financière, marketing, comptabilité et contrôle de gestion, gestion de la production).
- sur l'environnement des entreprises de réseau (économie des entreprises de réseau, réglementation des entreprises de réseau, théorie et gestion des systèmes d'information, outils et techniques de communication, langues et cultures étrangères).

N° VERT 05 22 82 82 - MINITEL 3615 HELI-ENSPT

ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS
Service Communication - 37/39, rue Dareau - 75014 Paris - Tél. (1) 42 79 44 76 ou 42 79 44 91

SOURCES

Détresses africaines

UN an après la fin de l'année de l'alphabétisation (1990), l'UNESCO vient de publier un rapport sur l'état de l'éducation dans le monde. Ce bilan devrait désormais faire l'objet d'une publication régulière tant l'enjeu est considérable.

Une fois n'est pas coutume, l'UNESCO fait preuve, sur ce sujet, d'un optimisme prudent. En effet, l'analphabétisme recule légèrement, affirme l'organisation internationale. D'ici l'an 2000, malgré la croissance démographique, il devrait passer de 948 millions à 935 millions de personnes. Mais ce chiffre reste considérable quand on sait qu'un quart de la population mondiale reste analphabète et que dix pays regroupent les trois quarts de cette population. Optimisme très tempéré également si l'on considère les sommes dépensées dans le monde pour les structures d'éducation : 5,5 % du PNB mondial, dont seulement un huitième est dépensé dans les pays en voie de développement d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Or ces pays regroupent les trois quarts de la population scolarisée dans le monde.

Baisse de qualité de l'enseignement primaire

Autre paradoxe : les taux de fréquentation de l'école primaire augmentent dans toutes les régions du monde, mais l'abandon scolaire, avant la quatrième année d'école, concerne encore la moitié des enfants d'Amérique latine et des Caraïbes. Enfin, la scolarisation des filles progresse mais celles-ci représentent encore la moitié des enfants non scolarisés dans le monde. Et l'analphabétisme touche aujourd'hui une femme adulte sur trois contre un homme sur cinq seulement.

Sept enfants de moins de quinze ans sur huit vivent actuellement dans un pays en développement. La croissance démographique et le déséquilibre entre générations posent de redoutables problèmes à l'institution scolaire. En particulier celui des besoins en enseignants que les pays ont de plus en plus de mal à

recruter. C'est en Afrique subsaharienne que la situation est la plus difficile. Pour pouvoir scolariser, dans cette région, tous les enfants de six à quatorze ans, il faudrait, en supposant un taux d'encadrement d'un maître pour quarante élèves et compte tenu du taux d'analphabétisme actuel des adultes, qu'un adulte actif sur quarante soit enseignant à temps plein (ce rapport est actuellement de un sur deux cents dans les pays développés).

Toujours dans cette région, l'impulsion donnée à l'enseignement primaire dans les années 70 a fortement fléchi dans les années 80 et le rapport insiste sur la baisse sensible de la qualité de l'enseignement primaire africain. L'accroissement des effectifs d'élèves s'est produit au moment même où les revenus moyens des enseignants baissaient fortement (- 33 % entre 1980 et 1988), provoquant à la fois un développement de l'abstentionisme des enseignants en poste et des difficultés supplémentaires de recrutement.

D'une façon générale, la situation économique désastreuse dans ces pays a frappé de plein fouet les structures scolaires. Le rapport évoque ainsi, outre la paupérisation de la profession enseignante, la pénurie de manuels scolaires et la dégradation progressive de nombreuses structures d'appui telles que les inspections, les services de formation continue des maîtres, ou encore la santé scolaire.

Quantitativement au moins, mais qualitativement seulement, conclut l'UNESCO, on peut vraiment parler d'un vaste mouvement de démocratisation de l'accès à l'enseignement. En plus des progrès de l'enseignement de base, l'augmentation considérable du taux de scolarisation dans l'enseignement secondaire apporte la preuve : il est passé de 24 % en 1970 à 45 % en 1990. Quant à l'enseignement supérieur, dont les effectifs croissent très rapidement, le rapport évoque une situation « explosive ».

CHRISTINE GARIN

► Rapport mondial sur l'éducation. UNESCO, janvier 1991. 150 pages, 150 francs.

MASTÈRES SPÉCIALISÉS HEC

DEVENEZ LE SPÉCIALISTE QUE LES ENTREPRISES RECHERCHENT



Les Mastères Spécialisés HEC vous offrent au sein d'un des plus prestigieux campus européen, une formation intensive et très exigeante pour vous spécialiser dans l'un des domaines clefs du management. Grâce aux

Mastères Spécialisés HEC, vous aurez la possibilité d'acquérir en une année, à travers les cours dispensés par un corps professoral et des professionnels éminents, les connaissances, la méthodologie et le savoir-faire que les entreprises attendent. En fin de cursus, une thèse professionnelle viendra couronner cette nouvelle qualification qui fera de vous un spécialiste "recherché" sur le marché restreint des cadres dirigeants.

M.S. HEC COMMUNICATION	M.S. HEC ENTREPRENEURS	M.S. HEC EUROPEAN MANAGEMENT	M.S. HEC FINANCE INTERNATIONALE	M.S. HEC INTELLIGENCE MARKETING	M.S. HEC STRATÉGIC MANAGEMENT
La communication globale : analyse, décision, création, contrôle	Les leaders dans l'action	Le "savoir produire" dans un contexte international	Les nouveaux métiers de la finance	Le marketing quantitatif et qualitatif	Les méthodes et les outils de l'expertise stratégique

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS
Groupe HEC - Mastères Spécialisés - 78351 Jouy-en-Josas Cedex - Tél. : 39 67 70 00

Pour tout renseignement, écrivez ou téléphonez :

EDUCATION • CAMPUS

POINT DE VUE

Trois propositions pour l'Université

par Jean Matouk

L'UNIVERSITÉ est submergée par l'efflux de bacheliers qui, faute de pouvoir déboucher directement dans la vie active, ou de suivre une voie courte d'études techniques, viennent, faute de mieux, occuper le banc de l'université-perking. Comme l'ont souligné de nombreux rapports, le mal est en emont (faiblesse des orientations) et en eval (inefficacité diversifiée des formations et des sorties). Mais l'université pourrait elle-même beaucoup mieux faire à un certain nombre de dispositions fondamentales ayant été prises pour le moderniser et la mettre en posture de recevoir ce flux sans débordement. Ces mesures concernent autant la situation des enseignants que les méthodes d'enseignement.

Les revenus des professeurs d'université sont, dans l'absolu, ridiculement bas par rapport à ceux des cadres du secteur productif comme de l'administration, de formation voisine. Qu'on le veuille ou non, le revenu auquel aspire légitimement un professeur de seconde classe de trente ans après cinq ans d'études supérieures, un concours d'agrégation (du secondaire ou des facultés selon la spécialité) et une thèse d'Etat est certainement très supérieur aux 15 000 F qu'il gagne, lorsqu'il voit l'ingénieur ou

le haut fonctionnaire de même âge, qui n'ont fait que cinq ans d'études, gagner, en comptant les primes, au moins 10 000 F de plus. Et le traitement de son aîné, de classe exceptionnelle, qui est de l'ordre de 25 000 F à cinquante ans, est tout aussi ridicule par rapport à ses aspirations économiques.

Augmenter la charge de travail

Mais, dans les deux cas, l'observateur n'a pas manqué de constater que le service d'enseignement est, pour ce professeur, de quatre heures et demie par semaine. Même si on le quintuple pour tenir compte des lectures – bien que, toutes choses égales par ailleurs, le cadre du secteur productif ait lui aussi besoin de prendre, sur ses loisirs, un temps pour des lectures professionnelles, – des mises à jour, préparations et suivis des mémoires et thèses, cette durée du travail reste très inférieure aux trente-neuf heures accomplies par l'homme du secteur productif, qui a cependant fort peu de chance de faire brillante carrière s'il s'y limite...

On cumule alors plusieurs inconvénients. D'une part, cette

durée inefficace du travail oblige à multiplier le nombre de postes d'enseignants. D'autre part, bien des universitaires vont chercher à l'extérieur des compléments de rémunération correspondant à leur niveau, tout à fait légitime, d'espérance économique. Ils sont avocats, conseillers juridiques ou financiers, conseillers en image, en relations sociales, psychologues d'entreprise... C'est tant mieux pour eux et aussi pour leurs enseignements. Mais ce qui ne devrait être qu'un complément de formation continue pour la pratique prend, presque toujours, le pas sur ce qui est essentiel, c'est-à-dire leur « présence », dans tous les sens du terme, à l'université.

Quant aux autres, dont les spécialités sont peu marchandes ou qui ne savent pas ou répugnent à « se vendre », ils n'ont le choix qu'entre une légitime élévation, qui se répercute très vite sur leur « manière de servir », ou la multiplication d'heures complémentaires. Dans ce dernier cas, ils peuvent contribuer ainsi à assurer des enseignements nécessaires ; mais ils peuvent aussi être amenés à créer artificiellement des enseignements inutiles ou, tombent en pleine irrégularité, à ne même pas effectuer les heures ainsi annoncées.

Le remède à ces vices est clair. Il faut augmenter la charge de travail des universitaires, et, en même temps, leur traitement, pour l'amener à un niveau comparativement acceptable. Dès lors, le nombre de postes d'enseignants nécessaires pour faire face à l'efflux diminuera. On pourra, par ailleurs, exiger d'eux une qualité plus régulière des enseignements et se montrer plus sélectif quant au choix des cours. Et pourquoi donc, tout en respectant scrupuleusement la liberté de contenu de leur cours, n'instituerait-on pas, ou moins durent les premières années de leur enseignement magistral, des inspections pédagogiques par des collègues plus anciens ? Est-il incongru de penser que, si enseignement supérieur et recherche vont de pair, nombre d'excellents chercheurs n'ont aucun talent pour l'enseignement ? N'est-ce pas d'autres moyens, pour les récompenser, que de les faire accéder au grade de professeur, au péril des études de centaines d'étudiants ?

Cette remarque nous conduit aux méthodes d'enseignement. C'est le premier cycle, celui qui conduit aux DEUG, qui est principalement concerné par la vague actuelle de nouveaux étudiants. C'est à ce stade que l'on multiplie les postes et que l'on songe à multiplier les centres universitaires dans les villes secondaires.

en demandent aux régions de participer aux frais et, demain, au paiement des enseignants, ce qui les autoriserait à dire leur mot sur le contenu, puis sur les diplômes.

Or une réponse bien plus judicieuse nous est donnée par l'audiovisuel. Dans un emploi de cinq cents étudiants et plus, le fameux « contact » avec le professeur est déperdu. Admettons-le ! Remplaçons l'enseignement par une bande vidéo sur grand écran, qui « déroulerait » chaque séquence d'enseignement plusieurs fois, à heures fixes, chaque étudiant pouvant ainsi la voir et la revoir pour bien assimiler le cours. L'enseignement se tiendrait, lui, à disposition de petits groupes de dix à vingt étudiants, deux ou trois fois par trimestre, pour approfondir ou expliciter. Le choix des cours ainsi projetés serait évidemment du ressort de chaque UER sur un marché des cassettes analogue à celui des livres d'aujourd'hui.

Parfaite démagogie

Si des centres universitaires doivent tout de même être ouverts dans les villes secondaires, ils pourraient n'être que des salles de projection, sans besoin de multiplier les postes de « turbo-enseignants » qui viennent de la capitale régionale à « débiter » trois heures de cours d'affilée pour limiter les frais de déplacement.

Enfin, à côté de ces idées simples, il faut oser affirmer que tout étudiant, quelles que soient ses origines, peut, grâce à s'astreindre à un petit boulot d'un ou deux mois l'été, supporter des frais de scolarité un peu plus élevés que ne le sont les actuels droits universitaires. Nier qu'il puisse, au lieu des 1 000 F actuels, acquiescer 2 000 F ou 2 500 F, raserait à la plus parfaite démagogie. Or cette simple différence est de nature à changer du tout au tout la qualité de l'environnement matériel de nos universités publiques. Mieux vaudrait l'admettre que laisser celles-ci, submergées, être progressivement remplacées par des universités privées, plus élitaires encore que nos grandes écoles.

► Jean Matouk est professeur agrégé de sciences économiques à l'université de Montpellier.

« Mémoire » de Max Marchand

Trois jours avant la signature des accords d'Évian qui devaient conduire l'Algérie à l'indépendance en juillet 1962, six inspecteurs de l'éducation nationale, d'origine française et algérienne, ont été assassinés par l'OAS à El Biar. Les victimes travaillaient pour les centres sociaux éducatifs créés en octobre 1955 par M^{me} Germaine Tilon. Leurs cadres étaient recrutés dans les milieux français et algériens, musulmans ou autres. Une particularité qui singularise ce service de l'éducation nationale, voué à la lutte contre l'analphabétisme mais refusant de participer à la « mise en condition » de la population algérienne », comme l'écrivait le Monde daté 18-19 mars 1962.

Le 15 mars 1962, Max Marchand, directeur du service, convoque les principaux responsables départementaux au lieu-dit le Château-Royal dans la banlieue sud-ouest d'Alger. A 10h30, deux voitures stoppent devant les bureaux du CSE. Deux individus armés se rendent dans la salle de réunion. Ils demandent à six inspecteurs – Max Marchand, Mouloud Feraoun, Robert Aimard, Marcel Basset, Ali Hammoutène, Salah Ould Aoudia – de bien vouloir les suivre. Les principaux responsables du CSE seront exécutés par balles.

Ces assassinats auront un retentissement considérable. L'indignation n'était pas seulement provoquée par les méthodes employées par l'OAS – le mois de mars de 1962 fut particulièrement sanglant puisque l'Organisation armée secrète procéda à 511 attentats – mais aussi par la personnalité des victimes.

Max Marchand, né en février 1911 dans l'Eure d'un père menuisier, gravita tous les échelons de l'éducation nationale. Instituteur, puis professeur, il sera nommé inspecteur primaire à Orléans en 1948. En 1951, alors inspecteur d'académie, il prend la direction des Centres sociaux éducatifs d'Alger. Écrivain, il obtiendra les grands prix littéraires des villes d'Oran et d'Alger pour son ouvrage *Du marquis de Sade à André Gide*. Il sera aussi à l'origine de manuels scolaires d'histoire française et algérienne.

Son complice et directeur adjoint des CSE est Mouloud Feraoun, écrivain et poète kabyle, proche d'Albert Camus. A son sujet, M^{me} Germaine Tilon écrit, dans le Monde daté 16-19 mars 1962, sous le titre « La bête qui frocément assassine » : « Mouloud Feraoun était un écrivain de grande race, un homme fier et modeste à la fois, mais, quand je pense à lui, le premier mot qui me vient aux lèvres, c'est le mot : bonté. »

A l'occasion du trentième anniversaire des accords d'Évian, le ministère de l'éducation nationale a tenu à rendre hommage à Max Marchand et à ses compagnons. M. Jean-Philippe Ould Aoudia, fils de l'une des victimes, vient de publier, avec le concours de l'Association des amis de Max Marchand, une enquête sur l'assassinat de Château-Royal (1).

M. A.

(1) L'Assassinat de Château-Royal, Jean-Philippe Ould Aoudia, éditions Trédias-Michel Reynaud, B.P. 172, 75925 Paris Cedex 19, 110 F.

COURRIER

La didactique, au-delà du lacunaire

Résumer brièvement le passé récent et les espoirs associés au développement de la recherche en éducation représente un défi de belle taille. L'article paru dans le Monde du 27 février est, à ce titre, un compte rendu estimable.

Vous me permettrez toutefois d'intervenir sur deux points (...). Il n'y a jamais eu de politique de la recherche en éducation, de prise en charge de ce secteur avec tout ce que cela implique : débats, orientations, moyens, évaluations, etc. C'est avec justesse que vous rappelez le rapport Carrat resté malheureusement lettre morte. Il faudrait aussi rappeler le colloque national tenu à l'initiative de Jean-Pierre Chevènement quelques semaines avant les élections législatives de 1986 (...).

Ma seconde remarque concerne les recherches en didactique. Nous sommes, dans de très nombreuses

disciplines, notamment en sciences et en éducation physique, très au-delà du « lacunaire ». En ce qui concerne les mathématiques, on peut relever plus d'une trentaine de thèses et un nombre croissant d'inscrits français et étrangers, de très nombreuses opérations de formation (écoles d'été, plans de formation, MAFFEN...), plusieurs DEA de didactique des mathématiques (...), l'existence d'une dizaine de laboratoires dont certains regroupent plus de vingt chercheurs, etc. (...)

Sans vouloir parler en leur nom, j'ajoute que mes collègues physiciens et biologistes ont eux aussi depuis bien longtemps dépassé le stade du « lacunaire ».

ANDRÉ ROUCHIER

Président de l'association pour la recherche en didactique des mathématiques

Le JeuDi

JD

EXCLUSIF : 65 VSN pour les lecteurs de JD

Comment négocier votre indemnité de stage ?

Les débouchés du culturel

JAPON les bons plans

1200 admissions parallèles en

ECOLE DE COMMERCE

pourquoi pas vous !

CONCOURS : GAGNEZ DES STAGES A EUROCOM

JD

LE NOUVEAU BIMENSUEL POUR REUSSIR LE PASSAGE DES ETUDES A L'EMPLOI.

En vente chez votre marchand de journaux le 1er et le 3ème JeuDi de chaque mois.

Le Monde DES LIVRES

SUPPLÉMENT SPÉCIAL

25^e anniversaire

24 pages. Le jeudi 19 mars (daté 20)

A l'occasion du Salon du livre de Paris, *Le Monde des livres* évoque, dans un supplément de 24 pages, sa propre histoire : vingt-cinq ans de la vie éditoriale en France.

Pour fêter les 25 ans du Monde des livres

Exposition : « *Le Monde et la littérature* » du 21 au 25 mars 1992 sur le bateau *Princess Elisabeth* Pont Mirabeau, rive gauche, entrée libre, de 10 h à 19 h 30, nocturne le 21 mars jusqu'à 22 h.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile « Les rédacteurs du Monde »

Société anonyme des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourne, gérant.

Rédacteurs en chef : Jean-Marie Colombani, Robert Solé (adjoint au directeur de la rédaction)

Yves Agnès, Jacques Amalric, Thomas Ferenzi, Philippe Hermon, Jacques-François Simon

Daniel Vernet (directeur des relations internationales)

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Faure (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : 40-65-25-88

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : 40-65-30-10

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile « Les rédacteurs du Monde »

Société anonyme des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourne, gérant.

Rédacteurs en chef : Jean-Marie Colombani, Robert Solé (adjoint au directeur de la rédaction)

Yves Agnès, Jacques Amalric, Thomas Ferenzi, Philippe Hermon, Jacques-François Simon

Daniel Vernet (directeur des relations internationales)

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Faure (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : 40-65-25-88

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : 40-65-30-10

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-25-88 Tél. : 206.808F

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-30-10 Tél. : 261.311F

Commission paritaire des journaux et publications, n° 37 437

ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-65-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement par chèque ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP. Paris RP

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

هكذا من الفصل

LA TERRE EST IMMOBILE?

DES HOMMES ILLUSTRÉS L'ONT CRU...

COMMUNICATION

Un entretien avec M. Philippe Villin

« Il n'est pas question de céder France-Soir », déclare son PDG

Vice-PDG du Figaro et PDG de France-Soir, M. Philippe Villin a annoncé récemment le déménagement de France-Soir dans les locaux du Figaro. Cette décision a relancé l'inquiétude des salariés sur une éventuelle fusion des deux titres ou sur un arrêt de France-Soir, en proie à de graves difficultés financières et à une baisse régulière de sa diffusion. M. Philippe Villin, trente-sept ans, appelé à ses côtés par M. Robert Hersant il y a huit ans, livre dans un

entretien au Monde sa vision de l'avenir de France-Soir, son analyse de la situation de la presse quotidienne nationale et le projet de quotidien populaire dont il étudie le lancement. Sans évoquer la rumeur de la politique du groupe de presse, et notamment les récentes acquisitions en province (l'Ardennais, le Courrier de l'Ouest, la Maine libre), domaine réservé de M. Robert Hersant, patron du groupe qu'il a créé.

« Que répandez-vous aux rumeurs évoquant un dépôt de bilan de France-Soir ou une cession du titre ?

« Il n'est pas question de céder France-Soir. Pour le reste, la rumeur vient du fait que, début janvier, j'ai engagé une très importante négociation avec le Livre-CGT, afin d'abaisser nos coûts de fabrication. Cette négociation, aujourd'hui très avancée, était essentielle pour l'avenir du titre. Mais ce problème de fabrication touche l'ensemble de la presse quotidienne, particulièrement nationale.

« La déménagement de France-Soir dans les locaux du Figaro annonce-t-il une future fusion des deux titres ?

« Absolument pas. Ce déménagement répond à une rationalisation, sur le plan immobilier et sur des services communs (administration et archives). Il devrait avoir lieu en août, pour autant que les négociations avec le Livre aient abouti et que l'on soit ainsi certain de donner un avenir au journal et d'y réinvestir. France-Soir rejoindra le groupe d'immeubles où sont installés le Figaro et ses magazines. Mais un rapprochement rédactionnel de France-Soir et du Figaro n'aurait aucun sens ; il n'y a aucun contenu commun entre l'un et l'autre.

Une négociation « à la française »

« Selon vous, quels sont les problèmes fondamentaux qui se posent à la presse quotidienne nationale ?

« D'abord ceux des coûts de fabrication et de distribution. La presse a beaucoup souffert de la récession économique et de la guerre du Golfe, qui a joué un rôle d'accélérateur. A niveaux de situation publicitaire et de lectorat équivalents, la presse anglo-saxonne s'en tire mieux. L'exemple britannique est extraordinaire ; alors que la récession est plus forte en Grande-Bretagne, la presse continue à innover, comme en témoignent le lancement de cahiers supplémentaires par le Times. La presse française doit pouvoir compter sur une baisse de ses coûts de production et de distribution. Or, en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, la redéfinition des rôles des ouvriers du Livre a déjà été faite. Ce n'est pas le cas en France, et c'est l'enjeu des négociations qui ont lieu dans les entreprises de presse parisiennes.

« La profession du Livre a beaucoup évolué en quinze ans. Mais la mutation doit se poursuivre plus vite, avant qu'il ne soit trop tard, et par la négociation. Certains ouvriers du Livre devront changer de métier, d'autres devront travailler dans des conditions différentes. Et cela nécessitera une réduction très significative de leur nombre. Car il est nécessaire de rationaliser davantage l'impression, en redéfinissant les tâches qui ne sont pas strictement liées au travail sur les rotatives, par exemple celles des ouvriers de la composition. Mais je crois qu'il existe une « voie française » de négociation, qui ne passe pas par la suppression pure et simple de certaines catégories d'ouvriers, qui travaillent par exemple à la photocomposition ou au montage, comme cela a été le cas dans les pays anglo-saxons.

« Et dans le cas spécifique de France-Soir ?

« Pour France-Soir, si on obtient cette redéfinition des tâches, on peut envisager un avenir plus serein. Un journal qui diffuse encore 246 000 exemplaires doit pouvoir vivre, à condition que ses coûts de fabrication soient abaissés. Si cela avait été le cas en 1991, en dépit d'une baisse de 40 % du volume des petites annonces, France-Soir aurait été en équilibre au lieu de perdre 75 millions de francs.

« Vous évoquez aussi le problème du coût de la distribution.

« La presse quotidienne française est trop chère, et cela tient également aux coûts trop élevés de la distribution. En valeur absolue, le coût de distribution d'un exemplaire de quotidien français est supérieur de 100 % à 150 % à celui d'un journal d'un pays anglo-saxon. Nous avons en France un système de distribution dont certains disent que le monde entier nous l'envie. Mais personne ne l'a



copié. Aujourd'hui, en dépit des importants efforts de modernisation récemment menés par la direction des Nouvelles Messageries de la presse parisienne, il n'est pas certain que ces dernières résisteront au soulèvement de tous les coûts de distribution. Et avec l'avènement de l'Europe de 1993, on peut se demander si on ne verra pas apparaître rapidement des concurrents. Bien des éditeurs aiment tellement le système des NMPP qu'ils préféreraient qu'il y ait deux, voire plus... Finalement, la solution à ces deux problèmes est entre les mains de la direction des NMPP et du Syndicat du Livre-CGT, et dans leur capacité à maîtriser une évolution accélérée.

Reconquérir la région parisienne

« Comment comptez-vous endiguer la baisse des recettes publicitaires ?

« Même si les coûts de fabrication et de distribution baissent, les journaux auront toujours besoin de publicité, notamment parce qu'il faudra offrir un meilleur contenu aux lecteurs. Nous avons déjà en France les meilleurs journaux du monde, et l'augmentation du prix de vente ne constitue pas la solution la plus raisonnable. Il faut donc avoir recours à la publicité. Or, dans ce domaine, la presse quotidienne française est confrontée à un double problème : une crise conjoncturelle, une place insuffisante au sein des médias. Conjoncturellement, les journaux ont d'abord subi l'effondrement des petites annonces d'offres d'emplois. Celles-ci, dans nos titres comme ailleurs, ont baissé de moitié en 1991 par rapport à 1990, et en 1992 le volume d'offres d'emplois risque de s'effondrer de moitié de plus. Quant à la publicité commerciale, même si la situation est moins dramatique, elle a quand même baissé de 15 % depuis la récession. Cela étant, je pense que cela repartira avec la reprise économique lorsqu'elle arrivera. France-Soir est bien armé dans les petites annonces grâce à son supplément « Lundi-emploi ».

« Mais le plus grave c'est qu'en France la presse quotidienne n'a pas la place qu'elle mérite comme support de publicité commerciale. Davantage qu'à l'étranger, les annonceurs ont recours à l'affichage, au « hors-médias » ou à la télévision. C'est pour cela qu'il faut sauver les bons débuts du système de vente groupée dans les quotidiens régionaux français, le « 66-3 » (parce qu'ils sont 66 titres), qui offre ainsi une alternative à l'affichage et à la télévision. C'est pour cela aussi que j'ai créé en mars 1989 les éditions gratuites de France-Soir en région parisienne. Elles constituent une nouvelle offre. Aujourd'hui, avec déjà deux millions d'exemplaires, ces jour-

naux portés à domicile devraient permettre de reconquérir la région parisienne. C'est un média de forte pénétration qui peut être une alternative à l'affichage pour les annonceurs, et qui peut concurrencer la télévision, voire le « hors-médias », puisque avec ces éditions on peut distribuer des catalogues et des échantillons publicitaires, comme le fait la presse américaine.

« Qual investissement représentent ces éditions gratuites de France-Soir ?

« 80 millions de francs depuis trois ans. Mais elles nécessitent un investissement global de 150 à 200 millions de francs.

« En matière d'investissement, rédactionnel cette fois-ci, la société des journalistes de France-Soir vous a présenté un projet d'enrichissement de l'édition de l'après-midi, « Courrier du soir ». Qu'en pensez-vous ?

« Je réfléchis en permanence à la formule du journal avec Michel Schifres, directeur de la rédaction. Je n'ai encore pris aucune décision. Tout dépendra des moyens de faire vivre le titre, qui résulteront de la négociation avec le Livre-CGT. Mais je ne suis pas certain que l'édition de l'après-midi soit le meilleur choix pour donner un souffle à France-Soir. Aujourd'hui, la radio et la télévision fournissent la toute dernière information, et, dans ce domaine, la bataille est perdue pour la presse quotidienne. Le rôle de celle-ci, y compris celui de la presse dite populaire, est de fournir des analyses, des portraits, livrer des analyses et des dossiers... C'est sur ce terrain qu'il faut se battre, pas sur celui de France Info ou de CNN.

« Vous avez évoqué récemment le projet de création d'un quotidien populaire. Où en êtes-vous ?

« Ni France-Soir ni le Parisien ne sont de véritables quotidiens populaires, comme on en trouve en Allemagne, en Grande-Bretagne, voire en Suisse. Ils n'ont pas le ton agressif, voire brutal, de la Bildzeitung ou du Sun. Et je ne me vois pas faire évoluer France-Soir dans ce sens, le lectorat étant attaché à son style actuel, qu'il faut préserver. Ma réflexion fait suite à un projet de Robert Hersant, Parisien, il s'agissait d'un journal à la fabrication très allégée, au prix de vente volontairement bas (2 francs à 2,50 francs) et au contenu très neuf. Du point de vue des conditions de fabrication, tout dépendra des négociations en cours avec le Livre-CGT. Si elles aboutissent, il sera alors possible de publier un quotidien réellement populaire, dans notre groupe d'ailleurs. Pour l'instant, les journaux de France-Soir m'ont indiqué qu'ils étaient prêts aujourd'hui à accepter un nouveau titre à bas prix qui ne m'aurait pas sur le lectorat des autres journaux mais intéresserait les trois à quatre millions de personnes parmi celles qui, en région parisienne, n'ont jamais un quotidien. Si nous le faisons, nous le lancerons avec l'équipe de France-Soir et parallèlement à France-Soir.

« Reste le problème du contenu. Il pourrait notamment ressembler à ce que font les groupes allemands en matière de presse magazine, notamment féminine. En tant que patron de presse, j'ai été alerté par l'exemple récent, et brutal, de l'Elle, qui dévotait, sans limite et de manière totalement inhabituelle pour la déontologie de la presse française, la vie privée des deux présentateurs vedettes de TF1. Même si cela n'est pas très engageant, ce type de sujet pourrait devenir un fait partie. Mais ce ne serait pas le seul élément d'un quotidien populaire. Ce dernier devrait aussi défendre des causes, prendre des engagements. Ainsi, je suis persuadé qu'un véritable journal populaire aurait traité différemment la catastrophe de la catastrophe récente de l'Airbus au mont Sainte-Odile, en mettant l'accent, de façon plus accrocheuse et plus agressive sans doute, sur les circonstances de l'accident et la manière dont les secours ont été organisés. Quel que soit le type de journaux, il faut aujourd'hui plus d'imagination qu'hier. »

Propos recueillis par YVES-MARIE LABÉ

TOURISME

Les vacanciers se mettent au vert

A l'occasion du Salon mondial du tourisme qui s'ouvre à Paris une enquête montre que l'écologie influence fortement les Français en voyage

Un vacancier français écologique, soucieux de son environnement, prêt à sacrifier la quantité à la qualité, et, signe des temps, plus demandeur de sécurité que d'aventure. Un hétéroclite avisé qui, en consommateur vert, en veut pour son argent, se montre très exigeant au niveau des prestations et très adroite à l'égard des défaillances et des promesses non tenues. Pour les professionnels, on est attachant et motivé, mais coriace.

Tel est le portrait-robot qui se dessine à travers l'enquête réalisée en février par l'Institut français de démographie, en préface au Salon mondial du tourisme (SMT) qui se tient porte de Versailles, à Paris, du 20 au 25 mars. Radioscopie des Français en vacances, on y relève que 66 % des Français interrogés sont partis au moins une fois en 1991 pour des vacances d'au moins 4 nuits consécutives à l'extérieur de leur domicile principal, dont 31 % à l'étranger et 14 % dans le cadre d'un voyage organisé. Un chiffre qui recoupe les statistiques du ministère du tourisme qui, en 1990, faisait état d'un taux de départ de 59,1 % et constatait, dans ce domaine, une progression annuelle régulière. L'enquête montre que partent plus que les autres les personnes de 35 à 64 ans et les habitants de la région Ile-de-France et que sont particulièrement consommateurs de vacances non seulement les catégories les plus aisées mais aussi les classes moyennes.

On part plus souvent et moins longtemps

En ce qui concerne la fréquence des départs, l'enquête confirme une nette tendance au fractionnement des vacances : on part plus souvent, pour des durées plus courtes et, notamment, en hiver. Une tendance que l'on observe particulièrement chez les jeunes de moins de 25 ans ainsi que chez les cadres et professions libérales, champions des échappées répétées (mais assez courtes) avec, en moyenne, près de quatre départs par an. Facteur incitatif : la possession d'une résidence secondaire. A l'inverse, les familles partent moins souvent mais optent plutôt pour des vacances plus longues. A noter que 43 % des vacanciers interrogés (dont la majorité des agriculteurs et des ouvriers) n'étaient partis qu'une seule fois en 1991.

Pour ce qui est du contenu des vacances et de la manière dont elles sont consommées, l'enquête relève des changements importants, soulignés par les vacanciers eux-mêmes, sensibles à une série d'évolutions. Evolution de l'offre, tout d'abord, avec une augmentation des destinations accessibles (également de plus en plus lointaines), une réduction des temps de transport, une diversification des formules proposées et une montée en puissance des voyages à thèmes (culturels notamment) et des séjours citadins (sportifs, balnéaires, remise en forme) et une dépendance moins grande en termes de saisonnalité (on trouve désormais une offre substantielle tout au long de l'année), une meilleure information (qu'elle soit le fait des professionnels ou des vacanciers eux-mêmes) et, surtout, une certaine démocratisation au niveau des prix, avec des tarifs plus abordables dans le domaine aérien et l'hébergement, et la multiplication des promotions, notamment hors saison. Deux ombres, cependant, dans ce tableau souriant. D'une part le sentiment d'une certaine restriction de la liberté de partir à l'improviste, en raison de la meilleure organisation de ce secteur d'activité et d'une demande croissante. D'autre part, l'impression d'être à la fois surchargé et mal informé en raison d'une information, certes très riche, mais pas assez structurée voire, parfois, peu sérieuse.

De l'analyse des pratiques récentes et des intentions de vacances exprimées, il ressort que trois domaines peuvent être considérés d'un point de vue de développement marqué : les voyages à l'étranger (chez les jeunes mais aussi chez les 50-64 ans), les déplacements en avion (toutes catégories confondues) et la restauration de qualité, la fréquentation d'un bon restaurant étant souvent citée comme l'un des critères de la réussite des vacances, particulièrement dans les milieux aisés et chez les plus jeunes, où elle est synonyme de sortie conviviale. En revanche, l'enquête recense des secteurs stables (stages sportifs, voyages organisés, locations de voiture, mais en hausse à l'étranger) et trois secteurs prospectivement plutôt en difficulté : les voyages en autocar (bouddés par les jeunes mais appréciés des plus de 50 ans) et,

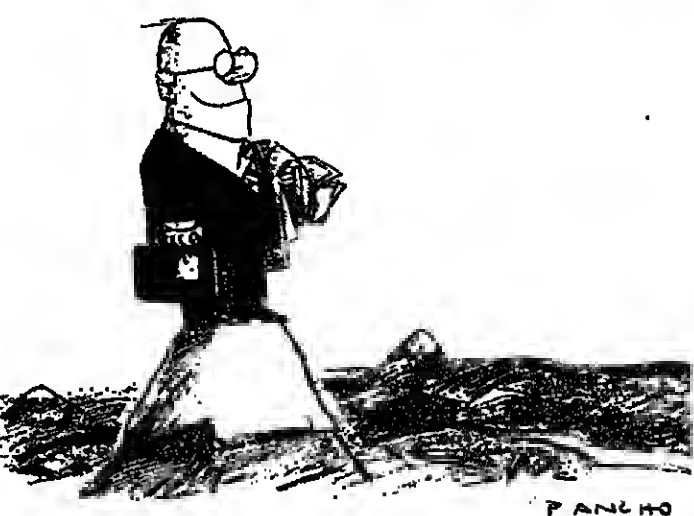
dans une moindre mesure, le camping (qui connaît une légère désaffection mais bénéficie de la fidélité des catégories les moins aisées pour lesquelles il reste « la » solution pour partir en vacances et, surtout, partir loin) et les clubs de vacances, apparemment victimes, comme les voyages organisés d'ailleurs, d'une désaffection assez nette des cadres ayant déjà expérimenté cette formule.

Des séjours « utiles »

Toutes ces tendances sont, bien entendu, pondérées par l'âge et le revenu. En termes d'âge, par exemple, l'enquête esquisse un « profil de carrière » du vacancier qui se résumerait ainsi. Jusqu'à 25 ans, une mobilité, voire une « boulimie » touristique, se traduisant par l'envie d'aller loin, de consommer le plus possible dans le cadre de vacances conviviales, entre amis, dans une maison de location, par exemple. Rupture autour de l'âge de 25 ans, avec l'arrivée des enfants qui entraîne un certain recentrage vers des vacances familiales plus statiques. Reprise de la mobilité avec l'envol des enfants et ce jusqu'à l'âge de 65 ans, une renouveau associée à la recherche de confort et de sécurité et qui s'inscrit, par exemple, dans le cadre de circuits organisés et de séjours à l'hôtel. Côté revenus, confirmation logique que les catégories les plus aisées fournissent les gros bataillons des consommateurs de produits touristiques (voyages à l'étranger notamment) tout en semblant se détourner des formules trop organisées (circuits ou clubs) et s'intéresser de plus en plus à la location d'oc-

rent de celui du quotidien. Avec, dans la permanence, deux grandes options. L'une, très prisée des moins de 25 ans et des cadres, consistant à changer d'air en changeant d'horizons et privilégiant, par conséquent, la découverte de nouveaux lieux, de nouveaux paysages, d'autres cultures et d'autres façons de vivre. L'autre, appréciée des 25-49 ans, consistant à changer de vie et profitant de l'absence de contraintes professionnelles pour vivre à son rythme, au jour le jour, à faire ce que l'on veut quand on le veut ou à s'occuper de ce qu'on avait un peu délaissé : son conjoint, sa famille (une motivation très forte chez les agriculteurs), mais aussi son corps avec, pour résultat, une frénésie sportive, ludique et utilitaire, puisqu'il s'agit, aussi, de « recharger ses batteries », de se « refaire une santé » pour pouvoir repartir d'un bon pied... en attendant les prochains congés.

Si la découverte et le dépaysement restent la motivation dominante des vacanciers interrogés, cette quête de nouveauté prend, au fil des réponses, un parfum écologiste très marqué, comme si les valeurs véhiculées par les « verts » influençaient également les loisirs et des vacances de Français : de la qualité de vie à la qualité des vacances. Avant, on se mettait au vert, aujourd'hui, on souhaite aussi se mettre en vert. Une tendance illustrée par l'importance accordée, dans les motivations exprimées, d'une part au calme et à la tranquillité (rejet de la foule et des endroits encombrés et bruyants), d'autre part à la redécouverte de la nature, qu'il s'agisse de la montagne (de plus en plus fréquentée en été) mais aussi de la campagne, par opposition au littoral qui semble, lui, en passe de perdre, si cela n'est pas déjà fait, une position longtemps prédominante. Que le vert



maison ou d'un gîte, formule déjà prise, revenu obligé, par les couches moyennes.

Globalement, l'enquête montre que les vacanciers français qui bougent davantage et partent plus loin. Une mobilité résultant notamment de l'appropriation de l'avion par le grand public, ce dernier n'étant plus considéré comme un transport élitiste ou inéquitable. Pour être plus faciles, les voyages n'en sont pas moins investis d'une mission enrichissante. C'est ce qui transparaît de la partie de l'enquête consacrée aux « valeurs », c'est-à-dire aux objectifs visés par ceux qui partent en vacances. Certes, on y constate la permanence des valeurs centrales qui font l'essence même des vacances, vacances perçues comme la recherche d'un mode de vie diffé-

soit à la mode, on n'en veut pour exemple que l'engouement des citadins aisés pour des formules d'hébergement rustique, type gîtes ruraux, le vrai luxe étant alors le calme, la facilité de circuler, l'authenticité du cadre et des relations humaines.

De même, le désir d'entrer réellement en contact avec d'autres cultures, d'autres façons de vivre, motivation principale des vacanciers voyageurs, trouve aujourd'hui des réponses qui ne sont pas nécessairement lointaines et exotiques. Ainsi, la curiosité manifestée à l'égard d'une Europe unifiée, dont on souhaite mieux connaître diverses composantes. Ainsi, le regain d'intérêt pour les cultures, les traditions et les fêtes régionales, les succès des écomuseums, la multiplication des stages thématiques, etc. Comme si, à son tour, le dépaysement se mettait au vert. Même si, les Français restant les Français, cette découverte culturelle passe aussi, souvent, par celle des traditions culinaires du lieu visité. Le restaurant, pierre angulaire du voyage à la française ? Pas tout à fait cependant puisque l'enquête montre qu'en cas d'arbitrages budgétaires, le poste restaurant est l'un des plus compressibles (après celui des souvenirs et des cadeaux) alors que les activités des enfants, la nourriture, les sports, les visites et l'hébergement apparaissent intouchables. Pour ce qui est du prix moyen que consentiraient à payer les personnes interrogées, pour une semaine de vacances, il s'établit autour de 2 400 F par personne, tout compris.

A noter enfin l'importance attachée au confort par les personnes interrogées qui, à l'exception des moins de 25 ans et des cadres (moins sensibles à ce dont ils disposent au quotidien), préfèrent partir moins loin, moins longtemps et moins souvent mais avec plus de confort. Partir, mais partir pour bien vivre.

PATRICK FRANÇÈS

هكذا من الأصيل

olivetti

3758

CHERCHEURS

travaillent chaque jour dans les Centres de Recherche Olivetti en Italie, Allemagne, Suisse, Grande-Bretagne, Espagne, aux Etats-Unis, à Singapour et au Japon pour explorer l'immense champ de possibilités des Applications Informatiques.

Un chiffre, un fait du monde Olivetti. Un monde dynamique dans lequel 3670 millions d'écus ont été investis au cours des cinq dernières années dans la conception de solutions meilleures et de services nouveaux pour l'utilisateur.

Un monde fort de ses 229 alliances avec les leaders mondiaux de la technologie pour garantir un avenir de partenariat et d'indépendance.

LA TERRE TOURNE

POUR QUI CONNAIT LES CHIFFRES ET LES FAITS

CULTURE

L'ouverture du Salon du livre

Le programme

► Jeudi 19 mars, 19 heures-22 h 30 : soirée d'inauguration. Les recettes des entrées seront versées à la Fondation des hôpitaux de Paris et à l'Association pédiatrique des hôpitaux de France pour créer des bibliothèques destinées aux enfants et aux adolescents hospitalisés.

► Vendredi 20 mars. Ouverture de 9 h 30 à 19 h 30. Prix d'entrée 45 F (25 F pour les 10-20 ans ; gratuit pour les libraires, les enseignants, les documentalistes et les enfants de moins de 10 ans).

9 heures 30-12 h 45. « Audio-visuel et multimédia : les nouveaux modes de la lecture ». Conférence organisée par le groupe audiovisuel et multimédia sur Syndicat national de l'édition.

9 h 45 : Début des Journées européennes de la traduction (voir l'article de Nicole Zand).

10 heures. Conférence de presse de lancement du Data Design, la bibliothèque portable électronique lancée par Sony.

14 h 15. L'Homme pressé, de Bernard Charvaux. Lecture avec l'auteur, Jean-Pierre Vincent et Daniel Auteuil.

16 heures. « Y e-t-il une spécificité de l'écriture théâtrale ? ». Débat organisé par la Société des auteurs, et animé par Jean-Louis Toule-Breysse.

17 h 15. Rencontre-conversation avec Jean-François Peyrot, Sophie Louechesi et les comédiens autour de *Gesta de bois*.

► Samedi 21 mars. Ouverture de 9 h 30 à 22 h 30.

10 h 15-12 heures. « L'Europe ou quiddam ». Collège avec la participation de Christiane Scriver, Odette Lo, Charles-Etienne Gudin, organisé par le groupe des éditeurs du droit.

12 h 45. De la paille pour mémoires, de Roland Fichet. Lecture avec l'auteur et le metteur en scène Jean-Marie Blin.

14 heures. Une sale histoire, de Jean Eustache, d'après Jean-Noël Picq. Avec Jean-Louis Martinelli.

14 heures-16 heures. Trophée Philidor. Fernando Arrabal affronte, au cours d'une partie d'échecs simultanée, une vingtaine de personnalités de la vie littéraire. Parmi elles, Jean-Claude Fesquella, André Rousselet, Jérôme Talamon, Jean-Jacques Pauvert, Philippe Djan, Jean d'Ormesson, Geneviève Dormann, François Béro, Pierre Assouline, Patrick Sève.

14 heures-18 heures. Le théâtre, la politique et la société. Débat avec Robert Arrachad, Pascal Dru, Jean-Pierre Rioux, Hubert Gignoux, Christian Schiavetti, Denis Guénoun. Lecture de *Dramaticules*, de Thomas Bernhard.

16 heures. « Les relations entre les philosophes français et italiens ». Débat avec Michel Valensi, Maurizio Vento, Philippe Lacoue-Labarthe et Carlo Angelino.

17 heures à 22 h 30 : Soirée « Collection espagnole » organisée par la mairie de Paris. Tout client d'une librairie parisienne recevra, pour l'achat de 150 F de livres, un ouvrage dédié à cette occasion et une invitation pour cette soirée.

18 h 30. Proclamation du prix Laure Bataillon de la traduction.

► Dimanche 22 mars. Ouverture de 9 h 30 à 19 h 30.

11 h 30-13 h 30 : « Quel théâtre pour aujourd'hui ? ». Débat avec Jean Jourdeuil, Michel Dautsch, Jean-Christophe Bailly et François Tanguy.

15 heures-17 heures. « De la scène à la critique ». Lecture-débat avec des comédiens et Gilles Costaz.

15 h 30. L'édition en Europe centrale. Avec Zoran Stojanovic (Yougoslavie), Vasilje Ignje (Roumanie) et Nore Obrelava (Tchécoslovaquie).

o Mort de l'actrice Barbara Morrison. — L'actrice américaine Barbara Morrison est décédée d'un arrêt cardiaque, le 12 mars, à l'âge de quarante-quatre ans. Elle avait tenu des seconds rôles notamment dans *Tout qu'il y aura des hommes* (1953) et *My Fair Lady* (1964), et, au cours de sa longue carrière, avait également beaucoup tourné pour la télévision.

o Le Prix du Cinéma du réel. — Les Australiens Bob Connolly et Robin Anderson ont reçu le Prix du Cinéma du réel (50 000 francs), qui s'est tenu au Centre Georges-Pompidou le 14 mars, par *Black Harvest* troisième partie d'une trilogie sur la découverte en 1930 d'une population inconnue. Le jury, présidé par le Mexicain Nicolas Echevarria, a

également attribué le Prix du court métrage à l'Américain Elizabeth Finlayson pour *In And Out of Time*. Le Prix Joris Ivens est revenu à *Brother's Keeper* de Joe Berlinger et Bruce Sinofsky.

o Prédiction. — Le chancelier de l'Institut de France tient à préciser que M. Frédéric Géraud, présenté comme l'ancien conseiller technique auprès du chancelier de l'Institut de France (le Monde du 25 février), était en réalité, comme il résulte de l'article 7 du règlement financier de l'Institut de France, un conseiller technique nommé par la commission administrative centrale, relevant directement du président de cette commission et des secrétaires perpétuels des académies.

Après « Version française » qui a l'automne dernier avait rassemblé des auteurs étrangers et leurs traducteurs, la direction du livre et de la lecture du ministère de la culture poursuit son soutien à une ouverture des langues et organise, les 20 et 21 mars, à l'occasion du Salon du livre, avec l'ADEC (Association dialogue entre les cultures) et l'ATLF (Association des traducteurs littéraires de France), sous le titre de « Traduire l'Europe », des Rencontres européennes de la traduction.

Au cours de deux journées, des auteurs, traducteurs, éditeurs, responsables de maisons d'édition étrangères, agents, universitaires, pourront dire ce qu'ils attendent pour 1993. A cette occasion, a été réalisée spécialement une étude sur la traduction littéraire en Europe encore inédite qui sera publiée intégralement dans le prochain numéro de *Libres Hebdo* (1).

L'enquête, réalisée par Marc Mison et Valérie Ganne, insiste sur les aspects socio-économiques. Ainsi, sur 25 000 titres publiés en France en 1991, on compte près de 4 500 traductions, soit près de 18 % de la production (contre 3,3 % pour l'Italie et l'Espagne, 60 % pour la Suède). Il est troublant de constater à quel point l'Angleterre reste une île, et qu'elle se singularise par les langues qu'on y traduit le plus (le français en premier, puis le russe) ainsi que par l'aide presque inexistante du gouvernement à la traduction.

Quoi qu'on en pense, en ce qui concerne les auteurs les plus traduits dans le monde, le seul vivant est... Gérard de Villiers. Qui précède Marguerite Yourcenar et Voltaire et qui vient après Proust et La Fontaine, mais très loin de Jules Verne, Simenon, Balzac,

des éditeurs sans rapporter un sou à l'Etat, suppression par La Poste de l'acheminement des livres par voie maritime qui va entraîner des augmentations de tarif de 30 % à 60 % selon certaines destinations. Il faut encore ajouter à ce contenu l'absence de mesures efficaces pour lutter contre la réimpression abusive des livres et la « dégringolade » du marché du livre français à l'étranger à la suite des coupes claires dans le budget des relations techniques et culturelles.

Mais le Syndicat national de l'édition réclame davantage de M. Bérégovoy. Le livre français, affirme-t-il, n'est pas suffisamment aidé. Représentant des chiffres de 1987, dernière année disponible pour des données homogènes, le SNE avance que l'aide directe ou indirecte au livre a été cette année-là de 140 millions de francs, soit 0,47 % du chiffre d'affaires de l'édition. En comparaison, la presse a reçu 5 milliards de francs (10,7 % de son chiffre d'affaires éditeur), le cinéma 600 millions (16,2 % des recettes brutes), la télévision 350 millions d'aide à la production

des éditeurs sans rapporter un sou à l'Etat, suppression par La Poste de l'acheminement des livres par voie maritime qui va entraîner des augmentations de tarif de 30 % à 60 % selon certaines destinations. Il faut encore ajouter à ce contenu l'absence de mesures efficaces pour lutter contre la réimpression abusive des livres et la « dégringolade » du marché du livre français à l'étranger à la suite des coupes claires dans le budget des relations techniques et culturelles.

Mais le Syndicat national de l'édition réclame davantage de M. Bérégovoy. Le livre français, affirme-t-il, n'est pas suffisamment aidé. Représentant des chiffres de 1987, dernière année disponible pour des données homogènes, le SNE avance que l'aide directe ou indirecte au livre a été cette année-là de 140 millions de francs, soit 0,47 % du chiffre d'affaires de l'édition. En comparaison, la presse a reçu 5 milliards de francs (10,7 % de son chiffre d'affaires éditeur), le cinéma 600 millions (16,2 % des recettes brutes), la télévision 350 millions d'aide à la production

des éditeurs sans rapporter un sou à l'Etat, suppression par La Poste de l'acheminement des livres par voie maritime qui va entraîner des augmentations de tarif de 30 % à 60 % selon certaines destinations. Il faut encore ajouter à ce contenu l'absence de mesures efficaces pour lutter contre la réimpression abusive des livres et la « dégringolade » du marché du livre français à l'étranger à la suite des coupes claires dans le budget des relations techniques et culturelles.

Mais le Syndicat national de l'édition réclame davantage de M. Bérégovoy. Le livre français, affirme-t-il, n'est pas suffisamment aidé. Représentant des chiffres de 1987, dernière année disponible pour des données homogènes, le SNE avance que l'aide directe ou indirecte au livre a été cette année-là de 140 millions de francs, soit 0,47 % du chiffre d'affaires de l'édition. En comparaison, la presse a reçu 5 milliards de francs (10,7 % de son chiffre d'affaires éditeur), le cinéma 600 millions (16,2 % des recettes brutes), la télévision 350 millions d'aide à la production

Mais le Syndicat national de l'édition réclame davantage de M. Bérégovoy. Le livre français, affirme-t-il, n'est pas suffisamment aidé. Représentant des chiffres de 1987, dernière année disponible pour des données homogènes, le SNE avance que l'aide directe ou indirecte au livre a été cette année-là de 140 millions de francs, soit 0,47 % du chiffre d'affaires de l'édition. En comparaison, la presse a reçu 5 milliards de francs (10,7 % de son chiffre d'affaires éditeur), le cinéma 600 millions (16,2 % des recettes brutes), la télévision 350 millions d'aide à la production

Mais le Syndicat national de l'édition réclame davantage de M. Bérégovoy. Le livre français, affirme-t-il, n'est pas suffisamment aidé. Représentant des chiffres de 1987, dernière année disponible pour des données homogènes, le SNE avance que l'aide directe ou indirecte au livre a été cette année-là de 140 millions de francs, soit 0,47 % du chiffre d'affaires de l'édition. En comparaison, la presse a reçu 5 milliards de francs (10,7 % de son chiffre d'affaires éditeur), le cinéma 600 millions (16,2 % des recettes brutes), la télévision 350 millions d'aide à la production

Mais le Syndicat national de l'édition réclame davantage de M. Bérégovoy. Le livre français, affirme-t-il, n'est pas suffisamment aidé. Représentant des chiffres de 1987, dernière année disponible pour des données homogènes, le SNE avance que l'aide directe ou indirecte au livre a été cette année-là de 140 millions de francs, soit 0,47 % du chiffre d'affaires de l'édition. En comparaison, la presse a reçu 5 milliards de francs (10,7 % de son chiffre d'affaires éditeur), le cinéma 600 millions (16,2 % des recettes brutes), la télévision 350 millions d'aide à la production

Mais le Syndicat national de l'édition réclame davantage de M. Bérégovoy. Le livre français, affirme-t-il, n'est pas suffisamment aidé. Représentant des chiffres de 1987, dernière année disponible pour des données homogènes, le SNE avance que l'aide directe ou indirecte au livre a été cette année-là de 140 millions de francs, soit 0,47 % du chiffre d'affaires de l'édition. En comparaison, la presse a reçu 5 milliards de francs (10,7 % de son chiffre d'affaires éditeur), le cinéma 600 millions (16,2 % des recettes brutes), la télévision 350 millions d'aide à la production

Traduire l'Europe

Dumas père, Jean-Paul Sartre, Gossensy ! ... Par ailleurs, on notera la large part donnée aux traductions par l'édition de jeunesse, excepté bien sûr le Royaume-Uni (50 % en Espagne, 30 % en Allemagne, 30 % en France), mais une certaine diminution des traductions dans le secteur des sciences humaines, du fait notamment de la récession et de la baisse des tirages moyens (12 400 exemplaires en 1985, 10 053 en 1990 en France, 5 829 en 1987, 5 206 en 1989 en Espagne).

Sans traducteurs, pas de littérature étrangère. C'est évident. Un traducteur qui doit, non seulement connaître la langue, mais être un écrivain afin de transmettre la qualité de l'œuvre. Désormais, outre les traductions techniques et commerciales qui sont plutôt le domaine de la SFT (Société française des traducteurs), la traduction va tenir une place essentielle dans la construction de l'Europe où son rôle sera économique et culturel. En France, le ministère de la Culture a fait un grand effort à la fois pour améliorer le statut du traducteur et pour une politique

La France exporte

Traditionnellement, la France avait été un pays qui traduisait. Nerval, Baudelaire, puis Larbaud, Miomandre ou même Coindreau, qui aura eu le mérite d'arracher Faulkner à la Série noire, tous ces esprits curieux ont beaucoup contribué à sortir la France de son hexagone pour l'ouvrir à la culture du monde. Publie-t-on trop de traductions aujourd'hui ? On peut se le demander parfois devant des publications qui ne se justifient pas. Mais, par ailleurs, on peut se féliciter de l'effacement récent de textes latins et grecs, dans des traductions réellement littéraires.

Viendra ensuite l'aide à la traduction et à la publication d'« introuvables », dont la liste dressée par l'ensemble des commissions du Centre national des let-

tres, devrait être bientôt connue. Actuellement, la France vend plus de titres à l'étranger qu'elle n'en achète (2 075 titres vendus en 1990 contre 1 493 achetés) et les principaux acheteurs de livres français sont, dans un ordre décroissant l'Espagne, l'Italie, l'Allemagne, le Japon, le Portugal, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis. Le mouvement de croissance va-t-il se poursuivre ? Les enquêteurs tentent d'analyser ce qu'ils appellent un « effet ciseaux » pour la traduction, prise entre la baisse des tirages et la hausse du nombre de nouveautés. « On peut se demander si, à long terme, l'amélioration des connaissances linguistiques ne poussera pas plus d'Européens à accéder aux œuvres littéraires dans leur langue originale, et si cela ne contribuera pas, in fine, à freiner l'édition de textes traduits », se demandent, dans une de leurs conclusions, les enquêteurs. Et si, au contraire, avec la baisse de la francophonie en Europe, on ne lisait plus que de la littérature française traduite...

Le français est la troisième langue la plus traduite au monde, après l'anglais et l'espagnol. Mais l'avenir peut paraître inquiétant lorsqu'on constate, depuis ces dernières années, un considérable recul de l'enseignement du français dans des pays jusque-là traditionnellement attachés à notre langue : il en est ainsi de la Pologne, de la Roumanie, de l'Albanie, même de l'Amérique latine ou encore de l'Allemagne unifiée. Pourtant, il s'agit, d'une façon de plus en plus pressante désormais, de définir une politique linguistique pour l'Europe de demain et de décloisonner ses dix langues officielles.

NICOLE ZAND

(1) A paraître dans *Libres Hebdo* du vendredi 20 mars. Vente au numéro : 35, rue Croix-de-Tours 75006 Paris. Prix : 39 F.

Le calendrier des Rencontres

► Vendredi 20 mars. — Matin : « Choisir et traduire, une politique de la traduction » sous la présidence de Bernard Cesson : ouverture par M^{me} Evelyn Pissier ; la traduction en chiffres, résultats de l'enquête ; la traduction, une politique publique ?

Après-midi : « Babel mode d'emploi », sous la présidence d'Antonin Lohm ; la culture européenne, une histoire de traductions ? Pérec et ses voix étrangères, avec différents traducteurs de la Vie mode d'emploi.

► Samedi 21 mars. — Matin :

« La traduction et ses acteurs », sous la présidence de Miri Rubin ; traducteur littéraire, un métier ? Édition et traduction ; théâtre et traduction.

Après-midi : « Les polyphonies de l'esprit », sous la présidence de Krzysztof Pomian. Des auteurs de langue française rencontrent leurs traducteurs. A 18 h 30, remise des insignes de l'Ordre national du Mérite à Françoise Campo-Tinai et proclamation du prix Laure-Bataillon.

(Grand Palais, auditorium 104 et salle de l'Horloge).

de programmes. Même les aides au disque ont représenté deux fois plus que celles du livre : 0,9 % du chiffre d'affaires de la branche.

Le SNE demande donc que le livre soit aligné sur la presse, notamment par une aide aux transports et par une baisse de la TVA de 5,5 % à 2,1 %. En attendant la TVA nulle, telle qu'elle existe déjà pour le livre en Grande-Bretagne, au Portugal et en Irlande. Le conseil des ministres de la Communauté européenne du 24 juin 1991 a d'ailleurs fixé le seuil minimal de TVA à 5 %, sauf pour les trois pays qui appliquent la TVA nulle sur le livre.

Il est cependant plus que probable que l'Etat attend d'abord des professions du livre qu'elles organisent leur propre sauvegarde. L'accent mis par l'actuelle direction du SNE sur les problèmes de la librairie, maillon faible de la chaîne du livre, est un pas important, s'il est suivi d'effets pratiques et si, en son bon sens, une fois encore, à résoudre seulement une amélioration de la fiscalité des libraires. La crise qui sévit peut être bénéfique pour le livre et la lecture si elle permet, enfin, de comprendre que les professions du livre sont solidaires entre elles et non pas antagonistes.

PIERRE LEPAPE

Bibliothèque morose...

Suite de la première page

Et si un redressement ne s'opère pas rapidement, il est à craindre que ne se multiplient des dégâts jusqu'à présent encore limités : disparition d'éditeurs ou absorption par des grands groupes multimédias, faillites d'entreprises de diffusion et de distribution, fermetures définitives de librairies, notamment dans les centres des villes, entraînant une moindre présence du livre dans la vie quotidienne.

Il est à craindre aussi que, pour compenser la baisse de leurs ventes, les éditeurs ne soient tentés par la hausse de leurs prix. Déjà, en 1991, le prix moyen du livre non scolaire a augmenté des six fois plus que l'indice général (6,31 % contre 2,91 %) et celui du livre scolaire de 4,39 %.

Pour tenter de sortir de ce marasme, les éditeurs font appel à l'Etat. Les arguments qu'ils font valoir ne manquent certes pas de poids. « Au cours des six derniers mois », souligne M. Eyrolles, les éditeurs ont pris des coups : essentiellement des auteurs à la TVA qui complique singulièrement la tâche

des éditeurs sans rapporter un sou à l'Etat, suppression par La Poste de l'acheminement des livres par voie maritime qui va entraîner des augmentations de tarif de 30 % à 60 % selon certaines destinations. Il faut encore ajouter à ce contenu l'absence de mesures efficaces pour lutter contre la réimpression abusive des livres et la « dégringolade » du marché du livre français à l'étranger à la suite des coupes claires dans le budget des relations techniques et culturelles.

Mais le Syndicat national de l'édition réclame davantage de M. Bérégovoy. Le livre français, affirme-t-il, n'est pas suffisamment aidé. Représentant des chiffres de 1987, dernière année disponible pour des données homogènes, le SNE avance que l'aide directe ou indirecte au livre a été cette année-là de 140 millions de francs, soit 0,47 % du chiffre d'affaires de l'édition. En comparaison, la presse a reçu 5 milliards de francs (10,7 % de son chiffre d'affaires éditeur), le cinéma 600 millions (16,2 % des recettes brutes), la télévision 350 millions d'aide à la production

MUSIQUES

Qu'est-ce qu'un nouveau musicien ?

Sur la planète du jazz, l'éclosion de jeunes talents

La planète du jazz a ses lois. Elles lui échappent. Comme sous le coup de succès, elle se cherche des repères, des pères. Des fils. Elle se cherche un nouveau Parker, un nouveau Miles, un nouveau Coltrane. C'est un mauvais principe, bien sûr, comme tous les principes de répétition, mais il permet de voir. On voit circuler ces temps-ci Graham Haynes, le fils du drummer préféré Roy Haynes. Graham Haynes, trompettiste, joue le jeu. Il donne à ses limites techniques les airs d'une dérive choisie à la Don Cherry. C'est un jeu qu'il n'a pas forcément raison de compenser par un air boudeur, impérieux et négatif à la fois, comme s'il était à la hauteur de Miles Davis. Mais il a pu se faire que Miles affecte cette attitude, un soir où l'autre il y a bien longtemps, sans grand-chose pour la garantir.

On voit passer des jeunes gens appliqués, d'autres employés à se lancer des crocs-en-jambe. C'est une façon. On voit débarquer des saxophonistes bien sapés, Tommy Smith,

mais il a la prudence de s'entourer d'un trio sans faute (Humair et Jeremy-Clark en rhinocéros, ce vous pose un homme). On voit des clones bourrés d'un talent sans sortie, mais qui plaisent, Roy Hargrove, par exemple. On attend le retour imminent de George Coleman et de Von Freeman, tous deux à La Villa, ne serait-ce que pour ne pas oublier trop longtemps ce que le ténor peut dire.

On reste convaincu qu'un jeune homme que la planète du jazz ignore est sur une voie sûre. On l'aura assez dit. On prend des paris. Il s'appelle Bireli Lagrène. Il est d'origine gitan. Il n'a pas vingt-cinq ans. Il joue de la guitare comme muni de plusieurs manches dans son jeu, des manches de basse électrique, de guitare solo, de guitare accompagnement, des techniques fondées sans mystère, impeccables. L'autre dimanche, sous les usés et les lambris du Dejazet, qui reste l'endroit au monde le plus vrai et le plus charmant du jazz, — le génie du lieu, ses secrets s'y combinent avec une programmation ambi-

teuse — seul en scène, Bireli Lagrène a créé ce que peu de musiciens créent aujourd'hui sans frime : un lien avec le public. Le public lui faisait des avis, des vœux. Le lien était de pure musique. Bireli Lagrène n'a aucun projet de séduction en scène. Il est. Il joue. Point.

Vient enfin Vincent Herring, l'énigme. De tous les souffleurs, il est celui qui simule le moins. Intact, plein, entier, comme Bireli Lagrène sur ses manches, dès qu'il attaque. Il a à peu près son âge. Il débarque de Brooklyn. Quand il joue, il double de volume et ressemble à Julian Adderley, alias « Cannonball » (1928-1975), celui qu'on appelait le nouveau Parker à la mort de Parker. La planète du jazz se cherche un nouveau « nouveau Parker ». On a vu plusieurs fois Vincent Herring. On est sorti interloqué. Il revient avec le frère de « Cannonball », Nat Adderley (trompettiste, Tampa, Floride, 1931). C'est un signe. Mais de quoi au juste ? A la batterie, Jimmy Cobb. Bizarre. Ça prend des airs de redites de Miles

d'années 50. Seulement, il y a ce type, Vincent Herring, capable de tout embrasser.

FRANCIS MARMANDE

► George Coleman à la Villa, jusqu'au 21. Tél. : 43-26-80-00.

o Création de la « semaine du disque ». — Pour tenter de parer à la crise qui frappe le marché du disque, les éditeurs phonographiques réunis au sein du SNEP ont annoncé la création d'une « semaine du disque » dont la première édition sera organisée du 13 au 21 juin prochain, c'est-à-dire dans les jours précédant la fête de la musique. Outre la campagne publicitaire, centrée autour du slogan « Changez d'air, c'est la semaine du disque », cette opération permettra à tout acheteur d'au moins 300 francs de disques de recevoir gratuitement un CD de compilation réunissant, au choix, des titres de jeunes artistes français de variétés ou des extraits d'œuvres classiques.

Système d'Enseignement
INGENIEUR COMMERCIAL
PRODUITS TECHNIQUES

FORMATION
PROFESSIONNELLE

EXPERTISE EN INFORMATIQUE
GESTION
UNIVERSITÉ PARIS 12

DAUPHINE

MASTERS SPECIALISES en GENIE INFORMATIQUE
Grandes Ecoles de France

Anglo Continental Britannia

RETRUCUEZ

مكتبة الأصيل

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS								
2 ^e ARRONDISSEMENT								
4 PIÈCES 100 m², 4 ^e étage balcon	8, rue d'Uzès CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	8 995 + 1 100 6 747	3 PIÈCES 59 m², 5 ^e étage cave	11, rue Alexandre-Cabanel AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	7 323 + 900 5 211	4 PIÈCES 90 m², 3 ^e étage	COURBEVOIE 35, rue Pierre-Lhomme SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	8 200 + 630 6 650
5 ^e ARRONDISSEMENT								
2 PIÈCES 59 m², parking rez-de-chaussée	31, rue Claude-Bernard AGIFRANCE - 49-03-44-05 Frais de commission	7 099 + 922 5 051	4 PIÈCES 80 m², 1 ^e étage possib. parking	17-18, rue Bausset CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	7 110 + 1 520 5 390	5 PIÈCES 104 m², 1 ^e étage	COURBEVOIE 33, rue Pierre-Lhomme SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	8 700 + 735 6 625
7 ^e ARRONDISSEMENT								
3 PIÈCES 80 m², 1 ^e étage	195, rue de l'Université SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	11 000 + 770 7 920	3 PCES DUPLEX 67 m², 5/6 ^e étage 2 balcons terrasse 17 m², park.	4, rue du Bocage LOC INTER - 47-45-15-84 Frais de commission	9 700 + 613 7 254	4/5 PIÈCES 115 m² rez-de-chaussée	COURBEVOIE 333, boulevard Saint-Denis CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	8 000 + 800 5 030
9 ^e ARRONDISSEMENT								
4/5 PIÈCES 207 m², 2 ^e étage	3, rue Jules-Lefebvre SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	23 800 + 2 107 17 138	16 ^e ARRONDISSEMENT			5 PIÈCES 107 m², 3 ^e étage possibilité parking	COURBEVOIE 82, galerie des Damiens SAGGEL - 47-78-15-85 Frais de commission	5 200 + 1 784 3 744
11 ^e ARRONDISSEMENT								
4 PIÈCES 101 m², 5 ^e étage parking	1, rue Pélée LOC INTER - 47-45-15-88 Frais de commission	10 161 + 750 7 830	4/5 PIÈCES 133 m², 1 ^e étage	8-10, rue Oswald-Cruz SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	16 000 + 2 230 11 520	3 PIÈCES 66 m², 2 ^e étage cave	ISSY-LES-MOULINEAUX 26, rue Diderot AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	4 350 + 1 220 3 095
3 PIÈCES 70 m², 1 ^e étage parking	6, cité de Phalsbourg GCI - 40-16-28-71 + 685	6 800 + 685	2 PIÈCES 62 m² rez-de-chaussée cave	20, rue de Luback AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	6 500 + 1 150 4 626	3 PIÈCES 76 m², 4 ^e étage parking	MEUDON 2, rue des Capucines SAGGEL - 48-08-80-36 Frais de commission	7 500 + 855 5 400
12 ^e ARRONDISSEMENT								
4 PIÈCES 65 m², 2 ^e étage cave	29, avenue Ledru-Rollin AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	9 000 + 1 700 6 404	4/5 PIÈCES 174 m² 7 ^e ét., vue sur Seine	15-17, rue Raynourd SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	26 300 + 3 654 18 936	4/5 PCES DUPLEX 127 m², 5/6 ^e étage terrasse 95 m² parking	MEUDON 68, rue de la République SAGGEL - 48-08-80-36 Frais de commission	15 250 + 2 040 10 980
13 ^e ARRONDISSEMENT								
STUDIO 35 m², 1 ^e étage balcon	67, bd. Auguste-Blanqui CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	2 480 + 730 2 056	6/8 PIÈCES 177 m², 4 ^e étage possibilité parking	14, rue de Pétraque SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	26 560 + 2 187 19 116	5 PIÈCES 168 m², 2 ^e étage	NEUILLY 14, rue Chauveau AGIFRANCE - 49-03-43-04 Frais de commission	17 500 + 1 841 12 453
14 ^e ARRONDISSEMENT								
4 PCES DUPLEX 108 m², 9/10 ^e étage box, cave	80-84, rue de l'Abbé-Carton AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	13 000 + 1 080 9 251	17 ^e ARRONDISSEMENT			7 PIÈCES 281 m², 4 ^e étage	NEUILLY 43, bd Victor-Hugo AGIFRANCE - 49-03-43-04 Frais de commission	27 009 + 3 206 19 219
15 ^e ARRONDISSEMENT								
2 PIÈCES 53 m², 4 ^e étage cave	11, rue Alexandre-Cabanel AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	7 600 + 950 5 408	4 PIÈCES 109 m², 5 ^e étage cave	173, boulevard Persire AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	15 000 + 1 570 10 674	STUDIO 58 m², 3 ^e étage	SAINT-CLOUD 32, rue du Calvaire AGIFRANCE - 49-03-44-05 Frais de commission	4 781 + 778 3 742
16 ^e ARRONDISSEMENT								
3 PIÈCES 69 m², 2 ^e étage parking	BOULOGNE 33-37, rue Louis-Pasteur SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	6 500 + 696 6 761	STUDIO 34 m², r.-de-ch. parking, cave	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE 40 quater, rue des Ursulines AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	3 609 + 400 2 568	4 PIÈCES 88 m², 5 ^e étage parking cave	SAINT-CLOUD 6, square Sainte-Clotilde AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	6 450 + 750 6 013
17 ^e ARRONDISSEMENT								
3 PIÈCES 62 m² rez-de-chaussée parking, cave	BOULOGNE 33-35, rue Anna-Jacquelin AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	6 200 + 1 690 5 836	6 PCES DUPLEX 136 m², 4/5 ^e étage 2 parkings	VIROFLAY 10-12, bd de la Libération GCI - 40-16-28-69 + 1 150	6 005 + 1 150	94 - VAL-DE-MARNE		
18 ^e ARRONDISSEMENT								
4 PIÈCES 94 m², 2 ^e étage parking	BOULOGNE 33-37, rue Louis-Pasteur SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	13 000 + 941 10 150	92 - HAUTS-DE-SEINE			3 PIÈCES 76 m², 1 ^e étage balcon	LE KREMLIN-BICÊTRE 1 à 5, av. du Docteur-Lacroix LOC INTER - 47-45-14-65 Frais de commission	7 194 + 880 5 454
19 ^e ARRONDISSEMENT								
3 PIÈCES 51 m², 3 ^e étage parking	BOULOGNE 229, bd Jean-Jaurès GCI - 40-16-28-71 + 598	4 353 + 598	2/3 PIÈCES 51 m², 3 ^e étage parking	BOULOGNE 229, bd Jean-Jaurès GCI - 40-16-28-71 + 598	4 353 + 598	3 PIÈCES 77 m², 2 ^e étage parking, balcon	SAINT-MANDÉ 5, rue Fays LOC INTER - 47-45-16-09 Frais de commission	6 840 + 794 5 202
20 ^e ARRONDISSEMENT								
4 PIÈCES 108 m², 3/10 ^e étage box, cave	80-84, rue de l'Abbé-Carton AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	13 000 + 1 080 9 251	93 - VAL-DE-MARNE			3 PIÈCES 77 m² rez-de-chaussée parking, cave	VINCENNES 35, avenue du Petit-Parc AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	6 128 + 770 4 361
21 ^e ARRONDISSEMENT								
4 PIÈCES 90 m², 3 ^e étage	COURBEVOIE 35, rue Pierre-Lhomme SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	8 200 + 630 6 850	95 - VAL-D'OISE			4 PIÈCES 83 m² rez-de-chaussée parking	ENGIEN-LES-BAINS 101, rue du Général-de-Gaulle SAGGEL - 57-78-15-85 Frais de commission	6 071 + 961 4 371

Le Monde

CHAQUE MERCREDI
numéro daté jeudi

VOS
RENDEZ-VOUS

IMMOBILIER

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS
L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Le Monde, premier quotidien national avec 1 668 000 lecteurs, dont 742 000 habitent Paris et la région et 630 000 appartiennent à des foyers « cadres supérieurs ». (Source CESP 91 - LNM.)

Le Monde, premier quotidien des cadres : 844 000 lecteurs.
Le Monde, premier quotidien des cadres supérieurs : 596 000 lecteurs.
(Source : IPSOS 91 - LNM.)

Le Monde, le quotidien national le plus vendu à Paris : 91 176 exemplaires.
(Source : NM 88 - année 90.)

Pour tous renseignements : PROFESSIONNELS 46-62-73-43
PARTICULIERS 46-62-73-90 - 46-62-72-02

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE
AVEC LA PARTICIPATION DE

AGIFRANCE
GROUPE
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS



CIGIMO
GROUPE GTF

LOC INTER
Transactions Tél. : 47-45-19-97

SOLVEG
LOCATION, VENTE ET GESTION D'IMMOBILIERES

**PHENIX
GESTION**
AGF GROUPE D'ASSURANCE
SENFREANCOISE

**SAGGEL
VENDÔME**
GROUPE UAP

LA VIE DES ENTREPRISES

Avec l'autorisation du ministère des finances

Pechiney International
peut céder son aluminium à Pechiney

M. Jean Gandois, président de Pechiney, a obtenu gain de cause. Le ministère de l'économie et des finances vient en effet d'autoriser son groupe à reprendre à sa filiale Pechiney International ses activités de production d'aluminium hors de France ainsi que celles de négoce international. Ce feu vert a quelque peu tardé à venir. L'opération était étudiée par les dirigeants du groupe depuis au moins six mois. L'insistance mise par M. Gandois à défendre ce dossier aurait, dit-on, indisposé la Rue de Bergey et amené le cabinet de M. Pierre Bérégovoy à temporiser quelque peu avant d'accorder un aval qui ne posait pas problème sur le fond.

Plus sérieusement, la situation du marché de l'aluminium, dont les cours ont continué de se dégrader, et l'ampleur des besoins en fonds propres des entreprises du secteur public concurrentiel, dont certaines, à l'instar de Bull et Thomson, ont tout à envier à la situation financière de

Pechiney, ont certainement activé la prise de décision.

En débarrassant Pechiney International de l'aluminium et du négoce, activités dont la première présente des résultats ultraréguliers et la seconde offre peu de visibilité aux investisseurs, M. Gandois espère enfin transformer cette filiale en ambassadeur de choc auprès des marchés boursiers. Créée après le rachat par Pechiney d'American National Can en novembre 1988, Pechiney International — qui regroupe aujourd'hui, outre les activités composantes aéronautiques d'Howmet, trois usines de production d'aluminium au Canada, aux Pays-Bas et en Australie — a toujours eu cette vocation. Elle a déjà un quart de son capital en Bourse. Le titre Pechiney International, coté au marché à règlement mensuel, n'a jusqu'à présent pas eu le rayonnement espéré. L'opération, indique également la Rue de Bergey, permettra à Pechiney International de se désen-

detter. Dans quelle proportion? Impossible à déterminer tant que le montant de cette cession interne au groupe Pechiney n'est pas fixé. Les engagements de Pechiney International dépassent 25 milliards de francs. L'évaluation des actifs transférés pose un certain nombre de problèmes.

Les détenteurs de certificats d'investissement Pechiney ne doivent pas se sentir lésés. Le prix de transaction doit concilier les intérêts de l'Etat et ceux des actionnaires minoritaires de Pechiney International. Pechiney va également chercher à réaffecter le plus judicieusement possible ces actifs auprès de ses filiales dans un souci d'optimisation fiscale. Rendue plus attrayante, Pechiney International devrait dans un avenir proche faire appel au marché financier. Leader mondial de l'emballage, numéro un de la boîte en alu, Pechiney doit ouvrir une usine tous les dix-huit mois pour conserver ses positions.

CAROLINE MONNOT

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

RÉSULTATS

Valco maintient une rentabilité de 3 % en 1991. — L'équipementier automobile Valco a dégagé en 1991 un bénéfice net de 600 millions de francs, en retrait de 8 % sur celui de 1990. La marge bénéficiaire reste pratiquement stable : le résultat a représenté 3 % du chiffre d'affaires, contre 3,2 % un an plus tôt. Le chiffre d'affaires a reculé de 1,6 %, pour revenir à 18,87 milliards de francs.

Air Littoral prévoit un retour à l'équilibre en 1992. — La compagnie régionale Air Littoral perd plus de 100 millions de francs en 1991 pour un chiffre d'affaires de 600 millions de francs. Pour rétablir la situation, la petite compagnie montpelliéraine vient d'adopter un plan de redressement qui prévoit 38 suppressions d'emplois (dont 25 licenciements) sur 900. Les syndicats ont consenti une réduction des salaires pouvant atteindre 5 % pour les plus gros salariés. Les employés gagnant moins de 6 000 francs brut ne seront pas touchés. Air Littoral, qui vient d'aligner son exercice comptable sur celui de son principal actionnaire, la compagnie néerlandaise KLM, table sur un retour à l'équilibre en 1992-1993. Le chiffre d'affaires devrait passer à 870 millions de francs.

OPA

Le CNPF propose le rachat différé. — Le CNPF a présenté, mardi 17 mars, ses propositions pour faire porter la réglementation des offres publiques d'achat (OPA) sur 100 % du capital. Ce groupe de travail présidé par M. Claude Janssen, associé gérant de Worms et Cie Finance, propose deux solutions : une offre portant sur la totalité du capital, ou

une offre portant immédiatement sur au moins deux tiers du capital, le reste de l'acquisition étant étalé dans le temps. Dans le cas d'une OPA fractionnée, le rachat des titres restants avec un différé se fera à un prix garanti, au moins égal à celui de l'OPA, actualisé des intérêts du marché. Ce projet complexe dans sa mise en forme doit être toutefois accepté par le Conseil des Bourses de valeurs (CBV), l'organisme chargé de la réglementation boursière qui devrait l'étudier le 18 mars.

CRISE

Société de Bourse Boschert : les actionnaires ne votent pas la liquidation. — L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société de Bourse Boschert, filiale à 53 % de la BNP, n'a pas voté, mardi 17 mars, la liquidation amiable de cette société. Les deux tiers des voix nécessaires pour une telle procédure n'ont pu être obtenus, du fait de l'opposition des actionnaires minoritaires (le Monde du 7 mars). La société de Bourse Boschert, qui emploie 70 personnes, continue donc son activité.

RESTRUCTURATION

Volkswagen supprime un quart de ses effectifs aux États-Unis. — La filiale américaine du constructeur automobile allemand Volkswagen va supprimer un quart de ses effectifs, soit 300 emplois sur un total de 1 200, dans le cadre d'un plan de restructuration, a-t-on appris mardi 17 mars auprès de la société. Ces suppressions d'emplois, qui interviendront d'ici à fin avril, sont destinées à réduire les coûts de fonctionnement, a indiqué une porte-parole de Volkswagen of America, M^{me} Maria

Leonhauser. En 1991, Volkswagen a vendu 96 720 véhicules aux États-Unis alors que ses ventes dépassaient les 400 000 unités dans les années 60.

ACCORD

Bull signe un projet de cession du site de Joux-les-Tours avec Intermark. — Bull a indiqué, mardi 17 mars, dans un communiqué publié à Paris, avoir signé avec Intermark un projet de cession de son usine de Joux-les-Tours (Indre-et-Loire). Ce projet prévoit qu'Intermark fabriquera des lubrifiants et des détergents sur le site abandonné par Bull en septembre 1991. Il reste soumis, notamment en raison du type de produits qu'Intermark souhaite y fabriquer, à l'autorisation préfectorale, a-t-on précisé chez Bull. Si ce projet se concrétise, il permettra l'embauche de 60 personnes avant la fin de l'année, les anciens employés de Bull ayant la priorité.

PARTICIPATION

Finmeccanica (Italie) possède 6 % de Fokker. — Depuis le 1^{er} février, une nouvelle loi néerlandaise oblige à déclarer des participations de plus de 5 % dans une compagnie cotée en Bourse d'Amsterdam. C'est ainsi que l'événementier néerlandais Fokker a découvert ces derniers jours que la société italienne Finmeccanica (holding industrielle) du groupe public IRI possédait 6,02 % de son capital. Cette acquisition remonte à plus d'un an, a précisé le président d'IRI, M. Franco Nobili. Finmeccanica contrôle environ 77 % de la société aéronautique italienne Alenia, concurrente de Fokker dans certains secteurs de marché.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du lundi 16 et mardi 17 mars 1992 :

DES ARRÊTÉS

— Du 10 mars 1992 fixant les conditions de vérification de l'aptitude pédagogique des maîtres des établissements d'enseignement privés sous contrat reçus aux concours d'accès à l'échelle de rémunération des professeurs certifiés, des professeurs d'éducation physique et sportive et de professeurs de lycée professionnel du 2^e grade ;

— Du 4 mars 1992 modifiant la liste des organismes constituant des agences de presse au sens de l'ordonnance n° 45-2646 du 2 novembre 1945 portant réglementation des agences de presse ;

— Du 4 mars 1992 fixant le modèle de la déclaration des cotisations sociales personnelles-employeurs et travailleurs indépendants ;

— Du 9 mars 1992 fixant le modèle de la déclaration des revenus de l'année 1991 de l'assurance maladie et de maternité des travailleurs non-salariés des professions non-agricoles.

DES DÉCRETS

— N° 92-240 du 16 mars 1992 modifiant le livre III du code de la construction et de l'habitation (partie Réglementaire) en ce qui concerne la participation des employeurs à l'effort de la construction.

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 18 mars :

DES DÉCRETS

— N° 92-245 du 17 mars 1992 relatif aux compétences des cours administratifs d'appel ;

— N° 92-246 du 17 mars 1992 portant répartition des effectifs budgétaires du personnel militaire des armées et services pour 1992.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 17 mars ↑

Reprise

Après la forte baisse de la veille, la plus forte de toutes les séances internationales, la Bourse de Paris, épuisée en reprise mardi 17 mars dans un marché calme, dans l'attente de la publication de plusieurs statistiques américaines dans la journée. En hausse de 0,23 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 a scotché vers 14 heures un gain de 0,54 % à 1 938,7 points. Il clôture en hausse de 0,74 %.

Pour l'instant, les analystes ne comptent pas sur une hausse de la Bourse en raison du maintien à un niveau très élevé des taux d'intérêt qui favorise encore et toujours les actifs monétaires. A propos de ces taux, le serpent de mer concernant une éventuelle taxation des plus-values réalisées par ces produits monétaires est revenu à la surface mardi dans certaines salles de marché. Une taxation des revenus de ces produits rendrait moins attrayante cette forme de placements et permettrait selon certains banquiers de drainer des liquidités vers le plan d'épargne en actions dont les grandes lignes annoncées lundi par M. Pierre Bérégovoy n'ont pas suscité l'enthousiasme dans les salles de marché.

Le foyer de l'argent à Paris continuait de firmer mardi avec le niveau de 10 %. L'action Parier, qui avait sauté par une hausse le jugement du tribunal de commerce de Paris sur la cession de l'autorisation de cette firme à Saint Louis, baissait sensiblement mardi à 1 608 francs (-2,5 %), dans un marché seif de 46 000 titres.

NEW-YORK, 17 mars ↑

Bonnes nouvelles

Wall Street a progressé, mardi 17 mars, soutenue par la publication de bonnes statistiques reflétant généralement une éclaircie de l'économie américaine accompagnée d'une inflation modérée. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a clôturé à 3 258,04, en hausse de 19,68 points (+0,61 %). Quelque 187 millions d'actions ont changé de mains. Le nombre de titres en hausse a dépassé celui des valeurs en baisse dans un rapport de cinq contre trois : 1 058 contre 851. Cinq cent huit titres sont restés inchangés. Le gouvernement américain a fait état d'une forte hausse des mises en chantier de logements (+8,6 %) en février, ainsi que d'une nette reprise de la production industrielle (+0,6 %) durant la même période après trois mois consécutifs de recul.

De son côté, l'inflation reste modérée, avec une hausse de 0,3 % des prix de détail en février. Cette dernière nouvelle a provoqué une nette baisse des taux d'intérêt à long terme américains, ce qui a profité à Wall Street.

VALEURS	Cours du 16 mars	Cours du 17 mars
Alcatel	21 1/4	21 1/2
Alstom	38 1/8	38
Banque Paribas	46 1/4	46 1/4
Banque de France	23 1/8	23
BNP	41 1/2	41 1/2
Caisses d'Allocations	40 3/4	40 3/4
Compt. Nat.	57 1/2	57 1/2
Créd. Agric.	57 1/2	57 1/2
Créd. Ind.	27 3/4	27 3/4
Créd. Lyonn.	78 5/8	78 5/8
Créd. Mul.	37 1/8	37 3/4
Créd. St-Louis	88 3/4	87 3/4
Créd. St-Naz.	63 1/4	64 1/8
Créd. St-P.	50 1/4	50 1/4
Créd. St-R.	70 1/2	71 1/2
Créd. St-S.	57 3/4	57 3/4
Créd. St-T.	58 1/2	57 1/2
Créd. St-V.	144 7/8	145 3/4
Créd. St-X.	24 1/2	25 1/8
Créd. St-Y.	36 1/2	36 1/2
Créd. St-Z.	19 3/8	19 1/2
Créd. St-A.	75 1/8	75 1/8

LONDRES, 17 mars ↑

Ressaisissement

Les valeurs se sont ressaisies, mardi 17 mars, au Stock Exchange, encouragées par un sondage donnant une surséance de trois points aux conservateurs et l'annonce de la fusion de Midland Bank avec Hongkong and Shanghai Banking Corporation (HSBC). L'indice Footsie des cotations a gagné 20,5 points (0,8 %) à 2 491,2 points se relevant d'une chute de 4 % du marché lors des quatre dernières séances, due au lancement d'une campagne électorale qui s'annonce pleine de suspense. Le volume des échanges s'est élevé à 447,0 millions de titres contre 357,8 millions la veille. La récente baisse boursière a donné une occasion à certains investisseurs de revenir à des prix sur le marché. Toutefois, selon les avis, le marché devrait rester très volatil jusqu'aux élections générales du 9 avril, sensées aux sondages et aux rumeurs.

TOKYO, 18 mars ↓

Reculs

Au terme d'une séance agitée, la Bourse de Tokyo a de nouveau cédé du terrain, mercredi 18 mars. En clôture, l'indice Nikkei a perdu 183,32 points, soit 0,77 %, à 19 784,31 points dans un volume de transaction de l'ordre de 400 millions de titres.

Les ventes constantes d'investisseurs avant le 31 mars, la fin de l'exercice budgétaire 1991-1992, et des dénouements de positions sur les contrats à terme ont pesé sur le sentiment. Le moral des investisseurs nippons reste très bas et la plupart entre sans attendre pas de redressement. L'attente de plusieurs semaines, à moins d'une providentielle baisse des taux d'intérêt.

VALEURS	Cours du 17 mars	Cours du 18 mars
Alcatel	21 1/4	21 1/2
Alstom	38 1/8	38
Banque Paribas	46 1/4	46 1/4
Banque de France	23 1/8	23
BNP	41 1/2	41 1/2
Caisses d'Allocations	40 3/4	40 3/4
Compt. Nat.	57 1/2	57 1/2
Créd. Agric.	57 1/2	57 1/2
Créd. Ind.	27 3/4	27 3/4
Créd. Lyonn.	78 5/8	78 5/8
Créd. Mul.	37 1/8	37 3/4
Créd. St-Louis	88 3/4	87 3/4
Créd. St-Naz.	63 1/4	64 1/8
Créd. St-P.	50 1/4	50 1/4
Créd. St-R.	70 1/2	71 1/2
Créd. St-S.	57 3/4	57 3/4
Créd. St-T.	58 1/2	57 1/2
Créd. St-V.	144 7/8	145 3/4
Créd. St-X.	24 1/2	25 1/8
Créd. St-Y.	36 1/2	36 1/2
Créd. St-Z.	19 3/8	19 1/2
Créd. St-A.	75 1/8	75 1/8

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cibles	4180	4180	Immob. Habitat	1240	...
Amatel Assoc.	287 50	...	Immat. Computer	150	...
B.A.C.	80	...	I.P.B.M.	68	...
Banque Ventes	780	...	Locamix	78 10	...
Boroni (Ly.)	385	372	Mars Comm.	131 70	131
Boussac Lyon	230 50	...	Molax	181 50	...
C.A.I.-de-F. (C.C.I.)	903	900	Publi-Filipachi	416	417
Colson	378	...	Rhone-Alp. Eau (Ly.)	319 50	...
Crédit	837	838	Select Invest (Ly.)	89 50	...
C.E.G.E.P.	180	...	Serbo	324	...
C.F.P.I.	275	...	Sopra	325	...
C.N.I.M.	1024	1026	TFI	383 10	380
Codimor	280	...	Thermador H. (Ly.)	380	...
Confiance	1042	...	Unilog	235 10	...
Crédit	210	...	Viel et Cie	100	...
Dauphin	325	...	Y. St-Laurent Groupe	870	881
Dalmas	1035	...			
Demoiselle Worms Co.	340	...			
Dentray	1090	...			
Dentray	222	...			
Dentray	105 30	...			
Editeurs Bailford	200	...			
Emp. Population	238	230			
Finacor	119	...			
G.F.F. (group. for. t.)	117 80	117 80			
G.L.M.	363	...			
Grainograph	190	...			
Gummi	880	...			
I.C.C.	192	...			
Idemore	88	...			

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ
LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 17 mars 1992
Nombre de contrats estimés : 93 674

COURS	ÉCHÉANCES		
	Mars 92	Juin 92	Sept. 92
Dernier	106,78	108,30	108,38
Précédent	106,64	108,08	108,26

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Juin 92	Sept. 92	Juin 92	Sept. 92
108	0,86	-	0,61	0,99

CAC 40 A TERME

(MATIF)

Volume : 13 992

COURS	Mars	Avril	Mai
Dernier	1 939	1 975,50	1 982,50
Précédent	1 944	1 956	1 975

CHANGES

Dollar : 5,6005 F ↓

La monnaie américaine était en léger recul mercredi 18 mars au cours des premiers échanges à Paris. Elle cotait à 5,6005 F contre 5,6260 F au fixing de la veille et 5,5915 F à la clôture à New-York.

FRANCFORT	17 mars	18 mars
Dollar (en DM)	1,6562	1,6470
TOKYO	17 mars	18 mars
Dollar (en yen)	133,32	133,30

MARCHÉ MONÉTAIRE

(offerts privés)

Paris (18 mars) : 9 131/16 - 9 15/16 %

New-York (17 mars) : 3 7/8 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 31-12-91)

16 mars 17 mars

Valeurs françaises : 110,80 111,40

Valeurs étrangères : 101,80 101,80

(SBF, base 100 : 31-12-91)

Indice général CAC : 524,48 522,71

(SBF, base 1000 : 31-12-91)

Indice CAC 40 : 1929,22 1943,59

NEW-YORK (indice Dow Jones)

16 mars 17 mars

Industrielles : 3 236,36

LONDRES (indice et Financial Times)

16 mars 17 mars

100 valeurs : 2 476,70 2 491,30

30 valeurs : 1 930,00 1 940,20

Mines d'or : 118,30 116

Fonds d'Etat : 86,13 86,40

FRANCFORT

16 mars 17 mars

Dax : 1 724,80 1 730,07

TOKYO

Nikkei Dow Jones : 19 917,63 19 764

Indice général : 1 434 1 408

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

S. E.-U.	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
Yen (100)	5,6152	5,6175	5,6065	5,6015
Yen (100)	4,3115	4,3150	4,2664	4,2729
Yen (100)	6,3360	6,3400	6,3322	6,3405
Deutschmark	3,3900	3,3925	3,3977	3,4024
Franc suisse	3,7505	3,7540	3,7551	3,7614
Libre sterling (1000)	4,5135	4,5165	4,4890	4,4953
Libre sterling (100)	9,7000	9,7050	9,6833	9,6952
Peseta (100)	5,3750	5,3820	5,3403	5,3526

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
E-U	4 1/4	4 3/8	4 1/4	4 3/8	4 1/2	4 5/8
Yen (100)	4 1/4	5 3/8	4 7/8	5	4 1/2	4 13/16
Deutschmark	10 1/8	10 1/8	10 1/16	10 3/16	10 1/16	10 3/16
Franc suisse	9 3/8	9 3/4	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16
Libre sterling (1000)	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	9 1/16	9 1/16
Dre shilling (100)	11 15/16	12 3/16	11 15/16	12 3/16	11 15/16	12 3/16
Yen (100)	10 3/4	10 7/8	10 11/16	10 13/16	10 3/4	10 7/8
Franc français	12 1/2	12 5/8	12 1/2	12 5/8	12 1/4	12 1/2
Franc français	9 7/8	10	9 5/16	9 1/2	9 1/2	9 1/2

BOURSE DU 18 MARS

[illegible]**COMPTANT** (sélec

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Obligations			C.I.M.	1247	1205	Performance	157	....	Etrangères		
Emp.État 9,96/77	124	7.21	C.I.T.R.A.M. (B)	1765	....	Paris France	240	....	A.E.G.	....	718
Emp.État 9,96/78	99 90	8 89	Cogefi	380	360	Paris Orléans	206	....	Alcoa N. Am.	....	450
10,80% 78/84	101 30	5 78	Congès	552	....	Paribas Invest	287 40	287 50	Aéro	....	248
Emp.État 13,49/83	....	3.22	Cat Indesuisse	6860	....	Parisi Club	583	....	Aéro Alumin.	....	108
Emp.État 12,25/84	104 50	5.40	Cat Lyon Alumin.	373	....	Piper Heidsieck	1300	....	American Brands	....	148
10,20% nov 85	104 20	0 16	Concorde	725	745	Ponchar	472	....	Arford	....	820
OAT 10% 52/00	107 60	8 06	Constr. Mété. Prov.	25 50	....	Prondier (C)	1890	....	Automobiles Motos	....	130
OAT 9,96% 12/1987	104 42	2 59	Crédit (Cie Ind.)	145	131	Recherches	775	....	Banque Populaire Exps.	....	891
OAT 9,96% 12/1998	102 71	1 28	Cr. Universal (C)	418	....	Reichsfintan	105	....	B. Raymonds Int.	....	19000
PTT 11,25 85	105 70	3 14	Darkey	699	....	Renoir	170	....	Car. Poulitron	....	77 80
CFF 10,30% 85	....	1 48	Département	1825	1828	Rogier	250	....	Chrysler Corp	....	95 10
CFF 10,25% nov 90	107 80	0 08	Delmas Viejeux	5100	....	S.A.C.E.R.	441	....	C.I.R.	....	8
CNA 10 % 1979	101 08	....	Départ. Nord	650	....	S.A.F.A.J. Alcan	218	....	Comancherie	....	670
CNB Bepus 5000F	....	1 60	Duché Fr. R. Flandre	1170	....	Sep	112	112	Dow Chemical	....	318
CNB Paribas 5000F	....	1 88	East British Vichy	2100	....	Sgt. Dominique (F.)	590	596	Far	....	20 50
CNB Suez 5000F	....	1 89	Est. Vatel	904	....	Suisse du Midi	150	....	GBL (Gour Lamb.)	....	530
CNE 11,5% 85	99 75	6 17	Eu. Vatel	311 20	312	Svalbard M.	158	....	Gawert	....	1021
CNE 1/82 5000F	....	1 83	Eu. Vatel	291 80	....	S.T.A.C.	685	....	Globe Holdings Ltd.	....	80
CNT 9 % 88	....	2 15	Eu. Vatel	60	....	S.Étad. Part. (M)	130	....	Goodway Tim.	....	345
CNT 10,30% déc.85	108 81	7 65	Eu. Vatel	1863	1786	Sic	594	594	Honeywell Inc.	....	400
CHARR FCE 3% 100	....	....	Eu. Vatel	540	....	S.I.P.H.	203	....	Johannesburg	....	77 80
CHICA	981	....	Eu. Vatel	660	665	S.M.C.I.	115	....	Koninklijke Pechoud	....	141 80
Cineco	....	....	Eu. Vatel	381	....	Solfin	375	....	Kubota	....	22 10
Alcanal 6 % Janv. 89	....	....	Eu. Vatel	805	806	Solfin	740	734	Madinet Bank	....	79 50
L. Esen co 6,5%	....	....	Eu. Vatel	750	....	Solfin (ex Setaim)	1200	1190	Midwest Indus.	....	10 40
Thyssen ex 9,25 86	....	....	Eu. Vatel	2440	2460	Solfin	2432	2401	Plow Inc.	....	281 40
			Eu. Vatel	2380	....	Solfin	2401	....	Reich	....	21 95
			Eu. Vatel	642	648						

SICAV (sélection)

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Frais incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Frais incl.	Rachet net
Action	211 53	205 87	Franco	479 18	452 31	Fin/A	28883 90	28883 90
Agroparc	814 36	779 29	Franco Farm	108 76	105 62	Flyfisher	993 05	998 93
Amel-gaz	8034 40	7725 38	Franco Regions	1260 65	1223 93	Quartz	136 50	132 59
Ampla	26098 05	26098 05	Franco-Accroch	34 63	34 63	Rachet	828 68	813 59
Amplidex	655 83	636 73	Franco-Cap	40 80	40 30	Renaiss	180 86	169 46
Arlbergue Court.T	7065 13	7005 13	Franco-Com	236 28	232 76	Rennes-Tremet	5307 77	5256 22
Assoc.	1073 56	1073 56	Franco-Conf. et chd.	815	892 88	Rennes-Vit.	1138 46	1122 82
Audat Filar.	408 10	399 21	Gesolux	14510 50	14348 31	St Honoré Ho-Alan	1008 57	963 79
Auroc	1158 30	1151 75	Gesolux	172 57	165 16	St Honoré Ho-Alan	1010 67	1095 86
Avenir Alais	1790 80	1761 67	Havron	1232 35	1196 46	St Honoré Bouet de T.	236 04	235 34
Ava Capital	188 16	180 86	HLM Monaco	13638 88	13636 88	St Honoré Godel	781 83	745 10
Ava Court Terme	7768 37	7768 37	Indust.Fin. Court.T	1438 53	1438 53	St Honoré Immet	206 18	198 76
Ava Croissance	961 52	939 25	Interlogi	13782 33	13612 09	St Honoré Média	880 13	556 68
Ava Europe	131 29	125 64	Intermedifin Fin.	538 46	523	St Honoré P&C	542 83	518 02
Ava Investiment	117 82	112 75	Japex	154 84	160 35	St Honoré Real	14671 08	14812 63
Ava IPI	133 73	127 75	Japex	282 52	278 34	St Honoré Services	460 17	442 47
Ava Olig. Franco.	150 28	145 81	Lathuix	2211 07	2207 76	Servic	1710 58	1710 59
Ava Primaria	118 99	116 84	Levy L.C.T.	12312 79	12312 79	Solair-Gaz	12658 74	12312 48
Ava Sélection	146 62	142 51	Levy L.C.T.	6535 00	6536 76	Solair-Gaz	1365 10	1368 10
Ava Values PER	129 34	121 28	Lin Association	11088 54	11088 54	Soudan	710 73	700 22
Calence 1	1052 11	1031 48	Lin Trefort	23016 57	22846 20	Suez Association	1810 38	1810 38
Calence 2	1041 06	1020 64	Lorpen	568 02	533 07	Suez CAP Assur	690 48	680 65
Calence 3	1033 22	1013 94	Lin Trefort	2253 38	2231 24	S.G.F. F.00000	11683 12	1169 92
Capacitex	6177 71	6171 64	Lin 20 000	25751 18	25781 10	Suez S.p.A.	448 28	437 24
Capibac	8212 11	8180 34	Livec Bourne liv	574 27	557 54	S.L. Est.	1624 65	1583 20
Capic	1287 70	1288 87	Liver Potensial	730 40	708 16	St. Eust.	700 62	861 77
Comet	3240 76	1285 14	Méditerranée	188 10	178 75	Stena	413 39	402 33
Comptax	2996 38	2435 21	Mercat CIC	10061 15	9980 54	Sherratt	220 90	216 57
Commercio	368 60	352 45	Morison	66578 77	66578 77			
Crediter	477 81	463 89						

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

VALEURS	Cours prix.	Dernier cours
Actions		
Agache (ex fin.)	1001	1000
Applications Hyd.	1530	...
Arial	400	480
Bain C Monaco	1088	1100
B.Hypho. Europ.	377	...
B.N.P. Internat.	351	352 28
Bay-Say I.C.B.	480	...
Bedinfectis	2540	...
Bickmore Indust.	470	...
Birco Quest	2300	...
B.T.P.	66	65 50
Cardage	500	...
Carbone Lorraine	520	540
Casa Pochin	0	8
C.E.G.F. Filigr.	500	...
Centrafin Energy	380 50	...
Central	77	...
Chemins Ny	61 80	...
Chiquery N	217 50	218 50
Citibank	453	454 10
Groupe Vicotin	1330	...
G.T.I. Transport	226 10	...
Incarbital	331 80	...
Immolesque	675	678
Iris Metallurgie	6300	...
Irochimex	442	436 10
Isamet (Sas Ch.)	3280	...
Lavender Films	280 50	...
Life Bonville	1168	...
Localandiere	490	...
Lucy Vasseur	745	...
Luxem	2760	2700
Luchs	1010	...
Machimo Bul	34	...
Meg.Lithos	186	...
Magram	760	...
Metal Display	450	...
Mors	93 10	93
Navigatin (Nle)	220	...
Opiroc	322	351
Orind (C)	368	...
Oliver Desormes	730	...
Petrol Neumann	1360	...
Palud Macromet	640	...
Parifort Paraglobe	463	464
Sams	485 50	...
Sovell	2830	...
Telnetorg	350	...
Tenneco-Anglo	232	...
Toor Effiat	1110	...
Vicar	452	...
Vieljeux	1500	1554 8
Vicat	115 50	...
Marcel Del Brasseur	250 10	...
Rubico	233 40	...
Rodomo NV	182	...
Rofinox	230	...
Selyen	6 50	...
Soma Group	22 00	...
SOF Astichologie	83	...
Tenneco Inc.	133	...
Torn Electric	78 50	...
Tony Ind.	22 88	...
West Reed Cos.	8	...

Marché libre de l'or

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 18/3	COURS DES BILLETS achat vente	MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 18/3
Easta-Union (100 u.s.).....	5 625			Or fin (dolo en barre).....	81800	.....
Ecu.....	8 939			Or fin (en lingots).....	82200	.....
Allemagne (100 dm).....	338 710	15 500		Napoleon (20f).....	353	.....
Belgique (100 f).....	301 730			Pièces Fr 110 f.....	435	.....
Beyrouse (100 fr).....	4 513			Pièce Suisse (20 f).....	357	.....
Indes (1000 rials).....	87 470	9 715		Pièce Latine (20 f).....	353	.....
Danemark (100 kr.).....	9 715			Souverain.....	448	.....
Gde Bretagne (1 L).....	2 538			Pièce 20 dollars.....	2085	.....
Hongrie (100 couronnes).....	374 870			Pièce 10 dollars.....	1100	.....
Suisse (100 f).....	53 880			Pièce 5 dollars.....	700	.....
Suède (100 kr.).....	88 520			Pièce 50 pesos.....	2340	.....
Norvège (100 k).....	48 269			Pièce 10 florins.....	371	.....
Australie (100 sch).....	5 278					
Espagne (100 pes.).....	3 941					
Portugal (100 esc.).....	4 700					
Canada (5 c.).....	4 206					
Canada (100 s.d.).....						

Guy Degros..... 442

Lecornet du Monde..... 146 176 d

Moskov..... 1200

Petrico, Porcel..... 384

Quandré..... 16

Romero N.V..... 218 50

St-Gobain-Estralinge..... 1711 2077 d

S.E.P.R..... 701

S.M.T. genl..... 130 46 e

S.P.R. scpi R..... 296 10

Waterman..... 803

o : coupon

Hors-cote

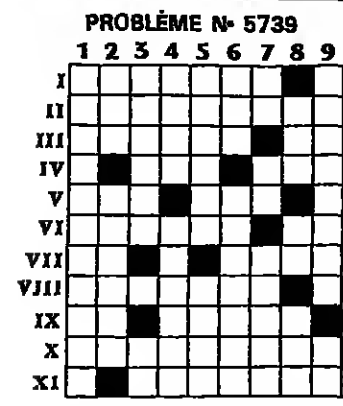
Crédit Mutual Capital	1260 36	1236 68	Monsi.	71237 39	71237 39	Shiner	438 80	424 81
Crédit Mut. Exp. Covr. T.	657 37	657 37	Monsieur	80355 44	80355 44	S.N.L.	1211 07	1175 82
Crédit Mut. Exp. Lang. T.	202 11	189 70	Monsieur d'Alph.	13178 16	13151 05	Sogefina	1022 38	1080 78
Crédit Mut. Exp. Moné.	1382 68	1258 29	Monsieur Ulys	140 05	704 02	Sogin	811 25	305 15
Dans	3230 24	1288 04	Natio Court Term	278274 20	278274	Sogis	1078 19	1057 05
Dans France	876 78	836 07	Natio-Europe	17359 05	1718 10	Sogis	1314 88	1289 10
Dans Scharif	240 59	230 07	Natio-Esp.	127 83	124 21	Sol	614 74	591 14
Esac	195 45	904 85	Natio Espag. Teler	7646 17	7658 51	Sol. Invention	2165 56	2160 59
Esape	135 45	128 82	Natio-Hon	1155 64	105 25	State Street Act. Fm.	10129 82	9787 36
Esape Capitalisation	2520 77	2501 70	Natio-Hon	1359 07	1352 21	State Street Act. Fm.	10816 48	10501 38
Esape Capitalisation	3216 70	2243 55	Natio-Montain	24844 49	24844 49	State Street Exw. M.	13529 87	12875 49
Esape Invest	444 50	431 83	Natio-Patrim	1361 37	1324 83	State Street Exw. M.	808 57	771 47
Esape Mutualisation	85648 48	85648 49	Natio-Patrim	83557 59	83557 59	Strategic Action	1378 05	1335 45
Esape Mutualisation	38848 40	38848 40	Natio-Rover	1025 54	1182 50	Strategic Rendement	1174 06	1072 30
Esape Telerfonie	2385 28	2385 28	Natio Scharif	11942 59	11942 50	Telonic	1308 47	1072 30
Esape Telerfonie	2011 33	1801 45	Natio-Valois	901 52	875 08	Techon-Gar	8332 02	8800 02
Esape Telerfonie	2735651	2735651	Nippon-Gar	4841 13	4751 05	Theoria	561 40	644 05
Esape	283 66	251 70	Nord Sat. Develop.	1801 73	1558 61	Telnet Psa	1257 31	1244 65
Esape	3525 50	3525 50	Occ-Associations	150 82	149 33	Telnet Telerfonie	1017 81	1007 73
Esape-Soc. Secur.	4558 40	4545 04	Occid-Montail	2811 80	2572 81	Telerfonie	127005 04	120505 04
Esape Associe	26940 77	26422 18	Occid-Montail	1076 83	1050 72	Telnet	8118 36	8055 66
Esape Capital	10530 50	10428 21	Offshore	2780 81	2722 74	UAP Investissement	400 63	445 88
Esape Croissance	1767 43	1760 13	Offic. des ent.	174 20	171 72	UAP Actions France	821 50	598 05
Esape Industrie	87 80	90 28	Offic. Scharif	1344 42	1351 11	UAP Act. Scharif	657 51	633 74
Esape J	68200 12	68200 12	Offic. Scharif	12636 60	12636 60	UAP Audited	553 38	502 27
Esape Oblig	205 80	200 25	Oracion	1017 88	983 05	UAP Audit	212 64	204 50
Esape Premier	14172 98	14087 37	Orion	8984 11	8947 17	UAP Act. Scharif	138 84	162 74
Esape Secur.	1006 03	1025 98	Parthen Capitalisation	1480 02	1458 74	UAP Act. Scharif	137 38	131 70
Esape Secur.	1301 77	1301 77	Parthen Capitalisation	132 11	127 38	UAP Act. Scharif	1153 90	10581 89
Esape Secur.	458 82	444 69	Parthen Capitalisation	582 11	587 97	UAP Act. Scharif	1282 02	121 02
Esape Secur.	8231 01	8231 01	Parthen Capitalisation	216 24	214 43	UAP Act. Scharif	1276 04	1244 50
Esape Secur.	672 67	653 08	Parthen	613 30	601 27	UAP Act. Scharif	805 20	680 44
Esape Secur.	1108 81	9076 22	Parthen Act.	1408 04	1404 34	UAP Act. Scharif	1284 28	1241 91
Esape Secur.	1223 03	1193 20	Parthen Act.	7086 83	7074 38	UAP Act. Scharif	1384 05	1679 57
Esape Secur.	612 11	6089 34	Parthen Act.	65569 84	65428 86	UAP Act. Scharif	232 28	232 28
Esape Secur.	501 45	535 99	Parthen Act.	1011 04	981 30	UAP Act. Scharif	1272 18	1245 99
Esape Secur.	14107 22	14107 22	Parthen Act.	135 68	120 50	UAP Act. Scharif	1833 61	1788 05
Esape Secur.	10302 48	9646 02	Parthen Act.	21384 89	21333 26	UAP Act. Scharif	2020 49	2012 45
Esape Secur.	276 64	276 38	Parthen Act.	64417 32	64417 32	UAP Act. Scharif	12230 27	12204 17
Esape Secur.	113 39	110 07	Parthen Oblig	11221 10	11216 07	UAP Act. Scharif	12230 27	12204 17
Esape Obligations	488 71	484 86	Privacy, Courmail	117 46	118 25	UAP Act. Scharif	12230 27	12204 17

détaché • often - : drok détaché - d : demandé • • : prix précédent • • : marché continu

c : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu

AGENDA

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT

1. Pour lui, il ne saurait y avoir de minutes en une heure. — II. Moyen de « cueillir » la boucle. — III. Fils de la pluie. En hiver. — IV. Utile pour monter un bateau. Argent des autres. — V. C'est dans le noir qu'il se fait le plus remarquer. Lancer de bombes. — VI. N'hésitez pas à être pe... à enguirlander. Qui n'est donc pas de... — VII. Article. Bord de mer. — VIII. Pour celui qui est sous le charme. — IX. Marie les armes. Qui sont tels que ça chauffe pour eux. — X. Agents d'exploitation. — XI. Fait de la peinture.

VERTICALEMENT

1. Il lui arrive de travailler la pierre. — 2. On y met du bois. Pouvait mettre l'épée sous le gerg. — 3. Genre populaire. Plus on y travaille la terre, plus on le rend « pauvre ». — 4. Susceptible d'être vite fait bien fait. Faire des signes. — 5. Est haut placé. Entre en action. — 6. S'exprime comme il peut. Ne pas participer au décollage. — 7. Conjonction. Partie de belote. Sa montre accessible. — 8. Un habitué des salons. Que l'on ne porte donc plus. Privé d'un certain élément. — 9. Répondent à la demande. Réfléchir.

Solution du problème n° 5738

Horizontalement

1. Fiscalité. — II. Ané. Rivel. — III. Montre. Ri. — IV. Intrigue. — V. Lu. Var. — VI. Né. Ote. — VII. Alé. Lin. — VIII. Rê. For. — IX. Litiges. — X. Tibde. Ure. — XI. Essence.

Verticalement

1. Familialité. — 2. Inonu. Là. le. — 3. Sentinelle. — 4. Tr. Enclide. — 5. Arrivée. Ten. — 6. Liège. FI. — 7. Urologie. — 8. Tare. Titr. — 9. Elision. Sec.

GUY BROUTY

PARIS EN VISITES

JEUDI 19 MARS

« Une heure au cimetière Montmartre, 11 heures, avenue Rachel (V. de Langlade).
« L'hôpital de Bicêtre avec les fameux puits de Boffrand : l'histoire du grand renfermant », 14 h 30, devant l'hôpital (Monuments historiques).
« Les appartements rocaills du palais Soubise », 14 h 30, 60, rue des Francs-Bourgeois (Sauvage du Paris historique).
« Le Quartier latin : des souterrains gothiques du collège des Bernardins à Saint-Séverin, 14 h 30, sortie métro Cardinal-Lemoine (D. Fleuriot).
« Promenade dans le Marais », 14 h 30, parvis de l'église Saint-Paul-Saint-Louis, 99, rue Saint-Antoine (P. Fernandez).
« La Conciergerie, du palais des rois à la prison révolutionnaire », 14 h 30, 1, quai de l'Horloge (E. de la Roche).
« Le couvent des Carmes et ses drames », 14 h 30, 70, rue de Valenciennes (S. Rojot-Kern).
« La collection Cognac-Jay ou le dix-huitième siècle en l'hôtel Donon », 15 heures, 6, rue Etievre (Paris livre d'histoire).
« L'église souterraine et quatre chapelles fermées au public à Saint-Sulpice », 15 heures, aux marches (D. Bouchard).
« L'hôtel de Miramon », 16 heures, 47, quai de la Tourneille (Paris et son histoire).
« Fondation Mona Bismarck, chefs-d'œuvre du château de Goodwood », 16 heures, 34, avenue de New-York (Approche de l'art).

CONFÉRENCES

Cinéma-théâtre, 11, rue Jacques-Bingen, 18 heures : « Le baroque en Autriche et l'hôtel de ville » : palette de la foi et hôtels seigneuriaux, par S. Saint-Girons (Grandes étapes de l'art en Europe).
30, avenue Cornavin Carli (plateau des sports), 16 heures : « Sports et sciences en compétition » [Cité des sciences et de l'industrie].
Mairie, 1, place d'Italie, 17 h 45 : « Un animal mythique. Son histoire. Ses légendes. Ses secrets », par M. Daniel (Société d'histoire et d'archéologie du troisième arrondissement).
Centre national des lettres, 53, rue de Valenciennes, 18 h 15 : « Toulouse-Lautrec et les spectacles parisiens », par C. Bourai (Sauver les documents au péril des bibliothèques de France).

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

DES LIVRES

Le Monde

AUTOMOBILE

Renault Safrane : les prix du confort

Il reste deux mois et quelque à Renault pour gommer les défauts plus ou moins importants que connaît le Safrane, le nouveau cheval d'apparat de la marque. Certaines lacunes ont su passer à travers tous les contrôles classiques de fiabilité et d'endurance organisés depuis des mois par la direction du produit avant la mise en route des chaînes de Sandouville où elle sera fabriquée. Aussi, c'est en mai prochain, et non en mars ou en avril comme il était officiellement annoncé, que seront livrés vraisemblablement les premiers exemplaires. Il ne faut pas se plaindre de ce retard qui devrait éviter aux premiers acquéreurs déjà inscrits sur les livres de commande de faire, en le circonstance, les frais des traditionnels essayages de plates.

Il reste que la R 25, le modèle remplacé dans la gamme, n'est plus en production depuis le 12 mars et on peut imaginer l'impatience du réseau qui attend l'enfant prodige annoncé. Amener le cher bébé sur les fonts baptismaux a demandé déjà 8 milliards de francs, mais Renault ne peut pas aujourd'hui courir le risque d'un retour en arrière dans la qualité, après la toilette réussie de son image de marque assurée à travers le Clio et la R 19. D'autant plus que le modèle en cause est ambitieux tant en technologie qu'en confort de conduite.

Ceci justifie cela, on se réjouit des progrès que ne manquera pas d'obtenir dans les semaines à venir la firme de Billancourt sur la nouvelle boîte de vitesses manuelle à trois arbres (compacité exigée) montée sur toutes les versions de la Safrane et qui se révèle à l'usage curieusement étiquetée et quelque peu rapace au passage des rapports. Tout autant devrait-on trouver réponse à la carence du système de refroidissement observé sur la V6 à transmission intégrale (une version annoncée à plus de 250 000 F) dont la défaillance par temps de boue et de neige, malgré un froid ambiant trompeur, peut, par échauffement excessif du moteur, raccourcir tristement un voyage qui s'annonçait heureux. C'est dommage pour les pays d'outre-Rhin dont les hivers peuvent être si rigoureux et qui eurent tant les voitures puissantes et cosues.

Ces péchés de jeunesse sûrement corrigés dans un

proche avenir, Renault aura alors avec cette nouvelle série luxueuse, très confortable et de tenue de route peu commune qui joue sur un sous-virage rassurant, un haut de gamme à la hauteur des ambitions manifestées lors de sa présentation statique à Genève.

Pour y parvenir, la priorité a été donnée par la marque à l'espace intérieur, à l'insonorisation poussée et à une conception des liaisons au sol qui permet à l'ensemble roulant de réagir sans faillir aux habituels tracasseries tendus par la route. Suspension pilotée, amortisseurs bi-tubes, hauteur de caisse constante avec possibilité d'augmenter la garde au sol en cas de besoin, rétroviseur qui se déplace pour suivre, en cas de marche arrière, le profil du trottoir, réglages électriques divers des sièges et du volant, avec mémoire, système d'aération ou de climatisation poussés et individualisés (à chacun sa température) ... autant d'équipements aujourd'hui encore réservés aux véhicules de grand luxe et qui s'ajoutent à ceux qui, comme l'ABS, sont entrés dans les mœurs. Pour autant ils ne sont tous présents, cela va de soi, que dans le degré de finition (il y en a trois) le plus coûteux. Et il vaut mieux le savoir, le modèle dit « de base » n'a pas, en série, de vitres teintées...

Sept motorisations seront à terme disponibles, pour la plupart connues (2 litres, 2,2 litres, à 4 cylindres et 8 ou 12 soupapes, V6 de 3 litres de cylindrée qui développe 170 ch et deux diesels de 2,5 litre à 115 ch et 2 litres à 90 ch). La vitesse n'a pas été spécialement recherchée au profit de la souplesse. Cela explique sans doute aussi l'étrange étagement des boîtes. A l'inverse le modèle sportif (bi-tube), annoncé pour l'automne, fera, lui, le maximum pour satisfaire les amateurs de vraie puissance en poussant les feux à 250 chevaux. Les performances sont quelque peu contrariées, aussi bien par les pots catalytiques (sur toutes les versions) que, tout simplement, par le confort. Une réaction, dévoreuse d'énergie.

C. L.

► Les prix ne sont toujours pas fixés, mais évolueraient entre 130 800 F et 280 000 F.

NOMINATIONS
M. Jean-Pierre Dedonder, président de l'université Paris-VII

M. Jean-Pierre Dedonder, professeur de physique, succèdera le 24 mars à M. Nadine Forest à la présidence de l'université Paris-VII. Il avait été élu, le 25 février, au deuxième tour de scrutin, par 83 voix sur 106 votants.

[Né le 6 mai 1946 à Bourg-la-Reine (Hauts-de-Seine), M. Jean-Pierre Dedonder, docteur en sciences, est spécialiste de physique nucléaire. Assistait à la faculté des sciences de Paris (1967) par l'université de Paris-VII où sa création, il y est nommé successivement maître-assistant (1973) puis professeur (1985). Directeur de l'IFR de physique (1987), il était, depuis 1990, vice-président du conseil scientifique de cette université.]

M. Claude Detraz directeur de l'Institut national de physique nucléaire

M. Claude Detraz, ancien directeur du grand accélérateur à ions lourds de Caen (GANIL), a été nommé, le 12 mars, directeur de l'Institut national de physique nucléaire et de physique des particules (IN2P3) du CNRS en remplacement de Pierre Lehman, récemment disparu. Il devient également directeur du département physique nucléaire et corpusculaire du CNRS.

[Né le 20 mars 1938 à Albi (Tarn), M. Detraz est ancien élève de l'École normale supérieure. Physicien, spécialiste des noyaux d'atomes exotiques, directeur de recherche au CNRS, il a participé aux recherches de l'Institut de physique nucléaire d'Orsay, du Berkeley Laboratory et de l'université du Colorado et du Max Planck Institut d'Heidelberg. Il a dirigé de 1982 à 1990, à Caen, le GANIL. Il fut en 1991 conseiller technique au cabinet de M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, et est membre du Conseil supérieur de la recherche et de la technologie.]

ARCHÉOLOGIE
Un trésor monétaire est découvert à Pompéi

Un « trésor » de treize monnaies d'or (aux effigies des empereurs Tibère, Néron, et Vespasien) et d'une vingtaine de pièces d'argent, enfermées dans un coffre, a été découvert dans une maison de Pompéi en cours de fouilles. Outre ces pièces d'or et d'argent, le coffre contenait une centaine d'objets domestiques de valeur, dont des coupes en verre, des vases portatifs, deux lampes en terre cuite et un candélabre de bronze, trois sortes de chaudrons en céramique comportant de très nombreuses pièces.

Le coffre dans lequel était déposé le « trésor » se trouvait dans une pièce ornée de fresques, appartenant au propriétaire d'un *thermopolium*, ces « snack-bars » fréquents à Pompéi, où les spectateurs de l'amphithéâtre tout proche achetaient boissons et nourriture. De précieuses découvertes gastronomiques et culinaires avaient été faites il y a près d'un mois dans le même édifice, dont des restes de *garum* (saumure de poisson), des anchois et des sardines salées, ainsi qu'une batterie de cuisine. « Il s'agit d'une découverte d'une importance exceptionnelle », a déclaré le surintendant Balduccio Santicelli responsable du site, soulignant notamment que les monnaies « sont d'excellente facture, et bien conservées ». — (AFP)

Le Monde
PUBLICITÉ
LITTÉRAIRE
Renseignements : 46-62-74-43

CARNET DU Monde

Naissances

— **Pascal FARLANT**, Jean-Louis GARY, ont la joie d'annoncer la naissance de **Jean-Baptiste**, le 15 mars 1992, 75005 Paris.

— **M. et M^{me} Edouard GRIDEL**, née Viviane de Laire, partagent avec Guillaume la joie d'annoncer la naissance de **Lorraine**, à Saint-Germain-en-Laye, le 2 février 1992.

— **Catherine et Jean-Pierre COSTET** ont la joie d'annoncer la naissance de **Noémie**, le 11 mars 1992.

— **Gabriel BOURDON** a la joie d'annoncer la naissance de sa petite-sœur, **Tali**, le 6 mars 1992.

Yvonne Fattal et Jérôme Bourdon, 40, rue des Envierges, 75020 Paris.

Décès

— **M. Jean Baudelaire** et sa famille, **M^{me} Jacques Pomey** et sa famille, **M^{me} Yvonne Baile**, ont la douleur de faire part du décès de **Jeanne-Marie BAUDELAIRE**, née BAILLE, survenu à Paris, le 16 mars 1992.

Une messe sera célébrée le vendredi 20 mars, à 10 h 30, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Grenelle, Paris-15^e.
— **Le professeur Jean Bernard**, M^{me} Antoinette Bernard, Jean et M^{me} Yvonne, M. et M^{me} Dominique Bernard, Marianne et Samuel, M. et M^{me} Olivier Bernard, Clémence, ont la douleur de faire part du décès de **M^{me} le docteur Amy BERNARD-FICHON**, ancien chef de clinique à la Faculté, officier de la Légion d'honneur, médaille de la Résistance, survenu à Paris, le 16 mars 1992.

— **M^{me} Michèle Coche**, son épouse, **M^{me} Marie-Thérèse Jouannon** et sa famille, **M^{me} Hélène Accardi**, Jean et M^{me} Sodigao, M. Pierre Farin, ses neveux et nièces, Et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de **M. Pierre COCHE**, survenu le 16 mars.

L'inhumation aura lieu au cimetière Montmartre, le jeudi 19 mars, à 15 h 45. Nul ne lui couronnera. Cet avis tient lieu de faire part. 52, rue de Lévis, 75017 Paris.

— **M^{me} Marie-Thérèse Jouannon** a la douleur de faire part du décès de sa mère, **M^{me} Blanche JOUANNON**, survenu le 9 mars 1992, à Paris.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 19 mars, à 14 heures, en l'église Saint-Michel des Batignolles. 15, rue Jacquemont, 75017 Paris.

— **Le docteur Gérard Percheron**, son mari, **Le docteur Ferdinand Thomas**, son père, **M. Alain Thomas**, **M. Jean Thomas** et ses enfants, Les familles Percheron, Thomas, Cabrol, ont le regret de faire part du décès de **M^{me} Annick PERCHERON**, chevalier de la Légion d'honneur, directeur de recherche au CNRS (CEVIOF), directeur de l'OIP, Observatoire interregional du politique de la Fondation nationale des sciences politiques, directeur de séminaire à l'école doctorale de l'Institut d'études politiques, membre du conseil de l'Association française de science politique, survenu le 15 mars 1992, après un combat exemplaire.

Le service religieux aura lieu le 27 mars, à 11 heures, en l'église Saint-Ignace, 35, rue de Sévres, Paris-6^e. 167, rue de Vaugirard, 75015 Paris.

— **Le président, l'administrateur et le directeur scientifique de la Fondation nationale des sciences politiques**, **Le directeur de l'Institut d'études politiques de Paris**, **Le président et le secrétaire général de l'Association française de science politique**, ont le regret de faire part du décès de **M^{me} Annick PERCHERON**, chevalier de la Légion d'honneur, directeur de recherche au CNRS (CEVIOF), directeur de l'Observatoire interregional du politique (FNSP-CNRS-Régions), directeur de séminaire à l'école doctorale de l'OIP, membre du conseil de l'Association française de science politique, survenu le 15 mars 1992.

Une cérémonie aura lieu le vendredi 27 mars, à 11 heures, en l'église Saint-Ignace, 35, rue de Sévres, Paris-6^e. 27, rue Saint-Guillaume, 75007 Paris.

— **Alain Lancelot**, Et le personnel de l'OIP, ont le très grand regret de faire part du décès de **M^{me} Annick PERCHERON**, directeur de l'Observatoire interregional du politique (FNSP-CNRS-Régions), survenu le 15 mars 1992.

Une cérémonie aura lieu le vendredi 27 mars, à 11 heures, en l'église Saint-Ignace, 35, rue de Sévres, Paris-6^e. 71, boulevard Raspail, 75006 Paris.

— **Le directeur général du CNRS**, **Le président du conseil d'administration du CNRS**, **Les membres de la section 40 du Comité national de la recherche scientifique**, **Tous ses collègues et amis**, ont la profonde tristesse de faire part du décès, survenu le 15 mars 1992, de **Annick PERCHERON**, sociologue, directeur de recherche au CNRS, ancien directeur scientifique adjoint du département des sciences de l'homme et de la société, ancien directeur du Centre d'études de la vie politique française (CEVIOF), directeur de l'Observatoire interregional du politique (OIP). (Le Monde du 18 mars.)

— **Alain Pienel**, Gwenn et Henri Zenger-Pienel, leurs fils Erwan, Gail et Edwy, Edwy Pienel et Nicole Lapierre, Leur fille Eve, Jean et Georgette Bertroux, Claude et Françoise Bertroux, Ses parents et alliés, ont la tristesse de faire part du décès de **Michelle PIENEL**, née BERTRUUX, survenu le 16 mars 1992, à Vannes.

L'inhumation a eu lieu le 18 mars dans l'intimité familiale. Cet avis tient lieu de faire part. Le Donoro, 56250 Sudrieux.

— **Monseigneur François Frétille**, évêque de Créteil, Les prêtres et les diacres du diocèse, Les moniales du couvent de l'Annonciade, Les communautés religieuses, Les fidèles catholiques du diocèse, recommandent à votre prière **Monseigneur Robert de PROVÈCHÈRES**, évêque émérite, premier évêque de Créteil, décédé le 16 mars 1992, dans sa quatre-vingt-sixième année, la cinquante-septième de son sacerdoce et la vingt-sixième de son épiscopat.

Ses obsèques seront célébrées en la cathédrale Notre-Dame de Créteil, le vendredi 20 mars, à 15 h 30, et suivies de l'inhumation en la cathédrale. Une veillée de prière aura lieu à la cathédrale de Créteil, le jeudi 19 mars, à 20 h 30.

[Né à Meudon (Hauts-de-Seine) le 10 mars 1907, Robert de Provèchères a fait des études à l'École supérieure d'économie de Paris, avant d'entrer au ministère de Saint-Sulpice et de devenir pasteur du diocèse de Paris en 1935. Vicaire à la paroisse Saint-François-de-Sales, il passe à la direction des œuvres, puis devient vicaire général du diocèse de Paris en 1958 et archidiacre de la cathédrale Notre-Dame. Il se consacre à la construction de nouvelles églises, à travers les Chantiers de la Vierge. C'est le 20 novembre 1986 qu'il devient le premier évêque du nouveau diocèse de Créteil (Val-de-Marne), créé à la suite du redécoupage des diocèses de Paris et de Versailles. Mgr François Frétille lui succède à sa retraite en 1981.]

— **M^{me} Razine**, son épouse, Ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de **M. Mohammed RAZINE**, ancien pacha de Meknès, survenu le 12 mars 1992, à Rabat. 7, rue Moulay-Hassid, Rabat (Maroc).

— **Le directeur de l'Ecole normale supérieure et ses collègues du département de physique de l'Ecole normale supérieure** ont la grande peine de faire part du décès de **Yves ROCARD**, le 16 mars 1992.

Yves Rocard a été le directeur et l'animateur du laboratoire de physique de 1945 à 1973.

— **Le président de l'université Pierre-et-Marie-Curie**, Ses collègues, ont la profonde tristesse de faire part du décès de **M. Yves ROCARD**, professeur honoraire à l'université Pierre-et-Marie-Curie, survenu le 16 mars 1992.

Le service religieux aura lieu le jeudi 19 mars 1992, à 8 h 30, en l'église Saint-Médard, 39, rue Daubenton, Paris-5^e, et sera suivi de l'inhumation à 9 h 45 au cimetière du Montparnasse.

— **L'administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique**, **Le haut-commissaire à l'énergie atomique** Et le personnel du CEA, ont le regret de faire part du décès de **M. le professeur Yves ROCARD**, grand officier de la Légion d'honneur, ancien membre du Comité de l'énergie atomique, ancien conseiller scientifique au CEA.

Les obsèques auront lieu le jeudi 19 mars 1992, à 9 h 45, au cimetière du Montparnasse, 3, boulevard Edgar-Quinet, Paris-14^e. (Le Monde du 17 et du 18 mars.)

— **M^{me} Joseph SÉNÉCHAL**, M. et M^{me} Jean-Yves SÉNÉCHAL, M^{me} Christine SÉNÉCHAL, Et toute la famille, ont le regret de faire part du décès de **l'amiral Joseph SÉNÉCHAL**, commandeur de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, commandeur des palmes académiques, commandeur du Mérite maritime, professeur général de l'enseignement maritime, leur époux, père, grand-père et parent, survenu à Paris-5^e, le 12 mars 1992, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

Les obsèques religieuses ont lieu à la chapelle du Val-de-Grâce, à Paris-5^e, et l'inhumation au cimetière Saint-Martin de Brest (Finistère) ont eu lieu dans l'intimité.

85, rue Sartoris, 92250 La Garenne-Colombes.

— **André Cario**, Gérard Cario, remercient les amis qui se sont souvenus qu'il y a cinquante ans, le 7 mars 1942, **Corentin-Marie CARIOU**, conseiller municipal de Paris, conseiller général de la Seine, était fusillé par les nazis, en répression de l'action résistante de la rue de Tanger à Paris, en même temps que des dizaines de patriotes, tous cités livrés par le gouvernement de Vichy.

« Si l'écho de leur voix faiblit, nous pérons. » Paul Eluard.

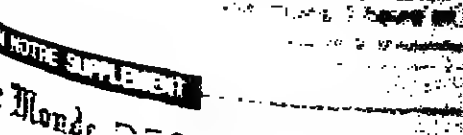
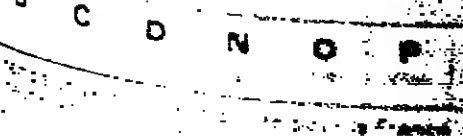
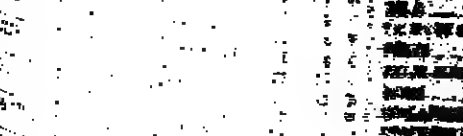
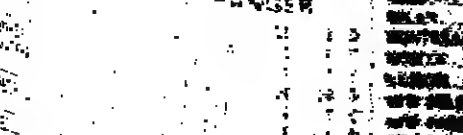
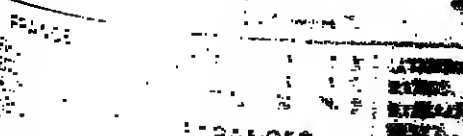
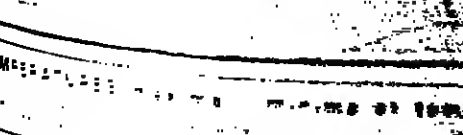
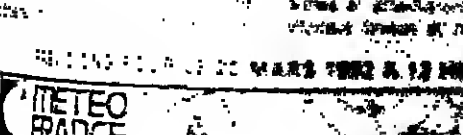
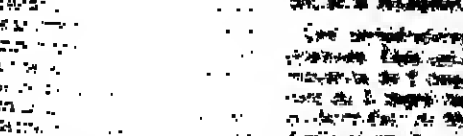
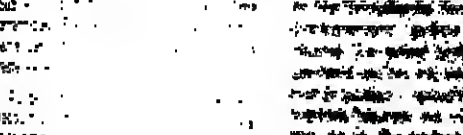
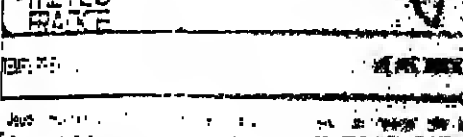
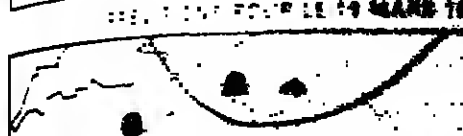
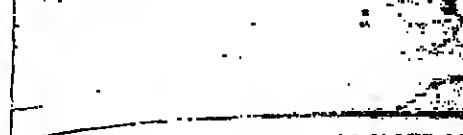
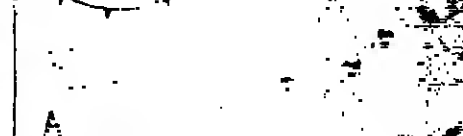
Messes anniversaires
— Le 22 mars, anniversaire de **Maylis RODIE-TALBERE**. Ceux qui l'ont aimée sont invités à se joindre en intention à la messe célébrée, à 10 h 30, à Boissets-en-Yvelines.

Anniversaires
— Nancy. En ce sixième anniversaire de sa disparition nous pensons à **François-Frédéric** et à son père, **Claude SOURDIVE**.

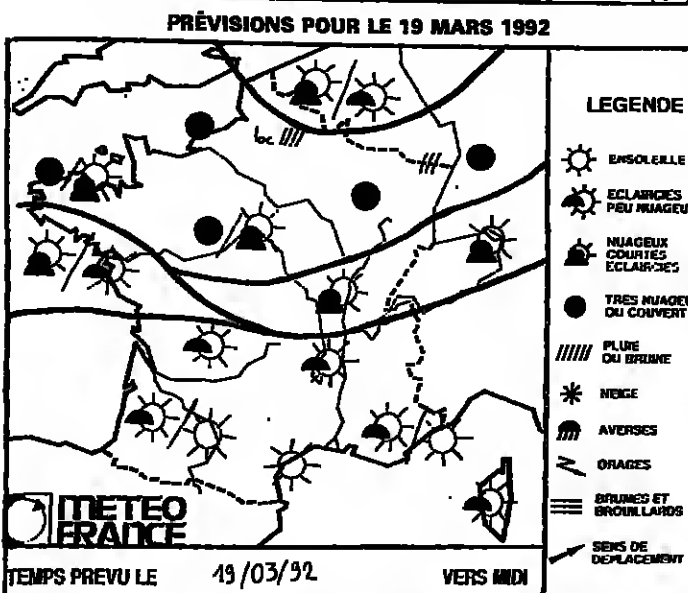
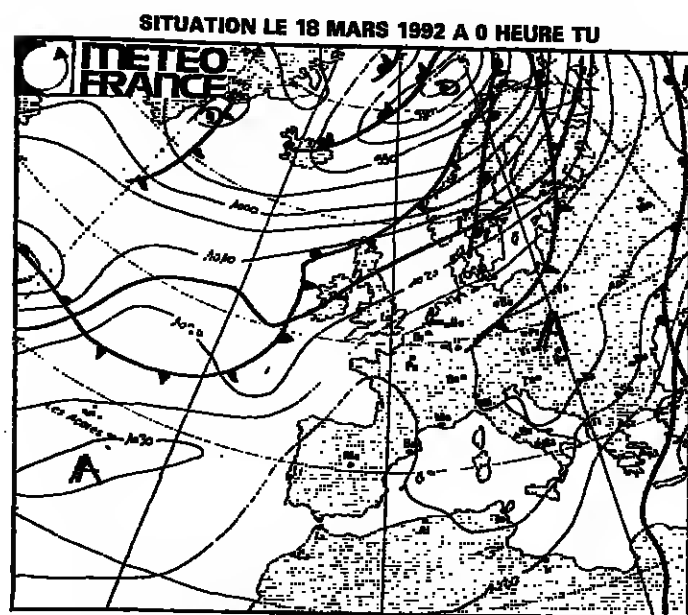
SOLDES
Tous les jours du lundi 16 mars au vendredi 20 mars inclus. 9 h à 12 h / 14 h à 18 h.

HERMÈS PARIS
24, FAUBOURG ST-HONORÉ, PARIS 8^e
PRÊT-À-PORTER, MAROQUINERIE, CARRÉS, CRAVATES, CANTIS, CHAUSSETTES, SPONGE.

MÉTÉOROLOGIE



MÉTÉOROLOGIE

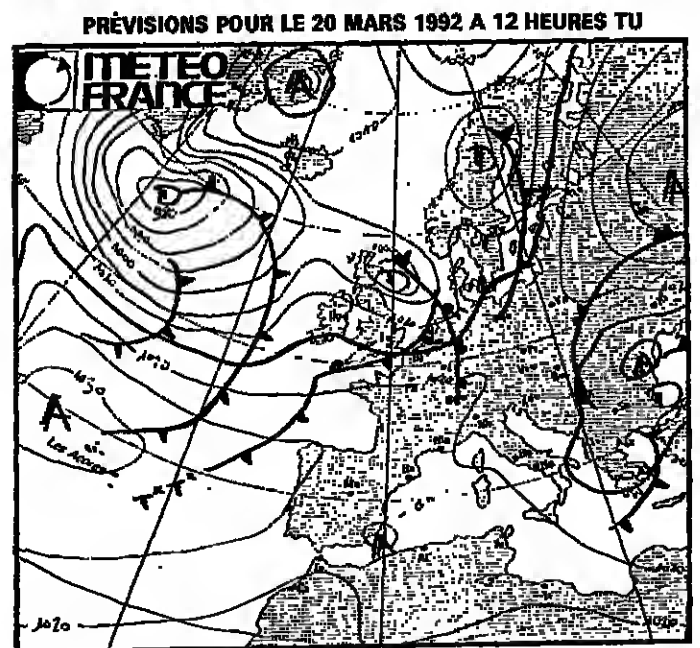


Jeudi : nuages au Nord, soleil au Sud. Une perturbation arrive des britanniques. Elle sera encore peu visible car la pression atmosphérique reste élevée.

Au petit matin, la zone nuageuse recouvrira le quart nord-ouest du pays s'étendant jusqu'au sud de la Bretagne et aux contreforts des Ardennes. Cette couche de nuages passera vers le Sud au fil des heures pour s'éclaircir, en soirée, une ligne allant des Charentes au Jura. Les nuages ne seront généralement pas porteurs de pluie sauf sur les régions côtières et les frontières septentrionales.

Sur le reste de la France, les brumes et les brouillards formés en fin de nuit se dissiperont grâce au réchauffement diurne. Le soleil brillera d'autant plus largement qu'on ira vers le Sud. Le vent de nord-ouest soufflera à 50 kilomètres/heure en rafales sur le Languedoc et le Roussillon.

Les températures minimales seront positives, elles oscilleront autour d'une moyenne de 5 degrés. Elles approcheront du 0 degré dans certaines régions du Nord-Est, du Massif central et des Alpes et atteindront 10 degrés sur les littoraux breton et méditerranéen.



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé											
le 17-3-1992 à 18 heures TU et le 18-3-1992 à 8 heures TU											
FRANCE											
ALAJATTO	18	8	N	TOULOUSE	18	7	N	LUXEMBOURG	12	3	D
ANGERS	18	8	C	TOURS	16	5	C	MADRID	24	3	N
BORDEAUX	19	9	C	POitiers	20	10	C	MARRAKECH	26	11	N
BRETAGNE	15	5	C	STRASBOURG	18	8	C	MEXICO	28	12	N
BREST	12	5	N	LYON	18	8	C	MILAN	15	1	D
CARIN	12	5	C	NANTES	18	8	C	MONTREAL	2	-6	C
CHARENTAIS	11	9	-	RENNES	18	8	C	MOSCOW	3	-8	C
CHERBOURG	16	6	N	ROUEN	18	8	C	NAIROBI	-	-	-
CLERMONT-F	14	2	C	SAINT-ETIENNE	18	8	C	NEW DELHI	31	19	N
DJON	14	2	C	STRASBOURG	18	8	C	NEW YORK	10	-1	-
GRENOBLE	17	7	C	TOULOUSE	18	8	C	OSLO	7	2	C
LILLE	13	7	C	TOURS	16	5	C	PALEMBANG	18	3	-
LIMOGES	17	7	C	STRASBOURG	18	8	C	PEKIN	10	-1	D
LYON	18	8	C	TOULOUSE	18	8	C	RIO DE JANEIRO	-	-	-
MARSEILLE	19	9	C	TOURS	16	5	C	ROME	16	2	D
NANCY	12	-1	N	TOULOUSE	18	8	C	SINGAPOUR	33	26	O
NANTES	18	8	C	TOULOUSE	18	8	C	STOCKHOLM	2	3	P
NICE	16	9	C	TOULOUSE	18	8	C	SYDNEY	22	16	-
PARIS-MONT	13	6	C	TOULOUSE	18	8	C	TOKYO	6	3	P
PAU	19	9	C	TOULOUSE	18	8	C	TUNIS	18	6	D
PERPIGNAN	17	11	C	TOULOUSE	18	8	C	VARSOVIE	6	-4	D
RENNES	14	9	C	TOULOUSE	18	8	C	VENISE	11	3	D
ST-ETIENNE	14	8	N	TOULOUSE	18	8	C	Vienne	8	0	D
STRASBOURG	18	-1	D	TOULOUSE	18	8	C				

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Demain notre supplément

Le Monde DES LIVRES

RADIO-TÉLÉVISION

DANIEL SCHNEIDERMAN

Coups de poing le matin, chagrin

DES gens, à « Ciel, mon mardi ! ». Des anonymes, certains venant même de l'espace extragalactique, c'est-à-dire de province. Des gens qui ne sont jamais passés à la télévision, et n'y repasseront sans doute jamais. La parole leur est donnée aux alentours de minuit. Pendant près d'une heure, des avocats, magistrats et policiers, pour la plupart bénéficiaires d'un billet d'entrée à l'annexe de l'émission, viennent de débattre de la réforme de la garde à vue. Un pugilat, effets de manche contre effets de bâton, comme le sujet y incite. Passons.

Sonne donc l'heure des « témoins », du gibier de police et de justice ordinaire. Ils ont été placés un peu en retrait pour bien distinguer les statuts : eux n'apportent pas une parole d'expert, mais un simple témoignage. Un jeune couple, plutôt sympathique, a été jeté toute une journée dans un commissariat, fouillé à corps, pour un dépassement de ligne jaune. Ils ont porté plainte. On attend avec intérêt le résultat de cette plainte. On espère que Dechavanne les réinvitera dans quelques années, à l'issue de l'aventure judiciaire dans laquelle ils s'engagent.

A côté d'eux, un berger des Alpes-de-Haute-Provence. Toute la presse - dont le Monde - a récemment rendu compte de son procès. Accusé d'avoir tué un enfant, il a été finalement acquitté. Il est donc venu de là-bas. C'est loin, les Alpes-de-Haute-Provence. C'est terrible, même blanchi, d'avoir porté le poids de cette horreur-là. Quel temps lui est laissé ? Quarante secondes, une minute peut-être, à peine le temps de débiter une histoire de faux témoin, gracieuse à laquelle on ne comprend rien. Avez-vous été maltraité pendant votre garde à vue ? « Quelques coups de poing le matin », répond-il. Rires dans le studio. Dechavanne : « Coups de poing le matin, chagrin ». Et c'est fini. Trois mots de conclusion, et voici le démonstration d'un appareil à nepper le sucre-glace sur les gâteaux. Demain matin, le berge de Castellan retournera dans ses montagnes. Son affaire n'aura-t-elle pas mérité au moins quelques minutes de plus ?

Tout est spectacle, distraction, prétexte. Quelques heures plus tôt, Gilles Schneider recevait le millionnaire adhérent de l'association de soutien à La Cinq. C'est un employé d'une compagnie d'assurances, de Melun, il était venu avec sa femme et ses trois enfants. Etant le millionnaire, il avait gagné un scooter. Joie et effusions sur le plateau. Car un naufrage, même le sien propre, c'est encore et toujours du spectacle.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « le Monde radio-télévision » ; ◻ Film à éviter ; ◻ On peut voir ; ◻ Ne pas manquer ; ◻◻◻ Chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 18 mars

TF 1

NOCTURNE tous les JEUDIS 22 heures.

Exceptionnel le 19 mars : - 20 % sur tous les canapés* de 19 h à 22 h.

SAMARITAINE

*Sauf points rouges.

- 20.40 Sport :** Football. Coupe d'Europe des vainqueurs de coupe (quart de finale, match retour) : Monaco-AS Roma, en direct de Monaco.
- 22.40 Magazine :** Le Point sur la table. L'identité de la France est-elle menacée ? Invité : Philippe de Villiers, député PR, président de l'Union nationale de la Vendée ; Harlet (Péris, président de SOS racisme).
- 0.00 Journal et Météo.**
- A 2**
- 20.50 Téléfilm :** Prince Lazare.
- 22.15 Documentaire :** Enfant de personne.
- 23.05 Magazine :** Musiques au cœur.
- 0.20 Journal et Météo.**
- FR 3**
- 20.40 Magazine :** La Marche du siècle. L'Algérie aujourd'hui. Interview de Mohamed Boudiaf, président du Haut Comité

- d'Etat, en direct d'Alger : Reportages de Bruno La Dreff, Khalid Melha et Christophe Marlet. Un point sur la question algérienne, après la dissolution du Front islamique du salut.
- 22.20 Journal et Météo.**
- 22.40 Mercredi en France.**
- 23.35 Traverses.** Litua, Lituanie libre.
- 0.30 Musique :** Mélanie.
- CANAL PLUS**
- 21.00 Cinéma :** Un ange de trop. Film américain de James D. Parrott (1989).
- 22.35 Flash d'informations.**
- 22.40 Sport :** Football. Liverpool-Gènes. Quart de finale retour de la Coupe de l'UEFA.
- 0.20 Sport :** Football. Barcelone-Dynamo de Kiev. Coupe d'Europe, 4^e journée poule finale de la C1.
- 2.00 Documentaire :** Les Mongols.
- LA 5**
- 20.50 Téléfilm :** Meurtres au crépuscule. Spécial drôles d'histoires.
- 22.30 Sport :** Football. Coupe d'Europe des clubs champions : Sampdoria de Gênes (Italie) - Anderlecht (Belgique).
- 0.30 Journal de la nuit.**
- M 6**
- 20.40 Téléfilm :** Trois femmes et un divorce.
- 22.20 Téléfilm :** La Justice de Tony Cimo.
- 0.00 Magazine :** Vénus.
- 0.25 Six minutes d'informations.**
- LA SEPT**
- 21.00 Documentaire :** Les Patients.

- 22.15 Documentaire :** Comment ça va ? 1. L'Anoré.
- 22.35 Cinéma :** La Prodiges. Film argentin de Mario Soffici (1946).
- 23.35 Courts métrages :** Nelson Cavacchino ; Maloria Absoluta.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Tire ta langue.** De l'érotisme à la pornographie, les mots de l'amour.
- 21.30 Correspondances.** Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse.
- 22.00 Communauté des radios publiques de langue française.** Arts et artistes : Jean-Paul Riopelle et Paul-Émile Borduas.
- 22.40 Les Nuits magnétiques.** Loin du Brésil : histoire d'un premier film (2).
- 0.05 Du jour au lendemain.** Avec Thierry Maricourt (Henry Poulaille).
- 0.50 Musique :** Coda.

- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Concert (donné les 7 et 8 novembre 1991 à la Philharmonie de Munich) :** Concerto grosso n° 2 en sol mineur op. 3 pour cordes et basse continue, de Corelli ; Symphonie n° 7 en ut majeur op. 105, de Beethoven ; Le Sacre du printemps, de Stravinsky, par l'Orchestre symphonique de la radio de Munich, dir. Lorin Maazel.
- 22.00 Concert (donné le 20 janvier au grand auditorium de Radio-France) :** Aspera, de Donato ; Reziy pour voix et syster, de Herfert ; Les Surfaces de la tête, de Garcia ; Cuatro miniaturas avec orgue, de Orta, par Yuri Koyama, voix, Daniel Tengué, syster, Michel Fister, orgue.
- 23.10 Ainsi la nuit...** Douzième Année de plénitude, de Liszt ; Mélodies, de Rossini ; Quatuor en mi mineur, de Verdi.
- 0.30 Dépêche-notes.**
- 0.35 L'Heure bleue.**

Jeudi 19 mars

- TF 1**
- 14.30 Feuilleton :** Côte Ouest.
- 15.25 Série :** Les Enquêtes de Remington Steele.
- 16.15 Série :** Tribunal.
- 18.45 Club Dorothée.**
- 17.30 Série :** Les Professionnels.
- 18.25 Jeu :** Une famille en or.
- 18.50 Loto sportif (et à 20.40).**
- 18.55 Feuilleton :** Santa Barbara.
- 19.20 Jeu :** Le Roi de la fortune.
- 19.50 Tirage du Tec-O-Tac.**
- 20.00 Journal, Météo, Météo et Temple vert.**
- 20.50 Variétés :** Sacré soirée.
- 22.40 Magazine :** Ex libris. Invités : Brigitte Hammerlin (Paroles d'innocence) ; Marie-Claire et Gilles de Maistre (Histoire d'enfance) ; Simone Chalon (Enfance retrouvée) ; Pierre Bellemare (Année criminelle) ; Patrick Delaroché (Adolescence à problèmes) ; Claire Gallois (Les Heures dangereuses).
- 23.45 Journal et Météo.**

- A 2**
- 15.15 Tiercé, en direct de Maisons-Laffitte.**
- 15.30 Variétés :** La Chance aux chansons.
- 16.25 Jeu :** Des chiffres et des lettres.
- 18.50 Magazine :** Défendez-vous.
- 17.00 Magazine :** Gigo.
- 18.10 Série :** L'homme qui tombe à pic.
- 19.00 Série :** Filic à tout faire.
- 19.30 Divertissement :** La Caméra Indiscrète.
- 19.59 Journal, Météo des courses et Météo.**
- 20.50 Magazine :** Envoyé spécial. Kremlin, la citadelle du pouvoir ; Paris-phérique : Les produits light.
- 22.20 Cinéma :** Pas de printemps pour Mammie. Film américain d'Alfred Hitchcock (1984).
- 0.30 Magazine :** Merci et encore Bravo.

- FR 3**
- 14.30 Magazine :** Le Choc.
- 15.30 Série :** La Grande Vellée.
- 16.25 Magazine :** Zapper n'est pas jouer.
- 18.00 Magazine :** Une pêche d'enfer.
- 18.30 Jeu :** Questions pour un champion.
- 19.00 La 18-20 de l'information.** De 18.12 à 18.35, le journal de la région.

- 20.00 Un livre, un jour.** Eclaircissements, de Michel Serres.
- 20.10 Divertissement :** La Classe.
- 20.45 Cinéma :** Le Crabe-Tambour. Film français de Pierre Schoendoerffer (1977).
- 22.45 Journal et Météo.**
- 23.10 Documentaire :** Le Mémoire et l'Oubli. Souvenirs d'Indochine : images d'hier (archives militaires) et d'aujourd'hui (sur le tournage de Dien Bien Phu, de Schoendoerffer).
- 0.05 Musique :** Mélanie.

- CANAL PLUS**
- 16.05 Cinéma :** The Tall Guy. Film britannique de Mel Smith (1988).
- 17.30 Magazine :** Rapido.
- 18.00 Canaille peluche.**
- En clair jusqu'à 20.35**
- 18.30 Ça cartoon.**
- 18.50 Le Top.**
- 19.20 Magazine :** Nulle part ailleurs.
- 20.31 Le Journal du cinéma.**
- 20.35 Cinéma :** Le Roi de New-York. Film italo-américain d'Abel Ferrara (1990).
- 21.10 Flash d'informations.**
- 22.20 Cinéma :** Né un 4 juillet. Film américain d'Oliver Stone (1988) (v.o.).

- LA SEPT**
- 16.15 Documentaire :** Boulez XX^e siècle. 1. L'Harmois.
- 17.15 Téléfilm :** Le Front dans les nuages.
- 18.55 Flash d'informations (et à 18.55, 20.55, 21.50, 22.50, 23.15, 23.30, 23.55).**
- 19.00 Documentaires cubains.**
- 20.00 Documentaire :** Histoire parallèle.
- 21.00 Magazine :** Mégamix.
- 21.55 Magazine :** Avis de tempête.
- 22.55 Danse :** What About Ida.
- 23.20 Danse :** La Chambre.
- 23.35 Documentaire :** Pierre Jamet, un siècle de harpe.

- LA 5**
- 14.25 Série :** Bergerac.
- 15.20 Série :** Solo, brigade des stupés.
- 16.15 Série :** Shérif, fais-moi peur.
- 17.05 Les deux font le loi.**
- 17.35 Youpi ! L'école est finie.**

- 18.10 Série :** Deux filles à Miami.
- 19.05 Série :** La loi est la loi.
- 20.00 Journal et Météo.**
- 20.50 Téléfilm :** Les Chiens de l'enfer.
- 22.35 Cinéma :** Sirocco. Film italo-français d'Aldo Lado (1986).

- M 6**
- 16.45 Jeu :** Zygomatic.
- 17.15 Magazine :** Zygomatic.
- 17.35 Série :** Ordes de dames.
- 18.30 Série :** Flipper, le dauphin.
- 19.00 Série :** La Petite Maison dans la prairie.
- 19.50 Météo des neiges.**
- 19.54 Six minutes d'informations.**
- 20.00 Série :** Mademoiselle est servie.
- 20.30 Météo.**
- 20.35 Mode 8.**
- 20.40 Cinéma :** Comment draguer tous les mecs. Film français de Jean-Paul Fautouillis (1984).
- 22.25 Météo des neiges.**
- 22.30 Téléfilm :** Deltium.
- 0.00 Météo des neiges.**
- 0.05 Six minutes d'informations.**

- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Marcel Schwob (1867-1905),** un aventurier de l'esprit. 4. Le livre de Monelle.
- 21.30 Profils perdus.** Willy Munzenberg.
- 22.40 Les Nuits magnétiques.**
- 0.05 Du jour au lendemain.**
- 0.50 Musique :** Coda.

- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Concert (en direct du Théâtre des Champs-Élysées) :** Symphonie de requiem, de Britten ; Les Sept Dernières Paroles de Christ, de Haydn, par l'Orchestre national de France, dir. Stewart Bedford.
- 23.10 Ainsi la nuit...** Variations concertantes pour violoncelle et piano op. 17, de Mendelssohn ; Grand quatuor à cordes en la mineur op. 122, de Kuhlau ; Lieder, de Mendelssohn ; Sonate pour alto et piano, de Nopont.
- 0.30 Dépêche-notes.**
- 0.35 L'Heure bleue.**

ARTS • SPECTACLES



Dizzy Gillespie et Max Roach

ANTOINETTE DARRAUD

RENCONTRES, PASSIONS : « BANLIEUES BLEUES », FESTIVAL DE JAZZ

La peau du désir

La neuvième édition de Banlieues bleues – festival de jazz organisé en banlieue rouge, la Seine-Saint-Denis – couvrira, du 20 mars au 25 avril, le territoire du jazz tel qu'il se joue. Outre-périphérique, on rencontrera tout le jazz. D'abord son histoire, avec la présence de trois batteurs essentiels, Max Roach, Elvin Jones et Sunny Murray – et malgré l'absence de Dizzy Gillespie. Le père du bop devait célébrer son jubilé lors d'un *Trumpet Summit* qui a dû être annulé pour raisons de santé. Banlieues bleues cherche aussi du côté des métissages, avec une création de l'acrobate avant-gardiste new-yorkais John Zorn et des représentations du jazz, avec une belle programmation cinématographique.

« **B**LACK casting. Urgent. Agence recherche comédien black 35-50 ans, type jazzman US. De préf. musicien et pouvant prendre l'accent américain. » C'est une petite annonce publiée la semaine dernière dans un journal français. L'intérêt stylistique des petites annonces, c'est l'économie, le refuge squelettique du style classique, l'urgence, ce côté La Rochefoucauld taggé. L'intérêt moral, c'est qu'on ne peut pas s'offusquer. Ça passe, ça glisse, et ça répond. Donc, il y a un « type jazzman US », ce type existe dans la mémoire et l'imaginaire des agences, c'est bien assez pour exister, il n'en faut pas beaucoup plus à la philosophie.

De ce type, on ne donnera qu'un signal certain : aucun des musiciens qui composent le pléthorique plateau d'un des plus grands festivals actuels, Banlieues bleues, aucun des acteurs de cette bistoire vivante du jazz et des musiques mixteennes n'y entre. C'est clair.

On impute toujours la discrétion, qu'il a poussée cette fois jusqu'à l'absence, de Dizzy Gillespie – le fondateur des lois et de la Constitution de la trom-

pette moderne – à l'âge, à la faiblesse des lèvres, à la perte du son, du phrasé. C'est toujours ce que les geos cotocotent. Ils s'écotocotent pour passer à côté de l'essentiel. Dizzy est peut-être seul à savoir que même si ses lèvres étaient intactes, et son souffle et sa colooue d'air, l'idée lui ferait défaut. On réduit la musique à l'instrument, à son usage, à ce qu'il révèle d'application, de soin, de virtuosité, d'intégration (dans le moule, la forme, le type, le style). Les musiciens, toutes musiques confondues, savent qu'il n'en est rien. Ils savent que la musique est l'envers de cette envie pauvre. Ils savent qu'elle est d'abord le désir de musique. Ils en souffrent souvent. Il arrive qu'ils en soient beureux.

L'énigme du jazz est moins là que dans ce que le clooage actuel des maîtres, eux-mêmes anciens rebelles, souligne. Le jazz a toujours procédé par différenciation. Pas seulement dans un but d'affirmation : par simple survie. En trois ou quatre ans, Dizzy Gillespie a vu surgir autour de lui Miles Davis, Fats Navarro, Clifford Brown, sans compter Chet Baker que Parker avait signalé aux autres comme la vraie menace. Ce simple constat nous sort au moins des poncifs où le bredouillage officiel s'enfonçait. Ces poncifs sont de trois ordres.

Le temps de la légitimation culturelle étant passé (premier ordre), cette reconnaissance n'ayant à vrai dire plus grand sens – il n'y a guère que Spike Lee et quelques maniacs-dépressifs pour y croire encore, – on reprend le jazz pour une collection de nègres (les « blacks ») tombeurs, aussi experts en saurigu qu'en relais quatre fois cent mètres, gais alors comme le sont les nègres, vous savez bien, amateurs de substances, et jouant, le rythme bien encre dans la peau, uoe sorte de bamboula qui, de King Oliver à Kenny Garrett, batifole à peu près dans les mêmes eaux. C'est la critique positivo-sportive, elle ne fait pas mystère de ses références et de son indigence, elle est frivole, susurrante, délurée, son modèle vient en droite ligne des grandes lois olympiques et du libéralisme économique, elle a l'avantage de laisser cootent de soi (deuxième ordre).

Avec ses variantes sociologiques, historiques, pointilleuses, poétiques ou musicologiques, la critique du troisième type, familialo-métaphysique (le jazz est une grande famille, la théorie de ses créateurs analogue à la série des grands philosophes)

présente l'iotérêt de laisser moralement inquiet. Très sourcilieux. En permanence sur la brèche, polémique, tatillon. Jamais sûr, au food. Bien entendu, l'origine sociale et communautaire du jazz donne des arguments de poids. Mais comment se tirer de tous les paradoxes qu'ils induisent en noir et blanc ? Comment tenir bien longtemps l'épuisant modèle familial (le plus débilant, à coup sûr) pour une ressource épistémologique. Les plus adroits s'en sortent en otiant un peu de René Char à pas mal de darwinisme, dans la même proportion que le pastis et l'eau. Ça fait toujours son effet. Ça permet d'oublier provisoirement le malheur d'être (comme le pastis et l'eau, d'ailleurs).

Un homme va clôturer ce festival. Il s'appelle Orioette Coleman. La série de ces trente-deux concerts pour moitié dédiés à Albert Ayler, a ceci de certain qu'elle ne correspond à aucune idée requise du « jazz ». Toujours anxieux de savoir par où commencer, comment pénétrer ce monde secret, par où entrer dans la planète interdite, le public peut y aller les yeux fermés. Ce n'est pas l'ignorance du jazz qui empêche. Ce sont les idées qu'on s'en fait.

Jamais le désir de jazz n'a été si vif. A l'époque de Clifford Brown et de Fats Navarro, seule une petite communauté – à New-York, à Copenhague, à Paris, un peu partout – s'otretenait de ce mystère, y trouvait des raisons de vivre parfois.

Jamais en nombre – mais le nombre n'a vraiment aucun sens, – le public, les musiciens, les émissions de radio, les rubriques n'auront été si importants. Il est même possible d'affirmer que jamais, en qualité globale, le « niveau » n'aura été si élevé. Ce qui a encore moins de sens que le constat du nombre. Ce désir de jazz vient trop tard ou trop tôt. C'est une autre façon de dire qu'il vient à son beure. Ornette Coleman a commencé il y a une trentaine d'années par des disques dont les titres sont encore à l'état de promesses : *Something Else* (« quelque chose d'autre »), *The Shape of Jazz to Come* (« la forme du jazz à venir »), *To-morrow is the question* (« demain, voilà la question », *Free Jazz* (« libérez le jazz ! ») ... Il a été plus insulté que d'autres, plus oublié, plus meurtri. Il est plus aimé, s'entend.

Son étrange aventure, si distiocte de celle des autres protagonistes du « jazz », si semblable, est la promesse d'un monde qui ne viendra plus. Qui n'a

peut-être plus à venir. Elle résume une histoire qui ne s'est faite qu'en renversant ses histoires, qu'en déjouant son économie, qu'en mêlant les artifices de ses influences, qu'en travestissant son simultanéisme sous des airs de chronologie. C'est une histoire de rencontres, d'excès, de passion musicale et d'identité communautaire dont *Banlieues bleues* donne un état exact. Une histoire déroulée sur le mode du jeu et du désir. Une bistoire d'amour.

C'est pourquoi le désir de jazz tient encore. Il a encore la peau plus dure que le marcbé et l'académisme. (Lire nos articles pages 32 et 33).

FRANCIS MARMANDE

THEATRE
NANTERRE

AMANDIERS

UN HOMME PRESSE

de Bernard Chartreux
Mise en scène
Jean-Pierre Vincent

du 17 mars
au 17 avril

46 14 70 00

BANLIEUES BLEUES

TROIS BATTEURS, TROIS MUSICIENS : MAX ROACH,

Avec tambours

1948, salle Pleyel : le grand orchestre de Dizzy Gillespie fait la révolution en jazz. Bataille d'Hernani.

Vingt ans après, fin 1968, reconstitution du big band de Gillespie (hommage), suivie d'un *drums workshop* : Max Roach, Elvin Jones et Sunny Murray, les trois drummers les plus en vue du moment, tournent ensemble. Hernani-bis avec Sunny Murray.

1989 : Max Roach et Dizzy Gillespie signent en duo un des grands moments de Banlieues bleues.

Les trois batteurs sont de nouveau au programme de l'édition 1992. Dizzy Gillespie est absent. Grand retour de Sunny Murray. L'histoire se répète-t-elle ? Est-elle finie ? On reprend-elle ?

L'ORGANISATEUR de Stockholm est parti avec la caisse. Charles Delaunay invite le big band à Paris. Les partitions restent bloquées en Suède. Le public est à cran. Un parfum d'émeute - enfin, n'exagérons rien, une émeute à la mesure de Pleyel - flotte sur la nuit. Aujourd'hui, les publics de jazz ne se divisent plus, ils font corps. C'est un bien grand tort.

En 1948, c'est clair, camp contre camp, aussi net que Résistance et collaboration. D'un côté, les « progressistes » attendent Gillespie, le prophète d'une forme neuve, explosive du jazz, celle qui, par parenthèse, triomphe aujourd'hui comme dogme officiel, le be-bop, inventé par Monk et Parker, la révolution poétique et technique du jazz, romantisme, symbolisme et surréalisme foodus en quelques accords de treizième, un goût de la vitesse effrénée et une sorte d'art de vivre exotique ; de l'autre, les tenants tenaces de la tradition cornaqué par un monseigneur Lefebvre très savant, authentique foodateur de l'idée même de « critique de jazz », Hugues Panassié, ami personnel d'Armstrong et de Mezz Meow. On résume, bien sûr.

Toujours est-il qu'en 1948, lorsque la machine infernale de Gillespie se met en marche sans partition, de mémoire, tard dans la nuit, avec cette rythmique implacable et si souple (John Lewis, Al McKibbin, Kenny Clarke) relancée par le plus sidérant des percussionnistes jamais vus : Chano Pozo, l'effet est celui d'une bombe.

Quelques semaines plus tard, un homme armé d'un pistolet gros comme un canon descendit Chano Pozo au Rio Café de Harlem. Les experts les plus raisonnables émettent l'hypothèse suivante à laquelle Dizzy ne croit pas trop : Chano Pozo n'aurait pas été liquidé pour une vulgaire affaire de drogue, pas davantage pour une histoire de femme, non : il a probablement joué trop loin avec les secrets, lui, le Cubain aux mains qui dansent, il a trop divulgué ce qui n'avait pas à l'être. Et en scène, qui plus est. La percussion, c'est un art compromettant. Que vous soyez tambour-major ou rythmicien vaudou ne change pas grand-chose.

On connaît la légende du concert de Gillespie par cœur. Elle est fondatrice de l'idée même de jazz

moderne. Parfois on pense y avoir assisté. Dans une autre vie. Dans la salle, en tout cas, on ne fut pas loin d'en venir aux mains. On sort à peine de la guerre. On entend alors infiniment moins de musique, ce n'est rien de le dire, qu'aujourd'hui. Le disque est une rareté. Et, pour couronner l'affaire, une persistance grave des studios d'enregistrement américains a partiellement empêché la révolution be-bop de se faire connaître.

Le son même de l'orchestre de Gillespie, sa puissance, sa conception harmonique et son énergie rythmique, sa fureur très maîtrisée ont, d'un coup, évanoui tous les repères de la première génération d'amateurs de jazz. Comme d'habitude dans ce genre de circonstance, les gardiens du temple se crispent dans leurs convictions, ou alors ils basculent.

Pour le premier rang des « figures moises », ce fut d'abord affaire de niveau sonore. Le niveau était insupportable. Le jazz trahi. Les Noirs mal blanchis par des intellectuels pervers (pléonasme). La « bataille du jazz » (Panassié) contre les « raisins verts » éclate. Elle va faire rage, déchirant des revues (*Jazz Hot*), divisant des familles, brisant des couples et structurant définitivement le psychisme des amateurs de jazz comme celui des chiffonniers. Hugues Panassié se replie dans sa papauté, à Montauban. D'où il fait des bulles.

Le phénomène ne toucha pas seulement la France mais tous les pays développés, à l'exception des pays de l'Est, qui ont longtemps cru, faute d'informations et de disques, que le jazz se confondait à jamais avec le dixieland.

Vingt ans plus tard, le cinquième Paris jazz festival (1968) a l'idée saugrenue, prévisible, de reconstituer le grand orchestre de Gillespie. Entre-temps, quelques guerres coloniales ont été menées, on a changé de Constitution, on a inventé le rock, le free jazz et la minijube, et le mois de mai 1968 se met à vouloir durer une cinquantaine de semaines, peut-être plus.

On ne recommence pas une histoire d'amour. Ou alors mal. Gillespie, en 1968, est un musicien complet, très maître de son expression. Il sait toujours s'entourer (James Moody), mais Chano Pozo n'est plus là et les « événements » ont changé les esprits. Coltrane, Dolphy, Rollins, Ornette Coleman, Archie Shepp, Albert Ayler, Don Cherry, Sunny Murray - en France Tunes, Portal, Vitet, Bob Guérin, Barney Wilen, Jacques Thollot, etc. - ont, eux, changé les oreilles et les sons.

Passée donc cette cérémonie commémorative de l'Hernani version 1948, qui avait tout de même ramené un contingent d'anciens combattants, les choses sérieuses commencent. Nous sommes le 6 novembre 1968. Depuis trois ou quatre ans, à heures fixes, les musiciens de free jazz qui passent par Paris désespèrent les amateurs de la deuxième génération. Hurllements et sifflets. Les « progressistes » sont débordés. Ornette Coleman, Albert Ayler, Cecil Taylor jouent dans des atmosphères survoltées. Un se divise en deux, comme disait l'excellent Mao Zedong. En outre, les plus habiles sont à même de théoriser les contradictions, ce qui n'est pas rien si l'on y réfléchit. Donc, on est paré.

Ce 6 novembre, le *drums workshop* de deuxième partie est ouvert par Max Roach (1925) en solo. C'est une



CHRISTIAN DUCASSE

leçon de finesse, d'intelligence et de génie rythmique : Max Roach, rigoureusement seul (enfin, semblant l'être) devant sa charleston, ses cymbales et ses toms, invente une symphonie légère de purs sons et rythmes. Rigoureusement à l'envers de ce que l'amateur de jazz - et le musicien donc! - redoute le plus au monde : le « solo de batterie ». Max Roach en solo, batteur, percussionniste, drummer, tout ce que l'on voudra, construit une sorte de poème épique dont le fondement rythmique est un art indéchiffrable de la polyphonie qui foira par disparaître avec lui, mais la technique n'est rien. Ce que Max Roach drummer maîtrise le mieux, c'est l'idée, la conception, l'expression, la musique, la nuance la plus superbement opposée à la façon dont on se figure une batterie... Et il joue comme d'autres de l'orgue, du clavier, comme on caresse, comme on écrit un sonnet de Ronsard, comme Monet peint.

C'est lui, ce soir de novembre, qui emporte l'adhésion générale, lui, le compagnon de Charlie Parker et de Miles Davis, lui, l'intellectuel intrinsèque, une des plus belles figures de l'art afro-américain. On se souvient bien sûr encore d'Elvin Jones, qui lui succéda sur scène. Elvin, dont le deuil était trop récent (Coltrane est mort en 1967), le tandem trop évocateur. Il est escorté de Jimmy Garrison à la basse, et tout le monde

de déplorer les « espagnolades » du bassiste ce soir-là, ce que l'on regrette le plus aujourd'hui, espagnolade ou pas, c'est sa disparition. Elvin (1927) s'était adjoint en outre les services d'un bon ténor, Joe Farrell, trop proche lui aussi de Coltrane, pour ne citer que lui.

Alors ? Alors, il restait le joker, Sunny Murray (1937), géant terrible qui a signé dix albums avec Albert Ayler, rouleur de sons, créateur d'océans, provocateur, indifférent à découper le temps en tranches, en franches séquences bien scandées mais attentif à l'habiter, à le défier, à le housculer, à le mettre en folie ou en révolution. Oui, le temps même, par alternance de nappes sonores, de progressions et de chutes, lançant sa cymbale au milieu de la scène, terrifiant, comique, semblant accompagner en permanence une chanson dont le texte serait celui de l'interview que Murray avait donnée en coulisse, juste avant de monter sur scène : « Nous en avons assez d'une Amérique qui ne sait que crier ; Heil Hitler ! Notre tour est venu maintenant. L'Amérique ne doit plus être le pays où l'on ne vit que pour se faire du fric. Nous le montrerons, nous, les Afro-Américains. » (*Jazz Hot* n° 245.)

Plus révoltant que révolutionnaire, crie le cœur des

Au programme

La longueur et l'ampleur de la programmation de Banlieues bleues empêchent d'en donner ici l'intégralité. On trouvera le programme de la première semaine et une sélection des événements à venir. Le détail du programme paraîtra au fur et à mesure dans notre sélection hebdomadaire.

Le 20 mars : Chick Corea Elektric Band à Saint-Denis.

Le 24 mars : Christian Escoudé Quartet et Cordes jouent Django Reinhardt à Pierrefitte.

Ensuite : « Fau Albart » (Cyril Lefebvre/J.-P. Arnoux, à Pantin, le 26 mars) ; Randy Weston et les Gwanans du Maroc : Yves Robert/Georges Appaix (le 27 mars) ; Elvin Jones à Pavillon-sous-Bois (le 28 mars), Al Di Meola à Montreuil (le 30 mars), Paul Bley-Gary Peacock à Tremblay (le 31 mars), Jac Berrocal Quartet avec Jacques Thollot, à Aubervilliers (le 1^{er} avril), Manu Dibango à La Courneuve (le 3 avril), Carnaval de Sevran avec Doudou Ndiaye Rose, le Compagnie Lubat, Henri Texier et le Bagad de Quimperlé (le 5 avril), J.-M. Machado et la

Workshop de Lyon à Blanc-Mesnil (le 7 avril), Sunny Murray et Michel Godard à Bagnolet (le 7 avril), Max Roach à Epinay-sur-Seine (le 9 avril), Evan Johns et Henry Vastina, Maceo Parker à Bagnolet (le 11 avril), Irène Schweizer, Andy Emmer Megacott à Villemanteuse (le 13 avril), la Compagnie Lubat à Pantin (le 14 avril), Charlie Hadan Liberation Music Orchestra à Aubervilliers (le 16 avril), John Zorn-Arto Lindsay (*Houdini-De Sade*) à Saint-Ouen (le 22 avril), The Lonely Bears, à Saint-Denis (le 23 avril), Galliano-Ron Carter à Saint-Denis (le 24 avril), Ornette Coleman et Prime Time à Bobigny (le 25 avril).

Programmation cinéma : John Cassavetes, Martin Scorsese, Melvin Van Peebles, films inédits dans plusieurs cinémas du département.

* Renseignements-location : Banlieues bleues, 9 avenue Berlioz, 93270 Sevran (par correspondance). Facs, Virgin Megastore, Cinéma et par Minitel 3614 Epinay 1.

VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J.-M. H. : ouvert jusqu'à... heures.

DINERS

RELAIS GELMAN 47-23-54-42
37, rue François-1^{er}, 8^e F. sam. dim.
Jusqu'à 22 h 30. Cadre entièrement rénové. Salle climatisée. Cuisine française traditionnelle. Les RAVIOLES OU ROYANS. Soles aux coquilles. FILET A L'ESTRAGON. Gâteau du jour.

LE RELAIS D'ECHEVHEIM 47-00-44-10
Boulevard de la République, 11^e
T.L.J., service cont. de 11 h à 2 heures du mat. Huîtres et fruits de mer toute l'année. Poissons du marché. Choucroute. Menu-carte 160 F (com., plat, dessert, café, vin comp.). Repas d'aff.

RIVE DROITE

NOS ANCIENS LES GAULOIS 46-33-66-07 et 66-42
39, rue Saint-Louis-en-l'Île, 4^e Climatise
Unique au monde. Cadre fin 17^e. Ambiance exceptionnelle. Menu 6 plats : 180 F tout compris. Vin à discrétion. Tous les soirs. Dimanche midi et soir.

LE MAHARAJAH 43-54-26-07
L'INDE SUCCULENTE au 72, bd St-Germain, 5^e M. Maubert, T.L.J. NON-STOP de 12 h à 23 h 30, ven., sam., accueil jusqu'à 1 h. CADRE LUXUEUX. Env. 160 F.

O'BRASIL 43-54-98-36
10, rue Guénégaud, 6^e T.L.J.
Tout le Brésil dans la cuisine. Animation avec NORMANDO « chanteur-guitariste ». Après le dîner, DISCOTHEQUE jusqu'à l'aube.

RESTAURANT THOUMIEUX 47-05-49-75
79, rue Saint-Dominique, 7^e
Spécialité de confit de canard et de cassoulet au confit de canard. Soir jusqu'à 23 h 30. TOUTS LES JOURS. Oim. acc. cont. de 12 h à 23 h 30. SALONS CLIMATISÉS.

SOUPERS APRÈS MINUIT

ALSACE A PARIS T.L.J.
9, pl. Saint-André-des-Arts, 6^e - Salons
43-26-89-36
CHOUCRUTES, grillades
POISSONS
DÉGUSTATION D'HUITRES
ET COQUILLAGES
Pâtisserie - Grands crus d'Alsace

LES GRANDES MARCHES
AU PIED DE L'OPÉRA-BASTILLE
La bonne adresse du quartier.
HUITRES toute l'année.
POISSONS DU MARCHÉ
Plats traditionnels. Vins à découvrir.
OECOR « brasserie de luxe »
JARDIN D'HIVER.
T.L.J. de 11 h 30 à 2 heures du matin.
6, place de la Bastille. 43-42-90-32.

ELVIN JONES ET SUNNY MURRAY
sans trompe



Saxophoniste, compositeur, batteur, provocateur, Elvin Jones est un musicien polyvalent dont l'étoile commença à poindre à New York. Il arriva à Paris en 1968, invité par Banlieues bleues. Il arriva accompagné, entre autres, d'Arto Lindsay, pour le métissage entre les deux Amériques. Il est de Bill Laverne, producteur de Mick Jagger et de la Fédération française de football. Présentation d'un musicien classé aux répétitions par ses commanditaires.

هكذا من الأصل

BANLIEUES BLEUES

ELVIN JONES ET SUNNY MURRAY

sans trompette



Sunny Murray (page de gauche), Elvin Jones (en haut) et Max Roach.

viernes usagées. Tout le monde désirait que Sunny Murray fût boudé par ses partenaires d'un soir. Il n'en est rien. Les musiciens sont plus subtils que nous ne l'imaginons. Ils ne vivent pas dans une chronologie à la noix. Ils sont drummers, avec le sens des ruptures, des revers et des coupures. Avec cette courtoisie très british qui le caractérise, Max Roach lui avait dit : « Sunny, tu es le type de l'avenir. » Bref, tout le monde était dans le vrai : on rêvait de bout en bout... Cette activité, le rêve actif, n'est pas seulement disqualifiée aujourd'hui : elle a carrément disparu.

Au premier roulement d'yeux et de tambour de Sunny Murray, ça n'a pas fait un pli. Une énorme vague de chauannerie s'est élevée, suscitant illico la protestation bruyante des libertaires (ainsi sont-ils nommés dans les revues de l'époque). On crie « Vive la France ! » (ça n'a pas l'air de l'expliquer toujours pas). « Pouvoir noir » (avec drapeau assorti). « Descends dans la rue si t'es un homme » (version 48 : « T'as la gueule à la récré », version 92 : « J'te tue à la sortie »). Bref, la soirée est pittoresque. Les survivants du big band de 48 étaient un peu paumés. Personne ne fit ce soir-là attention au dernier groupe de la soirée, les Jazz Messengers d'Art Blakey (avec Julian Priester, Billy Harper, Bikkie Hardman, Ronny Mathews, Lawrence Evans). Cru mynne, de courte garde, dont on n'aurait jamais pensé qu'il pût avoir la longévité qui fut la sienne !

En l'absence de Gillespie, la présence au programme de Banlieues bleues de Max Roach, toujours aussi subtil, d'Elvin Jones, auteur d'un des meilleurs concerts de l'an passé au Déjazet, et de Sunny Murray, que le monde du jazz et le monde tout court ont failli oublier est en soi une grammaire fondatrice. Elle donne leur sens à tous les concerts. Elle invite à regarder en trois figures aussi proches que dissemblables l'un des plus beaux mystères du jazz : les percussifs, jamais répétées, jamais athlétiques, jamais byzantines.

Tout le contraire. Les percussions sont le poulx du secret, le battement de l'âme, le rythme de l'idée même. On peut ne pas attendre trop tard pour les entendre.

F. M.

Ciné bleu

Programmation de films électorale mais soignée, en marge de Banlieues bleues, avec deux grands noms en tête d'affiche, John Cassavetes et Martin Scorsese.

Le premier y sera comme chez lui, lui dont la mise en scène souple et nerveuse, riche en improvisation et en rimes visuelles, constitue le plus proche équivalent du jazz qui onques éclaira un écran. Rien d'étonnant que son premier film, *Shadows*, ait été accompagné par Mingus, suivi par *Too Late Blues* consacré à la dérive d'un jazzman. Alors qu'une rétrospective de son œuvre triomphe en ce moment à Paris, la sélection présentée dans le cadre du festival peut s'enorgueillir de la projection du dernier film, inédit, de Cassavetes, *Big Trouble*, avec un de ses complices de toujours, Peter Falk.

Le nom de Scorsese est, lui, plus habituellement associé au rock, dont l'auteur de *Taxi Driver* fut toujours grand emetteur, et dont il anagrista un moment culte avec *The Last Waltz*. Mais Scorsese, qui n'interprétait pas par hasard le rôle de l'impression de Dexter Gordon dans *Autour de minuit*, est trop mélomane et trop « synchronisé » de l'Amérique pour ne pas avoir fait sa juste place au jazz, dans les sujets (*New York, New York*), les ambiances et les accompagnements de ses films. Sur la bande son de *Raging Bull*, présenté par le Festival, figurent ainsi Ella Fitzgerald, Louis Jordan, Gene Krupa, Nat King Cole... Mais la principale curiosité réside dans les trois inédits, dont les courts-métrages des débuts *It's Not Just You Murray* et *The Big Shave* (où on entend *I Can't Get Started* par Sunny Murray) et l'étonnante expérience d'introspection « ethnographique » *Italoamerican*.

Troisième Américain célébré, Melvin Van Peebles est le symbole des réalisateurs noirs américains qui, loin du ghetto cinématographique, ont défié la cinématographie hollywoodienne sur son propre terrain, avec des fictions mouvementées et colorées. Outre son premier film, tourné en France et consacré à une liaison interraciale (*La Permission*), on pourra découvrir son titre le plus significatif, quoique intraduisible, *Sweet Sweetback's Baadass Song*.

Egalement au programme, un coup de chapeau au trop peu connu Pierre Chenal, avec *Native Son* adapté de l'œuvre interprétée par Richard Wright, et l'excellent polar *Rafles sur la ville*, où on découvre un Michel Piccoli quasi débutant. Et encore l'un des plus beaux films africains jamais tournés, *Touti Boulé*, du Sénégalais Djibril Diop Mambety, exceptionnelle réussite de sujet « urbain », un aperçu du nouveau cinéma noir anglais avec deux films d'Isaac Julien, et des documentaires consacrés à Manu Dibango ou Bob Marley.

J.-M. F.

Aux cinémas Le Studio (Aubervilliers), Ciné 104 (Pantin), Jacques Tati (Tremblay-en-France), Centre culturel Jean-Hoedremont (La Courneuve).

JOHN ZORN, COMPOSITEUR DE MUSIQUE ÉTABLI A MANHATTAN

Le principe du kaléidoscope

Saxophoniste, compositeur, provocateur, John Zorn est un musicien multitalent dont l'étoile commence à peine à briller en Europe. Invité par Banlieues bleues, il arrive accompagné, entre autres, d'Arto Lindsay, pilier du métissage entre les deux Amériques, et de Bill Laswell, producteur de Mick Jagger et de la Fédération française de fonck. Présentation d'un musicien classique aux fréquentations peu recommandables.

La comète John Zorn est encore peu connue de ce côté de l'Atlantique : inclassable, on le connaît surtout comme musicien de jazz, dont il représente la frange dure et expérimentale. Un passage l'an dernier à Musica de Strasbourg - festival depuis peu nuvert au camp musical contemporain dans toute sa diversité - l'avait intégré aux musiques dites contemporaines, avec lesquelles, en ancien bon élève passé à la dissidence, il aime à flirter. Dans le même temps, Nonesuch, le très imaginaire label américain des musiques d'aujourd'hui, gratifie le marché français de quatre nouveaux titres, déjà disponibles aux États-Unis, où Zorn est une star, dérangeante et inclassable, mais bien typique du Lower East Side de l'après-minimalisme.

Définir Zorn et sa musique revient en effet à évoquer New-York, terrain de l'inclassable et des ethnies cohabitantes. Zorn est de New-York : il y a été élevé et partage aujourd'hui son temps entre Manhattan et le Japon. Il sait de quoi il parle en disant : « Si, à New-York, vous n'avez pas le sens de l'humour, vous mourez. » En conséquence, la musique de Zorn est avant tout le support d'une ironie qui exerce ses ravages sur les styles et les genres. Rien ne résiste aux assauts du *Speedy Gonzales* (script d'un très sérieux journal autrichien) : Ennio Morricone revu et arrangé (il faut entendre la fin de *Il était une fois dans l'Ouest* qui se mue en une sorte d'objet musical scelsien...), les



John Zorn.

arrangements on ne peut plus *hard* des œuvres d'Ornette Coleman et, de façon plus générale, la récupération systématique des « propositions » sonores du temps : clameurs urbaines, cris sexuels, blues, rock, jingles, synthétiseurs, platines de rappers, musique de dessins animés (dont Zorn pense qu'elle est la vraie avant-garde du siècle), fragments post-sériels ou ethniques. Cette attitude est bien celle de l'époque : « A aucun moment de l'histoire, les gens n'ont été confrontés à autant de musiques que ne l'est notre génération, et cela grâce à l'explosion du disque. »

L'intégration des éléments épars d'un champ musical extrêmement diversifié est portée à son comble dans *Spillane*, pièce écrite en « écho » des polars de Mickey Spillane. Les fragments rassemblés forment une suite, non pas dans le sens classique et baroque du terme (un ensemble de mouvement formellement codés), mais davantage dans celui des suites symphoniques d'après les musiques de film ou de comédies musicales : Zorn semble réduire la substance d'un monde sonore en perpétuelle expansion à une proposition microscopique ou, mieux encore, kaléidoscopique. *Spillane* représente une sorte de substrat de ce

potentiel géant, saturé, explosif, demandant de la part de l'auditeur une souplesse d'écoute proprement affolante. « Il m'est difficile de décrire ma musique. C'est une musique qui s'inspire de certains éléments de rock, de blues, classiques, ethniques et populaires, mis ensemble d'une manière que je qualifierais volontiers de « picaresque ». Je la comparerais aussi au montage cinématographique. Elle est faite de moments que je compose séparément, sans me préoccuper du contexte, et que j'assemble ensuite. Ce n'est pas une musique que vous mettez en fond sonore pour une fête. Elle demande de l'attention. »

Ironique et pluraliste, Zorn n'en revendique pas moins haut et fort le sérieux de son écriture, de ses références et du travail de déconstruction qu'il opère sur cette base : « Mes études, ma vie, le monde qui est le mien, les traditions auxquelles je me rattache, mes héros - Harry Partch, Steve Reich, Ives, Stravinsky, Varèse - tout ceci m'apparaît comme une lignée au bout de laquelle je me situe. »

De Charles Ives, Zorn a hérité le goût des assemblages, des superpositions, d'un collectage assez surréaliste d'éléments divers ; de Stravinsky, il revendique la versatilité, l'habileté à endosser des physionomies musicales extrêmement variées et, selon Zorn lui-même, la capacité à écrire par blocs sonores. La référence à Steve Reich s'explique moins bien, sinon par l'éminente place qui était la sienne sur la scène new-yorkaise, du temps de l'adolescent Zorn. Autant Zorn pratique l'impureté - en ce sens exclusif, il serait plus proche de John Adams - autant Reich s'est toujours fait le chantre d'une grande pureté de conception et de réalisation, austérité *clean* que la venue d'un jazz *trash* au sang nouveau devait déstabiliser au milieu des années 70. *Cabra* (Hat Art Records) est l'une des partitions les plus représentatives de cette veine déconstructrice de Zorn. (Œuvre inédite, proposée dans cet enregistrement en deux versions (*Live*, 1985, studio 1986), elle tente de réinventer les rapports de liberté et de contrainte au sein du groupe musical improvisateur.

Mais les temps changent. La « nouvelle musique » des années 80 se constitue déjà en mémoire et sédimentation un peu plus encore la perspective des tendances d'aujourd'hui ; Zorn est typique d'une mutation sensible sinon nécessaire. Sa musique est une

musique de crise, de refus, un parti pris furtif, dérangeant, nuageant même, contre les systèmes, les tiroirs et les hiérarchies : « Je réagis fortement contre l'idée qu'il existe un art supérieur. (...) C'est le même raisonnement que d'associer le champagne à la musique classique, la bière aux concerts de rock et le whisky aux boîtes de jazz mal famées. Ça n'a aucun sens pour moi. La musique classique n'a pas plus de valeur que le blues parce qu'un type a étudié et obtenu un diplôme pendant que l'autre vivait son expérience dans la rue. Je me suis toujours rebellé contre ce genre d'attitude. Les gens qui ont grandi dans les années 60, en écoutant du blues, du rock de la musique classique, de l'avant-garde ou de la musique ethnique, ont en commun l'idée que ces musiques ont le même sel et qu'il n'y a pas d'art respectable ou méprisable. La pop music a donné des chefs-d'œuvre durables tout comme des inutilités sans lendemain. Et c'est la même chose dans le monde du classique, où une quantité incroyable de mauvaise musique a été écrite » (1).

Ces propos ont du sens, une fois encore. Reste à découvrir cette musique, le 30 mars, au Théâtre de la Ville, où le Quatuor Kronos joue *The Dead Man*, hommage à Robert Mapplethorpe, et le 22 avril à Saint-Ouen, avec la création de *Houdini de Sade*, où l'on pourra constater la place qu'occupe John Zorn dans la création musicale d'aujourd'hui, et vérifier que le collectage non discriminant qu'il applique à sa musique dépasse les bonnes intentions de l'éclectisme post-moderne. La question mérite d'être posée - et les réponses entendues.

RENAUD MACHART

(1) Les citations sont extraites du livre d'Edward Strickland, *American Composers : Dialogues on Contemporary Music*, Indiana University Press, 1991.

* Concerts : création de *Houdini de Sade* en collaboration avec Arto Lindsay, et avec Bill Frisell, Fred Frith et d'autres, puis de *Painkiller*, trio avec Zorn (saxophone), Bill Laswell (basse), Mick Harris (batterie), le 22 avril, à 20 h 30, Espace 1789, Saint-Ouen. Concert du Kronos Quartet, le 30 mars à 18 heures au Théâtre de la Ville.

* Discographie : *The Big Gundown* (John Zorn joue la musique d'Ennio Morricone) ; *Spillane* ; *Filmworks* 1987-1990 et *Spy us Spy*, à paraître chez Nonesuch-WEA.

COMÉDIE-FRANÇAISE

DE LA SAISON 1992-1993

Jiri Menzel sur la scène de Prague

Après l'invasion de la Tchécoslovaquie par les chars soviétiques, Otomar Krejca, fondateur et directeur du « Za Branou », metteur en scène internationalement connu, a dû s'exiler en Belgique. Il est revenu après la « révolution de velours ». Jiri Menzel, lui, a pu rester. Le cinéaste de *Trains étroitement surveillés* est un amoureux du théâtre, qu'il pratique régulièrement. Il en a fait sa maîtresse, autrement dit sa passion. On ne le savait pas en France. L'invitation adressée à ces deux vedettes est-elle le signe d'une vraie curiosité pour les scènes tchèques et slovaques ?



Otomar Krejca.

« Vous revenez à la Comédie-Française où vous avez monté *la Mouette* en 1980. Cette fois, vous n'êtes plus un exilé puisque vous avez retrouvé votre théâtre, cette salle du Za Branou que vous aviez inaugurée à Prague en 1965 et dont vous aviez été chassé sept ans plus tard. Pendant tout ce temps-là vous avez été un nomade ? »

« Un juif errant (il rit). Depuis la fermeture du théâtre, avec *la Mouette*, le 10 juin 1972... Assez tard parce que jusque-là on avait encore des amis au comité central. Les autorités ne voulaient pas vraiment fermer le théâtre, parce que c'était un trop grand scandale, on voulait nous faire rompre, on nous demandait d'être d'accord avec la politique, avec l'invasion russe, etc. J'ai refusé, j'ai dit : je ne peux pas dire ce que je ne pense pas. Je suis resté deux ans sans travail. »

[Cette soirée du 10 juin 1972, cette *Mouette* qu'on jetait à la rue en espérant museler le théâtre et ses spectateurs, elle est restée légendaire, elle demeure un symbole du pouvoir du théâtre. Dans un texte intitulé *Des larmes au milieu des applaudissements, le grand connaisseur de Prague Angelo Ripellino (1923-1978) se souvenait : « Feuilles mélancoliques à peine soulevées par le vent. Le théâtre Za Branou dit adieu, avec la représentation de la Mouette dans la mise en scène de Krejca. Larmes de rancœur, d'amertume désespérée. Cinquante-sept minutes d'applaudissements. Même les machinistes vinrent à la rampe (...) Le metteur en scène dut descendre dans la salle avec les interprètes pour serrer la main des spectateurs et prononcer d'une voix fêlée un na shledanou (au revoir) peu assuré. » Chroniques pragoises, Éditions de l'Aube, 1992.]*

« (Un soupir) Le malheur européen de vouloir croire à des prophètes... Vous dites que vous êtes de la génération de Sartre, pourquoi ne dites-vous pas que vous êtes de la génération des grands poètes, de René Char, par exemple ? Sartre, il m'a trompé terriblement. Je me souviens quand il a écrit sur Cuba, ses articles avaient paru en volume chez nous. J'ai cru ce qu'il disait sur la révolution. Puis je suis allé travailler là-bas. J'avais été invité par Eduardo Manet qui était venu à Prague et avait vu ma mise en scène d'une pièce de Josef Topol, *Fin de Carnaval*, il m'avait dit : « Venez travailler chez nous, nous avons beaucoup de projecteurs. » Déjà dans ce temps-là, au début des années 60, j'avais des ennuis

avec le parti, et la cellule communiste du Théâtre national avait refusé l'invitation « pour ne pas offenser le peuple cubain » ! A la fin, le ministère de la culture m'a envoyé là-bas et je suis parti pendant six mois, en 1962-1963, Manet n'était déjà plus là. J'ai trouvé à Cuba beaucoup de choses intéressantes, et ça a été une expérience extraordinaire, mais on sentait déjà le manque de liberté. »

« Pendant cinq années, de 1963 à 1968, je n'avais plus aucune possibilité de sortir du pays. J'étais surveillé partout, tout le temps. Mais pendant toutes ces années la solidarité internationale a fonctionné ; ici, par exemple, Pierre Dux, alors administrateur de la Comédie-Française, avait écrit au ministère et, plusieurs années après, il m'a dit qu'il n'avait jamais eu de réponse ; les Suédois ont voulu m'engager au Dramaten à Stockholm ; Huisman a voulu m'inviter à Bruxelles, etc. Mais ma situation était simple : j'étais tenu par mon statut en dix points que j'avais dû signer avec un petit théâtre de la banlieue de Prague ; il était stipulé que je devais vivre comme un bonhomme homme socialiste, que je devais refuser les invitations à l'étranger en disant que je n'étais pas disponible. Au bout de trois ans, la situation était impossible. Mon théâtre recevait plus de visiteurs que les autres... Puis, en 1978, j'ai pu signer un premier contrat avec les Allemands pour devenir directeur artistique à Düsseldorf. De notre côté, on était obligé d'accepter. Alors, on m'a libéré, mais j'ai exigé la possibilité de revenir. Je ne voulais pas émigrer... Certains m'ont critiqué. Svoboda s'était adapté au régime, c'est pourquoi j'avais cessé de travailler avec lui. Je travaille maintenant avec Guy-Claude François, le décorateur d'Ariane Mnouchkine. Forman était parti enseigner l'Amérique aux Américains !... Partout, à chacune de mes représentations, il y avait des flics qui me surveillaient. Cela a duré longtemps, dix années. Puis ça s'est amélioré. »

« Vous étiez membre du Parti communiste ? »
« Naturellement. Pendant vingt-cinq ans. J'avais adhéré le 10 mai 1945, le lendemain de la libération de Prague par les Russes. J'ai été exclu en 1970. C'était vingt-cinq années de difficultés et c'est seulement parce que j'ai eu du succès que j'ai pu survivre. »

« Vous n'avez jamais voulu émigrer. Pourquoi ? »
« C'est difficile à dire. Je ne voulais pas quitter mon

capital, — de Gogol à Goldoni, en passant par O'Casey, et la *Mandragore* de Machiavel, l'*Opéra des gueux*, l'*Audience* de Havel, entre autres... Il a également travaillé à Bochum, Belgrade, Zurich, Helsinki, Bâle, etc. Du théâtre, il dit que c'est sa maîtresse ; du cinéma, que c'est son épouse. Et il ajoute : « Je ne pense pas que je saurais maîtriser mon travail de cinéaste sans mon expérience théâtrale. Elle est une part indissociable de mon savoir professionnel. »

Le théâtre a toujours joué un rôle primordial dans la société et la culture tchèques. Pendant les années 30, Prague a été, à côté de Paris et de Berlin, un centre de l'avant-garde. Mais ceux qui y ont participé, les Burian, Hanzl, Krejka, Voskovec, Werich (1), sont mal connus à l'étranger. Après la guerre, la situation n'a guère changé si ce n'est pour quelques cas comme Krejka. Le bref séjour à Paris du Club dramatique et celui d'un petit théâtre slovaque dans les années 80 ont été les seuls produits d'accords culturels gouvernementaux et sont passés inaperçus.

Survint la révolution de 1989 et la chute du communisme. Paris a accueilli au Théâtre de l'Europe et au Festival d'Automne différentes troupes soviétiques, hongroises, bulgares, roumaines, polonaises... Mais aucun Tchécoslovaque, à l'exception du mime Bolek Polivka (2). Est-ce dû au manque de curiosité des responsables français ? A la paresse ou quelque autre motivation mystérieuse chez les responsables de Prague et de Bratislava ?

Quand on a été invité une fois à Paris, on continue de l'être jusqu'à la fin de ses jours, pour des colloques, des expositions, y compris des spectacles. C'est ce qui arrive d'ailleurs aujourd'hui à Krejka et Menzel.

Pourtant, les troupes tchèques et surtout slovaques ne se sont pas endormies, même pendant la normalisation. Des productions de cette époque, survit l'époustouflant *Don Juan* mis en scène par Jan Grossman. Le nom de ce monstre sacré accolé à celui de Havel évoque « La Balustrade », salle que Grossman a fini par diriger. Interdit dans son pays pendant de longues années, Menzel a été autorisé, comme Krejka, à travailler de temps en temps à l'étranger. Mais Paris ne lui en a pas offert l'occasion.

Comme partout ailleurs dans l'ancienne Europe communiste, la marche forcée vers une économie de marché de type tchécoslovaque est une catastrophe pour le théâtre, qui avait été hyper-subsidonné. Il lui faudra encore du temps avant de trouver son équilibre. Mais



Jiri Menzel.

c'est souvent dans les années de vaches maigres qu'il trouve des voies nouvelles. Le Théâtre national de Prague vient de prendre possession de la magnifique salle où Mozart a créé *Don Giovanni* en 1787. Trois metteurs en scène prometteurs — Rajmont, Kacer, Krobot — en ont la charge. Les institutions proposent quelques excellents spectacles — ainsi *Tueur à gages* de Kobout par Pistorius au Théâtre municipal de Prague, — et deux metteurs en scène se sont révélés en Slovaquie : Nitra et Martin. Parmi les petites salles, le Ypsilonka à Prague et l'Oie sur la ficelle à Brno sont les plus originales, en attendant le réveil du Club dramatique et de La Balustrade.

Menzel et Krejka à la Comédie-Française : cela signifie-t-il simplement une invitation faite à deux vedettes européennes ou le prologue à des retrouvailles entre le théâtre français et celui des Tchèques et des Slovaques.

ANTONIN LIEHM
directeur de *Lettre internationale*

(1) Voskovec et Werich sont les auteurs d'une étude sur le Théâtre libéré de Prague, traduite par Danièle Monmartre, aux Éditions des études slaves, Paris 1991.

(2) Une Quinzaine tchèque de lectures (en français) et de spectacles a été organisée par le Festival d'Automne au Centre George-Pompidou, du 3 au 14 octobre 1990.

Otomar Krejca après l'exil

village. Mon père était encore vivant, il est mort il y a trois ans. Avec mon fils, en 1970, quand on était pour la dernière fois à l'étranger, on a réfléchi ; il m'a dit : « Je ne peux pas m'imaginer de ne pas voir la rue Neruda », c'est la rue qui va au Château, et moi je ne pouvais pas non plus. Je ne pouvais pas. Et aujourd'hui, je suis heureux. Même si la patrie ne me remercie pas. Aujourd'hui, il est bon de travailler à l'étranger, pour se confronter aux autres et à vous-même ; surtout quand vous avez votre propre théâtre chez vous.

« Vivre comme un commis-voyageur, c'était une expérience merveilleuse, j'ai monté des spectacles dans tous les pays, je peux revenir partout où j'ai travaillé, il y a des centaines d'acteurs qui m'aiment, quelques-uns qui ne m'aiment pas... Mais faire le théâtre pour l'Europe, ce n'est pas possible. On ne peut faire le théâtre que pour son public. On a compté que nous avons 50 000 à 60 000 personnes qui aiment venir deux fois par an nous visiter, c'est merveilleux, mais faire du théâtre pour l'Italie, pour la France, pour la Belgique, pour la Scandinavie, pour l'Autriche, c'est se disperser. Les références culturelles fonctionnent, car mon théâtre est un théâtre métaphorique que l'on peut comprendre partout. D'un autre côté, je sais dire seulement une seule chose, et pour toute ma vie. Je le vois bien maintenant que je suis vieux. Cette chose, ce thème personnel, je cherche les pièces qui l'expriment. Mon théâtre à moi est limité : de Tchekhov à Shakespeare... Mais je suis persuadé que Shakespeare a lu Tchekhov ! »

« J'essaie de raconter ce que c'est que l'homme et ce qui est éternel. Je crois que certaines choses existent depuis toujours et que l'univers humain est distinct de l'univers scientifique. Je refuse de faire du théâtre pour une époque planétaire théorique, ce serait de la folie. Mon père était un paysan ; à la frontière de la Moravie, dans un village nommé Skrysov — ce qui signifie « caché » (skrych) — nous avions cinq hectares, deux vaches, pas de cheval. Le village avait quarante-cinq maisons quand j'étais petit, et aujourd'hui cinquante-deux. »

« Comment avez-vous retrouvé votre public pragois ? »
« Le Théâtre Za Branou a rouvert il y a juste un an avec la *Cerisaie* de Tchekhov, la troisième version après Düsseldorf et Stockholm. Le même théâtre, la même salle... C'était tellement émouvant. Comme si on avait

joué hier ; mais hier, c'était il y a vingt ans... Pourtant la crise de la vie théâtrale est absolue à Prague : il y a des jours où il n'y a pas de spectateurs, alors on ne joue pas. Mais pas dans mon théâtre... »

« Il me semble que la Tchécoslovaquie est engagée dans un processus terrible. Nous y sommes, alors nous ne nous en rendons pas vraiment compte. Une grande chose se passe et de nouveau une très grande erreur. On ressent des courants difficiles à définir, dans la psychologie de la gauche, la psychologie des intellectuels, des dissidents... La « révolution de velours », ce n'était pas vraiment une révolution. Les acteurs, par exemple, qui ont travaillé pendant vingt ans à la télévision pour le régime sont devenus les révolutionnaires de la dernière heure. Ce sont les mêmes. »

« Outre la *Cerisaie*, j'ai monté le *Dialogue des carmelites*, de Bernanos, et *En attendant Godot* que j'avais mis en scène à Salzbourg en 1970, puis à Avignon en 1980 avec Michel Bouquet, Rufus et Georges Wilson. Je l'ai repris à Prague pour voir comment réagirait la jeune génération. Pour moi, c'est la pièce la plus grande de la seconde moitié du vingtième siècle, le *Roi Cidipe* de ce temps. »

« On a crié que j'étais fou. Tchekhov, Bernanos, Beckett, ces pièces tellement spiritualistes dans le marasme qui existe là-bas. Vous savez, le premier Théâtre Za Branou était plein tout le temps ; maintenant, seulement à moitié — environ deux cent cinquante personnes pour quatre cent trente places, — mais avec le même genre de spectateurs. Ils sont fantastiques ! Nous n'avons pas d'abonnements. Chacun doit venir à la caisse. »

« A la fin des années 80, quand le régime était affaibli, le théâtre était extrêmement vivant. Mais ce n'était pas le théâtre, c'était le cabaret politique. Tous étaient d'accord avant que le spectacle ait commencé. Je disais aux jeunes : « Attention, vos spectateurs applaudissent déjà en allant vers le théâtre. » Parce qu'on était sûrs de ce qu'on allait entendre, on était sûrs qu'on serait d'accord. »

Propos recueillis par
NICOLE ZAND

DISQUES

Classique

Etienne Ozi

Concerto pour basson, Symphonies concertantes pour clarinette et basson, pour hautbois et basson.

Claude Villeneuve (hautbois), Lucien Aubert (clarinette), Alexandre Ozonoff (basson), Orchestre de chambre de Nîmes, Gilles Devaux (direction).

Joseph-François Garnier, François-René Gebauer, vous connaissez ? Ce sont deux des musiciens de la période de la Révolution que se propose de réhabiliter trois compères, qui ne s'aventurent guère que sur des chemins buissonniers (enregistrements d'œuvres rares de Villa-Lobos, déjà pour le label Adda; Ozonoff mène parallèlement une carrière d'improvisateur). Les membres de ce trio ont la particularité de jouer de ces tuyaux dotés à l'embouchure d'une languette vibrante qu'on appelle instruments à anche : hautbois, clarinette, basson. Et ils ont donné à leur formation le nom d'Etienne Ozi, qui fut, si l'on a bien compris, le premier virtuose français du basson. Toujours en cette fin de XVIII^e siècle où Mozart composa lui aussi un concerto pour l'instrument haryonnant, trop souvent sacrifié dans l'orchestre à des rôles de composition sinistres ou bouffes. On reprochera peut-être à Ozi son style enrubanné, ses galanteries d'ornement sur des mélodies sans apprêt : il avait l'écriture facile. Le jeu aussi puisque les œuvres jouées ici par le Trio d'anches Ozi lui étaient principalement destinées et qu'elles constituent encore des enjeux techniques redoutables pour un virtuose comme Ozonoff. Seul ou deux par deux, nos compères font donc mieux que passer l'obstacle, ils s'amuse, ça se sent. Par ses alliances de timbres singuliers, par la beauté de ses thèmes et la simplicité tranquille de ses développements, par ce qu'elle exige et obtient du basson (blouissant !), la symphonie concertante qui allie le hautbois au basson est bien supérieure à l'autre. L'Orchestre de chambre de Nîmes est assez disert

et discret pour qu'on oublie de petits flottements d'intonation.
1 CD ADDA 890055.

Schumann

Sonates pour violon et piano n° 1 et 2 (1) Gérard Poulet (violin), Jean-François Heisser (piano).

Brahms

Variations pour piano sur un thème de Schumann op. 9 - Sonate pour piano en fa mineur op. 5 (2) Jean-François Heisser (piano).

Hier encore peu enregistrées, les deux sonates pour violon et piano de Schumann le sont aujourd'hui davantage. Et de quelle façon ! Gidon Kremer et Martha Argerich en ont donné une version dont la liberté d'allure, les coups d'éclat, les replis tendrement murmurés ont fait l'unanimité.

L'enregistrement des deux français est bien différent. Ils disent moins de « choses » au premier abord, paraissent plus pondérés, plus cartésiens dans leur volonté d'organiser un discours d'essence rhapsodique. Mais peu à peu on prend conscience que la netteté (et quelle justesse d'intonation !) des phrases de Gérard Poulet, la finesse avec laquelle il articule ses traits, son refus d'écraser les cordes pour faire plus expressif, d'user d'une sonorité plus chaleureuse dans les passages plus lyriques, loin de « pacifier » ces deux œuvres leur donnent une clarté et une sérénité angossantes. Jean-François Heisser partage ce point de vue : sa rondeur pateline, son faux calme vont dans le même sens. Schumann ne serait-il jamais si bien joué que lorsque ses interprètes gardent la tête froide ?

Et Brahms, faut-il à tout prix comme certains forts pianistes le jouer avec emphase ? La Sonate en fa mineur pourrait s'en accommoder. Cette œuvre de jeunesse dépasse, en effet, en plus d'un passage les limites physiques du piano (qu'il soit d'hier ou d'aujourd'hui). Jean-François Heisser a choisi de ne pas engager un combat titanessque avec son piano, mais plutôt de canaliser cette énergie, de nous leurrer en quelque sorte : il donne l'illusion de la puissance à travers un jeu subtilement conduit, plus large que péremptoire, plus plein que puissant, plus intérieur qu'époustouffant. Les variations qu'il a choisies comme « complément » sont ce que Brahms a écrit de plus élevé dans ce genre. Il a puisé son thème dans les *Duette bluettes* de Schumann, l'une des œuvres les plus hiératiques du compositeur. Dans ses variations, Brahms fut la virtuosité comme la peste, il lui préféra de subtils jeux de couleurs, une plongée au cœur même de la « sentimentalité » schumannienne. Heisser les joue avec un effacement de soi, un calme qui nous donne envie de l'entendre un jour dans les dernières œuvres de Schumann.

(1) 1 CD Erato 2292-45749-2.
(2) 1 CD Erato 2292-48633-2.

Bach

Concerto Italien-Ouverture à la française BWV 831 - Quatre Duets BWV 802 à

805-Fantaisie chromatique et fugue (1) Christophe Rousset (clavessin Hansch 1751)

Froberger

Suites en la mineur, ut mineur, sol mineur, ré majeur - Tocatas en ut majeur, sol majeur, ré mineur et fa majeur - Tombeau sur la mort de Monsieur de Blancherose - Lamentation sur la mort très douloureuse de Sa Majesté impériale Ferdinand le Troisième (2).

Christophe Rousset (clavessin Johannes Couchez 1652).

Il y a peu de temps, Christophe Rousset publiait une intégrale de l'œuvre pour clavier de Rameau (L'Oiseau-Lyre) à laquelle s'ajoutaient ces programmes Bach et Froberger.

Il joue Bach avec une énergie, une force propulsive étonnantes, il succombe même, ce qui est rare chez les clavecinistes, aux démons de la virtuosité. Son interprétation du finale du *Concerto italien* et de la fugue conclusive de la *Fantaisie chromatique* est donc irrésistible. Mais cette affirmation de soi (curieusement assez pianistique) n'a rien d'histrionique, elle serait plutôt jubilatoire et s'accompagne d'une conception sévère du rythme et d'une clarté polyphonique exemplaire. Mieux enregistré, le disque Froberger hérissera les oreilles absolues : le clavecin y est, en effet, accordé très bas et selon l'ancien tempérament français. Les frottements harmoniques, les accords y acquièrent une valeur captivante.

Le sens de la polyphonie, l'intériorité avec lesquels Rousset aborde cette musique, la densité avec laquelle il habite les silences, l'intelligence dont il fait preuve pour organiser le temps musical, la subtilité de son toucher, l'intériorité de son approche musicale en font l'un des clavecinistes les plus attachants de la scène française. Rousset serait en quelque sorte le petit frère d'Andreas Staier.

(1) 1 CD L'Oiseau-Lyre-Decca 433 054-2.
(2) 1 CD Harmonia Mundi 901372.

Jazz

Steve Grossman

Do it

Steve Grossman vient d'atteindre la quarantaine. S'agissant d'un ténor qui a commencé une tournée des clubs new-yorkais à seize ans, cette notation n'a aucune validité. Steve Grossman a débarrqué de Brooklyn quand Coltrane jouait encore. Il a connu la génération des

maîtres du be-bop en pleine activité. Il sait son métier. Son passage dans les formations de Miles Davis ou d'Elvin Jones n'est qu'une indication supplémentaire. Steve Grossman est un saxophoniste au champ de jeu large, de conscience particulièrement étendue. Ce disque en quartet avec des piliers d'institution (Barry Harris, piano; Reggie Johnson, basse; Art Taylor, batterie) est un disque de pure franchise. La preuve, pas une composition des interprètes, mais uniquement la sollicitation d'un répertoire fondamental : Monk, Bud Powell, Tadd Dameron, Charlie Parker, etc. Steve Grossman a connu des hauts et des bas. Il sait plonger ou disparaître. Il sait aussi renaitre, phoenix, comme un des meilleurs saxophonistes actuels.

1 CD Dreyfus 191032-2. Distribué par Polygram.

Coleman Hawkins

Jazz Archives n° 41, 1926-1940

Le numéro 41 d'une édition qui constitue à elle seule une considérable anthologie est consacré aux quatorze premières années de Coleman Hawkins. Celui dont Robert Goffin, le poète surréaliste, évoque le style de voleur de feu, se reconnaît ici, de plage en plage, depuis l'enregistrement léger et fondateur de Fletcher Henderson jusqu'à la constitution de ses premières formations : aux Etats-Unis ou en Europe dont il a été un immigré précoce. Après les séances avec Grappelli, Alix Combelle et Django de 1937, après les enregistrements du Jack Hylton Orchestra, le cap est mis sur la modernité : c'est le fameux *Body and Soul* révéru et aspiré corps et âme par le devenir du jazz, enregistré à New-York en 1939, le 11 octobre.

1 CD EPM 997572. Distribué par Adès-Musidisc.

F. M.

Rock

Henry Rollins Band

The End of Silence

Très fort, très violent, inflexible et épuisant : Henry Rollins ne fait rien pour faciliter le travail, ce soit celui - rémunéré - du critique, ou le bénévolat de l'auditeur. Issu de la scène alternative (et l'on parle ici autant de politique que de musique : son premier groupe s'appelait Black Flag, « drapeau noir ») de la

Côte ouest, Henry Rollins a fini par signer avec une major company. Les âmes pures se réjouiront : il n'a pour autant pas fait beaucoup de concessions. *The End of Silence* dure 70 minutes. Comme sur scène, Rollins chante à se brûler les cordes vocales, accompagné par un groupe qui ne ménage aucun espace dans son mur de son (tout en y mettant une méthode à la virtuosité fruste). C'est en fait de préférence qu'il s'agit, et finalement quand vient la transe (il faut y mettre un peu du sien), on se rend compte qu'à sa manière Rollins est un sculpteur sur bruit, colère et décibels.

Image/AMG PD90841.

Les VRP

Vacances prolongées

Voilà déjà un moment que les VRP font autre chose que porter leur nom. La caricature des voyageurs-représentants de commerce a donné au groupe son impulsion première, mais aujourd'hui il s'agit de bien d'autres choses : de rock, de théâtre, de cabaret, de chansons, de parodie et d'écriture. *Vacances prolongées* part dans tous les sens, mais les VRP tiennent la route, on peut les suivre sans crainte.

Leurs chansons réalistes (Léo) respectent avec amour les lois du genre. Leurs parodies s'attaquent à des sujets inconnus (les Belges de Stelli, les Ukrainiens de Vopli Vidoplasova, c'est-à-dire de vieux compagnons de tournée), les moquent gentiment et ne laissent qu'une envie : faire la connaissance des originaux. Rendent des attaques vicieuses et injustifiées (les meilleures, les plus drôles) contre d'innocentes victimes : la Picardie, les couples mal assortis (*Grosse Papille*) : les dévies délinquantes (*Partir*, chanson rive gauche qui donne envie de ne jamais toucher terre) ou les grosses plaisanteries rurales (*Ma vache a grossi*). Au total un univers parfaitement reconnaissable et tout à fait étrange, celui des VRP.

Phonogram 512 1082.

T. S.

Chanson

Au P'tit Bonheur

Le Mal de vivre

« Parait qu'il y a crise de la création... / En attendant, Maman bosse à l'usine / Crève cœur, crève corps, changement de style / D'urgence réussit les trois accords / Bomber la poitrine, sortir les maux ». Autour de Jamel Laroussi, chanteur à la voix chaude, auteur-compositeur original et guitariste énergique, les cinq comparses du gang Au P'tit Bonheur ont décidé de décoller la chanson française. Valse, rock et tango, guitare de bal et accordéon de salles de histrot, oud et violon comme en Tunisie : Au P'tit Bonheur veut du soleil, il l'avait dit dans un tube du même nom l'année dernière. La chanson (« J'veux faire danser Maman au son clair des grillons ») avait poussé en tube et en 45 T. Elle éclot aujourd'hui dans l'album en une version bis et ralentie (*Soleil de minuit*), jolie valse-musette remixée swing-manouche, avec guitare dobro (Paul Personne).

Les portes du P'tit Bonheur sont grand ouvertes. Paul Personne y a donc débarqué pour y mettre son grain de sel sur trois des douze morceaux de l'album. Benoît Blue Boy se fend d'un solo d'harmonica (*Ombre chinoise*), et les influences se croisent sans prétention abusive, car le message est simple : le café est joyeux, l'espoir est sans objet mais fait vivre. La zone est propice à la danse.

1 CD Polydor 513080.

V. Mo.

Paulo Mondano

Couleurs Cincitta

Qui est Paulo Mondano ? La question mérite d'être posée. Depuis le Printemps de Bourges en 1986, il a tourné dans le sud de la France, assuré les premières parties de vedettes nationales et composé pour le cinéma et le théâtre. Un artiste composite, donc. Avec son look faussement italien, entre Lucio Dalla et Paolo Conte, sa dégaîne à la Tom Novembre et sa façon de manger les mots en baissant la voix style Charlelie Couture, Paulo perd son monde.

Son album est plutôt agréable à entendre. De jolies mélodies et l'habillage de Slim Pezin font oublier les faiblesses de certains textes signés Mondano lui-même (« Le dernier salaire de la peur / C'est de rester cool en cherchant son bonheur »). Et Cincitta dans tout cela ?

1 CD EPM 982192 distribué par Adès.

V. Mo.

Musiques du monde

Rita Lee

Em Bossa'n roll

La plus célèbre des rockeuses brésiliennes, Rita Lee (cf. *Lança Perfumé*) ferait-elle une crise ? Rentre-t-elle en bossa-nova comme en maturité ? Rassurons-nous. Elle s'est simplement privée des services d'un groupe pour s'octroyer ceux de son neveu, qui joue de la guitare sèche. Bossa d'accord, mais juste pour l'intimité du ton et du duo. Car elle reprend tous ses succès - composés pour la plupart avec son compagnon Roberto de Carvalho - du rock brésilien naissant des années 70. En public, avec beaucoup d'humour et très en voix. Il y a même des déjeuners par les Beatles (*The Fool on the Hill*), les Stones (*It's Only Rock and Roll*), et Sting (*Every Breath you take*). Le spectacle a tourné plusieurs mois au Brésil.

1 CD Som Livre 4001045 distribué par DAM.

Elieth Cardoso

Todo Sentimento (1)

Ary Amoroso (2)

Elieth Cardoso était une des plus grandes interprètes du répertoire brésilien. Disparue il y a deux ans sans avoir jamais quitté la scène. Née en 1920 sur les bords de Rio, elle fut surnommée « la Divine », pour sa présence face au public et la grâce de sa voix. *Todo Sentimento*, enregistré en 1989, est un récapitulatif du répertoire « moderne » d'Elieth, de Joyce à Jacob du Bandolim en passant par Baden Powell. Elle se laisse très suavement bercer par la guitare de l'excellent Rafael Rabello.

Ary Amoroso est un hommage au compositeur Ary Barroso (1903-1964), tenu par Villa-Lobos comme un des plus grands mélodistes du pays et digne papa du deuxième hymne national brésilien, la samba *Aquarela do Brasil* (1939), auquel s'ajoutent quelques dizaines d'autres grands classiques de la chanson populaire. Sur la photo du livret, Elieth en décolleté papillon sourit de toutes ses dents à Ary, monsieur prospère à la moustache grise. C'est en vieille dame digne qu'elle paraît en voyage dans l'univers amoureux d'Ary Barroso, qu'elle en explore lentement les recoins d'une voix dense, proche du drame, avant de s'en aller définitivement.

(1) 1 CD Columbia 852004 distribué par DAM.

1 CD Columbia 352003 distribué par DAM.

V. Mo.

La peinture, la médecine,
les origines de l'impressionnisme,
la mélancolie et la société provinciale...

François-Bernard Michel

BAZILLE

1841-1870



Grasset

RÉÉDITIONS DE TERRASSE, LECOQ,
PLANQUETTE, BOIELDIEU

Bonnes nouvelles de l'opérette

HERCULE, fils de Jupiter et d'Alcmène, vit à Tyr en héros national, attendant - millement - d'accomplir les exploits prédits par les oracles. Son épouse, Omphale, le voudrait plus ardent à son égard. Elle s'ennuie à jouer les femmes du monde le poète Orphée tourne autour d'elle sans oser lui déclarer sa flamme. Or Augias, gardien possesseur d'écuries célèbres, est le seul à avoir peur d'Hercule. Il l'insulte, le giflé et enlève Omphale après avoir fié le linceul à ses pieds. Comme il s'est emparé de la peau de lion et de la massue du héros, c'est lui qui va réaliser les fameux exploits dont le monde attend, finalement, à Hercule tant la légende doit être plus forte que la vérité.

C'est ainsi qu'en 1901 le compositeur Claude Terrasse assainit allégrement la mythologie antique dans les *Travaux d'Hercule*, sur un livret bouffon de Robert de Fiers et Gaston Arman de Caillavet, éprouvés auteurs de boulevard jadis à court de pastiches et de sous-entendus coquins. Sous l'égide de Maurice Grossejan, le collectionneur « Galeté lyrique », éditée par Musidisc, et en plein essor depuis ses récents débuts, ramène des archives de Radio-Lyrique ce bijou d'opérette Belle Époque qui n'a rien à envier pour la verve, les anachronismes et le « mise en boîte » à Orphée aux enfers et à la Belle Hélène d'Offenbach. Claude Terrasse épanouissait aux milieux d'avant-garde. Il écrivit la musique

de scène de la farce de Jerry Ubu Roi. Il faut le redécouvrir d'urgence. Outre l'invention, le charme et l'humour des pages de ces *Travaux d'Hercule*, il y a des idées musicales encore plus surprenantes dans l'opérette en un acte couplée dans le même coffret : la *Fiancée du saphir* (1902) sur un livret de Franc-Nohain qui semble annoncer les frères Prévert.

Offenbach avait obsédé, à juste titre, son rival Charles Lecocq dont on pourrait presque dire qu'il fut le compositeur d'opérettes officiel de la Troisième République à ses débuts. Lecocq torneut, d'ailleurs, vers la « respectabilité » de l'opéra-comique. A écouter *Giroflé-Girofla* et les opéras bouffes en un acte qui l'accompagnent, on conviendra que sa musique très légère, même sur des livrets fiocés à la diable, est ce qu'il a laissé de plus charmant. Dans la même collection, il faut signaler encore deux opérettes sur des sujets fantastiques, *Rip* de Robert Planquette et *Hans le joueur de Rite* de Louis Ganne, ainsi que des opéras-comiques en un acte de Boieldieu (*Les Voltures versées*, Jean de Paris) et d'Adam (*Le Tondeur*). En somme, l'embarras du choix.

JACQUES SICLIER

* Les *Travaux d'Hercule*, 2 CD 201792 ; *Giroflé-Girofla*, 2 CD 201847 ; *Rip*, 1 CD 201602 ; *Hans le joueur de Rite*, 2 CD 201512 ; *Les Voltures versées*, 1 CD 201522 ; *Jean de Paris*, 1 CD 201782 ; *Le Tondeur*, 1 CD 201672.



LA LEGENDE

COPIERET 14 CD - THE PRESTIGE RECORDINGS - ET 34 AUTRES REFERENCES A PRIX DÉCOUVRIR

20% de réduction

wea

FANTASY

هكذا من الضحك

LA SÉLECTION DE LA SEMAINE

CINEMA

Films nouveaux

Bugsy

de Barry Levinson, avec Warren Beatty, Annette Bening, Harvey Keitel, Ben Kingsley, Joe Mantegna. Américain (2 h 16).

Succès story d'un fameux mafioso, Benjamin Bugsy Siegel, l'inventeur de Las Vegas. Romanesque et distance rétro. Le film est déjà couvert de récompenses et d'éloges.

VO : Gaumont Les Halles, 1- (40-25-12-12) ; Gaumont Opéra, 2- (47-42-80-33) ; 14 Juillet Odéon, 3- (43-25-58-83) ; Pathé Hautes-Seines, 4- (46-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 5- (43-59-19-08) ; U.G.C. Lyon Bastille, 6- (45-62-20-40) ; La Bastille, 7- (43-59-19-08) ; Les Nations, 8- (43-59-19-08) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 9- (45-75-79-79) ; Kinoparadise, 10- (43-59-19-08) ; U.G.C. Maillot, 11- (40-68-00-16).

VF : Rex (le Grand Rex), 12- (42-36-83-83) ; U. G. C. Montparnasse, 13- (45-74-93-40) ; Saint-Lazare-Parnasse, 14- (43-59-19-08) ; U.G.C. Lyon Bastille, 15- (45-62-20-40) ; U.G.C. Lyon Bastille, 16- (45-62-20-40) ; U.G.C. Lyon Bastille, 17- (45-62-20-40) ; U.G.C. Lyon Bastille, 18- (45-62-20-40) ; U.G.C. Lyon Bastille, 19- (45-62-20-40) ; U.G.C. Lyon Bastille, 20- (45-62-20-40).

Family Express

de Nicolas Heyak, avec Maurizio Lattini, Peter Fonda, Victoria Vass. Franco-suisse (1 h 30).

Un garni qui gagne sa vie en lavant les vitres des voitures à Milan est embarqué par erreur dans un car de touristes qui s'en va en Suisse. Là, dans un hôtel, il rencontre un Américain totalement ivre, qui dort presque tout le temps. Quand il se réveille, il copie avec le gosse.

Lucarne, 1- (45-44-57-34) ; Passage du Nord-Ouest, 2- (47-70-81-47) ; Gaumont Aléa, 3- (43-27-84-50).

Les Nerfs à vif

de Martin Scorsese, avec Robert De Niro, Nick Nolte, Jessica Lange, Joe Don Baker, Robert Mitchum, Juliette Lewis. Américain (2 h 08).

Robert De Niro, tatoué et diabolique, sorti de prison après quatorze ans et traqué par son avocat, qu'il estime responsable. La rédemption viendra après un harcèlement agonisant et une poursuite hantée, à la façon des films d'épouvante.

VO : Forum Horizon, 1- (45-61-94-85) ; THX, 2- (45-61-94-85) ; Pathé Impérial, 3- (47-42-72-52) ; Action Rive Gauche, 4- (43-25-44-40) ; U.G.C. Danton, 5- (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 6- (43-59-19-08) ; U.G.C. Normandie, 7- (45-62-20-40) ; U.G.C. Normandie, 8- (45-62-20-40) ; U.G.C. Normandie, 9- (45-62-20-40) ; U.G.C. Normandie, 10- (45-62-20-40) ; U.G.C. Normandie, 11- (45-62-20-40) ; U.G.C. Normandie, 12- (45-62-20-40) ; U.G.C. Normandie, 13- (45-62-20-40) ; U.G.C. Normandie, 14- (45-62-20-40) ; U.G.C. Normandie, 15- (45-62-20-40) ; U.G.C. Normandie, 16- (45-62-20-40) ; U.G.C. Normandie, 17- (45-62-20-40) ; U.G.C. Normandie, 18- (45-62-20-40) ; U.G.C. Normandie, 19- (45-62-20-40) ; U.G.C. Normandie, 20- (45-62-20-40).

VF : Rex, 1- (45-61-94-85) ; U.G.C. Montparnasse, 2- (45-61-94-85) ; U.G.C. Montparnasse, 3- (45-61-94-85) ; U.G.C. Montparnasse, 4- (45-61-94-85) ; U.G.C. Montparnasse, 5- (45-61-94-85) ; U.G.C. Montparnasse, 6- (45-61-94-85) ; U.G.C. Montparnasse, 7- (45-61-94-85) ; U.G.C. Montparnasse, 8- (45-61-94-85) ; U.G.C. Montparnasse, 9- (45-61-94-85) ; U.G.C. Montparnasse, 10- (45-61-94-85) ; U.G.C. Montparnasse, 11- (45-61-94-85) ; U.G.C. Montparnasse, 12- (45-61-94-85) ; U.G.C. Montparnasse, 13- (45-61-94-85) ; U.G.C. Montparnasse, 14- (45-61-94-85) ; U.G.C. Montparnasse, 15- (45-61-94-85) ; U.G.C. Montparnasse, 16- (45-61-94-85) ; U.G.C. Montparnasse, 17- (45-61-94-85) ; U.G.C. Montparnasse, 18- (45-61-94-85) ; U.G.C. Montparnasse, 19- (45-61-94-85) ; U.G.C. Montparnasse, 20- (45-61-94-85).

VF : Rex, 1- (45-61-94-85) ; U.G.C. Montparnasse, 2- (45-61-94-85) ; U.G.C. Montparnasse, 3- (45-61-94-85) ; U.G.C. Montparnasse, 4- (45-61-94-85) ; U.G.C. Montparnasse, 5- (45-61-94-85) ; U.G.C. Montparnasse, 6- (45-61-94-85) ; U.G.C. Montparnasse, 7- (45-61-94-85) ; U.G.C. Montparnasse, 8- (45-61-94-85) ; U.G.C. Montparnasse, 9- (45-61-94-85) ; U.G.C. Montparnasse, 10- (45-61-94-85) ; U.G.C. Montparnasse, 11- (45-61-94-85) ; U.G.C. Montparnasse, 12- (45-61-94-85) ; U.G.C. Montparnasse, 13- (45-61-94-85) ; U.G.C. Montparnasse, 14- (45-61-94-85) ; U.G.C. Montparnasse, 15- (45-61-94-85) ; U.G.C. Montparnasse, 16- (45-61-94-85) ; U.G.C. Montparnasse, 17- (45-61-94-85) ; U.G.C. Montparnasse, 18- (45-61-94-85) ; U.G.C. Montparnasse, 19- (45-61-94-85) ; U.G.C. Montparnasse, 20- (45-61-94-85).



Le Sacrifice, d'Andrei Tarkovski.

13- (45-61-94-85) ; Mistral, 14- (45-61-94-85) ; U. G. C. Convention, 15- (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 16- (45-74-93-40) ; La Gembetta, 17- (45-74-93-40) ; La Gembetta, 18- (45-74-93-40) ; La Gembetta, 19- (45-74-93-40) ; La Gembetta, 20- (45-74-93-40).

La Vie de bohème

d'Alfred Hitchcock, avec Marcel Pagnol, Evelyn Diez, André Wilms, Karl Vasserman, Christine Murillo, Jean-Pierre Lualaba. Franco-italien (1 h 40).

C'est le fameux roman de Murger, mais revu par un cinéaste dont l'humour est particulièrement corrosif, froidement insolite et dérangeant.

Ciné Beaubourg, 1- (42-71-52-36) ; Europa Pathéon (les Halles), 2- (43-54-15-04) ; Gaumont Ambassade, 3- (43-59-19-08) ; La Bastille, 4- (43-59-19-08) ; Les Montparnasse, 5- (43-59-19-08).

La Vie sur un fil

de Chen Kaige, avec Liu Zhongyuan, Huang Lei, Xu Qing, Zhang Zhengyuan, Ma Ling, Zhang Jinchao. Chinois (1 h 48).

Lorsque le millième corde de son instrument de musique sera cassée, le vieil aveugle retrouvera la vue. Son jeune disciple, lui, ne partage pas cet espoir. Une superbe parabole politique et poétique.

VO : Ciné Beaubourg, 1- (42-71-52-36) ; Espace Saint-Michel, 2- (44-07-20-40) ; Elysées Lancelin, 3- (43-59-19-08).

Sélection

Betty

de Claude Chabrol, avec Marie Trintignant, Stéphane Audran, Jean-François Garrood, Yves Lemoine, Christiane Minazzoli. Français (1 h 43).

Portraits d'une jeune femme alcoolique, qui a dû fuir sa belle-famille bourgeoise, et d'une femme plus âgée, gâtée et ambiguë, qui a déjà tout vu, tout vécu. Deux comédiennes magnifiques.

14 Juillet Odéon, 1- (43-25-59-83) ; George V, 2- (45-62-20-40) ; Paramount Opéra, 3- (47-42-72-52) ; U.G.C. Lyon Bastille, 4- (43-25-59-83) ; U.G.C. Lyon Bastille, 5- (43-25-59-83) ; U.G.C. Lyon Bastille, 6- (43-25-59-83) ; U.G.C. Lyon Bastille, 7- (43-25-59-83) ; U.G.C. Lyon Bastille, 8- (43-25-59-83) ; U.G.C. Lyon Bastille, 9- (43-25-59-83) ; U.G.C. Lyon Bastille, 10- (43-25-59-83) ; U.G.C. Lyon Bastille, 11- (43-25-59-83) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12- (43-25-59-83) ; U.G.C. Lyon Bastille, 13- (43-25-59-83) ; U.G.C. Lyon Bastille, 14- (43-25-59-83) ; U.G.C. Lyon Bastille, 15- (43-25-59-83) ; U.G.C. Lyon Bastille, 16- (43-25-59-83) ; U.G.C. Lyon Bastille, 17- (43-25-59-83) ; U.G.C. Lyon Bastille, 18- (43-25-59-83) ; U.G.C. Lyon Bastille, 19- (43-25-59-83) ; U.G.C. Lyon Bastille, 20- (43-25-59-83).

Dien Bien Phu

de Pierre Schoendoerffer, avec Donald Pleasence, Patrick Catalifo, Ludmila Mikael, Jean-François Balmer, Nadine Leroy, Pascal Blythe. Français (2 h 20).

La fin de l'empire colonial français s'est déroulée à Dien Bien Phu. L'histoire racontée par un cinéaste qui était là.

Forum Horizon, 1- (45-61-94-85) ; Rex, 2- (42-36-83-83) ; U. G. C. Danton, 3- (42-25-10-30) ; U. G. C. Montparnasse, 4- (45-74-93-40) ; George V, 5- (45-74-93-40) ; THX, 6- (45-74-93-40) ; Saint-Lazare-Parnasse, 7- (45-74-93-40) ; U. G. C. Lyon Bastille, 8- (45-74-93-40) ; U. G. C. Lyon Bastille, 9- (45-74-93-40) ; U. G. C. Lyon Bastille, 10- (45-74-93-40) ; U. G. C. Lyon Bastille, 11- (45-74-93-40) ; U. G. C. Lyon Bastille, 12- (45-74-93-40) ; U. G. C. Lyon Bastille, 13- (45-74-93-40) ; U. G. C. Lyon Bastille, 14- (45-74-93-40) ; U. G. C. Lyon Bastille, 15- (45-74-93-40) ; U. G. C. Lyon Bastille, 16- (45-74-93-40) ; U. G. C. Lyon Bastille, 17- (45-74-93-40) ; U. G. C. Lyon Bastille, 18- (45-74-93-40) ; U. G. C. Lyon Bastille, 19- (45-74-93-40) ; U. G. C. Lyon Bastille, 20- (45-74-93-40).

Talons aiguilles

de Pedro Almodóvar, avec Victoria Abril, Marisa Paredes, Miguel Bosé. Espagnol (1 h 53).

Marisa Paredes, chanteuse célèbre, revient d'Amérique latine pour trouver sa fille mariée à un ancien amant, et copie d'un travesti de cabaret, qui est juge d'assises, et coïncide sur le meurtre du mari-ami. Almodóvar en pleine forme.

VO : Ciné Beaubourg, 1- (42-71-52-36) ; U. G. C. Odéon, 2- (42-25-10-30) ; U. G. C. Danton, 3- (42-25-10-30) ; U. G. C. Danton, 4- (42-25-10-30) ; U. G. C. Danton, 5- (42-25-10-30) ; U. G. C. Danton, 6- (42-25-10-30) ; U. G. C. Danton, 7- (42-25-10-30) ; U. G. C. Danton, 8- (42-25-10-30) ; U. G. C. Danton, 9- (42-25-10-30) ; U. G. C. Danton, 10- (42-25-10-30) ; U. G. C. Danton, 11- (42-25-10-30) ; U. G. C. Danton, 12- (42-25-10-30) ; U. G. C. Danton, 13- (42-25-10-30) ; U. G. C. Danton, 14- (42-25-10-30) ; U. G. C. Danton, 15- (42-25-10-30) ; U. G. C. Danton, 16- (42-25-10-30) ; U. G. C. Danton, 17- (42-25-10-30) ; U. G. C. Danton, 18- (42-25-10-30) ; U. G. C. Danton, 19- (42-25-10-30) ; U. G. C. Danton, 20- (42-25-10-30).

Méchant garçon

de Charles Gantzer, avec Joachim Lohr, Catherine Hiegel, Géraldine Alexander, Donald Sutherland, Patty Hurlock, Juliette Carron. Français (1 h 30).

Premier film d'un producteur, qui a pu fuir l'Europe à des milliers de kilomètres, raconte une histoire impressionnante bien qu'édulcorée par rapport au roman de Jack Vance.

Forum Orient Express, 1- (42-36-83-83) ; U. G. C. Bastille, 2- (45-74-93-40) ; Pathé Français, 3- (47-42-72-52) ; U. G. C. Lyon Bastille, 4- (43-25-59-83) ; Fauvette, 5- (47-42-72-52) ; Gaumont Opéra, 6- (43-25-59-83) ; Pathé Montparnasse, 7- (43-25-59-83) ; Pathé Wepler, 8- (43-25-59-83) ; Pathé Wepler, 9- (43-25-59-83) ; Pathé Wepler, 10- (43-25-59-83) ; Pathé Wepler, 11- (43-25-59-83) ; Pathé Wepler, 12- (43-25-59-83) ; Pathé Wepler, 13- (43-25-59-83) ; Pathé Wepler, 14- (43-25-59-83) ; Pathé Wepler, 15- (43-25-59-83) ; Pathé Wepler, 16- (43-25-59-83) ; Pathé Wepler, 17- (43-25-59-83) ; Pathé Wepler, 18- (43-25-59-83) ; Pathé Wepler, 19- (43-25-59-83) ; Pathé Wepler, 20- (43-25-59-83).

Ombres et brouillard

de Woody Allen.

avec Woody Allen, Mia Farrow, John Malkovich, Jodie Foster, Madonna, Kathy Bates. Américain (1 h 26).

Woody Allen quitte Manhattan pour une Europe centrale mythique, expressionniste, où se mêlent le vrai et le faux sur la musique de Kurt Weill.

VO : Ciné Beaubourg, 1- (42-71-52-36) ; U. G. C. Odéon, 2- (42-25-10-30) ; U. G. C. Danton, 3- (42-25-10-30) ; U. G. C. Danton, 4- (42-25-10-30) ; U. G. C. Danton, 5- (42-25-10-30) ; U. G. C. Danton, 6- (42-25-10-30) ; U. G. C. Danton, 7- (42-25-10-30) ; U. G. C. Danton, 8- (42-25-10-30) ; U. G. C. Danton, 9- (42-25-10-30) ; U. G. C. Danton, 10- (42-25-10-30) ; U. G. C. Danton, 11- (42-25-10-30) ; U. G. C. Danton, 12- (42-25-10-30) ; U. G. C. Danton, 13- (42-25-10-30) ; U. G. C. Danton, 14- (42-25-10-30) ; U. G. C. Danton, 15- (42-25-10-30) ; U. G. C. Danton, 16- (42-25-10-30) ; U. G. C. Danton, 17- (42-25-10-30) ; U. G. C. Danton, 18- (42-25-10-30) ; U. G. C. Danton, 19- (42-25-10-30) ; U. G. C. Danton, 20- (42-25-10-30).

Trust me

de Hal Hartley, avec Adrienne Shelly, Martin Donovan, Merritt Nelson, John MacKay, Eddie Falco, Gary Sayer. Américain (1 h 40).

On pourrait dire, comme avec les Simpson, que la famille américaine dans toute son horreur, l'humour est moins hystérique, mais tout aussi méchant. Et la tendresse vient en plus.

VO : Ciné Beaubourg, 1- (42-71-52-36) ; U. G. C. Odéon, 2- (42-25-10-30) ; U. G. C. Danton, 3- (42-25-10-30) ; U. G. C. Danton, 4- (42-25-10-30) ; U. G. C. Danton, 5- (42-25-10-30) ; U. G. C. Danton, 6- (42-25-10-30) ; U. G. C. Danton, 7- (42-25-10-30) ; U. G. C. Danton, 8- (42-25-10-30) ; U. G. C. Danton, 9- (42-25-10-30) ; U. G. C. Danton, 10- (42-25-10-30) ; U. G. C. Danton, 11- (42-25-10-30) ; U. G. C. Danton, 12- (42-25-10-30) ; U. G. C. Danton, 13- (42-25-10-30) ; U. G. C. Danton, 14- (42-25-10-30) ; U. G. C. Danton, 15- (42-25-10-30) ; U. G. C. Danton, 16- (42-25-10-30) ; U. G. C. Danton, 17- (42-25-10-30) ; U. G. C. Danton, 18- (42-25-10-30) ; U. G. C. Danton, 19- (42-25-10-30) ; U. G. C. Danton, 20- (42-25-10-30).

Certaines nouvelles

de Jacques Davia, avec Micheline Presle, Bernadette Lafont, Gérard Lartigau, Caroline Cellier, Frédéric de Pasqually, Roger Hanin. Français, 1979 (1 h 37).

Les Français d'Algérie, juste au moment où ils ne peuvent plus se cacher la situation. Un regard attentif sur les derniers jours d'égotisme.

Cinéma-thèque française, salle du palais de Tokyo, 1- (47-04-24-24).

Faces

de John Cassavetes, avec John Marley, Gene Rowlands, Lynn Collins, Seymour Cassel, Fred Draper, Val Avery. Américain, 1968 (2 h 09).

Il faut voir et revoir les films de Cassavetes, il faut connaître l'Amérique, les Américains, les humains à travers son regard ironique et coloré.

VO : Gaumont Les Halles, 1- (40-26-12-12) ; Racine Odéon, 2- (43-25-59-83) ; Les Trois Bistrot, 3- (45-61-10-50) ; Sept Parnassiens, 4- (43-20-32-20).

Les Fourberies de Scapin

de Roger Coggio, avec Michel Galabru, Roger Coggio, Jean-Pierre Darras, Maurice Risch, Fanny Cortignon. Français, 1981 (1 h 50).

Adaptation de la pièce de Molière dans des décors naturels et avec beaucoup de mouvements.

Pathé Clichy, 18- (45-22-46-01) ; Le Garbetta, 20- (48-36-10-80).

Orange mécanique

de Stanley Kubrick, avec Malcolm McDowell, Patrick Magee, Michael Bates. Britannique, 1971 (2 h 30).

Histoire de violence gratuite, de déceuvage Fable de notre temps. Un film visionnaire. Il attire les spectateurs qui n'étaient pas aés quand il est sorti il y a vingt ans.

VO : Forum Orient Express, 1- (42-33-42-26) ; Le Champ - Espace Jacques Tati, 2- (43-54-51-60) ; 14 Juillet Parnasse, 3- (43-28-59-00) ; Publicis Champs-Élysées, 4- (47-20-76-23) ; Saint-Lambert, 5- (45-52-51-68).

Le Sacrifice

d'Andrei Tarkovski, avec Erland Josephson, Susan Fleetwood, Valérie Malraux, Allan Edwall, Gudrun S. Gislavottir, Sven Wollter. Suédois, 1986 (2 h 30).

Tandis qu'un professeur célèbre solennellement son anniversaire, on annonce à la télévision le déclenchement d'une guerre nucléaire. Le châtiment de Dieu est sur les hommes, et l'ultime chef d'œuvre de Tarkovski sur les écrans.

VO : Cosmos, 6- (45-44-28-80).

Soudain l'été dernier

de Joseph L. Mankiewicz.

avec Elizabeth Taylor, Katharine Hepburn, Montgomery Clift, Albert Dekker, Mercedes McCambridge, Gary Raymond. Américain, 1959, noir et blanc (1 h 54).

Une intrigue sulfureuse de Tennessee Williams, une distribution époustouflante : Elizabeth Taylor, dans l'éclat de sa splendeur. Montgomery Clift, déjà abîmé, Katharine Hepburn dans un personnage à la Bette Davis. Un film culte.

VO : Action Christine, 6- (43-29-11-30).

Le Voyeur

de Michael Powell, avec Karl Heinz Boehm, Moira Shearer, Anna Massey, Edmund Knight, Maxime Audley, Edmund Knight. Britannique, 1960, noir et blanc (1 h 50).

Un jeune homme bica sous tous rapports rue et film. Une ambiance étouffante, la peur sur toutes les marches d'escalier, dans tous les couloirs et les coins de rue. Un film phare du cinéma d'angoisse.

VO : Reflet Médias Logos salle Louis-Jouvet, 5- (43-54-42-34).

La sélection « Cinéma » a été établie par Colette Godard

Les entrées à Paris

Après un petit sursaut, les vacances scolaires se sont achevées sur un ton désenchanté, aucun film n'enregistrant de score spectaculaire. Parmi les nouveautés, *Une heure dans la nuit* se taille sans grand mal la meilleure part, avec plus de 85 000 entrées dans sa gigantesque combinaison de 43 salles. Mais le plus beau résultat est sans conteste les 13 000 spectateurs de *Faces* sur seulement quatre écrans, qui fait suite au succès de *Shadows* dans le cadre de la rétrospective Cassavetes. Et, avec près de 20 000 amateurs dans sept cinémas, *Le Festin* ne se s'en sort pas trop mal.

Deuxième du classement, *Dien Bien Phu* abandonne une partie de ses positions à 65 000 (- 35 %

par rapport à sa semaine de sortie). Quant à la comédie bien de chez nous distribuée pour les vacances, *A quoi tu penses-tu ?* elle s'effondre littéralement, passant de 20 000 à moins de 5 000 spectateurs en deuxième semaine. Dans le même registre, le *Bel des casse-pieds* est beaucoup plus vaillant, avec 340 000 en un mois. Détour obligé de tout congé scolaire, le Walt Disney de la saison, *Blanche-Neige*, en est à 310 000 sur la même durée.

Les champions de ce début d'année poursuivent, eux, leur bonhomme de chemin : l'*Amant* a passé la barre des 700 000 en huit semaines, *JFK* celle des 600 000 en sept semaines, et *Talons aiguilles* celle des 400 000 en neuf semaines.

10 NOMINATIONS OSCARS

BEST FILM: WARREN BEATTY - ANNETTE BENING
BEST DIRECTOR: BARRY LEVINSON
BEST ACTOR: WARREN BEATTY
BEST ACTRESS: ANNETTE BENING
BEST SUPPORTING ACTOR: HARVEY KEITEL
BEST SUPPORTING ACTRESS: BEN KINGSLEY

WARREN BEATTY - ANNETTE BENING
BUGSY
Chicago, Hollywood, Las Vegas, itinéraire d'un rêve

VOIC PROSTHE BEATTY - GAUMONT AMBASSADE - GAUMONT LES HALLES - 14 JUILLET ODEON
PATHE MONTPARNASSE - BASTILLE - GAUMONT OPERA - PATHE HAUTES-SEINES
NATION - UGC MARLYN - 14 JUILLET BEAUGRENELLE - KINOPARADISE
VE. PARAMOUNT OPERA - 102 - UGC COBELINS - UGC LYON BASTILLE - UGC CONVENTION
UGC MONTPARNASSE - MISTRAL - SAINT LAZARE PARNASSE - PATHE WEPLER
ET DANS LES SALLES DE PONTREUIL

Notre Nestor...

Jean Rouch nous a adressé ce texte en mémoire du grand chef opérateur Nestor Almendros, disparu le 4 mars. par JEAN ROUCH

Il entra tout naturellement dans notre famille, dès sa première apparition dans la salle du Musée de l'homme, où il présentait *Gente en la playa*, tourné en 16 mm en 1961, avec une caméra mécanique Bell and Howell, sous la mauvaise influence de *Chronique d'un été*. Cela lui avait valu inévitables haines et exil à Paris.

A sa place, je n'y serais sans doute pas resté, tant les jeunes cinéastes français d'alors furent réprobateurs : « Comment peut-on quitter le paradis de Fidel ? » Jane Rouch (qui venait de publier *En cage avec Lumumba*), elle, l'avait immédiatement reconnu comme l'un de ces enfants perdus sans coller dont elle a toujours été la championne d'accueil international toute catégorie...

Barbet Schroeder découvrit, dès 1964, l'incomparable acuité de son regard : il lui confia, à côté d'Etienne Becker, Albert Maysle, l'un des sketches de *Paris vu par...* Eric Rohmer, séduisit, lui confia une caméra 16 mm pour *Nadia à Paris* et *Une étudiante d'aujourd'hui* (1965), puis Jean Eustache le fit passer au 35

mm professionnel avec *Le Père Noël a les yeux bleus*.

Meie il fallait bien vivre, le film d'avant-garde ne nourrissait pas son homme. Grâce à Eric Rohmer, Nestor Almendros devint réalisateur et chef opérateur de la télévision scolaire entre 1965 et 1968. Soudain, en 1966, c'est l'éblouissement de la Collectionneuse : l'utilisation totale de la lumière solaire par arme à glace interposée... Cela devait le conduire à la gloire internationale, de François Truffaut à l'Oscar des *Moissons du ciel*...

Pourtant, de cette palette incomparable, je retiendrai pour toujours les petites images sans prétention de *Sing Sing*, le *Repas rituel*, *Macquignies*, le *Cochon aux patates douces*, tournées en Nouvelle-Guinée avec Barbet pour préparer la *Valérie* (1971), que nous avons décidé de projeter à nouveau pour notre onzième Bilen du film ethnographique, en séance de clôture, le 20 mars à 21 heures au Musée de l'homme. Ce sera notre mari à Nestor, notre « étrange étranger » qui n'a pas pu attendre le départ de Fidel pour revenir dans son pays du *Nobody*

LA SÉLECTION

THEATRE

Spectacles nouveaux

L'Afrique fantôme

de Thierry Bédard, mise en scène de l'auteur, avec Jean-Luc Budet, Marc Fayet, Laurent Poltraux, Sylvia Jobert et Richard Dubeldi.

Une mission ethnographique traverse l'Afrique, en des temps coloniaux. Journal de Michel Léris, qui, las de la vie à Paris, voit dans le voyage, une méthode de connaissance, un moyen symbolique d'arrêter la vieillesse.

Théâtre Gérard-Philipe, 58, bd Jules-Guesde, 93000 Saint-Denis. A partir du 18 mars. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-43-00-69. De 40 F à 100 F.

Andromaque

de Jean Racine, mise en scène de Marc Zammit, avec Gail Baron, Laurance Blavaru, Régis Bouquet, Sabine Haudouin, Claire Leno, Didier Sandra, Ophélie Teillaud et Marc Zammit.

La tragédie des vaincus et des vainqueurs. La guerre a bouleversé l'ordre des amours.

Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, 18°. A partir du 24 mars. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-27-81-15. Durée : 2 heures. De 70 F à 140 F.

Don Juan

ou l'Homme de cendres

d'André Obey, mise en scène de Michel Mourer, avec Bulle Bardoux, Catharina Béguin, Hector Cabello Reyes, Pascal Courgenou et Jean-Marc Vert.

Ce Don Juan-là est dû à André Obey, qui, loin de Molière et de Mozart, en revient aux sources espagnoles du Siècle d'or.

Procrast, 35, rue Léon, 18°. A partir du 19 mars. Du jeudi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-06-59-91.

Don Quichotte

d'après Cervantes, mise en scène d'Olivier Cohen.

C'est l'année Christophe Colomb, l'Espagne est à la mode.

Théâtre du Tambour royal, 92-94, rue du Faubourg-de-Tenelle, 11°. A partir du 18 mars. Du lundi au dimanche à 18 h 45. Tél. : 48-06-72-34. Durée : 1 heure. De 60 F à 120 F.

L'étan ; le rêve (mais peut-être pas)

de Luigi Pirandello, mise en scène de Jean-Louis Benoît et Didier Bozoz, avec Marcel Bozonnet, Sylvia Bergé, Jean-Baptiste Melart, Françoise Chaumette, Geneviève Casile et Monique Laurie.

La trahison, la jalousie, la vengeance, traités dans le plus pirandellien des jeux de miroirs.

Théâtre national de l'Odéon (petite salle), 1, place Paul-Claudel, 6°. A partir du

24 mars. Du mardi au dimanche à 18 h 30, le dimanche à 18 heures et 21 h 30. Tél. : 43-26-70-32. 47 F et 87 F.

L'Eveil du printemps

de Frank Wedekind, mise en scène de Guy Friebe, avec Alain Batis, Gathiane Engellbert, Alain Farré, Thierry Kalfé, Sylvie Mazzé, Baghir Muhammedi, Maryse Poulain et Régine Trieu Condit.

Toutes les ambiguïtés, les naïvetés, les perversités, les souffrances de l'adolescence, dans une époque instable, le début de notre siècle.

Cartoucherie Théâtre de la Tempête, route du Champ-de-Manœuvre, 12°. A partir du 24 mars. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 18 heures. Tél. : 43-28-33-38. Durée : 1 h 40. De 50 F à 110 F.

Kreacja

d'Irenausz Iredymski, d'après Barbara Grzegorzewska, mise en scène d'Alain Papin, avec Thomas Schetting, Valérie Dioma et Olivier Latron.

Il est peintre, elle est bibliothécaire. Tous deux habitent un village où un jour arrive de la grande ville, un homme, qui détruit l'identité de l'artiste. « Un monde où le vide s'oublie dans l'alcôve et la folie », écrit le metteur en scène.

Collège néerlandais, 61, bd Jourdan-Cité universitaire, 14°. A partir du 19 mars. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée dimanche à 18 h 30. Tél. : 40-78-50-00. Durée : 2 heures. 70 F et 90 F.

Lorsqu'un poète meurt...

Federico Garcia Lorca

d'après Rafael Albari, Vicente Aleixandre, Gerardo Diego, Jacinto Luis Guernu, Jorge Guillén, Nicolas Guillén, Miguel Hernández, Antonio Machado, Pablo Neruda, Leopoldo Lleras, Federico Garcia Lorca, mise en scène d'Anne Calvet, avec Luis Calvo, Anna Calvet et Corine Ricourt.

Autour de Garcia Lorca, avec les grands poètes espagnols.

Théâtre de Nesle, 8, rue de Nesle, 6°. A partir du 20 mars. Du lundi au samedi à 18 h 45. Tél. : 48-36-81-04. Durée : 1 h 30. De 35 F à 100 F.

Les Nouveaux Nez dans

Cinq folles en cirque mineur

d'André Rist-Sarcey, mise en scène de l'auteur, avec Nicolas Barnard, Roger Borias, Roselyne Guinet et Alain Reynaud.

Quatre clowns qui nous entraînent dans leurs délirés.

Ranelagh, 5, rue des Vignes, 16°. A partir du 24 mars. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 42-88-64-44. De 50 F à 130 F.

Pandora

de Jean-Christophe Bailly, mise en scène de Georges Lavandant, avec Carle Brandt, Laura Mirante, Christophe Gelschhaus, Marie Paule Trystam, Gilles Arbona, Marc Botton, Philippe Morier-Génoud, Roch Lebevic, Michel Aumont.

La boîte de Pandora, celle qui renferme les maux de l'humanité... Voyage du mythe dans notre temps, entre notre temps et celui de Piero della Francesca. Et Georges Lavandant retrouve Jean-Christophe Bailly.

Maison de la culture, 1, bd Lénine, 93000 Bobigny. A partir du 20 mars. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 49-31-11-46. 96 F et 125 F.

Rumeur à Wall Street

de Bernard Chatellier, d'après Hermann Melville, mise en scène

de Séraphine Bonvoisin, avec Philippe Clévenot, Gad Marlon, Philippe Khorsand, Xavier Thiem, Jean-François Lapalus, Michel Clévenot et Nicolas Bonvoisin.

A Wall-Street, chez un homme de loi, confronté à un employé qui refuse de se résigner. Le burlesque, dit le metteur en scène, est toujours l'histoire d'un malentendu.

Théâtre des Amateurs, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. A partir du 24 mars. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 18 h 30. Tél. : 46-14-70-00. De 85 F à 125 F.

Le Supplément au voyage de Bougainville

de Oiderot, mise en scène de Dominique Lurcel, avec Christian Hutoire et Alain Raïs.

Bougainville venait de découvrir Tahiti, sujet de conversation dans tous les salons. Deux amis discutent et rêvent sur cette « nouvelle Cythère », ses mœurs, son paysage.

La Vieille Grille, 1, rue du Puits-de-l'Ermitte, 5°. A partir du 18 mars. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 47-07-22-11. 70 F et 100 F.

Teatr

de Mikhaïl Boulgakov, mise en scène de Sophie Renaud, avec Pierre Audessat, Jean-Marc Avocat, Laurent Claret, Henri Delmas et Sophie Renaud.

D'après le roman *Teatr* de Boulgakov, qui savait de quoi il parlait, les tribulations romanesques d'un auteur, dans l'URSS de Staline.

Théâtre Paris-Plaine, 13, rue du Général-Gaumont, 15°. A partir du 24 mars. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 40-43-01-82. De 50 F à 100 F.

La vie n'est pas un film de Doris Day

de Mino Ballo, mise en scène de Maria Rouvray, avec Jean-Marie Rottuy, avec Jacques Ardouin, Igor Persan et René Eroux.

Trois femmes interprétées par trois hommes, racontent que leur vie n'est pas rose, c'est pourquoi elles préfèrent en rire.

Lucernaire Forum Centre national d'art et d'essai, 53, rue Notre-Dame-des-Champs, 6°. A partir du 18 mars. Du lundi au samedi à 21 h 30. Tél. : 48-44-57-34. De 71 F à 140 F.

Paris

Bérénice

de Racine, mise en scène de Christian Rist, avec Katia Caballero, Fajra Oatiba, Bruno-Karl Boie, Amoud Déarsin, Simon Bakhaouche et Emmanuel Quasta.

C'est la plus belle, la plus secrète en tout cas des tragédies raciniennes. La plus douce et cruelle. Et le travail de Christian Rist n'est jamais indifférent.

Athénée-Louis Jovet, 4, square de l'Opéra-Louis-Jovet, 9°. La mardi à 19 heures, les mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 16 heures. Tél. : 47-42-67-27. De 85 F à 130 F.

C'était bien

de James Saunders, mise en scène de Stéphane Meldegg, avec Béatrice Agnès, Stéphane Freiss, Maurice Garrel et Jacques Frenay.

Des Tchèqueux exilés à Londres et bien intégrés reçoivent des compatriotes qui étaient restés au pays. Un jeune et beau garçon, un vieil homme revenu de tout : Maurice Garrel, formidable.

La Bruyère, 5, rue La Bruyère, 9°. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 48-74-76-99. Durée : 2 h 10. De 95 F à 110 F.

L'Echange

de Paul Claudel, mise en scène de Gilles Bouillon, avec Antoine Basler, Aude Brillant, Gérard Chellou et Martine Pascal.

Sur la côte est des États-Unis, deux couples s'affrontent. L'argent, l'amour, la chair, l'inquiétude existentielle sont en jeu. C'est Claudel.

Théâtre 13, 24, rue David, 13°. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 45-58-52-22. 70 F et 100 F.

Estelle

de et avec Françoise Morel, mise en scène de Mario Gonzales.

Passionnée et métèque, envahissante et généreuse. Estelle se bat comme elle peut. Et elle gagne le cœur des spectateurs.

Mario-Stuart, 4, rue Marie-Stuart, 2°. Du mardi au samedi à 20 heures. Tél. : 45-08-17-80. De 48 F à 110 F.

George Dandin

de Molière, mise en scène de Serge Lecomte assisté de Denis Boileau.

Les malheurs du paysan enrichi, époux d'une infidèle traduite dans la poésie du langage des signes.

Théâtre Daniel-Sorano, 16, rue Charles-Pathé, 94000 Vincennes. Du mercredi au vendredi à 21 heures, le dimanche à 18 heures. Tél. : 48-08-60-83. 75 F et 90 F.

Lettres clandestines

d'après Pierre Mertens, mise en scène de Jean-Pierre Carasso, avec Philippe Laudonbach, Marie-Hélène Chesneau, Liliane Mazaron et Carole Lipand.

Alban Berg partagé entre femmes et musique. Un monologue fébrile, une musique envoûtante.

Théâtre le Vanves, 12, rue Sadi-Carnot, 92000 Vanves. Du jeudi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 46-45-46-47. 60 F et 100 F.

Maître Puntilla et son valet Matti

de Bertolt Brecht, mise en scène de Marcel Maréchal, avec Pierre Arditi, Marcel Maréchal, Annie Le Yodoc, Angelo Bardi, Richard Guédy, Fabienne Parneau, Jean-Paul Borden.

Le duo Marcel Maréchal-Pierre Arditi, dans une confrontation impitoyable, réjouissante, succulente.

Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, 18°. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. De 70 F à 140 F.

Ne m'oubliez pas

de Philippe Genty, mise en scène de Philippe Genty et Mary Underwood, avec Nathalie Desveta, Francisco Denis, Mirella Favre-Bulla, Laurent Fraula, Nicolas Gousseff, Catherine Martin et Sean Myatt.

Une enfant rêve, des humains et des mannequins à leur image dansent. Une femme à tête de singe regarde. Ils emportent dans leur danse, dans leur poésie, dans leur enchantement.

Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, 4°. Du mercredi au samedi à 21 heures. Tél. : 42-74-22-77. De 80 F à 90 F.

La Nuit de l'an 2000

de Philippe Avron, mise en scène de l'auteur.

L'an 2000 c'est pour bicentot. Avron retrouve Evrard, et avec Marianoe Serget, ils vont ressusciter les morts.

Théâtre de l'Est parisien, 158, av. Gambetta, 20°. Les mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30, le jeudi à 19 heures, le dimanche à 15 heures. Tél. : 43-64-80-80. Durée : 1 h 30. 80 F et 130 F.

Opéra équestre

de Bartabas, mise en scène de l'auteur.

Les chanteuses, les musiciens, les chevaux, les cavaliers, et Bartabas, pour quelques jours encore dans leur maison de bois, avant que tout ne soit conduit en France, et en Europe.

Théâtre équestre Zingaro, 178, av. Jean-Jourès, 93000 Aubervilliers. Du jeudi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 h 30. Tél. : 48-04-38-48. Durée : 2 h 30. De 110 F à 210 F.

Quatre heures à Chatila

de Jean Genet, mise en scène d'Alain Milhem, avec Clotilde Mollet.

La révolte de Jean Genet face au sort des Palestiniens, ces exclus d'aujourd'hui.

Dans le dernier supplément « Art et spectacles », daté du 12 mars, la légende de la photo de Clotilde Mollet comportait une erreur : Théâtre 41, à la place de Théâtre de Genevilliers, qui se trouve effectivement au 41, avenue des Grésillons, à Graveneyville.

Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 47-53-26-30. Durée : 1 heure. 80 F et 110 F.

Septième ciel

de Caryl Churchill, adaptation de Jean-Pierre Carasso, mise en scène de Paul Golub, avec Diana Calma, Hervé Dossan, Jean-François Desjardis, Roselyne Guinet, Christian Gannon, Brum Lennell et Catherine Thérone.

Il est toujours intéressant de découvrir un auteur mal connu ou France. Fameuse et sulfureuse en Angleterre, Caryl Churchill est en tout cas une personnalité originale.

Cartoucherie, Atelier du Chaudron, route du Champ-de-Manœuvre, 12°. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-28-97-04. 80 F et 100 F.

Un homme pressé

de Bernard Chartoux, mise en scène de Jean-Pierre Vincent, avec Daniel Auteuil, Mylène Demongeot, Michel Kuhlmann et Roger Mirmont.

Le cri de l'homme hessé. L'histoire de Job, à qui Dieu a tout pris, sa famille, sa terre, ses biens.

Théâtre des Amateurs, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 46-14-70-00. De 95 F à 125 F.

Une sale histoire

de Jean Eustache et Jean-Noël Pico, mise en scène de Jean-Louis Martinelli, avec Gérard Barreau, Charles Berling, Jean-Marc Bory, Sylvia Milhaud et

Christine Vézinet

Jean-Louis Martinelli se trouve en accord avec les auteurs de son temps. Avec Jean Eustache, dont il reprend et adapte le texte d'un film. C'était un moment-clé du dernier Festival d'Avignon.

Maison de la culture, 1, bd Lénine, 93000 Bobigny. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 48-31-11-45. 95 F et 125 F.

Les Videurs

de John Godber, mise en scène de Richard Lewis et Roland Mahauden, avec Jean-Paul Dermont, Luc Fontayn, Michel Kartchevsky et Xavier Percy.

Dans l'Angleterre Thatcherienne, les videurs d'une disco s'identifient aux clients. Ce n'est pas triste.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, 20°. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 43-66-43-60. De 110 F à 220 F.

Le Vieux Hiver, Fragile Forêt

de Roger Planchon, mise en scène de l'auteur, avec Maurice Barrier, Marco Bisson, Eva Orlan, Philippa Oalaigue, Collette Dompietri, Jean-Pol Dubois, Vincent Garanger, Michèle Goddard, Paula Grazini, Gérard Guillaumat, Laura Marsac, Roger Planchon, Aurélien Reeling, Régis Royer et Véronique Silver.

Derniers jours pour le dyptique « Elisabeth » de Planchon, sur le thème de la guerre. Un thème éternel.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, 20°. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-66-43-60. De 110 F à 220 F.

Dernière représentation le 22 mars.

Province

Strasbourg

Les Amours tragiques de Pyrame et Thisbé

de Théophile de Viau, mise en scène d'Antoine Girard, avec Nicolas Pirson, Karina Fallous, Pierre Mottet, Bernard Waver.

Jean-Marie Villégier, directeur du TNS a contribué fortement à la vogue du théâtre et de la musique baroque. Il aime tant ce style qu'il voudrait tout en faire connaître. Et il partage cette tâche avec de jeunes metteurs en scène.

Théâtre national, 1, rue André-Malraux, 67000 Strasbourg. Le mardi à 20 h 30. Tél. : 88-35-44-62. 80 F et 110 F.

Lille

Doublages

de Michel Vitzoz, mise en scène de Philippe Noë, avec Nathalie Nell, Pierre Cassignard et Fernand Kint.

Premier valet d'une trilogie comique consacrée à une femme qui cherche sa place dans le monde. Et pour commencer, elle s'adresse à un bureau de place-

DE LA SEMAIN

21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31

21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31

21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31

21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31

21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31

21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31

21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31

21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31

21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31

21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31

21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31

21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31

21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31

21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31

21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31

21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31

21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31

21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31

21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31

21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31

21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31

21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31

21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31

21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31

21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31

21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31

21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31

21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31

21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31

21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31

21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31

21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31

21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31

21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31

21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31

21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31

21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31

21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31

21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31

21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31

21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31

21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31

21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31

21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31

LA SÉLECTION DE LA SEMAINE

ARTS

Nouvelles expositions

Cubismes tchèques, 1910-1925

Pendant une quinzaine d'années, de 1910 à 1925, est apparu à Prague et en Bohême ce qu'il est convenu d'appeler le cubisme tchèque. Inspiré par le cubisme français, ce mouvement empruntait aussi à l'expressionnisme allemand, voire norvégien. La peinture, le design sous toutes ses formes ont participé à cette école, mais aussi, et cela donne un résultat étrange, l'architecture : comment être en effet architecte cubiste et se jouer de l'angle droit ?

Centre Georges Pompidou, Galerie du Csi, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Du 18 mars au 17 mai.

Paul Hankar, dix ans d'Art Nouveau

Veane, comme il se doit, de Bruxelles, cette exposition révèle un des maîtres de l'art nouveau, dont la capitale belge fut un remarquable foyer, bien au-delà de la célérité du seul Horta. Bruxelles, impitoyable pour son patrimoine, a fait beaucoup disparaître de l'œuvre de Paul Hankar, comme tant d'autres chefs-d'œuvre. Comme le massacre n'est pas prêt de s'arrêter, il faut aller visiter cette exposition non seulement pour le plaisir, mais par esprit de solidarité.

Centre Wallonie-Bruxelles à Paris, Beau-nord, 127-129, rue Saint-Martin, Paris 4. Tél. : 42-71-26-18. Tous les jours sauf lundi de 11 heures à 18 heures. Du 18 mars au 7 juin. 20 F.

Paris

Orsay dans les parages de Lautrec

Le Musée d'Orsay se devait d'accompagner l'exposition Lautrec de quelques dossiers. Qu'il faut savoir trouver. L'un traite des architectures du spectacle, l'autre évoque le cabaret du Chat noir, un troisième porte sur les photographies de la Lofe Fuller, un quatrième rappelle Maxime Dethomas à notre bon souvenir. Enfin il est question des « arts incobérents » dont les expositions, pendant dix ans (de 1882 à 1893) ont fait régner tout Paris.

Musée d'Orsay, 1, rue de Bellechasse, Paris 7. Tél. : 40-49-48-14. Mercredi, vendredi, samedi, mardi, de 10 heures à 18 heures, jeudi de 10 heures à 21 h 45, dimanche de 8 heures à 18 heures. Fermé le lundi. Jusqu'au 31 mai. 27 F (billet d'accès du musée).

Alberto Giacometti

Il reste quelques jours pour revoir, ou découvrir le sculpteur, le dessinateur, le peintre et son vertige face à la figure humaine, qui lui échappe, qu'il tente d'approcher, de cerner. Une grande rétrospective réunissant plus de trois cents œuvres depuis les essais de jeunesse, à Stampa, jusqu'aux portraits d'Annette ou de Diego.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Samedi et dimanche jusqu'à 19 heures. Jusqu'au 22 mars. 40 F.

Louis I. Kahn, le monde de l'architecte

Des ronds, des carrés, des triangles, des doubles peaux de béton, des pièges à lumière, l'architecture de Louis Kahn s'expose au 5^e étage du Centre Pompidou dans une mise en scène d'Arata Isozaki. L'occasion de découvrir l'œuvre de cet Américain méconnu en Europe.

Centre Georges-Pompidou, grande galerie, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 4 mai.

Ellsworth Kelly, les années françaises 1948-1954, Suzanne Lafont

Peintre et sculpteur américain, représentant majeur de l'art abstrait dans sa version la plus géométrique, Ellsworth Kelly, a débarqué en Normandie en juin 1944, s'en est allé faire un tour à Paris où, trois ans après la guerre, il va revenir pour y rester six ans. Ce sont les œuvres de cette période qu'expose le Jeu de paume. On est loin, avec Kelly, de l'approche philosophico-photographique que propose au même Jeu de paume la

Ninoise Suzanne Lafont. Mais dans la juxtaposition de ces artistes qu'un quart de siècle sépare, on est en plein dans l'univers exploratoire de l'art du XX^e siècle.

Galerie nationale du Jeu de paume, place de la Concorde, Paris 1^{er}. Tél. : 42-60-88-88. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche de 10 heures à 19 heures, mardi jusqu'à 21 h 30. Jusqu'au 24 mai. 30 F.

Les Lantrec de Lautrec

Lautrec lithographe et affichiste en deux cent cinquante-trois numéros, du café-concert au champ de course, en passant par le bordel : c'est plus qu'un complément à l'exposition du Grand Palais. Les œuvres sont extraites du fonds conservé à la BN, en particulier du don que la comtesse de Toulouse-Lautrec avait fait en 1902, peu de temps après la mort de son fils.

Bibliothèque Nationale, galeries Mansart et Mazarine, 1, rue Vivienne, Paris 2^e. Tél. : 47-03-81-10. Tous les jours de 10 heures à 20 heures. Jusqu'au 31 mai. 30 F. 20 F avec un billet du Grand Palais. Conf. mer. 25 mars à 18h30.

Machines d'architecture

Treize architectes internationaux de la tendance branchée explorent vaillamment toutes les formes d'art, de la peinture au théâtre, susceptibles d'apporter un petit ou un grand quelque-chose à un médier, le leur, et à une pratique, inventer la ville, dont ils considèrent l'avenir comme houché. En fait, se recrée un ancrage et vient entre l'utile et l'esthétique, auquel il ne manque que la solidité pour faire un parfait hommage à Vitruve.

Fondation Cartier, 3, rue de la Manufacture, Jouy-en-Josas, 78000. Tél. : 33-55-46-46. Tous les jours sauf dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 21 avril. 25 F.

Richard Parkes Bonington

Passant le Channel en 1817, Richard Parkes Bonington fut l'élève de Louis Francia à Calais, puis du Baron Gros à Paris. Après quoi il se voua au paysage, à la poésie des ruines des abbayes normandes et plus généralement au pittoresque, dans l'ancienne France, à Londres (avec Delacroix) ou à Venise. Il mourut à vingt-six ans, sans avoir pu réaliser son rêve de grande peinture d'histoire.

Musée du Petit Palais, av. Winston-Churchill, Paris 8^e. Tél. : 42-65-12-73. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 17 mai. 36 F.

Photographie et sculpture

D'Hippolyte Bayard aux icônes modernes de Georges Roussel et Pascal Kera, sous forme de statuette, bas-relief, buste, installation ou corps humain, qu'il s'agit d'organiser des effets de lumière, d'agencer l'espace, de valoriser la matière ou de décalquer le réel, la sculpture décline ses facettes et acquiert une autre dimension par l'image fixe.

Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-36-53. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 heures. Jusqu'au 6 avril. 23 F (entrée du musée).

Georges Rouault

S'il est un peintre expressionniste français, c'est bien Rouault dans la première décennie du siècle, lorsqu'il peint prosternés, juges et figures de cire avec féroce. Pour illustrer ces débris mal connus - à tort - de l'artiste, une centaine de peintures, aquarelles, encres et céramiques ont été rassemblées.

Centre Georges-Pompidou, grande galerie, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 4 mai.

COLLOQUE MINISTÈRE DE LA CULTURE
1^{er}, 2^e, 3^e AVRIL 1992
PALAIS DU LUXEMBOURG
Inscrip. au Présent
46 71 61

dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 4 mai. 32 F.

Souvenirs de voyages : autographes et dessins français du XIX^e

En une centaine de documents illustrés, les notes et les impressions enregistrées ici et là, ou à-bas, par Delacroix, Chassériau, Corot, Boudin, Gauguin, Redon et quelques autres voyageurs.

Musée du Louvre, pavillon de Flore, porte Jaillard - côté jardin des Tuileries, Paris 1^{er}. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 9 heures à 17 h 15. Jusqu'au 18 mai. 31 F (prix d'entrée du musée).

Toulouse-Lautrec

De tous les artistes célèbres de la fin du dix-neuvième siècle, Toulouse-Lautrec était un des derniers à ne pas avoir en droit, depuis longtemps, à une grande rétrospective. Il ne perdait rien pour attendre : Tous les médias s'en mêlent, l'exposition - 200 peintures, gravures, dessins et affiches - aura, à n'en pas douter, un succès monstrueux.

Grand Palais, galeries nationales, av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. Gai-Esplanade, Paris 8^e. Tél. : 44-13-17-17. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 1 juin. 50 F.

Galleries

Arnaud Claess

Lois du spectaculaire, de l'anecdote et de la narration, Arnaud Claess photographie les choses les plus anodines pour en cerner mieux le sens. Un tronc millénaire, un carreau cassé, une roche friable... La preuve par l'image que « rien n'est éternel ».

Galerie Michèle Chomette, 24, rue Beau-bourg, Paris 3^e. Tél. : 42-78-05-82. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 4 avril.

Hommage à Germaine Richier

Cela doit faire près de trente ans qu'il n'y a pas eu d'exposition Germaine Richier à Paris. Soit presque depuis la mort du sculpteur de l'Arménie, de l'Ogre, de l'Hydre et nombre d'autres êtres fantastiques, au corps en lambeaux. L'hommage est donc bienvenu.

Galerie Odiermatt-Cazaux, 85 bis, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8^e. Tél. : 42-66-92-58. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 18 avril.

Alfonso Ossorio (1916-1990)

Artiste singulier originaire des Philippines, qui compte parmi ses amis Pollock et Dubuffet, Alfonso Ossorio (1916-1990) aura véhiculé une part de l'héritage surréaliste et travaillé avec ferveur et mysticisme à des assemblages de papiers déchirés, qu'il nourrissait à la cire avant d'y jeter ses dessins quasi automatiques.

Galerie Zabricki, 37, rue Quincampoix, Paris 4^e. Tél. : 42-72-35-47. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 11 avril.

Arnulf Rainer

L'exposition propose les « Face Faces » de 1969-72. Soit un ensemble d'autopourraits photographiques primaires à soumettre que l'artiste autrichien, alors pris dans la spirale du Body Art, a fait puis que retoucher. Il les a ratés, recouverts, surchargés de rouge, de noir, liant picturalité et réalité d'un grand geste auto-mutilant.

Galerie Thaddaeus Ropac, 7, rue Debel-layne, Paris 3^e. Tél. : 42-72-99-00. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 2 mai.

Zush

Un imagier de Barcelone et diablement inspiré, qui, depuis vingt ans, en marge des courants convenus, développe une œuvre fantasmagorique, pleine, entre autres, de serpents qui se mordent la queue. Devant ses dessins, ses tableaux, ou ses livres remplis d'écritures et d'albumes, on pense très fort à l'art brut. Mais pas seulement.

A. B. Galeries, 24, rue Keller, Paris 11^e. Tél. : 48-08-90-90. Tous les jours de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 29 mars.

Province

Arlès

Zadkine

Il y avait longtemps que l'œuvre de Zadkine n'avait pas fait l'objet d'une exposition. Depuis vingt ans. Celle que propose Arles réunit, au musée Réattu, un ensemble de bois et de pierres éclairant le parcours austère du statuaire au long de la première moitié du siècle. A l'Espace Van Gogh sont exposées les gouaches des années 30.

Espace Van Gogh, rue du Président-Wilson, 13200. Tél. : 90-49-39-03. Tous les jours de 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 14 juin.

Bourg-en-Bresse

Judith Reigl

Un choix d'œuvres jalonne le parcours de ce peintre d'origine hongroise, fixé depuis quarante ans à Paris. Qui travaille par séries à des peintures longues, ment muries, jusqu'à l'épuisement des signes, jusqu'à la saturation de la couleur, jusqu'à la sédimentation de la matière.

Musée de Brou, 63, boulevard de Brou, 01000. Tél. : 74-45-39-00. Tous les jours de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures. Jusqu'au 12 avril.

La Roche-sur-Yon

Paul-Armand Gette

Peu d'artistes ont la finesse et l'élégance de Paul-Armand Gette, observateur minutieux de choses et d'autres, qui glisse un œil sur la bordure d'un chemin, la lisière d'une robe, ou l'ourlet d'une rose, en amateur de Monet jardinier et de Lewis Carroll.

Musée municipal, rue Jean-Jaurès, 85000. Tél. : 51-05-54-23. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, dimanche de 15 heures à 19 heures. Jusqu'au 18 avril.

Le Cateau-Cambrésis

De Matisse à aujourd'hui

Treize des trente musées du Nord-Pas-de-Calais possèdent des sculptures du vingtième siècle, de Matisse, Maillol et Laurens à Dodeigne et Piaogang. Les meilleures sont réunies, associées à des œuvres du Fonds régional d'art contemporain au musée du Cateau-Cambrésis et au musée de Cambrai (pour les plus récentes).

Musée Matisse, palais Fénélon, 59360. Tél. : 27-84-13-15. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 14 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 25 avril.

Marseille

Magritte

Exubérantes, burlesques, piteuses et de mauvais goût, une série de peintures à l'huile exécutées à la hâte, en 1948, en vue d'une exposition à Paris. Provocation dans la tradition surréaliste, ce pied de nez à l'art du bien pointé dans la capitale française, reçut plutôt deux fois qu'une la caution de Louis Scutenaire, qui prépara le catalogue.

Musée Cantini, 19, rue Grignan, 13008. Tél. : 91-54-77-75. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 17 heures. Jusqu'au 3 mai.

Nantes

Jean-Pierre Bertrand

Une trentaine de grandes peintures en « barres » mêlant le papier au miel et l'acrylique rouge sombre, quelques photos, des vidéos... Pour entrer dans le secret d'une œuvre réfléchie, méditée, sensible au temps, à l'air, mais pas à l'air du temps, et qui commence seulement à être reconnue au-delà de l'hexagone.

Musée des beaux-arts, 10, rue Georges-Clemenceau, 44000. Tél. : 40-41-85-65. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 13 heures à 17 h 45, dimanche de 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 28 avril.

Sète

Julije Knifer

Julije Knifer est un artiste de Zagreb peu connu en France, malgré sa longue carrière de peintre et la qualité de son œuvre strictement abstraite. Qu'il tente de poursuivre malgré tout, pour le moment hors du pays. L'exposition présente les tableaux et les dessins au noir, acryliques, très beaux, qu'il vient de réaliser lors de son séjour à la Villa Saint-Clair, une résidence pour les plasticiens.

Espace Paul-Boué, 32, rue Paul-Boué, 34200. Tél. : 87-53-78-88. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 heures à 19 heures et sur rendez-vous. Jusqu'au 31 mars.

Villeneuve-d'Ascq

Yvon Lambert collectionne

Yvon Lambert a été un des premiers à défendre les artistes conceptuels et minimalistes : Carl André, Sol LeWitt, Robert Rauschenberg, et à exposer le Land Art, et Buren, et Turrell, et bien d'autres, dont Combas et Barcelo ; et à aimer très fort l'œuvre de Cy Twombly. Sa collection personnelle, présentée simultanément au musée de Villeneuve-d'Ascq et au musée de Tourcoing, est à l'image des engagements du galeriste.

Musée d'art moderne, 1, allée du Musée, 59600. Tél. : 20-05-42-48. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 20 avril.

La sélection « Arts » a été réalisée par Geneviève Brecrette
Sélection « Photo » : Michel Guérin.

L'embellie américaine

Les n

Y

L

J

C

D

E

F

G

H

I

K

L

M

N

O

P

Q

R

S

T

U

V

W

X

Z

A

B

C

D

E

F

G

H

I

J